

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Numéro spécial

Soixantième anniversaire
de l'assassinat
de Léon Trotsky



N° 26 nouvelle série (n° 632) - Septembre 2000 - Prix : 30 F - 8 FS - 200 FB

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Dialogue avec des militants "soviétiques"
sur les causes de l'effondrement de l'URSS
(première discussion) p. 3
(Par Pierre Lambert)

Le discours du représentant
du secrétariat international de la IV^e Internationale
sur la tombe de Léon Sedov
à l'occasion du soixantième anniversaire
de l'assassinat de Léon Trotsky p. 15

Extraits des écrits
de Léon Trotsky p. 23

Ultime notes (1940) ; *Bilan et Perspectives* (1906) ; "A l'échelle de l'histoire universelle" (1921) ; "La légitimité de la révolution russe" (1932) ; *Cours nouveau* (1923) ; *La Révolution permanente* (1929) ; "La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne" (1932) ; "Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !" ; "Qu'est-ce que le national-socialisme ?" (1933) ; "Le conflit italo-éthiopien" (1935) ; "Le problème national et les tâches du parti prolétarien" (1935) ; "Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde" (1939) ; *Journal d'exil* (1935) ; "C'est au tour de la France !" (1934) ; "La IV^e Internationale et l'URSS" (1936) ; "La révolution française a commencé" (1936) ; "La tragédie espagnole" (1939) ; "Classe, parti et direction" (1940) ; *Manifeste de la "Conférence d'alarme"* (1940).

Léon Trotsky,
constructeur de la section américaine
de la IV^e Internationale p. 101
(Par Alan Benjamin)

**Léon Trotsky,
combattant de la révolution espagnole** p. 113
(Par Manuel Cuso)

**Léon Trotsky
et la révolution mexicaine** p. 131
(Par Luis Vasquez)

**Quelques points de repère
sur la vie de Léon Trotsky** p. 141

Le choix d'extraits des écrits de Léon Trotsky publié dans ce numéro de *La Vérité* n'a en rien la prétention d'être une anthologie. Même limitée, celle-ci serait nécessairement beaucoup plus vaste, quand on sait qu'une édition complète de tous les écrits de Léon Trotsky nécessiterait une centaine de forts volumes.

La sélection présentée dans ce numéro a pour objet d'être indicative de l'action, de la réflexion politique, de la pensée de Léon Trotsky en relation avec tous les grands événements et les bouleversements révolutionnaires, et d'aider par là même à la libre discussion des principes sur lesquels la IV^e Internationale fonde son action.

Les textes dont des extraits sont reproduits dans ce numéro se trouvent en français dans les Œuvres de Léon Trotsky, volumes 1 à 24 (publications de l'Institut Léon Trotsky), *Bilan et Perspectives* (Editions du Seuil), *De la révolution* (Editions de Minuit), *Le Mouvement communiste en France* (Editions de Minuit), *Comment vaincre le fascisme* (Editions de la Passion), *Journal d'exil* (Gallimard), *La Révolution espagnole, 1930-1940* (Editions de Minuit).

Dialogue avec des militants "soviétiques" sur les causes de l'effondrement de l'URSS (première discussion)

Par Pierre LAMBERT

Ce numéro spécial de *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, présente des extraits de documents élaborés par Léon Trotsky, consacrés à l'examen et à la discussion des processus historiques au cours de la période qui s'est écoulée entre la victoire de la première révolution prolétarienne, qui, en 1917, instaurait en Russie le pouvoir des soviets, et les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale.

Cela va sans dire, mais il vaut mieux le dire, le lecteur est appelé à se forger par lui-même sa propre opinion sur la portée historique d'une discussion qui ne fait qu'une avec la recherche de la réponse à une question : comment s'est constituée la nomenklatura mafieuse qui démantèle la propriété sociale issue de la révolution d'Octobre ? Et nul ne peut le nier de bonne foi : au-delà de leur intérêt historique, les documents rassemblés dans ce numéro spécial (et qui sont à la base de l'activité organisée des sections de la IV^e Internationale) fournissent les données fondamentales pour une discussion libre, à partir de l'examen des processus économiques, politiques et sociaux qui ont conduit à l'effondrement du premier Etat ouvrier.

Les idées qui sont à la base de ces documents expriment les principes du programme de la IV^e Internationale. Ces questions font d'ailleurs l'objet, actuellement, d'une discussion entre les militants de la IV^e Internationale et des membres de différents groupes qui, dans l'ex-Union soviétique, se prononcent contre les privatisations des entreprises nationalisées livrées dans des conditions innommables à la restauration capitaliste sous l'égide des

multinationales via les rapaces de la nomenklatura. Comme on le verra, les questions soulevées par les camarades "soviétiques" recouvrent tout le champ d'une discussion qui a débuté du vivant de Lénine. Cette discussion, celle sur l'origine de la bureaucratie et ses développements, s'est poursuivie après sa mort sous des formes d'abord étouffées en Union soviétique, pour conduire ensuite à la sanglante répression stalinienne, qui a fait dis-

paraître, à partir des procès de Moscou (1936-1938), toute la génération d'Octobre, à l'assassinat de Léon Trotsky et à celui de son fils Léon Sedov, à ceux d'autres militants. Cette discussion sur la nature de la bureaucratie s'est également menée de façon ouverte dans les rangs de la IV^e Internationale.

Une remarque préalable avant d'exposer les points de vue de différents groupes et militants de l'ex-URSS. Pourquoi utiliser aujourd'hui encore le qualificatif "soviétique", alors que l'URSS a disparu ? Qu'il nous soit permis de citer des extraits d'un rapport présenté le 24 janvier 1969, lors de journées d'études organisées pour le 30^e anniversaire du programme de fondation de la IV^e Internationale, extraits qui éclairent ce "qualificatif" — même si, évidemment, la situation n'est pas la même, après l'effondrement de l'URSS en 1991, qu'en 1969 :

« En 1936, Trotsky publie La Révolution trahie, monument de la pensée marxiste, qui définit les bases principales et le programme de la révolution politique en URSS. Je me souviens, camarades, lorsqu'à 16 ans, j'ai lu pour la première fois La Révolution trahie, de cette idée que Trotsky développait. Je cite de mémoire : "Les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre vivent dans la conscience des masses." J'avoue qu'avec une expérience insuffisante de la lutte de classe, cette phrase m'est apparue comme un rappel romantique du passé. Et pourtant, camarades, l'expérience a tranché, elle a montré ce que signifie, aujourd'hui, "les rapports sociaux d'Octobre vivent dans la conscience des masses".

Je me souviens qu'en 1948, au cours d'un congrès international à Paris, un vieux militant soviétique, Babenko, était venu et participait aux séances préparatoires. Babenko, alors, n'était plus révolutionnaire, n'était plus trotskyste, n'était plus marxiste. Babenko est un homme qui, sous ce pseudonyme, a fait partie de l'Opposition de gauche. En 1923, il avait pris position pour Trotsky, en 1927, il avait capitulé comme bien d'autres ; il était devenu professeur à Kiev. En 1937, il était arrêté, interrogé. Sa chance, si on peut dire, sa chance inouïe, a été d'être interrogé par un juge d'instruction qui

était nommé à cette époque par Iejov, je crois. Il se trouve que Staline avait désiré la disparition de Iejov, et comme Staline ne faisait rien à moitié, il a liquidé tous les juges d'instruction, y compris celui de Kiev, et l'a emprisonné d'ailleurs aux côtés de Babenko. Le nouveau juge d'instruction, qui ne connaissait rien de l'affaire, a donné dix ans à Babenko. Celui-ci est parti dans les camps.

En 1941, l'Armée rouge, qui avait été décapitée par Staline, dont le rôle néfaste dans ce domaine a été condamné et expliqué dans toute une série de livres et d'articles de la presse soviétique, l'Armée rouge recule ; les armées hitlériennes sont devant Moscou... La révolution d'Octobre, le pays d'Octobre, est foulé aux pieds par les armées des impérialistes nazis. C'est à ce moment que Staline fait appel dans les camps à ceux qui restaient de la vieille génération, aux bolcheviks, à ceux qui n'avaient pas capitulé, à ceux qui avaient capitulé mais n'avaient pas été fusillés : il leur demande de défendre la patrie socialiste ; et alors, en sachant tous que Staline allait encore une fois trahir sa parole, cette vieille génération a pris le fusil, s'est engagée et, devant Moscou, c'est elle qui a subi les chocs les plus difficiles, les plus décisifs de l'armée allemande superéquipée. Ils ont combattu pour le pays d'Octobre, pour la révolution de 1917.

Babenko était Ukrainien. Lui aussi s'est alors engagé dans l'Armée rouge. Il m'expliquait : quand les armées hitlériennes sont entrées en Ukraine, sans nul doute, elles n'ont pas été accueillies comme des ennemis ; la collectivisation forcée, qui avait entraîné en Ukraine des centaines de milliers de morts, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie soviétique étaient insupportables à des millions de personnes. Les populations d'Ukraine ont accueilli les armées hitlériennes sans cris, sans murmures, sans applaudissements...

Et, quelques semaines après, c'est en Ukraine que les bandes de partisans sont nées ; pourquoi sont-elles nées en Ukraine ? Parce que l'intervention allemande en Union soviétique avait pour but le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, et des centaines de milliers d'hommes, deux cent millions en URSS, des dizaines de millions de paysans kolkhoziens, d'ouvriers, tirent leur subsistance, leurs

possibilités d'existence de ces conquêtes d'Octobre, de la propriété étatique de l'industrie, de l'agriculture kolkhozienne. Réintroduire la propriété privée des moyens de production en Ukraine signifie exterminer physiquement des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes ; cela signifie, en définitive, exterminer les Ukrainiens. Et c'est la raison pour laquelle les Ukrainiens ont pris les armes.

Les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses : il faut comprendre ce que cela signifie ; la conscience des masses est le produit des conditions matérielles d'existence, les conditions d'existence matérielles sont produites par les hommes eux-mêmes. Détruire les rapports de production édifiés par la révolution russe, c'est détruire physiquement les hommes, les travailleurs, les kolkhoziens. Et c'est ainsi que ce qui m'était apparu en 1936 comme quelque chose de beau du point de vue du style s'est chargé d'une réalité dès 1948.

Oui, Léon Trotsky avait raison de faire confiance, jusqu'à l'heure de sa mort, au prolétariat soviétique. La victoire de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale a vérifié l'affirmation de Trotsky selon laquelle le marxisme est l'expression consciente d'un processus historique inconscient. Tous ces événements montrent que le Programme de transition avait prévu, dans ses grandes lignes, le développement de toute la marche historique de l'humanité.

Bien évidemment, le Programme de transition n'avait pas donné de dates, parce que le marxisme ne saurait être considéré comme une prophétie ; le marxisme est la science du prolétariat. C'est une science de la révolution prolétarienne, qui implique des millions et des millions de processus qui sont ordonnés par la lutte des classes et, dans la lutte des classes, le marxisme ne peut trouver son expression que dans une fusion complète entre la théorie et la pratique. Mais cette fusion complète entre la théorie et la pratique a besoin d'une médiation : l'organisation, le parti, l'Internationale. Et, dans ce sens, le programme de la IV^e Internationale n'est pas simplement le Programme de transition, ce qu'a rédigé Trotsky n'est pas seulement un programme marxiste, c'est LE programme marxiste dans son essence, parce que

c'est le programme de l'organisation qu'il faut construire. »

Encore un mot. On peut estimer qu'il est d'un intérêt limité d'examiner les anciennes divergences, et ce n'est pas là un jugement péjoratif sur le travail historique. A contrario, si la confrontation des "anciennes divergences" avec les faits permet d'établir comment et pourquoi les Gorbatchev-Eltchine ont livré l'Union soviétique à la restauration capitaliste, il apparaît, on l'admettra, nécessaire d'entreprendre ce travail.

Si nous nous plaçons sur le terrain du marxisme, qui "n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action", il nous faudra tout d'abord rechercher les raisons matérielles de l'effondrement de l'URSS. Les mafieux de la nomenklatura, qui démantèlent la propriété sociale pour se l'approprier au nom de la "nouvelle économie", ne sont pas tombés du ciel. Ces mafieux tirent leurs profits des "réformes" visant à la privatisation de toute l'économie imposées par le FMI, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, l'Union européenne...

QUATRE LETTRES

Le conseil général de la IV^e Internationale, lors d'une de ses précédentes sessions, avait décidé de rédiger une "Lettre politique de la IV^e Internationale aux collègues russes". Trois réponses nous sont parvenues de Russie, plus une réponse des camarades ukrainiens.

La première réponse est celle d'un dirigeant régional du Parti communiste ouvrier de Russie. La deuxième émane d'un militant qui dénonce

"la politique ouvertement traîtresse des dirigeants de l'Internationale socialiste et, malheureusement, de nombreux dirigeants du mouvement communiste de la dernière période, y compris Gorbatchev".

La troisième réponse a été envoyée par le premier secrétaire d'une région de l'ex-Union soviétique (du Parti communiste de la Fédération de Russie), qui intitule ainsi sa lettre : "Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat."

La quatrième lettre est la réponse de l'Union de la jeunesse d'Ukraine à la "Lettre politique à nos collègues de Russie" ; elle propose

"la collaboration entre notre Union de la jeunesse et l'Entente internationale des travailleurs, ainsi qu'avec la IV^e Internationale".

Le simple énoncé des références organisationnelles montre pourquoi, s'il y a accord sur un certain nombre de questions fondamentales, nous constaterons des approches organisationnelles différentes quant aux questions brûlantes posées par l'effondrement de l'URSS. Nous y reviendrons plus loin. Il ne saurait être question, évidemment, de ne pas débattre de ces différences importantes, mais il faut également souligner les appréciations communes.

QUI SONT NOS INTERLOCUTEURS ?

Quelques extraits des réponses reçues par le conseil général de la IV^e Internationale :

- Un secrétaire d'une région du Parti communiste de la Fédération de Russie :

"Dès le début des réformes eltsiniennes dans le pays, j'ai appartenu au Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), et j'ai été à l'origine de la reconstruction du PCFR (dans une région), à l'origine de la reconstruction du Komsomol dans le pays. En décembre 1999, j'ai été candidat à la Douma d'Etat en Russie sur le "Bloc stalinien pour l'URSS" (...). Lors des dernières élections présidentielles, j'ai été le représentant de Ziouganov (...). Aujourd'hui, pour nous, communistes de Russie, qui travaillons dans des conditions très difficiles, c'est une énorme joie d'entrer en contact avec des camarades de pensée. »

- Un autre militant a rédigé une "Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat" :

"Ce qui s'est passé en Russie au début des années 1990 est une combinaison bien planifiée des services secrets étrangers, avant tout de la CIA américaine, et du capitalisme mondial pour liquider l'adversaire géopolitique potentiel qu'était l'URSS.

Malheureusement, en 1991, Eltsine a détruit non pas la puissance mondiale qu'était l'URSS, il a anéanti le rempart du socialisme. Karl Marx a écrit : "Le chemin qui mène au communisme n'est pas un chemin direct, il y aura des reculs et des chutes." Malheureusement, c'est un tel recul en arrière que vit en ce moment la Russie.

Les événements qui se sont passés en URSS montrent que les communistes, en URSS, se sont tranquillisés trop tôt. Ces événements ont montré que la restauration du capitalisme était possible même en URSS, d'où notre slogan aujourd'hui : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous."

La vague d'attaques contre les garanties sociales des travailleurs a déferlé sur toute l'Europe. Les dirigeants de nombreux partis communistes et de nombreux gouvernements de gauche, après la chute de l'URSS, ont passé un accord direct avec le capital, et une réaction féroce du capital et de nouvelles offensives contre les droits des travailleurs s'annoncent. »

- Le Conseil de l'Union de la jeunesse :

"Nous avons besoin de votre soutien, et aussi d'un puissant soutien international de l'Entente internationale. Il est impossible de se battre contre la déréglementation, contre l'offensive de la réaction capitaliste, en restant isolé sur le plan national. Nous en avons fait l'amère expérience au cours de notre activité (...). On ne peut mener une lutte effective que dans un puissant mouvement international solidaire (...). Après l'éclatement de l'URSS, la majeure partie de la population ukrainienne est tombée en deçà du seuil de pauvreté. L'indépendance n'a pas été le garant du maintien des conquêtes sociales pour les travailleurs,

et encore moins de la prospérité économique. Cependant, à cette montée de l'exploitation et à la consolidation formelle des positions de la bourgeoisie, les travailleurs ont répondu par une lutte accrue pour leurs droits. En même temps, les prétendus "partis de gauche" utilisent pour leurs fins propres la nostalgie de l'URSS d'une partie de la population. Ces partis sont en fait des structures de lobbying des intérêts de l'ancienne bureaucratie du parti, qui n'a pas réussi à se placer pendant le processus de privatisation. Utilisant une phraséologie de gauche, le Parti communiste d'Ukraine, le Parti socialiste d'Ukraine, le Parti agraire d'Ukraine, le Parti socialiste-progressiste d'Ukraine sont en fait sur des positions de "coexistence pacifique" avec l'aggravation de l'exploitation et la déréglementation. A l'époque des élections à la Rada (Parlement) suprême, on pouvait trouver sur les listes de ces structures toute une série de businessmen influents. Ce sont les intérêts de ces derniers que défendent les "partis de gauche parlementaires".

(...) Très souvent, les fractions parlementaires du PCU, du PSU, du PAU et du PSPU ont apporté leurs voix à l'élection de Premiers ministres dont le programme était le renforcement du capitalisme. Comment expliquer le soutien de la "gauche" au mémorandum de collaboration entre le gouvernement ukrainien et le Fonds monétaire international ? Si ce n'est parce que cette "gauche" tire financièrement profit de sa collaboration avec le pouvoir ? De plus, la fraction "gauche" du Parlement défend ouvertement les intérêts de certains cercles industriels et financiers.

(...) Nous ne pouvons nous adapter à l'état des choses existant (...). Ceux qui pensent qu'il faut mener la lutte contre la déréglementation dans le cadre d'un seul pays se trompent. Ce n'est qu'en coordonnant nos actions à l'échelle mondiale qu'on peut agir efficacement sur le processus. Nous appelons toutes les forces progressistes à unir leurs efforts pour l'émancipation des travailleurs. Ce n'est qu'ensemble que nous avons une chance de mener à bien ce que nous avons entrepris en 1917 » (adopté à la séance du Conseil de l'Union de la jeunesse du 5 juin 2000).

- **Un dirigeant du Parti communiste ouvrier de Russie :**

« En Russie, nos médias nous cachent ce qui se passe dans les syndicats et dans le mouvement ouvrier à l'Ouest.

Ce qui se passe dans la RDA se passe aujourd'hui en Russie. On pille et on vole la Russie. On piaille sur "le mauvais socialisme". Et pour détourner l'attention des ouvriers et éviter le châtiment, on les dresse contre les communistes, le pouvoir soviétique, le socialisme. Et tout cela est orchestré par le FMI et la Banque mondiale. Tout ce qui a été construit par le peuple pendant soixante-quinze ans est criminellement privatisé et piétiné. Les dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) ont trompé leur peuple et les membres de base de leur parti. Gorbatchev, Eltsine ont proclamé leurs réformes et l'idéologie bourgeoise mensongère s'est mise à triompher et à prospérer dans les médias.

(...) Le gouvernement de Poutine continue la politique d'Eltsine. De nouvelles réformes : le Code du travail visant à liquider les droits des travailleurs, à les transformer en esclaves ; la réforme communale, la hausse des prix des loyers, du gaz, de l'électricité. Tout cela est en marche. »

- Dans la "*Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat*", déjà citée, nous lisons :

"En Russie, nous l'expérimentons très bien sur nous-mêmes. Le gouvernement a présenté à la Douma d'Etat un nouveau projet de Code du travail qui réduit tous les droits des travailleurs, introduit un système d'amendes, raccourcit les congés de toutes sortes, allonge la durée de la journée de travail pour tous les travailleurs salariés. Le peuple de Russie subit aujourd'hui une féroce réaction de la part du capital.

C'est pourquoi pour nous, communistes russes, l'union avec les communistes d'Europe est plus importante que jamais.

Les dernières élections présidentielles en Russie ont montré à quel point le capitalisme russe, soutenu par les USA, est aujourd'hui cynique et agressif. Pratiquement, la farce que l'on appelle en Russie les élections présidentielles n'est rien d'autre qu'une forme de la dic-

tature capitaliste. Des temps très pénibles s'annoncent, les temps de la réaction lancée par le capital, et pas seulement en Russie. C'est pourquoi les communistes doivent s'unir."

• **Le Conseil de l'Union de la jeunesse** donne également des informations sur la situation politique en Ukraine :

« Nous avons décidé (...) pour l'instant de concentrer notre activité pour diffuser chez les étudiants et les jeunes travailleurs les idées de la protestation contre la globalisation du marché, l'exploitation sociale et le réformisme des partis "de gauche" existant en Ukraine, contre la politique gouvernementale de collaboration avec le FMI, l'Union européenne et la Banque mondiale.

C'est à cette fin que nous avons fondé le bulletin *Notre position*, qui est devenu notre porte-voix parmi la jeunesse (...).

C'est ainsi que nous continuons à nous considérer comme une partie du mouvement international des travailleurs, à la tête duquel se trouve l'Entente internationale des travailleurs. L'Union de la jeunesse se tient fermement sur les positions du marxisme ; c'est pourquoi nous voudrions développer notre collaboration dans le cadre de la IV^e Internationale. »

Le document poursuit :

« Le réformisme de la social-démocratie européenne, qui a "renforcé" ses positions parce qu'il a été rejoint par les ex-partis communistes pro-soviétiques, est un virus qui menace de contaminer tout le mouvement ouvrier. L'Internationale socialiste, dans ces conditions, dispose d'une influence non négligeable sur les organisations syndicales internationales ou nationales. L'alliance entre l'Internationale socialiste et les institutions financières internationales menace en premier lieu précisément les syndicats. La direction réformiste des syndicats soumise à l'Internationale socialiste sabote tout simplement la lutte des travailleurs pour leurs droits.

C'est particulièrement évident dans les pays de l'ex-URSS. L'exemple de l'Ukraine démontre clairement la trahison

son de la social-démocratie actuelle. A. Moroz (leader du Parti socialiste d'Ukraine), après avoir orienté son parti vers l'intégration dans l'Internationale socialiste, a apporté des modifications au programme du parti qui vont dans le sens des thèses de Gutteres (responsable du Parti socialiste portugais, président de l'Union européenne durant les six premiers mois de 2000 — NDLR) sur la collaboration avec le FMI.

En même temps, le parti le plus oppositionnel du Parlement ukrainien, le Parti communiste, ne cache pas ses liens avec la grande bourgeoisie et, il y a quelque temps, la fraction du PCU a voté pour le programme de gouvernement du Premier ministre, V. Iouchtchenko, fondé sur le recours aux crédits du FMI, la déréglementation, la diminution des dépenses sociales, la réforme de la législation syndicale, la baisse du niveau de vie de la population de notre pays. Les "communistes" jonglent avec une phraséologie de gauche et s'appretent à passer un pacte ouvert avec le régime bourgeois.

Le seul parti qui dénonce encore la collaboration avec le FMI est le Parti progressiste-socialiste. Mais son culte du chef et sa vénération, bien connue dans le pays, prouvent que ses positions n'ont qu'un caractère conjoncturel. Tout en critiquant le programme du gouvernement, tout en prenant sur certaines questions une position juste, les dirigeants du PPSU exigent le contrôle de certaines entreprises importantes pour le compte des businessmen dont ils sont les lobbyistes. »

• **Le dirigeant du Parti communiste ouvrier de Russie**, dont nous avons déjà cité la lettre :

« Gorbatchev et sa suite se sont mis à écarter les ouvriers et les paysans des comités de parti. Les liens avec les travailleurs se perdaient depuis longtemps. La direction du PCFR a dégénéré, s'est transformée en une bourgeoisie communiste. Si cela, ce sont des réformes, alors, qu'est-ce donc que le sabotage économique ?"

Et il dresse le bilan des années de "réformes" :

« 1) La Russie a perdu 8 millions d'hommes. Personne n'est à l'abri de la

balle d'un bandit ou de la bombe d'un terroriste dans sa propre maison.

2) La moitié de notre industrie a été détruite.

3) L'agriculture s'est effondrée.

4) 50 millions de Russes ne sont pas en état de se nourrir et de nourrir leur famille.

5) 20 millions d'individus sont au chômage. 10 millions sont sans domicile et des réfugiés.

6) 5 millions d'enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école. Il y a dans le pays un million de "bezprisorniki" (enfants orphelins et abandonnés).

7) 500 milliards de dollars ont été volés au peuple et emportés à l'étranger.

8) La jeunesse n'a pas d'avenir. Elle n'a qu'une seule "perspective" : devenir de la chair à canon, une réserve de main-d'œuvre à bon marché. »

QUE PENSER DES EXTRAITS DES DOCUMENTS CITÉS ?

Nous nous arrêterons sur ces premières citations, qui témoignent que les camarades, malgré des affiliations politiques diverses, portent un même jugement sur plusieurs aspects fondamentaux de la situation de l'ex-Union soviétique. Tous quatre dénoncent la marche catastrophique à la restauration capitaliste, à la privatisation. Tous mentionnent, nous y reviendrons, la responsabilité des Gorbatchev, Eltsine et de nombreux dirigeants du mouvement communiste de la dernière période, y compris des dirigeants des partis communistes occidentaux, qui se soumettent à *"la marche catastrophique vers la restauration capitaliste en URSS"* et à la privatisation de l'économie mondiale, au nom du marché libre et de la préservation du système pourriant de la propriété privée.

L'un des camarades porte un jugement sur ces dirigeants qui, dans l'ex-URSS comme dans d'autres pays, telles l'Italie et la France, faisaient partie du "mouvement communiste mondial", c'est-à-dire

de l'appareil de la bureaucratie du Kremlin.

Il écrit :

"Dès le début des réformes eltsiniennes dans le pays, j'ai appartenu au Parti communiste de la Fédération de Russie."

Le PCFR est le parti dirigé par Ziouganov. Ce camarade, membre du PCFR, explique, rappelons-le :

"La direction du PCFR a dégénéré, s'est transformée en une bourgeoisie "communiste". Si cela, ce sont des réformes, alors, qu'est-ce donc que le sabotage économique ?"

Et cet autre militant précise :

"Les dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie ont trompé leur peuple et les membres de base de leur parti. Tout ce qui a été construit par le peuple pendant soixante-quinze ans est criminellement privatisé et piétiné."

A la recherche des raisons qui ont abouti à cette marche à la restauration capitaliste, tous donnent la dimension internationale. Citons à nouveau ce passage de la *"Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat"* :

"Les événements qui se sont passés en URSS montrent que les communistes en URSS se sont tranquillisés trop tôt. Les événements ont montré que la restauration du capitalisme était possible même en URSS (...). La vague d'attaques contre les garanties sociales des travailleurs a déferlé sur toute l'Europe. Les dirigeants de nombreux partis communistes et de nombreux gouvernements de gauche, après la chute de l'URSS, ont passé un accord direct avec le capital, et une réaction féroce du capital et de nouvelles offensives contre les droits des travailleurs s'annoncent."

Avant d'aborder les questions soulevées par ce diagnostic irréfutable, constatons qu'il est partagé par tous les auteurs de ces lettres.

Les militants du Conseil de l'Union de la jeunesse d'Ukraine le précisent en ces termes :

« Les "communistes" (entre guillemets dans le texte, nous le soulignons) jonglent avec une phraséologie de gauche et s'apprêtent à passer un pacte ouvert avec le régime bourgeois. »

(Ce pacte, ces dirigeants des PC l'ont déjà passé avec le régime bourgeois en Russie, en Ukraine et dans tous les pays.)

SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

L'Union de la jeunesse d'Ukraine le formule nettement : c'est la "théorie" du socialisme dans un seul pays qui occupe une place déterminante dans le processus de dégénérescence bureaucratique. Revenons sur ce qu'ils écrivent :

“Nous ne pouvons nous adapter à l'état de choses existant (...). Ceux qui pensent qu'il faut mener la lutte contre la déréglementation dans le cadre d'un seul pays se trompent. Ce n'est qu'en coordonnant nos actions à l'échelle mondiale qu'on peut agir efficacement sur le processus. Nous appelons toutes les forces progressistes à unir leurs efforts pour l'émancipation des travailleurs. Ce n'est qu'ensemble que nous avons une chance de mener à bien ce que nous avons entrepris en 1917” (adopté à la séance du Conseil de l'Union de la jeunesse le 5 juin 2000).

La théorie du socialisme dans un seul pays est étroitement liée à la capitulation de la bureaucratie, que Lénine dénonçait déjà dans les derniers mois de sa vie.

Nous reviendrons sur cette question, car cette préface aux documents rassemblés dans ce numéro de *La Vérité* constitue, répétons-le, la première partie d'un texte de discussion plus complet en cours d'élaboration. Enumérons, telles que les présentent eux-mêmes les camarades de l'ex-Union soviétique, quelques autres questions qui seront débattues ultérieurement.

Une première question, dont l'importance ne saurait être sous-estimée :

“Je vous remercie pour l'attention que vous m'avez manifestée en m'envoyant votre lettre. C'est un texte chaleureux, qui donne des obligations. Je considère votre lettre, non comme un prétexte pour s'exprimer sur le mur de Berlin, mais comme un moyen pour examiner la situation actuelle dans le mouvement ouvrier et communiste. Il est néanmoins important d'exprimer quelques idées à propos de la chute du mur de Berlin. Le mur est un signe de la victoire des forces démocratiques du monde, de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne fasciste. Les antifascistes du monde entier, et surtout de l'Allemagne, étaient intéressés à sa conservation. Mais, quelle que soit la signification du mur, il ne saurait être aujourd'hui la pierre de touche pour des politiques.”

Ce même camarade dénonce, dans l'extrait cité plus haut, la politique traître de "nombreux dirigeants du mouvement communiste". Il écrit également, sous forme de critique :

“Tout en partageant complètement l'orientation politique de votre lettre, je considère qu'il y manque une analyse objective de l'ex-PCUS et de l'ex-URSS. La question de l'Etat reste un des problèmes les plus aigus du mouvement ouvrier et communiste.”

Nous en sommes bien d'accord : la question de l'Etat sera examinée ultérieurement.

La nomenklatura mafieuse au pouvoir dans les pays de l'ex-URSS détruit toutes les bases de la société, au compte de la privatisation dictée par l'Union européenne et le FMI. Cette nomenklatura mafieuse, cette caste bureaucratique, s'est constituée sur la base de l'isolement de l'Union soviétique et des défaites de la révolution mondiale ; après avoir présidé à la dégénérescence du premier Etat ouvrier, elle a conduit à son effondrement par crainte de la révolution mondiale et de la révolution politique en URSS.

En septembre 1996, François Forgue faisait état, dans *La Vérité*, d'une interview d'Alexandre Yakovlev, l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev, au cours de laquelle était citée une conversa-

tion privée entre Yakovlev et Eric Honecker, en 1989 :

« A Honecker, qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée et continuait à s'engager sur la voie de politiques dangereuses, Yakovlev répondit : "Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'opinions politiques, mais de la nécessité objective incontournable. Sans la perestroïka, nous aurions ultérieurement à faire face à une révolution qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre". »

Ainsi, de l'avis même d'un haut dignitaire du régime gorbatchevien, la perestroïka, antichambre de la restauration capitaliste, était directement dirigée contre la révolution d'Octobre, c'est-à-dire contre les conquêtes sociales de la révolution russe de 1917.

Léon Trotsky, comme le montrent les documents extraits de ses ouvrages, a continûment démontré comment et pourquoi, sans révolution politique reliée à la révolution mondiale, la bureaucratie ne pouvait que conduire l'URSS à la restauration capitaliste. A la suite de Lénine, Trotsky donnait la dimension internationale de l'alternative : *"La question historique : qui l'emportera ? ne peut être tranchée dans les limites nationales."* Ou la révolution politique régénérera l'Etat ouvrier, ou l'Etat bureaucratique dégénéré rejettéra l'URSS vers le capitalisme. Des deux termes de l'alternative, c'est pour le moment le catastrophique retour au capitalisme qui a gagné. Pour le moment...

Mais rien n'est joué historiquement, nous y reviendrons. "Socialisme dans un seul pays" ou révolution internationale ? L'alternative où se joue le sort de l'humanité a été clairement exprimée par la marxiste Rosa Luxemburg avant la Première Guerre mondiale : socialisme ou barbarie.

Le marxisme a établi la légitimité de la révolution mondiale, où s'inscrit la légitimité de la révolution russe, sur les fondements matériels de la civilisation humaine.

Après avoir été un progrès (grossièrement), jusqu'à la première guerre impéria-

liste de 1914), la société capitaliste s'est engagée dans l'impasse parce qu'elle n'était plus capable de développer durablement les forces productives, ni dans les pays avancés ni dans les pays retardés. Le marxisme enseigne une

"conception de l'histoire qui a pour base le développement du processus réel de la production, (et qui) conçoit la forme des relations humaines (comme) liées à ce mode de production engendré par elles".

Et le jeune Marx ajoute :

"Révolution communiste et abolition de la propriété privée ne font qu'un ensemble."

Il ne saurait cependant être question de considérer mécaniquement le processus historique, qui ne peut être compris que comme un mouvement inégal et combiné. Toutes les grandes révolutions ont toujours essayé de substituer un nouveau mode de production à l'ancien, qui devenait un obstacle au développement des forces productives, donc à la marche en avant de la civilisation. Mais les processus révolutionnaires n'arrivent pas simultanément à maturité. Il en a été ainsi pour les révolutions bourgeoises : révolution en Angleterre en 1648 ; en 1783, en Amérique du Nord, la guerre d'indépendance fonde les Etats-Unis ; en France, c'est la grande Révolution de 1789...

Lénine a répété des dizaines de fois, après la prise du pouvoir, que le destin de la révolution russe et de ses conquêtes se jouait internationalement. Ainsi, le 5 juillet 1921, lors d'une séance du III^e Congrès de l'Internationale communiste, il déclarait :

"Pour nous, il était clair que, sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Avant comme après la révolution, nous pensons : ou bien la révolution éclatera très vite dans les pays capitalistes les plus évolués, ou bien, dans le cas contraire, nous devrons périr. Malgré cette conviction, nous avons fait ce que nous pouvions en toutes circonstances pour sauver le système soviétique, car nous

savions que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale."

Et dans un article sur "la signification de la révolution russe" (1917) :

"Une victoire durable du prolétariat russe est inconcevable sans le soutien du prolétariat occidental. Et ce soutien est garanti par la situation internationale présente. Certes, la révolution russe présente des anomalies spécifiques. Mais, produite par la guerre mondiale, elle n'est qu'une composante de la révolution prolétarienne mondiale, dont elle constitue les premiers pas."

Dès les premiers mois après la révolution d'Octobre 1917, Lénine avait déclaré au III^e Congrès des soviets (janvier 1918) :

"La victoire du socialisme n'est possible qu'à l'échelle mondiale (...). C'est la vérité la plus incontestable (...). La victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays."

En 1920, au X^e Congrès du Parti bolchevique, après les premiers échecs de la révolution en Europe (principalement en Allemagne) générée par les souffrances de la première guerre impérialiste, il déclarait :

"Depuis trois ans, nous avons appris à comprendre que miser sur la révolution prolétarienne ne veut pas dire compter sur une date déterminée."

Et en 1922, au XI^e Congrès, le dernier auquel il a participé (et où il a dénoncé la montée de la bureaucratie), Lénine précisait encore :

"Les communistes ne sauraient conduire le peuple dans leur voie qu'à la condition de la tracer d'une façon juste, non seulement du point de vue de l'orientation historique mondiale (...), mais dans notre propre pays."

Au cours de ce même XI^e Congrès, il insistait :

"Par suite de l'évolution des événements militaires (guerre civile), par suite de l'évolution politique, par suite de

l'évolution du capitalisme dans le vieil Occident civilisé et de l'évolution des facteurs politiques et sociaux dans l'économie, il nous a fallu les premiers faire une brèche dans le vieux monde bourgeois."

Revenant sur la situation tragique dans laquelle se débattait la révolution d'Octobre après la guerre civile et la famine, Lénine justifiait le recul de la Nouvelle Politique Economique (NEP), imposé par les échecs de la révolution mondiale :

"L'épreuve est grave (...). Elle nous sera imposée par le marché russe et le marché international auxquels nous sommes subordonnés, auxquels nous sommes liés, et dont il est impossible de nous arracher. Cette épreuve est grave, car ici l'on peut nous battre économiquement et politiquement."

Il reste que l'effondrement de l'URSS a démontré la faillite de la "théorie" du socialisme dans un seul pays mise en avant par Staline en 1924, quelques mois après la mort de Lénine. Staline justifiait la "théorie" du socialisme dans un seul pays en prétendant qu'il s'agissait de

"déployer tous les efforts pour construire la société socialiste (en URSS) avec la certitude que cela peut être et sera victorieux si on parvient à sauvegarder le pays contre les tentatives de restauration".

Politique qui a conduit, précisément, à la restauration capitaliste (1). Trotsky, qui considérait comme Lénine et tous les bolcheviks (y compris Staline avant 1924) que "la victoire du socialisme n'est pos-

(1) Il n'est pas sans signification de constater que, jusqu'au bout, la caste bureaucratique est restée fidèle à la "théorie" du socialisme dans un seul pays. On peut ainsi lire, dans un ouvrage édité en 1959 par le Parti communiste français, *Les Principes du leninisme*, ce commentaire du discours de Khrouchtchev au XXI^e Congrès du PCUS : "Le problème de la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays faisait, il n'y a guère longtemps, l'objet de discussions dans le mouvement communiste. La réponse à cette question a été fournie par la marche de l'histoire. En Union soviétique, le socialisme a remporté une victoire non seulement complète, mais définitive. Il n'est plus aujourd'hui de force dans le monde qui puisse restaurer le capitalisme. Le danger de restauration du capitalisme est exclu."

sible qu'à l'échelle mondiale", polémiquait dès cette époque contre la "théorie" du socialisme dans un seul pays :

"Nous, premier Etat ouvrier, nous sommes une partie du prolétariat mondial, et avec lui nous dépendons du capitalisme mondial."

Il réaffirmait avec Lénine que "l'on peut comparer la révolution d'Octobre à un chaînon de la révolution mondiale".

Alors même que la bureaucratie édifiait son pouvoir dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, Trotsky écrivait :

"Un isolement indéfini (de l'URSS) devrait infailliblement amener non à l'établissement d'un communisme national, mais à la restauration capitaliste."

• • •

Avant d'aborder d'autres problèmes soulevés par les camarades, nous voudrions apporter un élément au débat sur "le socialisme dans un seul pays". Il s'agit d'un extrait d'un livre intitulé *Octobre 1917, la révolution d'Octobre*, dont l'auteur, Léo Figuières, a été un responsable du Parti communiste français. (Il a également écrit, avant l'effondrement de l'URSS, un ouvrage antitrotskyste intitulé *Le trotskysme, cet anti-léninisme.*)

S'interrogeant sur les causes et la signification de l'effondrement de l'Union soviétique, Léo Figuières écrit :

"Au sujet de Trotsky et du trotskysme, il a été demandé à l'auteur s'il avait changé d'opinion par rapport à son ouvrage Le trotskysme, cet anti-léninisme, bien sûr que oui (...). L'analyse péchait en ce qui concerne les positions entre 1923 et 1929, parce qu'elle n'évaluait pas ce qu'il y avait de fondé dans sa critique à l'égard de la bureaucratie dans le parti et l'Etat, le danger que présentait l'interdiction de toute tendance critique au sein du parti, conduisant à ce que les pouvoirs se concentrent dans les mains de quelques hommes, détenteurs

de la vérité, pour aboutir à la domination d'un seul, le péril de l'abandon de la perspective internationale au profit du repli sur la seule expérience soviétique (...). Nombre d'analyses de Trotsky sur la situation soviétique étaient fondées, comme le développement de la situation en URSS et son implosion finale l'ont vérifiée."

Dans les pages suivantes, Léo Figuières insiste sur le fait qu'au cœur de ces problèmes, il y avait la question du "socialisme dans un seul pays" :

"Non sans raison, Trotsky montrait que l'économie de l'URSS était liée à l'économie mondiale et ne pouvait, malgré ses progrès, se rendre totalement indépendante tant que la révolution socialiste n'aurait pas gagné les autres pays avancés (...). (Staline) sut exploiter l'aspiration des cadres communistes à voir la situation se stabiliser dans le pays."

Il ajoute que cette position

"comportait en elle-même le grave danger de voir la politique soviétique se replier sur la seule expérience de l'URSS et abandonner dans la pratique la perspective de la victoire de la révolution socialiste dans d'autres pays (...). Ce fut là l'un des fondements du stalinisme au plan international à partir des années trente."

En conclusion, Léo Figuières considère que "le capitalisme ne peut être le gage de l'avenir heureux de l'humanité".

En 1922, lors du XI^e Congrès du Parti bolchevique, Lénine avertissait lucidement les délégués :

"Nous avons en face de nous le monde bourgeois tout entier, qui ne cherche qu'à nous étrangler."

Vingt-deux ans après ce discours, le 24 juillet 1944, alors que la résistance héroïque de l'Armée rouge et du peuple soviétique se combinait à la crise révolutionnaire déclenchée par les défaites infligées aux armées nazies, Truman, alors vice-président des Etats-Unis, déclarait au *New York Times* :

"Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner la guerre, nous devons aider la Russie. Si nous voyons que la Russie est en train de gagner, nous devons aider l'Allemagne (nazie — NDLR), et ainsi les laisser s'entretuer le plus possible."

Il n'en a pas été ainsi à la fin de la guerre. Cela, grâce à la crise révolutionnaire, qui a contraint l'impérialisme à reculer. A reculer, mais l'impérialisme, qui n'avait jamais cessé depuis octobre 1917 d'enserrer l'URSS dans l'étau du blocus, a immédiatement pris toutes les dispositions pour poursuivre l'encerclement de l'URSS.

Seuls ces aspects fondamentaux peuvent permettre de comprendre la situation actuelle et ses perspectives, qui seront

traitées dans une autre partie de ce rapport, lequel sera transmis aux camarades. Seront abordées les questions soulevées sur : l'effondrement de la RDA et l'unité de l'Allemagne, la chute du mur de Berlin, la place de l'Internationale socialiste comme centre de la mondialisation, la démocratie dans le parti, le centralisme démocratique, le développement et la nature de la bureaucratie.

Nécessairement, dans leur développement, ces discussions aborderont les questions du stalinisme, du trotskysme, du bolchevisme, des partis ouvriers indépendants, pour aboutir à la question centrale : la révolution prolétarienne est-elle toujours à l'ordre du jour ?

Pierre Lambert

P. S. : Depuis que cet article a été écrit, il nous est parvenu le texte des "Thèses du Parti régional des communistes de Leningrad pour la construction d'un mouvement pour le parti ouvrier en Russie". Ce texte sera naturellement intégré dans la suite de la discussion.

Soixantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky

Le discours du représentant du secrétariat international de la IV^e Internationale sur la tombe de Léon Sedov

(26 août 2000)

Camarades,

La section française de la IV^e Internationale a convoqué ce rassemblement sur la tombe de Léon Sedov, fils de Léon Trotsky et militant fondateur de la IV^e Internationale, assassiné par les agents de la bureaucratie stalinienne en plein Paris, en 1938. Comme chaque année, nous voulons faire de ce rassemblement un hommage rendu aux militants ouvriers de toutes tendances, trotskystes, socialistes, communistes, anarchistes, militants syndicalistes, tous ceux qui, dans cette période tragique de l'histoire de l'humanité, sont tombés sous les coups d'une bureaucratie sanguinaire parce qu'ils avaient voulu rester fidèles au droit imprescriptible pour les opprimés et les exploités de construire leurs propres organisations, d'exprimer librement les positions qui sont les leurs et

d'assumer les désaccords légitimes qui existent dans le mouvement ouvrier.

Cette année, ce rassemblement revêt un caractère particulier. Il y a soixante ans, en effet, à quelques jours près, le 20 août 1940, à Coyoacan, dans la banlieue de Mexico, Léon Trotsky tombait sous les coups de l'assassin connu à l'époque sous le nom de Jackson Mornard, et dont l'identité était en réalité Ramon Mercader, agent du Guépéou. Ce 20 août 1940, se faisant abusivement passer pour un sympathisant de la IV^e Internationale, soumettant un texte à la lecture de Trotsky, il avait profité de l'attention concentrée de ce dernier sur ce document pour enfoncez dans son crâne 7 cm d'acier trempé d'un piolet préparé par les services secrets du Guépéou.

Camarades,

Soixante ans ont passé depuis l'assassinat de Léon Trotsky. Et pourtant, aujourd'hui, la question reste posée : pourquoi cet assassinat ? Elle reste posée, et ce n'est pas seulement une question d'ordre historique, mais une question de la plus grande actualité. Dans une revue historique publiée voilà quelques jours, un individu — qui se prétend historien et qui multiplie à ce point les faux et les contre-vérités que son nom ne mérite même pas d'être rapporté — consacre un article de huit pages aux derniers jours de Léon Trotsky. Au milieu d'une montagne d'erreurs de faits, de noms, de dates, dans un déferlement de haine stupéfiant pour une revue officielle française d'histoire, il dit en substance ceci : qu'on approuve ou qu'on désapprouve ce qu'il a fait, Trotsky a été un grand homme tant qu'il s'est contenté d'être avec Lénine ou, plus tard, d'essayer de redresser l'Internationale communiste. Mais, ajoute-t-il, dès lors que Trotsky essaye de fonder une IV^e Internationale, alors,

« il perd peu à peu prise sur les réalités. Il s'identifie à des abstractions (...) : le marxisme, la révolution, le prolétariat, "la IV^e" (...). A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky est donc un homme seul, fatigué moralement. »

Camarades,

Si tel était le cas, nous serions en droit de nous poser la question : si Trotsky était cet homme "seul, fatigué moralement", pourquoi l'ont-ils assassiné ? Pourquoi, soixante ans après, leur faut-il encore asséner ces mensonges et ces contre-vérités ? Dans *Le Figaro*, un homme présenté comme l'un des plus grands philosophes de notre époque, un dénommé Finkielkraut, explique que Trotsky est coupable de tous les maux parce que, voyez-vous, il relève de cette école qu'on appelle "anthropocentrisme", qui place le bien de l'humanité au centre de toutes les causes finales et de toutes les choses.

Oui, camarades : Trotsky, le marxisme, la IV^e Internationale plaident volontiers coupables. Oui, nous plaçons l'avenir du genre humain et de la civilisation humaine au-dessus de toute autre considération. Et nous éprouvons un sentiment de fierté de

voir que les pseudo-sociologues et les pseudo-philosophes, lorsqu'ils veulent défendre le régime pourri de la propriété privée des moyens de production, convaincre qu'il n'y a pas d'autre horizon que les guerres en Afrique, la décomposition dans les Balkans, la misère et la famine, soient obligés de dire, comme l'écrivit *Le Figaro* : s'opposer à tout cela signifie adhérer au "programme, toujours actuel", de Trotsky.

Bien évidemment, ce programme, il leur faut le combattre. Trotsky a été assassiné voilà soixante ans. Pour la bureaucratie stalinienne et pour les régimes capitalistes du monde entier, il ne s'agissait pas d'un homme "isolé, fatigué moralement". Il y a eu, pour l'assassiner, un déploiement considérable de moyens matériels et financiers. L'enjeu était à la hauteur de ces moyens. Un an jour pour jour avant l'assassinat de Trotsky, alors que la déclaration de guerre était inéluctable entre la France, l'Angleterre capitalistes et l'Allemagne nazie, l'ambassadeur de France en Allemagne, un dénommé Coulondre, avait été reçu par Hitler. Il lui avait adressé cette mise en garde : M. Hitler, prenez garde ; si demain se déclenche la guerre entre l'Allemagne nazie et la France, l'Angleterre et d'autres pays, le risque est grand que les véritables vainqueurs de cette guerre ne soient ni les gouvernements français et anglais ni le régime allemand, mais M. Trotsky et la révolution ouvrière internationale.

Voilà la raison pour laquelle il leur fallait assassiner Trotsky. La terreur communale de la bureaucratie qui siégeait au Kremlin, des régimes capitalistes "démocratiques" et des régimes fascistes et nazi, c'était cette terreur classique de tous ceux qui oppriment et qui exploitent, de ceux qui veulent imposer la domination d'une minorité de privilégiés sur l'humanité entière : leur terreur, c'était de voir resurgir le spectre d'octobre 1917, celui des ouvriers, des paysans, parfois sans éducation, parfois analphabètes, mais construisant leurs soviets, leurs conseils, décidant de prendre leur propre sort en main et de gérer l'Etat ouvrier pour amener l'humanité entière à se diriger elle-même. Et cette terreur exigeait que disparaissent ceux qui combattaient pour une Interna-

tionale ouvrière, pour l'indépendance du prolétariat, au premier rang desquels — mais pas seulement — Léon Trotsky.

Camarades,

Léon Trotsky, "homme démoralisé, isolé" à la fin de sa vie ? Lorsque le piolet de Ramon Mercader s'enfonce dans son cerveau, Trotsky était en train de rédiger un texte — qui, bien sûr, restera inachevé —, dont je voudrais ici résumer le contenu, parce que c'est rendre hommage à Léon Sedov et à Léon Trotsky que d'indiquer ce qui fut le tout dernier combat de celui-ci.

Nous sommes en 1940, les bombardiers de la Lutwaffe étaient en train de pilonner Londres, la France était occupée, il semblait que le régime nazi, d'une part, et le régime stalinien, d'autre part, pouvaient en toute impunité dominer le monde, tandis que le capitalisme américain profitait de l'occasion pour accroître son influence. Voici ce que disait Trotsky : certes, nous vivons à l'époque de la réaction la plus noire, qui n'a sans doute jamais connu un tel précédent ; pour autant, ne nous en tenons pas à l'apparence des choses : il y a la réaction et il y a, en profondeur, parmi les masses de millions d'hommes et de femmes, d'ouvriers et de paysans, un processus qui est en cours. Les travailleurs cherchent à se regrouper pour défendre l'avenir de l'humanité. Dans ces conditions, plus que jamais, l'avenir de l'humanité, c'est la socialisation des moyens de production. Mais pour cela, un parti est nécessaire.

Et Trotsky posait la question : comment comprendre les horreurs du fascisme, comment comprendre cette destruction de la force de travail, cette destruction du genre humain que représente le régime nazi, que représente le régime fasciste ? Cela n'a pu exister que parce que le régime capitaliste a pu se survivre, et il n'a pu se survivre qu'à cause du retard de la révolution socialiste ; ce retard, la responsabilité en incombe aux directions opportunistes, traîtres, de la II^e Internationale et de la III^e Internationale stalinisée. Et il tirait la conclusion suivante — ce sont les toutes dernières lignes qu'il a écrites avant d'être assassiné : si le capitalisme a eu la possibilité de recourir au fascisme, c'est seulement parce que le

prolétariat, paralysé par les partis opportunistes, n'a pas fait à temps la révolution socialiste. La seule chose que l'on puisse dire, ajoutait Trotsky, c'est qu'il s'est présenté plus d'obstacles, plus de difficultés, plus d'étapes sur la route du développement révolutionnaire du prolétariat que les fondateurs du socialisme scientifique ne l avaient prévu.

Et de conclure : le fascisme et la série des guerres impérialistes constituent la terrible école par laquelle le prolétariat apprendra à se débarrasser des partis opportunistes, à forger, éduquer son propre parti, préparant ainsi la solution de cette tâche en dehors de laquelle il n'est pas de salut pour le développement de l'humanité.

C'est parce que Trotsky menait ce combat qu'il fut assassiné. C'est parce que ce combat s'est poursuivi que nous sommes présents, aujourd'hui, sur la tombe de Léon Sedov. Non, camarades, les lignes que je viens de vous citer ne sont ni le langage d'un homme "isolé", ni le langage d'un homme "démoralisé", en dépit des coups terribles portés par le stalinisme non seulement aux militants ouvriers, non seulement aux militants de la IV^e Internationale, mais plus particulièrement et personnellement à Léon Trotsky, dont les enfants et bien d'autres membres de sa famille ont été les uns après les autres éliminés physiquement par le stalinisme, du vivant même de Trotsky.

Ces lignes, c'est le langage d'un combattant de la révolution, qui, jusqu'à son dernier souffle, jusqu'à sa dernière goutte de sang, a exprimé consciemment et lucidement la nécessité d'agir pour la construction de la IV^e Internationale.

Et c'est pour cette IV^e Internationale-là que Trotsky, comme Sedov, comme Ignace Reiss, comme Rudolf Klement et beaucoup d'autres, a été assassiné. Comme ont été assassinés des milliers d'autres qui n'étaient pas trotskystes, mais qui partageaient avec les trotskystes l'exigence fondamentale : la classe ouvrière a le droit de s'organiser, elle a le droit de défendre ses propres intérêts dans un monde divisé en classes, elle a le droit de défendre ses organisations indépendantes.

Camarades,

Soixante ans se sont écoulés et l'on voit encore aujourd'hui perdurer l'acharnement contre la personne de Léon Trotsky, que ce soit dans les colonnes de la revue *L'Histoire*, dans celles du *Figaro* ou dans une prochaine émission de télévision annoncée pour la semaine prochaine. Pourquoi cet acharnement ? Quelques années avant sa mort, en 1936, Trotsky, dans un de ses textes, expliquait la chose suivante : comme tout militant, j'ai joué à un moment ou à un autre de mon existence un rôle plus ou moins important. Mais, de tout ce que j'ai fait dans ma vie jusqu'à présent, beaucoup de choses auraient pu se faire sans moi, y compris octobre 1917. Car en octobre 1917, il y avait un Parti bolchevique, il y avait Lénine ; si je n'avais pas été là, nul doute que ma contribution à la révolution d'Octobre aurait pu être remplie par d'autres et, avec Lénine et le Parti bolchevique, la révolution aurait eu lieu. Mais ce que je fais en ce moment, je le dis sans aucune fausse modestie, il n'y a que moi qui puisse le faire. Ce que je suis en train de faire maintenant, en 1936, est la tâche la plus importante de ma vie. Et Trotsky l'expliquait en ces termes :

“L’effondrement de deux Internationales (c'est-à-dire la II^e — social-démocrate —, la III^e — stalinienne — NDLR), a posé un problème qu’aucun des chefs de ces Internationales n’est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m’ont placé face à ce problème, armé d’une sérieuse expérience. Munir d’une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, c’est une tâche qui n’a pas, hormis moi, d’hommes capables de la remplir. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l’héritage.”

Ces lignes ont donc été écrites en 1936, et Trotsky a été assassiné en août 1940. Il n'a donc pas bénéficié des cinq ans qu'il jugeait nécessaires. Il n'a pu disposer que d'un peu moins de quatre ans. Mais nous pouvons répondre à la question qu'il pose : l'objectif qu'il s'est fixé a été atteint. Nous sommes en mesure, aujourd'hui, soixante ans plus tard, de le dire : la nouvelle génération dont parlait Trotsky, celle à qui il était indispensable de transmettre

la continuité de la Première, de la II^e et de la III^e Internationales, qui était le vecteur physique par lequel toute l'expérience active du mouvement ouvrier devait se transmettre aux générations futures, cette nouvelle génération, qui avait 20 ans, 25 ans, en 1940, a assuré la continuité. Nous pouvons le dire ici. Elle l'a assurée dans les pires conditions, dans les crises de dislocation de la IV^e Internationale et dans des conditions où, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les plus puissants mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière ont pu être contenus et détournés de leur objectif final par l'appareil de la bureaucratie stalinienne.

Et si nous sommes présents ici, aujourd'hui, c'est parce que cette nouvelle génération à laquelle Trotsky s'adressait a maintenu haut le flambeau de la IV^e Internationale, a permis aux drapeaux qui sont ici de flotter aujourd'hui et aux sections de la IV^e Internationale, au moment où je vous parle, de célébrer le soixantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, comme nous le faisons ici.

Camarades, qu'il me soit permis de saluer cette "nouvelle génération" dont parlait Trotsky et qui, pour nous, est la génération sans laquelle rien ne se serait fait. Qu'il me soit permis, en particulier, de saluer la présence parmi nous du camarade Louis Eemans, du camarade Pierre Lambert, du camarade Yves Dechezelles. Les deux premiers étaient trotskystes à l'époque où Trotsky fut assassiné et Yves n'était pas trotskyste. Mais tous partageaient le refus de considérer qu'une nuit noire sans fin devait tomber sur le mouvement ouvrier. Tous partageaient la conviction que l'humanité avait un avenir, que cet avenir s'appelle le socialisme et que le socialisme, c'est le moyen d'aboutir à une société sans classes et sans Etat ; et que, pour cela, le mouvement ouvrier devait non seulement se débarrasser des séquelles et des oripeaux du stalinisme, mais se reconstruire sur une ligne indépendante de classe.

Oui, Trotsky avait raison de considérer que la tâche la plus importante de toute son existence était de s'adresser à cette nouvelle génération de 1940, parce que celle-ci a permis à d'autres "nouvelles générations" de se dresser. Elle a permis

qu'ici même, autour de la tombe de Léon Sedov, soient regroupés des camarades dont on peut dire qu'ils appartiennent à la troisième génération depuis que Trotsky a lancé cet appel, qui sont nés plus de cent ans après Léon Trotsky et qui portent haut, aujourd'hui, le drapeau de la IV^e Internationale parce que, comme il nous l'a enseigné, il n'y a pas d'autre avenir pour l'humanité et, par définition, la jeune génération est celle qui porte au degré le plus élevé l'angoisse de ce que sera l'avenir...

Camarades,

Il est évident qu'aujourd'hui, le processus de décomposition du régime capitaliste a atteint un degré insoupçonnable et insoupçonné par les générations qui nous ont précédés, y compris par Trotsky. La survie de ce régime décomposé n'est possible que sur la base de la destruction en masse des forces productives et de l'attaque constante contre la force de travail du prolétariat. Il faut dire aussi que cette situation pose comme jamais auparavant, avec une force accrue, la nécessité de résoudre la question politique majeure : celle de la construction d'un véritable parti, d'un parti ouvrier indépendant, qui reste plus que jamais la tâche centrale des militants de la IV^e Internationale.

Oui, camarades, tout comme Trotsky disait en 1940 que, sans doute, c'était là l'époque de la réaction la plus noire que l'humanité ait jamais connue, en tout cas depuis que le capitalisme a triomphé, nous sommes en droit de nous interroger aujourd'hui, soixante ans après, sur l'ampleur, la profondeur de la période de réaction que notre génération connaît. Une ampleur et une profondeur tout particulièrement aggravées par le fait que, en France, en Europe, ce sont les partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier — précisément ceux dont Léon Trotsky disait qu'ils étaient opportunistes (mais le terme aujourd'hui paraît bien faible) — qui sont devenus les vils instruments de la destruction de la classe ouvrière. Car ce sont eux qui, aujourd'hui, au gouvernement, en France, en Allemagne, en Italie et dans bien d'autres pays, sont à l'initiative de mesures qui ne sont pas uniquement tournées contre la révolution, mais qui sont destructrices de toutes les réformes

arrachées par la classe ouvrière, de tout ce que le combat ouvrier et démocratique a constitué depuis cent cinquante ou deux cents ans.

Oui, camarades, c'est une époque de noire réaction. Oui, c'est un fait, quand on regarde le gouvernement en place, dit de la "gauche plurielle", imposer la déréglementation dans le cadre de l'Europe, la dislocation du Code du travail à travers, en particulier, le nouveau statut proposé pour la Corse, mais qui concerne la classe ouvrière de tout notre pays ; quand on le voit privatiser, chercher à casser l'indépendance des syndicats pour les intégrer à ce que l'Europe exige ; quand on le voit rétablir le travail de nuit des femmes dans l'industrie, liquider la spécialité de gynécologie médicale, ce qui va précipiter des milliers de femmes vers une mort certaine ; quand on le voit rétablir le travail des enfants, détruire l'école publique, casser les services publics : oui, nous sommes en droit de dire que la pire réaction que la planète ait connue est portée aujourd'hui par les partis qui, historiquement, il y a très longtemps, ont plongé leurs racines dans la défense des intérêts ouvriers.

C'est précisément pour cette raison que, aussi paradoxal que cela puisse paraître — parce que les travailleurs, dans notre pays, comme dans tous les pays, cherchent à résister, parce que la lutte de classe persiste, parce que des regroupements s'opèrent à tous les niveaux —, il n'est pas de tâche plus essentielle que d'atteindre l'objectif que nous nous sommes assigné depuis de nombreuses années, par rapport auquel nous avons fait une partie du chemin, mais dont une partie reste à faire : la construction effective d'un authentique parti ouvrier indépendant.

Un authentique parti ouvrier indépendant qui aille plus loin que ce qu'est le Parti des travailleurs aujourd'hui, c'est-à-dire un parti qui a une influence et qui est reconnu dans le mouvement ouvrier, qui soit un parti fait de militants organisés, dont les cotisations sont collectées, dont le journal est largement diffusé, un parti qui ne subordonne son action à rien ni personne, et surtout à aucun des appareils qui ont trahi les intérêts du mouvement ouvrier. Un parti qui soit capable de rassembler en son sein très largement tous les courants

historiques du mouvement ouvrier, dont la IV^e Internationale revendique de faire partie, mais dont elle ne revendique pas l'exclusivité. Ce que nous revendiquons, c'est de pouvoir combattre au coude-à-coude et à égalité avec les militants d'autres courants du mouvement ouvrier pour construire un tel parti.

Nous avons devant nous, et l'urgence en est renforcée par toute la situation, le devoir imprescriptible — non pas dans un avenir lointain, mais demain — d'organiser un tel parti, de le construire effectivement. Et nous savons que les bases en sont aisément rassemblées. Nous savons qu'aujourd'hui, depuis toutes ces années que se mène cette offensive incessante de destruction des droits ouvriers, les enjeux se clarifient chaque jour davantage aux yeux de la classe ouvrière. Il suffit de regarder l'annonce des abstentions en masse pour le prochain référendum du 24 septembre pour le comprendre.

Chaque jour plus nettement apparaît aux yeux de millions de travailleurs la ligne de démarcation entre ceux qui sont pour déréglementer les droits ouvriers et ceux qui sont pour les défendre. Ceux qui sont pour les privatisations et ceux qui sont pour défendre le service public. Ceux qui sont pour des syndicats larbins de l'Union européenne et du Fonds monétaire international et ceux qui sont pour des syndicats indépendants. Ceux qui sont pour la "nouvelle économie" et pour la spéculation et ceux qui sont pour la défense des salaires et de la force de travail.

Des millions de travailleurs, aujourd'hui, comprennent parfaitement que là est le clivage. Que, d'un côté, se regroupent tous ceux — de "gauche", de droite, les Verts et "l'extrême gauche" — qui sont les partisans de cette économie destructrice de la classe ouvrière, et que, de l'autre côté, doivent se regrouper — mais ce n'est pas encore le cas — ceux qui comprennent que le sort de l'humanité est entre nos mains à condition de construire l'outil nécessaire : le parti ouvrier indépendant et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Oui, camarades, nous sommes en droit de dire sans aucune exagération — nous le disons devant la tombe de Léon Sedov

et, par-delà Léon Sedov, nous le disons au camarade Léon Trotsky : ce qui devait être transmis l'a été. Je le répète, cela s'est fait avec des crises, des dislocations, mais cette transmission a été faite et nous sommes aujourd'hui confrontés aux tâches qu'à soixante ans de distance, Trotsky signifiait à la nouvelle génération d'alors.

Oui, en ce moment même et dans les jours qui viennent, non seulement en France mais dans le monde entier, les camarades se réunissent et se réuniront comme nous pour saluer la mémoire de Léon Trotsky à l'occasion du soixantième anniversaire de son assassinat. Et ce, y compris en Russie, dans ce pays qui a connu au début du siècle le plus gigantesque mouvement que l'histoire ait porté, celui où, pour la première fois, si on fait exception de la Commune de Paris, les ouvriers et les opprimés ont décidé de prendre leur avenir en main. La Russie, qui a connu également cette tragédie qui a frappé le mouvement ouvrier mondial et qui marque encore aujourd'hui de son fer rouge la situation des prolétaires du monde entier : la dégénérescence tragique de la révolution d'Octobre, la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste. La Russie, qui a connu cette dégénérescence allant jusqu'à une mafiosisation invraisemblable, littéralement pillée par des morceaux de la bureaucratie transformée en autant de mafias et de gangsters.

Mais la Russie, ce pays mis à genoux, exsangue, d'une pauvreté sans nom, préserve en son sein des segments issus d'octobre 1917. Aujourd'hui encore, des travailleurs et des militants cherchent à saisir le fil de la continuité qui va d'octobre 1917 au combat actuel pour la défense pied à pied de la force de travail du prolétariat russe. Et, parmi ceux qui combattent, il en est qui ont décidé d'ouvrir le débat avec la IV^e Internationale, qui ont décidé de poser les jalons — ne faisons pas de triomphalisme, cela prendra du temps et les premiers résultats seront nécessairement modestes — de la reconstruction d'une section russe de la IV^e Internationale. La section russe de l'Opposition de gauche était, par définition, la plus éduquée, la plus formée, car

elle comptait en son sein des milliers et des dizaines de milliers de cadres qui avaient connu et fait octobre 1917, et qui avaient toute l'expérience de la classe ouvrière russe victorieuse. Cette génération a été décimée, liquidée physiquement, car elle représentait le pire danger pour la bureaucratie usurpatrice. Mais parce que le fil de la continuité a été assuré, parce que des militants, et Léon Trotsky au premier chef, ont inscrit la défense des bases sociales de l'URSS sur le drapeau de la IV^e Internationale contre la bureaucratie liquidatrice, aujourd'hui même, la tâche de reconstruction d'une section russe de la IV^e Internationale est engagée, qui est indispensable pour l'avenir de la classe ouvrière russe comme pour l'avenir des classes ouvrières du monde entier.

En ce moment même, l'assassinat de Léon Trotsky est commémoré par nos camarades espagnols, par nos camarades allemands, qui, reconstruisant une organisation trotskiste allemande, sont totalement insérés dans les processus qui voient des secteurs entiers du mouvement syndical et même des secteurs de la social-démocratie se dresser contre la politique du gouvernement Schröder, et dire : les retraites nous appartiennent, les garanties ouvrières nous appartiennent, nous ne laisserons pas ce gouvernement de "troisième voie-centre gauche" les détruire.

En ce moment même, aux Etats-Unis, nos camarades qui ont reconstruit la section américaine de la IV^e Internationale, dans le même mouvement que celui dans lequel ils ont soutenu la formation du comité de suivi de la conférence de San Francisco, dans le même mouvement où ils ont engagé la campagne pour la défense de la convention 103 de l'OIT, ont décidé de saluer la mémoire de Léon Trotsky dans le cadre de la IV^e Internationale.

Et l'on pourrait parler de ce qui se passe en ce moment même dans la maison où Trotsky fut assassiné, l'événement organisé par nos camarades de la section mexicaine. On pourrait parler de la manière dont, en Afrique, en ce moment même, une école des cadres de la IV^e Internationale regroupe des camarades d'Afrique du Sud, du Niger, du Burkina-Faso, du Togo,

de Côte-d'Ivoire et du Bénin, des camarades qui sont par ailleurs insérés dans la lutte de classe dans leur pays, qui construisent des syndicats, des partis ouvriers indépendants ; ils ont décidé de consacrer cette journée à saluer politiquement l'apport du camarade Léon Trotsky et la nécessité de construire des noyaux de la IV^e Internationale en Afrique. Et l'on pourrait parler de ce qui se passe au Bangladesh et dans beaucoup d'autres pays que nous ne pouvons mentionner ici.

Le conseil général de la IV^e Internationale, qui s'est réuni voilà deux mois, a décidé de convoquer le V^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Sa préparation a un seul point à l'ordre du jour : construire dans chaque pays d'authentiques sections de la IV^e Internationale. Il n'y a pas de IV^e Internationale sans sections de la IV^e Internationale. Des sections de la IV^e Internationale qui ne se considèrent pas comme séparées de l'ensemble du mouvement ouvrier, mais qui s'organisent comme sections de la IV^e Internationale pour mettre au service de l'ensemble du mouvement ouvrier indépendant tout le capital théorique et politique qui est celui de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg et beaucoup d'autres, et de mettre ce capital théorique et politique au service de l'organisation de l'action concrète émancipatrice de la classe ouvrière dans chaque pays, qui passe par la construction de partis ouvriers indépendants.

Ce conseil général, nous allons le préparer par un numéro spécial de *La Vérité*, qui sera prêt dans quelques semaines. C'est un numéro spécial en hommage à Léon Trotsky, à l'occasion du soixantième anniversaire de son assassinat, et je n'ai pas de doute que sa diffusion et sa discussion seront autant d'éléments pour armer les camarades, non seulement par rapport à l'histoire, mais par rapport au présent, par rapport à nos tâches immédiates et par rapport à l'avenir. De même, nous avons décidé d'organiser une campagne financière pour le V^e Congrès mondial, parce que la IV^e Internationale est indépendante de tous les partis, de tous les gouvernements, de toutes les institutions internationales. Elle est fière de ne pas être une ONG. Et comme Marx, Engels, Lénine et

Trotsky nous l'ont appris, nous collecterons franc par franc l'argent de ce "Fonds spécial Ve Congrès mondial", qui permettra aux camarades des pays les plus pauvres, de l'Afrique du Sud et de tous les pays d'Afrique, de pays d'Asie comme le Bangladesh, le Pakistan, la Corée du Sud, et d'autres du Pérou, de Bolivie, d'Equateur, d'être présents à égalité. Parce que la IV^e Internationale, c'est l'égalité de droit entre les militants, quelle que soit leur nationalité, d'être présents lors de ce congrès mondial.

Camarades,

Saluer en ces termes le soixantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, saluer le camarade Léon Sedov, saluer l'ensemble des camarades qui sont tombés sous les coups du stalinisme, c'est, bien évidemment, s'armer pour les tâches immédiates que, comme militants de la IV^e Internationale, nous avons décidé d'accomplir dans le cadre de la construction d'un parti ouvrier indépendant. Tout ce qui vient d'être exposé ici n'aurait aucune signification si ce n'était pas relié, en France, immédiatement, à la préparation de la manifestation du 21 octobre contre la déréglementation, à l'enquête politique contre la déréglementation, notamment dans le cadre de la honteuse rentrée scolaire qu'impose le gouvernement. Tout cela n'aurait pas de sens

si ce n'était relié à la diffusion d'*Informations ouvrières*, à la préparation des élections municipales comme moyen de défendre la démocratie, le Code du travail et la République, face à ceux qui veulent les démanteler. Cela n'aurait pas de sens si ce n'était relié à la décision que nous avons prise avec d'autres militants de construire une commission de liaison pour la construction d'un parti ouvrier indépendant. Mais, camarades, cela n'aurait pas de sens non plus si ce n'était relié à la décision de dire, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples : la IV^e Internationale, en commun avec d'autres courants, travaille à reconstruire à la fois des partis ouvriers indépendants et une Internationale ouvrière authentique.

Oui, camarades, les philistins, comme Trotsky se plaisait à les appeler suivant la vieille tradition du mouvement ouvrier russe et allemand du début du siècle, les philistins, les faux professeurs de morale, les sociologues peuvent bavarder. Ils peuvent bavarder sur Trotsky, sur son prétendu "isolement", ils peuvent truquer, se déchaîner... Nous qui sommes ici présents, nous disons : nous sommes certains de la victoire de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale vaincra parce que l'humanité se sauvera de la décomposition à laquelle le capitalisme veut la vouer.



Extraits des écrits de Léon Trotsky

“La tâche historique révolutionnaire...”

(Œuvres, tome 24, juin 1940-août 1940, ultimes notes)

Le 20 août 1940, en fin d'après-midi, Léon Trotsky était mortellement blessé par l'agent stalinien Mercader. Le 21 août, son cœur cessait de battre. Le 20 août, dans la matinée, il avait dicté des notes portant sur la situation mondiale, la guerre qui se déchaînait...

Voici un extrait de ces ultimes fragments, la dernière manifestation de la pensée du grand révolutionnaire à un moment où la pire réaction l'emporte :

« (...) La Seconde Guerre mondiale pose la question du changement de régime de façon plus impérieuse, plus pressante que la première. C'est d'abord et avant tout une question de régime politique. Les ouvriers savent que la démocratie a fait partout naufrage et que le fascisme les menace même là où il est encore inexistant. La bourgeoisie des pays démocratiques va naturellement utiliser cette peur du fascisme de la part des ouvriers, mais, de l'autre, la faillite des démocraties, leur effondrement, leur douloureuse transformation en dictatures réactionnaires obligent les ouvriers à se poser la question du pouvoir et les rend responsables de la poser.

La réaction détient aujourd'hui un pouvoir tel que sans doute auparavant dans l'histoire moderne de l'humanité. Mais ce serait une erreur impardonnable de ne voir qu'elle. Le processus historique est contradictoire ; sous le couvert de la réaction officielle, de profonds processus se déroulent dans les masses, qui accumulent des expériences et sont réceptives aux perspectives politiques. La vieille tradition conservatrice de l'Etat démocratique, qui était si puissante à l'époque de la dernière guerre impérialiste, n'est plus aujourd'hui qu'une survivance très instable. A la veille de la dernière guerre, les ouvriers européens ont des partis numériquement puissants. Mais à l'ordre du jour, on avait mis des réformes, des victoires partielles, pas du tout la prise du pouvoir.

(...) N'est-il pas possible que les staliniens se retrouvent à la tête d'une nouvelle montée révolutionnaire et mènent la révolution au désastre comme en Espagne et auparavant en Chine ? Il est évidemment impossible d'exclure une telle possibilité, en France par exemple. La première vague de la révolution a souvent ou, plus exactement, toujours porté au pouvoir ces partis "de gauche" qui, dans la période précédente, s'étaient arrangés pour ne pas se discréderiter totalement et qui ont derrière eux une tradition politique importante. C'est ainsi que la révolution de Février a hissé sur le pavillon les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, qui s'étaient opposés à la révolution à son début. De même, la révolution allemande de novembre 1918 a porté au pouvoir les social-démocrates, qui s'étaient opposés avec acharnement aux soulèvements révolutionnaires.

(...) La plupart des philistins de la nouvelle vague basent leurs attaques contre le marxisme sur le fait que, contrairement au pronostic de Marx, c'est le fascisme qui est arrivé au lieu du socialisme. Rien n'est plus stupide ni vulgaire que cette critique. Marx a démontré et prouvé que lorsque le capitalisme atteint un certain niveau, l'unique issue pour la société réside dans la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire le socialisme. Il a également démontré que, du fait de la structure de classe de la société, seul le prolétariat était capable de réaliser cette tâche par une lutte révolutionnaire intransigeante contre la bourgeoisie. Il a en outre démontré que, pour réaliser cette tâche, le prolétariat avait besoin d'un parti révolutionnaire.

Sa vie durant, Marx, et avec lui Engels, et Lénine après eux, ont mené une lutte intransigeante contre les tendances dans les partis prolétariens, socialistes, qui s'opposaient à la tâche historique révolutionnaire. L'intransigeance de la lutte qu'ont menée Marx, Engels et Lénine contre l'opportunisme, d'une part, et contre l'anarchisme, d'autre part, démontre qu'ils ne sous-estimaient nullement ce danger. En quoi consiste-t-il ? En ce que l'opportunisme des sommets de la classe ouvrière, ouverts à l'influence bourgeoise, pouvait obstruer, ralentir, rendre plus difficile, retarder la réalisation de la tâche révolutionnaire du prolétariat.

C'est précisément cette condition de la société que nous sommes en train d'observer. Le fascisme n'est pas du tout venu "au lieu" du socialisme. Le fascisme est la continuation du capitalisme, une tentative de perpétuer son existence par les mesures les plus bestiales et les plus monstrueuses. Le capitalisme a eu la possibilité de recourir au fascisme seulement parce que le prolétariat n'a pas fait à temps la révolution socialiste. Le prolétariat a été paralysé par les partis opportunistes. La seule chose qu'on puisse dire, c'est qu'il s'est présenté plus d'obstacles, plus de difficultés, plus d'étapes sur la route du développement révolutionnaire du prolétariat que les fondateurs du socialisme scientifique ne l'avaient prévu. Le fascisme et la série des guerres impérialistes constituent la terrible école à travers laquelle le prolétariat doit se libérer des traditions petites-bourgeoises et des superstitions, doit se débarrasser des partis opportunistes, démocratiques et aventuristes, doit forger et éduquer l'avant-garde révolutionnaire et préparer ainsi la solution de cette tâche en dehors de laquelle il n'est pas de salut pour le développement de l'humanité (...). »



***“En dépit de tous les efforts de la bourgeoisie,
le prolétariat ne peut être réduit
à la condition d’automate”***

(Bilan et Perspectives, 1906, éditions du Seuil)

Léon Trotsky fut élu président du soviet de Pétersbourg lors de la révolution de 1905. Il avait alors vingt-six ans. Après l'écrasement de la première révolution russe, il écrivit en 1906 *Bilan et Perspectives*, qui porte sur le caractère de la révolution russe et son lien avec le développement mondial du capitalisme et de la lutte d'émancipation de la classe ouvrière.

Cette œuvre magistrale, écrite à la lumière de la révolution russe, du développement des comités, des conseils de délégués ouvriers, dégage déjà ce que seront les grands axes des bouleversements qui marqueront le XX^e siècle. Ces pages sont ordonnées par le même fil conducteur que les dernières notes rédigées par Trotsky. Sans aucun doute, il y a entre ce texte et les documents rédigés par Trotsky après la Première Guerre mondiale et la révolution russe (par exemple, les thèses sur la révolution permanente, qui datent de 1929 et que nous publions plus loin) non seulement l'achèvement de la constitution de l'impérialisme — le “stade suprême du capitalisme”, comme l'écrivait Lénine — et l'immense expérience de la révolution russe, mais toute l'évolution politique de Trotsky, le développement de sa pensée, son intégration au bolchevisme.

Il demeure que *Bilan et Perspectives* éclaire déjà avec netteté ce que sera l'ère des guerres et des révolutions.

Au travers des convulsions, des affrontements impitoyables, des défaites comme des victoires, il n'y a d'issue que dans l'élimination du système mondial d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, et seule l'émancipation des travailleurs, qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, construisant l'organisation nécessaire à cette émancipation, assurera l'émancipation de l'humanité tout entière.

Il écrivait, dans un chapitre portant sur les prémisses du socialisme :

« (...) Pour que le socialisme puisse être réalisé, il faut que, parmi les classes antagonistes de la société capitaliste, existe une force sociale qui ait intérêt, du fait de sa situation objective, à le réaliser, et qui soit assez puissante pour pouvoir l'emporter sur la résistance des intérêts hostiles.

L'un des mérites essentiels du socialisme scientifique, c'est d'avoir découvert théoriquement une telle force sociale dans le prolétariat, d'avoir montré que cette classe, qui se développe inévitablement avec le capitalisme, ne peut trouver son salut que dans le socialisme, que toute sa situation la pousse au socialisme et que la doctrine du socialisme ne peut pas, avec le temps, ne pas devenir dans la société capitaliste l'idéologie du prolétariat.

Quel est le niveau que doit avoir atteint la différenciation sociale pour que puisse être réalisée la deuxième prémissse du socialisme? En d'autres termes, quel doit être le poids numérique relatif du prolétariat ? Doit-il constituer la moitié, les deux tiers, ou les neuf dixièmes de la population ? Ce serait une entreprise totalement désespérée que de tenter

de définir, de manière purement arithmétique, les limites de cette deuxième prémissse du socialisme. Pour tenter une telle schématisation, il faudrait, en premier lieu, savoir exactement qui il faut inclure dans la catégorie du "prolétariat". Faut-il y inclure la vaste classe des semi-prolétaires, semi-paysans ? Faut-il y inclure les masses de réserve du prolétariat industriel, qui, d'un côté, se fondent dans le prolétariat parasitaire des mendians et des voleurs, de l'autre, remplissent les rues des villes comme petits commerçants, jouant, à l'égard du système économique pris dans son ensemble, un rôle de parasites ? Voilà un problème qui n'est pas simple du tout.

L'importance du prolétariat dépend entièrement du rôle qu'il joue dans la production à grande échelle. Dans sa lutte pour la domination politique, la bourgeoisie s'appuie sur sa puissance économique. Avant de parvenir à s'assurer le pouvoir politique, elle concentre les moyens de production entre ses mains. C'est là ce qui détermine son poids spécifique dans la société. Le prolétariat, lui, en dépit de toutes les fantasmagories des coopérateurs, restera dépourvu des moyens de production tant que la révolution socialiste ne sera pas devenue une réalité. Les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie, mais il est seul à pouvoir les mettre en mouvement : de là résulte sa puissance sociale. Du point de vue de la bourgeoisie, le prolétariat est aussi l'un de ces moyens de production qui, tous ensemble, ne constituent qu'un seul mécanisme unifié. Mais le prolétariat est la seule partie de ce mécanisme à ne pas être automatique, et, en dépit de tous les efforts, il ne peut être réduit à la condition d'automate. Sa situation donne au prolétariat le pouvoir de suspendre à volonté, partiellement ou totalement, le fonctionnement même de l'économie de la société, par des grèves partielles ou la grève générale. »

C'est dans ce même ouvrage que Léon Trotsky montrait que la révolution russe était sans aucun doute "bourgeoise" par ses tâches immédiates (celles qui avaient été réalisées par la bourgeoisie montante au XVIII^e siècle), mais que ces tâches ne pourraient être accomplies que par le prolétariat, par son action indépendante, au compte de ses propres intérêts, posant par là même les tâches de la révolution socialiste.

Il procède par une comparaison de la Révolution française de 1789, de la révolution allemande de 1848 et de la révolution russe de 1905 :

"1789-1848-1905"

« L'histoire ne se répète pas. On aura beau comparer encore et toujours la révolution russe avec la grande Révolution française, on ne pourra jamais faire de la première une répétition de la seconde. Le XIX^e siècle n'est pas passé en vain. »

L'année 1848 diffère déjà énormément de 1789. Comparées à la grande Révolution, les révolutions prussienne et autrichienne surprennent par leur insignifiance. En un sens, elles ont eu lieu trop tôt, et, en un sens, trop tard. Il faut, à la société bourgeoise, une gigantesque tension de forces pour régler radicalement ses comptes avec les seigneurs du passé ; cela n'est possible que par la puissance de la nation unanime, se dressant contre le despotisme féodal, ou par un ample développement de la lutte des classes au sein de la nation en lutte pour son émancipation. Dans le premier cas, qui s'est réalisé en 1789-1793, l'énergie nationale, comprimée par la terrible résistance de l'ordre ancien, se dépensa entièrement dans la lutte contre la réaction ; dans le second cas, qui ne s'est encore jamais produit dans l'histoire, et que, en ce moment, nous considérons seulement comme une possibilité, c'est une guerre de classe "intestine", au sein de la nation bourgeoise, qui produit l'énergie effectivement nécessaire pour triompher des forces obscures de l'histoire.

Les sévères affrontements internes absorbent une grande quantité d'énergie, ils privent la bourgeoisie de la possibilité de jouer le rôle dirigeant, ils poussent leur adversaire, le prolétariat, au premier plan, ils lui donnent dix ans d'expérience en un mois, le placent à la tête des affaires et lui tendent, étroitement serrées, les rênes du pouvoir. Cette classe, résolue, ignorant les doutes, donne une puissante impulsion aux événements. »

La Révolution française

« Une révolution peut être accomplie par une nation qui se rassemble comme un lion se préparant à bondir, ou par une nation qui, au cours de la lutte, se divise de façon décisive, afin de libérer la meilleure partie d'elle-même pour l'accomplissement des tâches qu'elle est incapable d'accomplir comme un tout. Ce sont là deux ensembles opposés de conditions historiques, qui, dans leur forme pure, ne constituent, naturellement, qu'une opposition logique. »

Un moyen terme est ici, comme bien souvent, la pire des solutions. Mais ce fut ce moyen terme qui se réalisa en 1848.

Nous avons vu dans la période héroïque de la France une bourgeoisie éclairée, active, encore inconsciente des contradictions que comportait sa propre position, à qui l'histoire avait imposé la tâche de diriger la lutte pour un ordre nouveau, non seulement contre les institutions périmées de la France, mais aussi contre les forces réactionnaires de l'Europe entière. La bourgeoisie, en conséquence, dans toutes ses fractions, se considérait comme le chef de la nation, rassemblait les masses pour la lutte, leur donnait des mots d'ordre et leur dictait une tactique pour le combat. La démocratie cimentait d'une idéologie politique l'unité de la nation. Le peuple — petits bourgeois des villes, paysans et ouvriers — élisait comme députés des bourgeois, et les instructions données à ces députés par leurs constituants étaient écrites dans le langage d'une bourgeoisie qui prenait conscience de son rôle de Messie.

Durant la Révolution elle-même, les antagonismes de classe se dévoilèrent ; mais la puissance d'inertie de la lutte révolutionnaire n'en fut pas moins assez grande pour balayer hors du chemin les éléments les plus conservateurs de la bourgeoisie. Aucune couche ne fut rejetée avant d'avoir transmis son énergie à la couche qui la suivait. La nation poursuivit donc comme un tout la lutte pour ses objectifs, avec des méthodes sans cesse plus précises et plus résolues.

Une fois que les couches supérieures de la bourgeoisie riche, rompant avec le noyau de la nation qui était entré dans le mouvement, se furent alliées à Louis XVI, les revendications démocratiques de la nation furent dirigées contre cette bourgeoisie, et cela conduisit au suffrage universel et à la république comme à la forme logique, inévitable, de la démocratie.

La grande Révolution française fut vraiment une révolution nationale. Et, qui plus est, la lutte mondiale de la bourgeoisie pour la domination, pour le pouvoir, et pour une victoire totale trouva dans ce cadre national son expression classique. »

Le jacobinisme

« Le terme de "jacobinisme" est actuellement une expression péjorative dans la bouche de tous les sages libéraux. La haine de la bourgeoisie contre la révolution, sa haine des masses, sa haine de la force et de la grandeur de l'histoire qui se fait dans la rue se concentre dans ce cri de peur et d'indignation : "C'est du jacobinisme !" Nous, l'armée mondiale du communisme, avons depuis longtemps réglé nos comptes historiques avec le

jacobinisme. Tout le mouvement prolétarien international actuel a été formé et s'est renforcé dans la lutte contre les traditions du jacobinisme. Nous l'avons soumis à une critique théorique, nous avons dénoncé ses limites historiques, son caractère socialement contradictoire et utopique, sa phraséologie, nous avons rompu avec ses traditions, qui, des décennies durant, ont été regardées comme l'héritage sacré de la Révolution. Mais nous défendons le jacobinisme contre les attaques, les calomnies, les injures stupides du libéralisme anémique. La bourgeoisie a honteusement trahi toutes les traditions de sa jeunesse historique, et ses mercenaires actuels déshonorent les tombeaux de ses ancêtres et narguent les cendres de leurs idéaux. Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie. Le prolétariat, si radicalement qu'il puisse avoir rompu dans sa pratique avec les traditions révolutionnaires de la bourgeoisie, les préserve néanmoins comme un héritage sacré de grandes passions, d'héroïsme et d'initiative, et son cœur bat à l'unisson des paroles et des actes de la Convention jacobine. »

Les révolutions de 1848

Lors des révolutions de 1848, « *la bourgeoisie allemande, elle, dès le début, bien loin de "faire" la révolution, s'en est dissociée. Sa conscience se dressait contre les conditions objectives de sa propre domination. La révolution ne pouvait être faite par elle, mais seulement contre elle. Les institutions démocratiques représentaient, dans son esprit, non un objectif pour lequel combattre, mais une menace pour sa prospérité.*

Il fallait, en 1848, une classe apte à prendre en charge les événements sans la bourgeoisie et malgré elle, une classe prête, non seulement à contraindre, par sa pression, la bourgeoisie à aller de l'avant, mais aussi, au moment décisif, à déblayer le terrain de son cadavre politique. Ni la petite bourgeoisie ni la paysannerie ne pouvaient remplir cette tâche.

(...) Le prolétariat était trop faible ; il manquait d'organisation, d'expérience et de connaissance. Le capitalisme s'était suffisamment développé pour rendre nécessaire l'abolition des anciens rapports féodaux, mais pas assez pour pousser au premier plan, comme force politique décisive, la classe ouvrière, née des nouveaux rapports de production. Même dans le seul cadre national de l'Allemagne, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie était allé trop loin pour que celle-ci puisse assumer sans crainte le rôle de dirigeant de la nation, et pas assez pour permettre au prolétariat de l'assumer lui-même. »

La première révolution russe et la constitution des soviets

La classe ouvrière russe de 1906 diffère du tout au tout « *des ouvriers viennois de 1848. La meilleure preuve en est l'apparition, dans toute la Russie, de soviets des députés ouvriers. Il ne s'agissait pas là d'organisations conspiratives préparées à l'avance, dans le but d'assurer, au moment de la révolte, la prise du pouvoir par les ouvriers. Non, les soviets étaient des organes créés, de façon concertée, par les masses elles-mêmes, afin de coordonner leurs luttes révolutionnaires. Et ces soviets, élus par les masses et responsables devant les masses, sont d'incontestables institutions démocratiques, faisant la politique de classe la plus résolue dans l'esprit du socialisme révolutionnaire.*

(...) En Russie, la revendication d'une milice n'a trouvé aucun écho au sein des partis bourgeois. Les libéraux ne peuvent pas ne pas comprendre quelle est la signification véritable de la question des armes ; l'absolutisme leur a donné quelques leçons de choses à cet égard. Mais ils comprennent aussi qu'il est absolument impossible de créer une milice en Russie à l'écart du prolétariat ou contre lui. Les ouvriers russes ne ressemblent pas aux ouvriers de 1848, qui remplissaient leurs poches de pierres et s'armaient de pioches,

tandis que les commerçants, les étudiants et les avocats portaient un mousquet royal à l'épaule et une épée au côté.

Armer la révolution, en Russie, cela signifie, d'abord et avant tout, armer les ouvriers. Les libéraux, qui le savent et qui en ont peur, renoncent tout à fait à la milice. Ils rendent même cette position sans combat à l'absolutisme, exactement comme la bourgeoisie de Thiers a rendu Paris et la France à Bismarck, simplement pour ne pas avoir à armer les ouvriers.

(...) *La révolution est une épreuve de force ouverte entre les forces sociales en lutte pour le pouvoir. Tout parti politique digne de ce nom lutte pour conquérir le pouvoir politique et mettre ainsi l'Etat au service de la classe dont il exprime les intérêts. La social-démocratie, parti du prolétariat, lutte naturellement pour la domination politique de la classe ouvrière. Le prolétariat croît et se renforce avec la croissance du capitalisme. En ce sens, le développement du capitalisme est aussi le développement du prolétariat vers la dictature. Mais le jour et l'heure où le pouvoir passera entre les mains de la classe ouvrière dépendent directement, non du niveau atteint par les forces productives, mais des rapports dans la lutte des classes, de la situation internationale et, enfin, d'un certain nombre de facteurs subjectifs : les traditions, l'initiative et la combativité des ouvriers.*

Il est possible que les ouvriers arrivent au pouvoir dans un pays économiquement arriéré avant d'y arriver dans un pays capitaliste avancé. En 1871, les ouvriers prirent délibérément le pouvoir dans la ville petite-bourgeoise de Paris ; pour deux mois seulement, il est vrai, mais, dans les centres anglais ou américains du grand capitalisme, les travailleurs n'avaient jamais, même une heure, tenu le pouvoir entre leurs mains. Imaginer que la dictature du prolétariat dépende en quelque sorte automatiquement du développement et des ressources techniques d'un pays, c'est là le préjugé d'un matérialisme "économique" simplifié jusqu'à l'absurde. Ce point de vue n'a rien à voir avec le marxisme.

A notre avis, la révolution russe créera des conditions favorables au passage du pouvoir entre les mains des ouvriers — et, si la révolution l'emporte, c'est ce qui se réalisera en effet avant que les politiciens du libéralisme bourgeois n'aient la chance de pouvoir faire pleinement la preuve de leur talent à gouverner.

(...) *A la fin du XVIII^e siècle, dans le cadre d'une révolution bourgeoise dont la tâche objective était d'établir la domination du capital, la dictature des sans-culottes se révéla possible. Ce ne fut pas là un simple épisode passager ; cette dictature marqua de son empreinte tout le siècle suivant, bien qu'elle se soit rapidement fracassée contre les barrières de la révolution bourgeoise, qui la limitaient de toutes parts. Au début du XX^e siècle, dans une révolution dont les tâches objectives directes sont également bourgeoises, émerge comme la perspective d'un avenir prochain la domination politique inévitable, ou du moins vraisemblable, du prolétariat. Et celui-ci saura bien veiller lui-même à ce que sa domination ne soit pas, comme l'espèrent quelques philistins réalistes, un simple "épisode" passager. Mais nous pouvons dès maintenant poser la question : est-il inévitable que la dictature prolétarienne aille se fracasser contre les barrières de la révolution bourgeoise, ou est-il possible que, dans les conditions historiques mondiales données, elle puisse découvrir une perspective de victoire en brisant ces barrières ? »*



Le 25 octobre 1917, s'ouvre la séance du "Parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale". C'est ainsi que, dans *L'Histoire de la révolution russe*, Trotsky caractérise le congrès des délégués des soviets (conseils) d'ouvriers, de paysans et de soldats qui se réunit dans les heures de l'insurrection.

Trotsky, qui, au congrès des soviets, est l'un des principaux porte-parole des bolcheviks, déclare : "Ce qui est arrivé, c'est une insurrection et non un complot. Le soulèvement des masses populaires n'a pas besoin de justification (...). La formule politique de ce soulèvement est : tout le pouvoir aux soviets, par l'intermédiaire du congrès des soviets."

Et, plus tard, dans la discussion, défendant le projet de déclaration présenté par Lénine, qui proclame : "Le gouvernement ouvrier et paysan, s'appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique", Trotsky explique :

"Bien entendu, nous n'espérons pas influencer les gouvernements impérialistes par nos manifestes ; cependant, tant que ces gouvernements existent, nous ne pouvons les ignorer. Mais nous mettons tous nos espoirs en ce que notre révolution déclenchera la révolution européenne."

Lénine et Trotsky, ces deux noms indissociablement liés incarnent la révolution d'Octobre et le Parti bolchevique dans cette révolution, qu'on désigne couramment par "le parti de Lénine et de Trotsky". Ils en sont l'expression, mais, comme l'écrit Victor Serge, l'expression "la dictature de Lénine et de Trotsky" est profondément inexacte. "Le comité central, les comités soviétiques, les comités locaux délibéraient librement, passionnément, sur toutes les décisions, et les divergences de vues s'affirmaient souvent avec véhémence" (1).

Dirigeant de la révolution d'Octobre, Trotsky jouera un rôle essentiel dans les années de la guerre civile, de la constitution du premier Etat ouvrier encerclé, affamé, attaqué de toutes parts.

Créateur de l'Armée rouge, représentant du gouvernement soviétique, organisateur, il est présent dans tous les débats "libres et passionnés", comme dit Victor Serge, qui marquent ces années cruciales.

Il est aussi l'un des principaux constructeurs de l'Internationale communiste, la III^e Internationale, le rédacteur de certains de ses documents programmatiques essentiels.

La Vérité republie ici "A l'échelle de l'histoire universelle", le texte du rapport présenté devant les militants de l'organisation de Moscou du Parti bolchevique pour le compte rendu du III^e Congrès de l'Internationale communiste.

Nous le faisons suivre de larges extraits de la conférence faite par Léon Trotsky en décembre 1932, devant un auditoire de jeunes militants sociaux-démocrates danois, conférence qui, pour reprendre les termes utilisés par Trotsky dans la préface de *La Révolution permanente*, porte sur la "légitimité de la révolution russe" comme "premier chapitre de la révolution mondiale".

(1) Victor Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*.

“A l'échelle de l'histoire universelle”

**(discours de Léon Trotsky
devant l'organisation de Moscou du parti
pour le compte rendu du III^e Congrès de l'Internationale communiste,
1921)**

« Camarades, la théorie du marxisme a déterminé la première des conditions et les lois de l'évolution historique. En ce qui concerne les révolutions, la théorie de Marx, par la plume de Marx lui-même, dans la préface de son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique*, a établi à peu près la proposition suivante : aucun régime social ne disparaît avant d'avoir développé ses forces productives jusqu'au maximum qui peut être atteint par ce régime, et aucun régime social nouveau ne peut apparaître s'il n'y a eu au préalable, dans le régime ancien, les conditions économiques nécessaires.

Les prémisses matérielles de la révolution

Cette vérité, qui est fondamentale pour la politique révolutionnaire, conserve pour nous, aujourd'hui, toute son incontestable valeur directrice. Cependant, plus d'une fois, on a compris le marxisme d'une façon mécanique et simpliste, et, partant, fausse. D'ailleurs, on peut tirer de fausses conclusions aussi de la proposition citée plus haut. Marx dit qu'un régime social doit disparaître lorsque les forces de production (la technique, le pouvoir de l'homme sur les forces naturelles) ne peuvent plus se développer dans le cadre de ce régime. Au point de vue du marxisme, la société historique, prise comme telle, constitue une organisation collective des hommes ayant comme but l'accroissement de leur pouvoir sur la nature.

Ce but, certainement, n'est pas imposé aux hommes par le dehors, mais ce sont eux-mêmes qui, au cours de leur évolution, luttent pour l'atteindre, en s'adaptant aux conditions objectives du milieu et en augmentant de plus en plus leur pouvoir sur les forces élémentaires de la nature. La proposition suivant laquelle les conditions nécessaires pour une révolution — pour une révolution sociale, profonde, et non pas pour des coups d'Etat politiques, si sanglants qu'ils soient —, pour une révolution qui remplace un régime économique par un autre, naissent seulement à partir du moment où le régime social ancien commence à entraver le développement des forces de production, cette proposition ne signifie nullement que l'ancien régime social s'écroulera infailliblement et par lui-même quand il sera devenu réactionnaire au point de vue économique, c'est-à-dire à partir du moment où il aura commencé à entraver le développement de la puissance technique de l'homme.

En aucune façon : car si les forces de production constituent la puissance motrice de l'évolution historique, cette évolution, cependant, ne se produit pas en dehors des hommes, mais par les hommes. Les forces de production, c'est-à-dire le pouvoir de l'homme social sur la nature, s'accumulent, il est vrai, indépendamment de la volonté de chaque homme séparé, et ne dépendent que peu de la volonté générale des hommes d'aujourd'hui, car la technique représente un capital déjà accumulé qui nous a été légué par le passé et qui, soit nous pousse en avant, soit, dans certaines conditions, nous retient. Cependant, lorsque ces forces de production, cette technique, commencent à se sentir à l'étroit dans les cadres d'un régime d'esclavage, de servage ou bien d'un régime bour-

geois, et quand un changement des formes sociales devient nécessaire pour l'évolution ultérieure du pouvoir humain, alors, cette évolution se produit non pas d'elle-même, comme un lever ou un coucher de soleil, mais grâce à une action humaine, grâce à une lutte des hommes, réunis en classes.

La classe sociale qui dirigeait la société ancienne, devenue réactionnaire, doit être remplacée par une classe sociale nouvelle, qui apporte le plan d'un régime social nouveau correspondant aux besoins du développement des forces productrices, et qui est prête à réaliser ce plan. Mais il n'arrive pas toujours qu'une classe nouvelle, assez consciente, organisée et puissante pour détrôner les anciens maîtres de la vie et pour frayer la voie aux nouvelles relations sociales, apparaisse juste au moment où le régime social ancien se survit, c'est-à-dire devient réactionnaire. Cela ne se passe pas toujours ainsi. Au contraire, il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une société ancienne était épuisée — tel, par exemple, le régime d'esclavage romain, et avant lui, les anciennes civilisations de l'Asie dans lesquelles le régime d'esclavage avait empêché le développement des forces productrices —, mais dans cette société finie, il n'y avait pas de classe nouvelle assez forte pour déposer les maîtres et établir un régime nouveau, le régime de servage, ce dernier constituant un pas en avant par rapport au régime ancien.

A son tour, dans le régime de servage, il n'y avait pas toujours, au moment nécessaire, de classe nouvelle (la bourgeoisie) prête à abattre les féodaux et à ouvrir la voie à l'évolution historique. Il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une certaine société, une nation, un peuple, une tribu, plusieurs peuples ou nations qui vivaient dans des conditions historiques analogues se sont trouvés devant une impossibilité de développement ultérieur, dans les cadres d'un régime économique donné (régime d'esclavage ou de servage).

Toutefois, comme aucune classe nouvelle n'existe encore qui aurait pu les diriger sur une voie nouvelle, ces peuples, ces nations, se sont décomposés ; une civilisation, un Etat, une société ont cessé d'exister. Ainsi, l'humanité n'a-t-elle pas marché toujours de bas en haut, suivant une ligne toujours montante. Non, elle a connu de longues périodes de stagnation et de rechute vers la barbarie. Des sociétés s'étaient élevées, avaient atteint un certain niveau, mais n'ont pas pu rester sur les hauteurs... L'humanité ne reste pas en place ; son équilibre, par suite des luttes des classes et des nations, est instable. Si une société ne peut pas monter, elle tombe, et si aucune classe n'existe qui puisse l'élever, elle se décompose et ouvre la voie à la barbarie.

Afin de comprendre ce problème extrêmement complexe, il ne suffit pas, camarades, de ces considérations abstraites que j'expose devant vous. Il faut que les jeunes camarades peu au courant de ces questions étudient des ouvrages historiques pour se familiariser avec l'histoire de différents pays et peuples et, en particulier, avec l'histoire économique. C'est alors seulement qu'ils pourront se représenter d'une façon claire et complète le mécanisme intérieur de la société. Il faut bien comprendre ce mécanisme pour appliquer avec justesse la théorie marxiste à la tactique, c'est-à-dire à la pratique de la lutte de classes.

Les problèmes de la tactique révolutionnaire

Lorsqu'il s'agit de la victoire du prolétariat, certains camarades se représentent la chose d'une façon trop simple. Nous avons en ce moment, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, une telle situation que nous pouvons dire, au point de vue marxiste, avec une certitude absolue : le régime bourgeois atteint le terme de son développement.

Les forces de production ne peuvent plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise. En effet, ce que nous voyons au cours de ces dix dernières années, c'est la ruine, la décomposition de la base économique de l'humanité capitaliste et une destruction mécanique des richesses accumulées. Nous sommes actuellement en pleine crise, une

crise effrayante, inconnue dans l'histoire du monde et qui n'est pas une crise simple, venant à son heure "normale" et inévitable dans le processus du développement des forces productrices dans le régime capitaliste ; cette crise marque aujourd'hui la ruine et la décomposition des forces productrices de la société bourgeoise. Il se peut qu'il y ait encore des bas et des hauts, mais en général, comme je l'ai exposé aux camarades dans la même salle il y a un mois et demi, la courbe du développement économique tend, à travers toutes ses oscillations, vers le bas et non vers le haut. Cependant, cela veut-il dire que la fin de la bourgeoisie arrivera automatiquement et mécaniquement ? Nullement.

La bourgeoisie est une classe vivante qui a poussé sur des bases économiques et productrices déterminées. Cette classe n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique, active et vivante.

Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique. Mais cela ne veut nullement dire que cette classe soit disposée à commettre un suicide historique, qu'elle soit prête à dire : "La théorie scientifique de l'évolution ayant reconnu que je suis devenue réactionnaire, je quitte la scène." Il est évident qu'il ne peut pas en être question. D'autre part, il n'est pas non plus suffisant que le parti communiste reconnaisse la classe bourgeoisie comme condamnée et devant être supprimée pour que, par cela même, la victoire du prolétariat soit déjà assurée. Non, il faut encore vaincre et jeter bas la bourgeoisie !

S'il était possible de continuer à développer les forces productrices dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution, en général, n'aurait pu se faire. Mais le développement ultérieur des forces de production dans le cadre de la société bourgeoise n'étant plus possible, la condition fondamentale de la révolution est par cela même réalisée.

Cependant, la révolution signifie déjà par elle-même une lutte des classes vivante. La bourgeoisie, toute contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire qu'au point de vue politique, la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est le plus menacée de sa perte sociale.

La guerre et ses conséquences terribles — et la guerre était inévitable, les forces productrices ne pouvant plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise —, la guerre et ses conséquences, dis-je, ont découvert devant la bourgeoisie le danger menaçant de sa perte. Ce fait a poussé au plus haut point son instinct de conservation de classe. Plus le péril est grand, plus une classe, aussi bien que chaque individu, tend toutes ses forces vitales dans la lutte pour sa conservation.

N'oublions pas non plus que la bourgeoisie s'est trouvée face à face avec un péril mortel après avoir acquis l'expérience politique la plus grande. La bourgeoisie avait créé et détruit toutes sortes de régimes. Elle se développait à l'époque du pur absolutisme, de la monarchie constitutionnelle, de la monarchie parlementaire, de la république démocratique, de la dictature bonapartiste, de l'Etat lié à l'Eglise catholique, de l'Etat lié à la Réforme, de l'Etat séparé de l'Eglise, de l'Etat persécuteur de l'Eglise, etc. Toute cette expérience la plus riche et la plus variée, qui a pénétré dans le sang et dans la moelle des milieux dirigeants de la bourgeoisie, lui sert aujourd'hui pour conserver à tout prix son pouvoir. Et elle agit avec d'autant plus d'intelligence, de finesse et de cruauté que ses dirigeants reconnaissent le péril qui les menace.

Si nous analysons ce fait superficiellement, nous y trouverons une certaine contradiction : nous avons jugé la bourgeoisie devant le tribunal du marxisme, c'est-à-dire nous avons reconnu par une analyse scientifique du processus historique qu'elle avait survécu à elle-même, et cependant, elle fait preuve d'une vitalité colossale. En réalité, il n'y a ici aucune contradiction ; c'est ce qu'on appelle, dans le marxisme, la dialectique.

Le fait est que les côtés différents du processus historique : l'économie, la politique, l'Etat, la poussée de la classe ouvrière, ne se développent pas simultanément et parallèlement.

La classe ouvrière ne se développe pas point par point, parallèlement à la croissance des forces de production, et la bourgeoisie ne dépérît pas au fur et à mesure que le prolétariat croît et se raffermit. Non, la marche de l'histoire est autre.

Les forces de production se développent par bonds ; par moment, elles progressent avec rapidité, parfois elles reculent. La bourgeoisie, à son tour, s'est aussi développée par bonds ; la classe ouvrière de même. Au moment où les forces productives du capitalisme se butent contre un mur, ne peuvent plus progresser, nous voyons la bourgeoisie réunir entre ses mains l'armée, la police, la science, l'école, l'Eglise, le Parlement, la presse, les gardes blancs, tirer fortement sur les rênes et dire, en pensée, à la classe ouvrière : "Oui, ma situation est périlleuse. Je vois un abîme s'ouvrir sous mes pieds. Mais nous allons voir qui tombera le premier dans cet abîme. Peut-être avant ma mort, si vraiment je dois mourir, réussirai-je à te pousser dans le précipice, ô classe ouvrière !"

Que cela signifierait-il ? Tout simplement une destruction de la civilisation européenne dans son ensemble. Si la bourgeoisie, condamnée à mort au point de vue historique, trouvait en elle-même assez de force, d'énergie, de puissance pour vaincre la classe ouvrière dans ce combat terrible qui approche, cela signifierait que l'Europe est vouée à une décomposition économique et culturelle, comme c'est déjà arrivé à plusieurs autres pays, nations et civilisations.

Autrement dit, l'histoire nous a amenés à un moment où une révolution prolétarienne est devenue absolument indispensable pour le salut de l'Europe et du monde. L'histoire nous a fourni une prémissse fondamentale de la réussite de cette révolution, dans ce sens que notre société ne peut plus développer ses forces productrices en s'appuyant sur une base bourgeoise. Mais l'histoire ne se charge pas, par cela même, de résoudre ce problème à la place de la classe ouvrière, des politiciens de la classe ouvrière, des communistes.

Non, elle semble dire à l'avant-garde ouvrière (nous nous représentons l'histoire sous forme d'une personne placée au-dessus de nous), elle dit à la classe ouvrière : "Il faut que tu saches que tu périras sous les ruines de la civilisation, si tu ne renverses pas la bourgeoisie. Essaye, résous le problème !" Tel est à présent l'état des choses. »

•
• •

"La légitimité de la révolution russe"

**(extraits de la conférence sur la révolution russe
tenue par Léon Trotsky à Copenhague, en décembre 1932)**

« Chers auditeurs,

(...) Avant de passer au thème de ma conférence — à la révolution russe —, j'estime devoir exprimer mes remerciements aux organisateurs de la réunion, l'Association de Copenhague des étudiants sociaux-démocrates. Je le fais en tant qu'adversaire politique (...).

Jusqu'à la guerre, le Parti bolchevique appartint à la social-démocratie internationale. Le 4 août 1914, le vote de la social-démocratie allemande en faveur des crédits de guerre a mis une fois pour toutes une fin à ce lien et a conduit à l'ère de la lutte incessante et intransigeante du bolchevisme contre la social-démocratie. Cela doit-il signifier que les organisateurs de cette réunion commirent une erreur en m'invitant comme conférencier ? Là-dessus, l'auditoire sera en état de juger seulement après ma conférence. Pour justifier mon acceptation de l'invitation aimable à faire un exposé sur la révolution russe, je me permets de rappeler que pendant les trente-cinq années de ma vie politique, le thème de la révolution russe constitua l'axe pratique et théorique de mes préoccupations et de mes actions (...).

La révolution signifie un changement de régime social. Elle transmet le pouvoir des mains d'une classe qui s'est épuisée entre les mains d'une autre classe en ascension. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte de deux classes pour le pouvoir. Le soulèvement ne peut mener à la victoire réelle de la révolution et à l'érection d'un nouveau régime que dans le cas où il s'appuie sur une classe progressive qui est capable de rassembler autour d'elle la majorité écrasante du peuple.

A la différence des processus de la nature, la révolution est réalisée par des hommes au moyen des hommes. Mais dans la révolution aussi, les hommes agissent sous l'influence des conditions sociales, qui ne sont pas librement choisies par eux, mais qui sont héritées du passé et qui leur montrent impérieusement la voie. C'est précisément à cause de cela et rien qu'à cause de cela que la révolution a ses propres lois.

Mais la conscience humaine ne reflète pas passivement les conditions objectives. Elle a l'habitude de réagir activement sur celles-ci. A certains moments, cette réaction acquiert un caractère de masse, tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. Précisément, l'intervention active des masses dans les événements constitue l'élément le plus essentiel de la révolution.

Mais même l'activité la plus fougueuse peut rester au niveau d'une démonstration, d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur de la révolution. Le soulèvement des masses doit mener au renversement de la domination d'une classe et à l'établissement de la domination d'une autre. C'est alors seulement que nous avons une révolution achevée. Le soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée que l'on peut déclencher à son gré. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement de la révolution, de même que la révolution est un processus objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais les conditions du soulèvement existent-elles, on ne doit pas attendre passivement la bouche ouverte : dans les affaires humaines aussi, il y a, comme le dit Shakespeare, des flux et des reflux : "There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune."

Pour balayer le régime qui se survit, la classe progressive doit comprendre que son heure a sonné et se poser pour tâche la conquête du pouvoir. Ici s'ouvre le champ de l'action révolutionnaire consciente, où la prévoyance et le calcul s'unissent à la volonté et la hardiesse. Autrement dit : ici, s'ouvre le champ d'action du parti (...).

Les causes d'Octobre

(...) Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que l'ancienne Russie tsariste n'apparaît mystérieux qu'à première vue ; en réalité, cela est tout à fait logique. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Plus encore : sur la perspective de ce fait, les révolutionnaires marxistes édifièrent leur stratégie longtemps avant les événements décisifs.

L'explication première est la plus générale : la Russie est un pays arriéré, mais elle n'est seulement qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capita-

liste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'éénigme de la révolution russe par la formule lapidaire : la chaîne est rompue à son maillon le plus faible.

Une illustration nette : la grande guerre, issue des contradictions de l'impérialisme mondial, entraîna dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des étapes différentes de développement, mais elle posa les mêmes exigences à tous les participants. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut la première contrainte à céder le terrain. Mais pour se détacher de la guerre, le peuple russe devait abattre les classes dirigeantes. Ainsi, la chaîne de la guerre se rompt à son plus faible chaînon.

Mais la guerre n'est pas une catastrophe venue du dehors comme un tremblement de terre, c'est, pour parler avec le vieux Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens. Pendant la guerre, les tendances principales du système impérialiste du temps de "paix" ne firent que s'extérioriser plus crûment. Plus hautes sont les forces productives générales, plus tendue la concurrence mondiale, plus aigus les antagonismes, plus effrénée la course aux armements et d'autant plus pénible est la situation pour les participants les plus faibles. C'est précisément pourquoi les pays arriérés occupent les premières places dans la série des écroulements. La chaîne du capitalisme mondial a toujours tendance à se rompre au chaînon le plus faible.

Si, à la suite de quelques conditions extraordinaires ou extraordinairement défavorables (par exemple, une intervention militaire victorieuse de l'extérieur ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui-même), le capitalisme russe était rétabli sur l'immense territoire soviétique, en même temps que lui serait aussi inévitablement rétablie son insuffisance historique, et lui-même serait bientôt à nouveau la victime des mêmes contradictions qui le conduisirent en 1917 à l'explosion. Aucune recette tactique n'aurait pu donner la vie à la révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée dans son corps. Le parti révolutionnaire ne peut finalement prétendre pour lui qu'au rôle d'accoucheur qui est obligé d'avoir recours à une opération césarienne (...).

Les êtres vivants, entre autres les hommes naturellement aussi, traversent suivant leur âge des stades de développement semblables. Chez un enfant normal de cinq ans, on trouve une certaine correspondance entre le poids, le tour de taille et les organes internes. Mais il en est déjà autrement avec la conscience humaine. En opposition avec l'anatomie et la physiologie, la psychologie, celle de l'individu comme celle de la collectivité, se distingue par l'extraordinaire capacité d'assimilation, la souplesse et l'élasticité : en cela même consiste aussi l'avantage aristocratique de l'homme sur sa parenté zoologique la plus proche de l'espèce des singes. La conscience, susceptible d'assimiler et souple, confère comme condition nécessaire du progrès historique aux "organismes" dits sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne. Dans le développement des nations et des Etats, des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude ni uniformité. Différents degrés de culture, même leurs pôles se rapprochent et se combinent assez souvent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas, chers auditeurs, que le retard historique est une notion relative. S'il y a des pays arriérés et avancés, il y a aussi une action réciproque entre eux ; il y a la pression des pays avancés sur les retardataires ; il y a la nécessité pour les pays arriérés de rejoindre les pays progressistes, de leur emprunter la technique, la science, etc. Ainsi surgit *un type combiné du développement* : des traits de retard s'accouplent au dernier mot de la technique mondiale et de la pensée mondiale. Enfin, les pays historiquement arriérés, pour surmonter leur retard, sont parfois contraints de dépasser les autres.

La souplesse de la conscience collective donne la possibilité d'atteindre dans certaines conditions sur l'arène sociale le résultat que l'on appelle, dans la psychologie individuelle, "la compensation". Dans ce sens, on peut dire que la révolution d'Octobre fut pour les peuples de la Russie un moyen héroïque de surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-politiques, peut-être quelque peu trop abstraites, pour poser la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire à travers les faits économiques vivants. Le retard de la Russie au XX^e siècle s'exprime le plus clairement ainsi : l'industrie occupe dans le pays une place minime en comparaison du village, le prolétariat en comparaison de la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifie une basse productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, lorsque la Russie tsariste avait atteint le sommet de la prospérité, le revenu national était huit à dix fois plus bas qu'aux Etats-Unis. Cela exprime numériquement "l'amplitude" du retard, si l'on peut en général se servir du mot amplitude en ce qui concerne le retard.

En même temps, la loi du développement combiné s'exprime dans le domaine économique, à chaque pas, dans les phénomènes simples comme dans les phénomènes complexes. Presque sans routes nationales, la Russie se vit obligée de construire des chemins de fer. Sans être passée par l'artisanat européen et la manufacture, la Russie passa directement aux entreprises mécaniques. Sauter les étapes intermédiaires, tel est le sort des pays arriérés.

Tandis que l'économie paysanne restait fréquemment au niveau du XVII^e siècle, l'industrie de la Russie, si ce n'est par sa capacité, du moins par son type, se trouvait au niveau des pays avancés et dépassait ceux-ci sous maints rapports. Il suffit de dire que les entreprises géantes avec plus de mille ouvriers occupaient aux Etats-Unis moins de 18 % du total des ouvriers industriels et, en revanche, en Russie, plus de 41 %. Ce fait se laisse mal concilier avec la conception banale du retard économique de la Russie. Toutefois, il ne contredit pas le retard, il complète dialectiquement celui-ci (...).

La paysannerie

La question agraire constituait la base de la révolution. L'ancien servage étatique-monarchique était doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. La communauté agraire occupait environ 140 millions de déciatines. A trente mille gros propriétaires fonciers, dont chacun possédait en moyenne plus de 2 000 déciatines, revenaient un total de 70 millions de déciatines, c'est-à-dire autant qu'à environ 10 millions de familles paysannes, ou 50 millions d'êtres formant la population agraire. *Cette statistique de la terre constituait un programme achevé du soulèvement paysan* (...).

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément, le prolétariat russe n'aurait nullement pu arriver au pouvoir en 1917. Venue trop tard, tombée précocement en décrépitude, la bourgeoisie russe, cupide et lâche, n'osa cependant pas lever la main contre la propriété féodale. Ainsi, elle remit le pouvoir au prolétariat et, en même temps, le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Afin que l'Etat soviétique se réalise, l'action combinée de deux facteurs de nature historique différente était par conséquent nécessaire : la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement qui est caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et le soulèvement prolétarien, qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. En cela même réside le caractère combiné de la révolution russe (...).

La question nationale

La seconde réserve révolutionnaire du prolétariat était constituée par les nations opprimées, d'ailleurs à composition paysanne prédominante également. Le caractère extensif du développement de l'Etat, qui s'étend comme une tache de graisse du centre moscovite jusqu'à la périphérie, est étroitement lié au retard historique du pays. A l'est, il subordonne les populations encore plus arriérées, pour mieux étouffer, en s'appuyant sur elles, les nationalités plus développées de l'ouest. Aux 10 millions de Grands-Russes qui constituaient la masse principale de la population, s'adjoignaient successivement 90 millions d'"allophones".

Ainsi se composait l'empire, dans la composition duquel la nation dominante ne constituait que 43 % de la population, tandis que les autres 57 % relevaient de nationalités de culture et de régime différents. La pression nationale était en Russie incomparablement plus brutale que dans les Etats voisins et, à vrai dire, non seulement de ceux qui étaient de l'autre côté de la frontière occidentale, mais aussi de la frontière orientale. Cela conférait au problème national une force explosive énorme.

La bourgeoisie libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale, ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines atténuations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements "démocratiques" de Milioukov et de Kerenski, qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe, se hâtèrent, au cours des huit mois de leur existence, précisément, de le faire comprendre aux nations mécontentes : vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force.

Lénine avait très tôt pris en considération l'inévitablement du développement du mouvement national centrifuge. Le Parti bolchevique lutta durant des années opiniâtrement pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la complète séparation étatique. Ce n'est que par cette courageuse position dans la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des populations opprimées. Le mouvement de libération nationale, comme aussi le mouvement paysan se tournèrent forcément contre la démocratie officielle, fortifièrent le prolétariat et se jetèrent dans le lit de l'insurrection d'Octobre.

La révolution permanente

Ainsi se dévoile peu à peu devant nous l'éénigme de l'insurrection prolétarienne dans un pays historiquement arriéré (...).

"D'après ses tâches immédiates, la révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est antirévolutionnaire. Par conséquent, la victoire de la révolution n'est possible que comme victoire du prolétariat. Or le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise, il passera au programme du socialisme. La révolution russe deviendra la première étape de la révolution socialiste mondiale."

Telle est la théorie de la révolution permanente, édifiée par moi en 1905 et depuis exposée à la critique la plus acerbe sous le nom de "trotksysme". Pour mieux dire : ce n'est qu'une partie de cette théorie. L'autre, maintenant particulièrement d'actualité, exprime :

« Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite-bourgeoise. Seule une fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie à une société socialiste harmonieuse. »

Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raisons que jamais de me dédire de cette théorie (...).

Bilan d'Octobre

Chers auditeurs — je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire — à la différence de la politique conservatrice — ne peut être édifiée sur le camouflage. "Exprimer ce qui est" doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier.

Mais il faut des perspectives dans la critique comme dans l'activité créatrice. Le subjectivisme est un mauvais aiguilleur, surtout dans les grandes questions. Les délais doivent être adaptés aux tâches et non aux caprices individuels. Quinze années ! Qu'est-ce pour une seule vie ? Pendant ce temps, nombreux sont ceux de notre génération qui furent enterrés, chez les survivants les cheveux gris se sont beaucoup multipliés. Mais ces mêmes quinze années : quelle période minime dans la vie d'un peuple ! Rien qu'une minute sur la montre de l'histoire.

Le capitalisme eut besoin de siècles pour s'affirmer dans la lutte contre le Moyen Age, pour éléver la science et la technique, pour construire les chemins de fer, pour tendre des fils électriques. Et alors ? Alors, l'humanité fut jetée par le capitalisme dans l'enfer des guerres et des crises ! Mais au socialisme, ses adversaires, c'est-à-dire les partisans du capitalisme, n'accordent qu'une décennie et demie pour instaurer sur terre le paradis avec tout le confort. Non, nous n'avons pas assumé sur nous de telles obligations. Nous n'avons pas posé de tels délais. On doit mesurer les processus de grands changements avec une échelle qui leur soit adéquate. Je ne sais si la société socialiste ressemblera au paradis biblique. J'en doute fort. Mais dans l'Union soviétique, il n'y a pas encore de socialisme. Un Etat de transition, plein de contradictions, chargé du lourd héritage du passé, en outre, sous la pression ennemie des Etats capitalistes, y domine. La révolution d'Octobre a proclamé le principe de la nouvelle société. La République soviétique n'a montré que le premier stade de sa réalisation. La première lampe d'Edison fut très mauvaise. Sous les fautes et les erreurs de la première édification socialiste, on doit savoir discerner l'avenir (...).

La révolution d'Octobre a pénétré plus profondément que toutes celles qui la précédèrent dans le saint des saints de la société, dans les rapports de propriété. Des délais d'autant plus longs sont nécessaires pour que se manifestent les suites créatrices de la révolution dans tous les domaines de la vie. Mais l'orientation générale du bouleversement est maintenant déjà claire : devant ses accusateurs capitalistes, la République soviétique n'a aucune raison de courber la tête et de parler le langage de l'excuse (...).

Pour conclure, essayons de fixer la place de la révolution d'Octobre non seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Pendant l'année 1917, dans l'intervalle de huit mois, deux courbes historiques se rencontraient. La révolution de Février — cet écho attardé des grandes luttes qui se sont déroulées dans les siècles passés sur les territoires des Pays-Bas, d'Angleterre, de France, de presque toute l'Europe continentale — se lie à la série des révolutions bourgeoises. La révolution d'Octobre proclame et ouvre la domination du prolétariat. C'est le capitalisme mondial qui subit sur le territoire de la Russie sa première grande défaite. La chaîne cassa au plus faible maillon. Mais c'est la chaîne et non seulement le maillon qui cassa.

Vers le socialisme

Le capitalisme, comme système mondial, s'est historiquement survécu. Il a cessé de remplir sa mission essentielle ; l'élévation du niveau de la puissance humaine et de la richesse humaine. L'humanité ne peut stagner sur le palier atteint. Seule une puissante élévation des forces productives et une organisation juste, planifiée, c'est-à-dire socialiste, de production et de répartition peut assurer aux hommes — à tous les hommes — un niveau de vie digne et leur conférer en même temps le sentiment précieux de la liberté en face de leur propre économie. De la liberté sous deux sortes de rapports : premièrement, l'homme ne sera plus obligé de consacrer la principale partie de sa vie au travail physique. Deuxièmement, il ne dépendra plus des lois du marché, c'est-à-dire des forces aveugles et obscures qui s'édifient derrière son dos. Il édifiera librement son économie, c'est-à-dire selon un plan, le compas en main. Cette fois, il s'agit de radiographier l'anatomie de la société, de découvrir tous ses secrets et de soumettre toutes ses fonctions à la raison et à la volonté de l'homme collectif.

En ce sens, le socialisme doit devenir une nouvelle étape dans la croissance historique de l'humanité. A notre ancêtre qui s'arma pour la première fois d'une hache de pierre, toute la nature se présenta comme la conjuration d'une puissance mystérieuse et hostile. Depuis, les sciences naturelles, en collaboration étroite avec la technologie pratique, ont éclairé la nature jusque dans ses profondeurs les plus obscures. Au moyen de l'énergie électrique, le physicien rend maintenant son jugement sur le noyau atomique. L'heure n'est plus loin où, en se jouant, la science résoudra la tâche de l'alchimie, transformant le fumier en or et l'or en fumier.

Là où les démons et les furies de la nature se déchaînaient règne maintenant toujours plus courageusement la volonté industrieuse de l'homme.

Mais tandis qu'il lutta victorieusement avec la nature, l'homme édifica aveuglément ses rapports avec les autres hommes, presque comme les abeilles ou les fourmis. Avec retard et beaucoup d'indécision, il aborda les problèmes de la société humaine. Il commença par la religion, pour passer ensuite à la politique. La Réforme représenta le premier succès de l'individualisme et du rationalisme bourgeois dans un domaine où avait régné une tradition morte. La pensée critique passa de l'Eglise à l'Etat. Née dans la lutte contre l'absolutisme et les conditions moyenâgeuses, la doctrine de la souveraineté populaire et des droits de l'homme et du citoyen grandit. Ainsi se forma le système du parlementarisme. La pensée critique pénétra dans le domaine de l'administration de l'Etat. Le rationalisme politique de la démocratie signifiait la plus haute conquête de la bourgeoisie révolutionnaire.

Mais entre la nature et l'Etat se trouve l'économie. La technique a libéré l'homme de la tyrannie des anciens éléments : la terre, l'eau, le feu et l'air, pour le soumettre aussitôt à sa propre tyrannie. L'homme cesse d'être l'esclave de la nature pour devenir l'esclave de la machine et, pis encore, l'esclave de l'offre et de la demande. La crise mondiale actuelle témoigne d'une manière particulièrement tragique combien ce dominateur fier et audacieux de la nature reste l'esclave des puissances aveugles de sa propre économie. La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu déchaîné du marché par un plan raisonnable, à discipliner les forces productives, à les contraindre d'agir en harmonie, en servant docilement les besoins de l'homme. C'est seulement sur cette nouvelle base sociale que l'homme pourra redresser son dos fatigué et, non seulement des élus, mais chacun et chacune, devenir un citoyen ayant pleins pouvoirs dans le domaine de la pensée.

Mais cela n'est pas encore l'extrémité du chemin. Non, ce n'en est que le commencement. L'homme se désigne comme le couronnement de la création. Il y a certains droits. Mais qui affirme que l'homme actuel soit le dernier représentant le plus élevé de l'espèce *Homo sapiens* ?

Il est vrai que l'humanité a plus d'une fois produit des géants de la pensée et de l'action, qui dépassent les contemporains comme des sommets sur des chaînes de montagne. Le genre humain a droit d'être fier de ses Aristote, Shakespeare, Darwin, Beethoven, Goethe, Marx, Edison, Lénine. Mais pourquoi ceux-ci sont-ils si rares ? Avant tout, parce qu'ils sont issus à peu près sans exception des classes les plus élevées et moyennes. Sauf de rares exceptions, les étincelles du génie sont étouffées dans les profondeurs opprimées du peuple, avant qu'elles puissent même jaillir. Mais aussi parce que le processus de génération, de développement et d'éducation de l'homme resta et reste en son essence le fait du hasard ; non éclairé par la théorie et la pratique, non soumis à la conscience et à la volonté.

L'anthropologie, la biologie, la physiologie, la psychologie ont rassemblé des montagnes de matériaux pour ériger devant l'homme dans toute leur ampleur les tâches de son propre perfectionnement corporel et spirituel et de son développement ultérieur. Par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse souleva le couvercle du puits nommé

poétiquement "l'âme" de l'homme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente ne constitue qu'une petite partie dans le travail des obscures forces psychiques. De savants plongeurs descendant au fond de l'Océan et y photographient de mystérieux poissons. Pour que la pensée humaine descende au fond de son propre puits psychique, elle doit éclairer les forces motrices mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté.

Quand il aura terminé avec les forces anarchiques de sa propre société, l'homme s'intégrera dans les mortiers, dans les cornues du chimiste. Pour la première fois, l'humanité se considérera elle-même comme une matière première et, dans le meilleur cas, comme une semi-fabrication physique et psychique. Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui, plein de contradictions et sans harmonie, frayera la voie à une nouvelle race plus heureuse. »

• • •

“Défense du leninisme”

*(Cours nouveau,
extraits du chapitre “Tradition et politique révolutionnaire”)*

Cours nouveau est l'un des textes essentiels du combat que Trotsky et l'Opposition de gauche engagent contre la bureaucratie qui se développe ; c'est aussi l'un des derniers à être publiés dans la presse du Parti bolchevique. Le 15 octobre 1923, Trotsky et 46 cadres et militants du Parti bolchevique dénoncent le régime du parti et la "bureaucratisation" de son appareil.

Trotsky s'explique, dans un texte qui est une défense de la démocratie ouvrière et une défense du leninisme authentique.

« Si l'on prend maintenant notre Parti bolchevique dans son passé révolutionnaire et dans la période consécutive à Octobre, on reconnaîtra que sa qualité tactique fondamentale la plus précieuse est son aptitude sans égale à s'orienter rapidement, à changer de tactique, à renouveler son armement et à appliquer de nouvelles méthodes, en un mot à opérer de brusques virages. Les conditions historiques orageuses ont rendu cette tactique nécessaire. Le génie de Lénine lui a donné une forme supérieure. Cela ne veut pas dire, certes, que notre parti soit complètement affranchi d'un certain traditionalisme conservateur : un parti de masses ne peut avoir une telle liberté idéale. Mais sa force s'est manifestée en ce que le traditionalisme, la routine étaient réduits au minimum par une initiative tactique clairvoyante, profondément révolutionnaire, à la fois hardie et réaliste.

C'est en cela que consiste et que doit consister la tradition véritable du parti.

La bureaucratisation plus ou moins grande de l'appareil du parti s'accompagne inévitablement du développement du traditionalisme conservateur, avec tous ses effets. Il vaut mieux s'exagérer ce danger que le sous-estimer. Que les éléments les plus conservateurs de l'appareil soient enclins à identifier leurs opinions, leurs décisions, leurs procédés et

leurs fautes avec l'“ancien bolchevisme” et tentent d'assimiler la critique du bureaucratisme à la destruction de la tradition, c'est là un fait indubitable, et qui est déjà par lui-même l'expression incontestable d'une certaine pétrification idéologique.

Le marxisme est une méthode d'analyse historique, d'orientation politique, et non un ensemble de décisions préparées d'avance. Le leninisme est l'application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément cette alliance des particularités du moment et de la méthode qui détermine la politique courageuse, sûre d'elle-même, des *tournants* brusques dont Lénine nous a donné les plus hauts exemples et qu'il a, à maintes reprises, éclairée et généralisée sur le plan de la théorie.

Marx disait que les pays avancés offrent dans une certaine mesure l'image de l'avenir des pays retardataires. De cette proposition conditionnelle, on a tenté de faire une loi absolue, qui a été en somme à la base de la “philosophie” du menchevisme russe. Par là même, on fixait au prolétariat des limites découlant non pas de la marche de la lutte révolutionnaire, mais d'un schéma mécanique, et le marxisme menchevique était et reste uniquement l'expression des besoins de la société bourgeoise, expression adaptée à une “démocratie” arriérée. En réalité, il s'est trouvé que la Russie, alliant dans son économie et sa politique des phénomènes extrêmement contradictoires, a été poussée la première dans la voie de la révolution prolétarienne.

Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la création d'une armée paysanne régulière, ni le système de la réquisition des produits alimentaires, ni la NEP, ni le plan d'Etat n'ont été et ne pouvaient être prévus ou prédéterminés par le marxisme ou par le bolchevisme d'avant Octobre. Tous ces faits et tous ces tournants ont été le résultat de l'application autonome, indépendante, critique, marquée de l'esprit d'initiative, des méthodes du bolchevisme dans une situation chaque fois différente.

Chaque décision, avant d'être adoptée, suscitait des combats. La simple référence à la tradition n'a jamais rien décidé. Devant chaque nouvelle tâche, à chaque nouveau tournant, il ne s'agit pas de chercher dans la tradition une réponse inexistante, mais de profiter de toute l'expérience du parti pour trouver soi-même une nouvelle solution appropriée à la situation et, par là même, enrichir la tradition. On peut même dire que le leninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à ne pas se laisser lier par des précédents, des références et des citations de pure forme.

Lénine lui-même a récemment exprimé cette pensée par le mot de Napoléon : “*On s'engage et puis on voit.*” Autrement dit, une fois engagé dans la lutte, ne pas s'occuper autre mesure des modèles et des précédents, s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle est et y chercher les forces nécessaires à la victoire et les voies qui y mènent. C'est en suivant cette ligne que Lénine, non pas une fois, mais des dizaines de fois, a été accusé dans son propre parti de violer la tradition et de répudier l’“ancien bolchevisme”.

(...) Le leninisme ne saurait se concevoir sans puissance théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut sans cesse aiguiser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse. Le leninisme ne saurait se concilier avec la superficialité idéologique et la négligence théorique.

On ne saurait découper Lénine en citations appropriées à tous les cas de la vie, car pour Lénine la formule n'est jamais au-dessus de la réalité, elle est toujours l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, formellement, semblent se contredire. Mais il faut voir non pas le rapport formel d'un texte à un autre, mais le rapport réel de chacun d'eux à la réalité concrète dans laquelle la formule a été introduite comme un levier. La vérité leninienne est toujours concrète.

En tant que système d'action révolutionnaire, le léninisme présuppose un sens révolutionnaire aiguisé par la réflexion et l'expérience, et qui équivaut, dans le domaine social, à la sensation musculaire dans le travail physique. Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut apporter des succès éphémères, parfois même sensationnels.

Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance. Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative et quantitative la meilleure de la réalité, du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti.

Le léninisme est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés, du doctrinarisme moralisateur, de toutes les formes du conservatisme spirituel. Mais croire que le léninisme signifie "tout est permis" serait une faute irrémédiable. Le léninisme renferme la morale, non pas formelle, mais réellement révolutionnaire, de l'action de masse et du parti de masse. Rien ne lui est aussi étranger que la morgue fonctionnariste et le cynisme bureaucratique. Un parti de masse a sa morale, qui est le lien des combattants, dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir et affaiblit la confiance du parti en soi-même.

Battue par le vent et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie devient facilement panique. Or il est difficile de juxtaposer, même sur le papier, la panique et le léninisme.

Le léninisme guerroie des pieds à la tête. Or la guerre est impossible sans ruse, sans faux-fuyant, sans tromperie. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif de la politique léninienne. Mais en même temps, le léninisme est l'honnêteté révolutionnaire suprême à l'égard du parti et de la classe ouvrière. Il ne comporte ni fiction, ni battage, ni pseudo-grandeur.

Le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni dogme, ni bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'inaffabilité de tous les dires et pensées des interprétateurs de ces traditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel. Il est ridicule et vain de chercher à hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes formules, en vertu desquelles il faudrait chercher la ligne droite non pas dans l'essence de chaque question, non pas dans les méthodes de position et de solution de cette question, mais dans des renseignements de caractère... biographique.

Puisque je dois pour un instant parler de ma personne, je dirai que je ne considère pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins sûre que les autres. Mes actes au service du parti en sont la seule garantie : je ne puis en donner d'autre. Et si l'on pose la question dans le champ des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut.

Il faudrait alors répondre à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses lui ont-ils été fidèles aussi dans les grandes ? Tous ceux qui ont manifesté de la docilité en présence du maître ont-ils par là même garanti qu'ils continueront son œuvre en son absence ? Le léninisme est-il tout entier dans la docilité ?

Mais je n'ai nullement l'intention d'analyser ces questions en prenant comme exemple des camarades isolés avec lesquels j'ai, en ce qui me concerne, l'intention de continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et les divergences de vues futures, on n'en triomphera que par le travail collectif de la pensée du parti, se vérifiant chaque fois elle-même et par là maintenant la continuité du développement.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est passive et enfreinte au premier moment de crise. Là où, comme dans notre parti, la tradition consiste dans la plus haute activité révolutionnaire, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive se vérifie constamment dans l'action. De là, l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de l'élaboration critique, hardie, des questions, avec la discipline de fer dans l'action. Et ce n'est que par cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir l'enseignement des anciens et continuer cette tradition de discipline.

Nous chérissions autant que personne les traditions du bolchevisme. Mais que l'on n'assimile pas le bureaucratisme au bolchevisme, ni la tradition à la routine officielle. »

“Contre le socialisme dans un seul pays”

(extraits de la préface de l'édition française
de *La Révolution permanente*)

La question du “socialisme dans un seul pays” ne procède pas d'un “débat” entre marxistes. Le marxisme s'est constitué en partant du caractère mondial du capitalisme et du mot d'ordre “Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !”, qui exprime l'unité mondiale de la lutte des classes.

La couche bureaucratique qui s'installe au pouvoir en URSS dans le contexte de l'encercllement et de l'isolement de l'Etat issu de la révolution russe a besoin d'une justification de son pouvoir et de ses priviléges. Elle la trouve dans la prétendue théorie du “socialisme dans un seul pays”. La polémique qu'engage Trotsky correspond donc aux besoins de l'action contre la bureaucratie, pour la lutte révolutionnaire internationale et dans chaque pays.

Elle part du fait que le marxisme procède “de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante, créée par la division internationale du travail et par le marché mondial”.

La théorie de la révolution permanente intègre aussi la réfutation, sur la base des faits, de la position selon laquelle les pays industriellement retardataires n'étant pas isolément “mûrs” pour le socialisme, le prolétariat doit s'accommoder d'une période de domination de la bourgeoisie.

Trotsky montre comment et pourquoi la bourgeoisie nationale est subordonnée à l'impérialisme, et comment le combat contre celui-ci pose la question de la révolution prolétarienne.

On trouvera ci-après des extraits de la préface à l'édition française du livre de Léon Trotsky *La Révolution permanente*, ainsi que les *Thèses* qui rassemblent le point de vue de Trotsky sur cette question.

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante, créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur de limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires, on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. Si, malgré cela, les créateurs et les partisans de cette doctrine participent à la lutte révolutionnaire internationale (avec ou sans succès, c'est une autre question), c'est parce qu'en leur qualité d'éclectiques incorrigibles, ils unissent, d'une façon purement mécanique, un internationalisme abstrait à un socialisme national utopique et réactionnaire. Le programme de l'Internationale communiste adopté par le VI^e Congrès est l'expression la plus parfaite de cet éclectisme.

Pour démontrer d'une manière évidente une des plus grosses erreurs théoriques qui sont à la base de la conception d'un socialisme national, nous ne pouvons trouver mieux qu'une citation d'un discours de Staline, publié récemment et consacré aux problèmes intérieurs du communisme américain :

“Il serait erroné — dit Staline, se prononçant contre une des fractions américaines — de ne pas tenir compte des traits spécifiques du capitalisme américain. Le parti communiste doit en tenir compte dans son activité. Mais il serait encore plus erroné de fonder l'activité du parti sur ces traits spécifiques, car l'activité de tout parti communiste, y compris le parti américain, doit se fonder non sur les traits du capitalisme propres à un pays particulier, mais bien sur les traits généraux du capitalisme qui, dans l'ensemble, sont toujours les mêmes dans tous les pays. C'est en cela que réside l'internationalisme des partis communistes. Les traits particuliers ne constituent qu'un supplément aux traits généraux” (*Le Bolchevik*, n° 1, 1930, p. 8. C'est moi qui souligne.)

Ces lignes sont d'une clarté absolue. Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un “supplément aux traits généraux”, une sorte de verrou sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. Il suffit de rappeler que le prolétariat d'un pays arriéré a conquis le pouvoir bien avant ceux des pays avancés. Cette simple leçon historique démontre que, contrairement aux affirmations de Staline, il serait tout à fait erroné de fonder l'activité des partis communistes sur quelques traits généraux, c'est-à-dire sur un type abstrait de capitalisme national. Il n'est pas du tout vrai que “l'internationalisme des partis communistes” se fonde sur cela. En réalité, il repose sur la faillite de l'Etat national, qui est une survivance et qui freine le développement des forces productives. On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme une partie de l'économie mondiale.

Les particularités économiques des différents pays n'ont pas une importance secondaire. Il suffit de comparer l'Angleterre et l'Inde, les Etats-Unis et le Brésil. Les traits spécifiques de l'économie nationale, si importants qu'ils soient, constituent, à un degré croissant, les éléments d'une plus haute unité, qui s'appelle l'économie mondiale et sur laquelle, en fin de compte, repose l'internationalisme des partis communistes.

La définition stalinienne de l'originalité nationale comme simple "supplément" au type général se trouve en contradiction éclatante, mais non fortuite, avec la façon de comprendre (ou plutôt de ne pas comprendre) la loi du développement inégal du capitalisme. Comme on sait, Staline l'avait proclamée loi fondamentale, primordiale, universelle. A l'aide de cette loi, qu'il a transformée en une abstraction, Staline essaye de résoudre tous les mystères de l'existence. Mais, chose étonnante, il ne perçoit pas que *l'originalité nationale représente le produit final et le plus général de l'inégalité du développement historique*. Il faut avoir une juste idée de cette inégalité, en comprendre l'importance et l'étendre au passé précapitaliste. Le développement plus ou moins rapide des forces productives, l'épanouissement ou, au contraire, l'appauvrissement qui caractérisent certaines époques historiques, comme, par exemple, le Moyen Age, le régime des corporations, l'absolutisme éclairé, le parlementarisme ; l'inégalité dans le développement des différentes branches de l'économie, des différentes classes, des différentes institutions sociales, des divers éléments de la culture, tout cela constitue les fondements des "particularités" nationales. L'originalité d'un type social national n'est que la cristallisation des inégalités de sa formation.

La révolution d'Octobre est la plus grandiose de toutes les manifestations de l'inégalité de l'évolution historique. La théorie de la révolution permanente, qui avait donné le pronostic du cataclysme d'Octobre, était par ce fait même fondée sur cette loi. Mais au lieu de la concevoir sous une forme abstraite, elle la considérait dans sa cristallisation matérielle, sous les espèces de l'originalité sociale et politique de la Russie.

Staline eut recours à cette loi non pour prévoir en temps opportun la prise du pouvoir par le prolétariat d'un pays arriéré, mais bien pour imposer beaucoup plus tard, en 1924, au prolétariat victorieux la tâche de construire une société socialiste nationale. Cependant, la loi du développement inégal n'a rien à faire ici, car elle ne remplace ni n'annule les lois de l'économie mondiale ; elle s'incline devant elles et s'y soumet.

Faisant un fétiche de la loi du développement inégal, Staline la déclare suffisante pour servir de base au socialisme national, lequel ne devient pas un modèle commun à tous les pays, mais reste exceptionnel, messianique, purement russe. Selon Staline, une société socialiste autonome ne peut être créée qu'en Russie. Par cette assertion, il place les particularités nationales de la Russie au-dessus des "traits généraux" de toute nation capitaliste, et même au-dessus de toute l'économie mondiale. Là commence la contradiction fatale de toute sa conception. L'originalité de l'URSS, dit-il, est tellement puissante qu'elle lui permet de construire son socialisme indépendamment de tout ce qui pourrait arriver dans le reste de l'humanité. Quant à l'"originalité" des autres nations dépourvues de l'empreinte messianique, elle n'est qu'un "supplément" aux traits généraux, une verrue sur la figure. "Il serait erroné, enseigne Staline, de fonder l'activité des partis communistes sur les traits spécifiques."

Cette leçon morale vaut pour les partis américain, anglais, sud-africain et serbe, mais non pour le parti russe, dont l'activité est fondée non pas sur les "traits généraux", mais au contraire sur les "particularités". De là découle la stratégie essentiellement double de l'Internationale communiste : tandis que l'URSS procède à la "liquidation des classes" et à la construction du socialisme, le prolétariat de tous les autres pays est appelé à une action simultanée, que l'on règle d'après le calendrier (le 1^{er} août, le 6 mars, etc.), sans tenir compte des conditions nationales réelles. Au nationalisme messianique s'ajoute un internationalisme bureaucratiquement abstrait. Ce dualisme pénètre tout le programme de l'Internationale communiste et lui enlève toute valeur de principe.

Si l'on examine la Grande-Bretagne et l'Inde comme deux variétés extrêmes du type capitaliste, on arrive à la conclusion que l'internationalisme des prolétariats anglais et indien se fonde sur l'interdépendance des conditions, des buts et des méthodes, et non sur leur identité. Les succès du mouvement de libération en Inde déclenchent le mouvement révolutionnaire en Angleterre, et vice versa. Une société socialiste autonome ne peut être construite ni en Inde, ni en Angleterre. Les deux pays devront faire partie d'une unité plus élevée.

C'est en cela, et en cela seulement que réside la base inébranlable de l'internationalisme marxiste.

Tout récemment, le 8 mars 1930, la *Pravda* fit encore une fois l'exposé de la malheureuse théorie de Staline. "Le socialisme en tant que formation sociale et économique", c'est-à-dire en tant que système déterminé des rapports de production, peut être parfaitement réalisé dans les limites nationales de l'URSS. "La victoire définitive du socialisme, assurée contre l'intervention de l'entourage capitaliste", est une chose bien différente : elle exige "effectivement le triomphe de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays avancés". A quelle profondeur fallait-il que tombe la pensée théorique pour qu'on puisse, d'un air savant, disserter avec une si misérable scolarité dans l'organe central du parti de Lénine ! Si l'on admettait pour un instant la possibilité de la réalisation du socialisme en tant qu'ordre social achevé dans le cadre isolé de l'URSS, on devrait conclure que c'est là la "victoire définitive", parce qu'après cela, on ne pourrait plus parler d'intervention. Le socialisme implique une haute technique, une haute culture et une haute solidarité de la population. Au moment de l'achèvement de la construction du socialisme, l'URSS compterait probablement 200 ou même 250 millions d'habitants : dans ces conditions, comment pourrait-on parler d'une intervention ? Quel pays capitaliste, ou quelle coalition de pays, songerait à risquer une intervention dans cette situation ? La seule intervention concevable serait celle qui pourrait venir de la part de l'URSS. Serait-elle nécessaire dans ce cas ? C'est peu probable.

L'exemple d'un pays arriéré qui, par ses propres moyens, aurait réussi à établir une puissante société socialiste dans l'espace de plusieurs "plans quinquennaux" porterait le coup de grâce au capitalisme mondial et réduirait au minimum, presque à zéro, les frais de la révolution prolétarienne mondiale. Voilà pourquoi toute la conception de Staline mène, au fond, à la liquidation de l'Internationale communiste. Quel pourrait, en effet, être son rôle historique si le destin du socialisme dépendait en dernière instance du "plan d'Etat" de l'URSS ? Dans ce cas, l'Internationale communiste, tout comme les fameuses "sociétés des amis de l'URSS", n'a d'autre objet que de protéger la construction du socialisme contre une intervention ; en d'autres termes, elle est réduite au rôle de garde-frontière.

Pour démontrer la justesse de la conception de Staline, l'article mentionné se sert d'arguments économiques tout fraîchement inventés :

« En ce moment précis — écrit la *Pravda* —, grâce aux "sovkhoses" croissants, grâce au mouvement gigantesque des kolkhozes, dont la quantité croît aussi bien que la qualité, et grâce à la liquidation de la classe des "koulaks" qu'assure la collectivisation complète, les rapports de production du type socialiste passent de plus en plus de l'industrie dans l'agriculture, et cela rend plus évidente la misérable faillite du défaitisme de Trotsky et de Zinoviev, qui, dans le fond, n'était autre chose que "la négation menchevique de la légitimité de la révolution d'Octobre" » (Staline, *la Pravda*, 8 mars 1930).

Ces lignes sont vraiment extraordinaires, et pas seulement par ce ton doucereux qui veut cacher la confusion de la pensée. En plein accord avec Staline, l'article accuse la "conception de Trotsky" de nier "la légitimité de la révolution d'Octobre". Or l'auteur de cet ouvrage, partant de sa conception, c'est-à-dire de sa théorie de la révolution permanente, a prédit l'inévitable de la révolution d'Octobre treize ans avant son éclatement. Et Staline ? Même après la révolution de Février, sept ou huit mois avant le coup d'Etat d'Octobre, il parlait en démocrate révolutionnaire vulgaire. Seule l'arrivée de Lénine à

Petrograd, le 3 avril 1917, et sa lutte impitoyable contre "les vieux-bolcheviks présomptueux", dont il se moquait tellement à cette époque, forcèrent Staline à abandonner ses positions démocratiques et à passer sans bruit et prudemment sur des positions socialistes. En tout cas, cette "renaissance" intérieure de Staline, qui, d'ailleurs, ne s'est jamais achevée, a eu lieu douze ans après que fut formulée la théorie selon laquelle le prolétariat russe avait le droit et le devoir de s'emparer du pouvoir sans attendre le commencement de la révolution prolétarienne en Europe.

Mais tout en formulant le pronostic théorique de la révolution d'Octobre, nous étions bien loin de prétendre que le prolétariat russe, après avoir conquis le pouvoir d'Etat, ferait sortir l'ancien empire des tsars du cercle de l'économie mondiale. Nous, marxistes, connaissons parfaitement le rôle et l'importance du pouvoir d'Etat. Il n'est pas du tout un reflet passif des processus économiques, comme le décrivent les social-démocrates fatalistes, serviteurs de l'Etat bourgeois. Le pouvoir peut acquérir une importance énorme, réactionnaire ou progressive, selon la classe qui l'exerce. Mais le pouvoir d'Etat reste cependant une arme du domaine de la superstructure. Le passage du pouvoir des mains du tsarisme et de la bourgeoisie à celles du prolétariat n'abolit ni les lois ni les processus de l'économie mondiale. Il est vrai qu'après le coup d'Etat d'Octobre, les relations économiques de l'URSS avec le marché mondial se sont affaiblies pendant un certain temps. Mais on commettait une grave erreur si l'on voulait généraliser ce fait, qui n'était qu'une courte étape de l'évolution dialectique. La division mondiale du travail et le caractère supra-national des forces productrices modernes conservent toujours leur importance pour l'Union soviétique, et cette importance deviendra sans cesse plus grande à mesure que s'accentuera son relèvement économique.

Chaque pays arriéré, en s'intégrant au capitalisme, passait par diverses phases de dépendance envers les autres pays capitalistes ; cette dépendance pouvait augmenter ou diminuer, mais la tendance générale de l'évolution capitaliste allait toujours vers un énorme développement des relations mondiales, qui se manifestait dans l'accroissement du commerce extérieur, y compris, bien entendu, l'exportation des capitaux. La dépendance de la Grande-Bretagne par rapport à l'Inde a, assurément, un autre caractère qualitatif que la dépendance de l'Inde envers la Grande-Bretagne. Mais cette différence est déterminée, en dernier lieu, par la différence de développement de leurs forces productives et pas du tout par leur degré d'autonomie économique. L'Inde est une colonie, la Grande-Bretagne une métropole. Mais si la Grande-Bretagne était soumise aujourd'hui à un blocus économique, elle périrait plus rapidement que l'Inde. Voilà, en passant, une illustration probante de la réalité de l'économie mondiale.

L'évolution du capitalisme — si on la considère dans sa réalité historique et non dans les formules abstraites du second tome du *Capital*, qui conservent pourtant toute leur importance comme phase de l'analyse — s'est faite de toute nécessité par une extension systématique de sa base. Au cours de son développement et, par conséquent, au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'irrésistible expansion qui engendre les crises permanentes et internes au capitalisme constitue sa force progressive, avant de devenir mortelle pour lui.

En plus des contradictions internes du capitalisme, la révolution d'Octobre, héritant de l'ancien régime, était marquée par des contradictions non moins profondes entre le capitalisme en général et les formes de production précapitalistes. Ces contradictions avaient et ont aujourd'hui encore un caractère tout à fait matériel, car elles sont comprises dans les rapports concrets entre la ville et la campagne et dans la corrélation qui existe entre les différentes branches de l'industrie et l'ensemble de l'économie nationale. Les racines de ces contradictions se trouvent dans les conditions géographiques et démographiques du pays ; elles dépendent donc de l'abondance ou de la pénurie de certaines ressources naturelles, de la répartition historique des masses populaires sur le territoire, etc. La force de l'économie soviétique réside dans la nationalisation des moyens de production et dans

leur direction planifiée. Le point faible de l'économie soviétique, indépendamment du retard hérité du passé, réside dans son isolement présent, conséquence d'Octobre ; cela veut dire qu'elle ne peut profiter des ressources de l'économie mondiale ni d'après des principes socialistes, ni même sur une base capitaliste, sous la forme des crédits internationaux normaux, du "financement", qui a une importance décisive pour les pays arriérés. Or les contradictions du passé capitaliste et précapitaliste sont bien loin de disparaître d'elles-mêmes : au contraire, elles surgissent après les années de déclin, de destruction, elles deviennent plus vivantes et plus aiguës au fur et à mesure que l'économie soviétique se développe ; pour les surmonter ou même pour les atténuer, il serait nécessaire à chaque instant de recourir aux ressources du marché mondial.

Pour bien comprendre tout ce qui se passe en ce moment sur le territoire gigantesque que le bouleversement d'Octobre a appelé à une vie nouvelle, il ne faut jamais oublier qu'une nouvelle contradiction, la plus puissante, est venue s'ajouter aux anciennes, ressuscitées par les succès économiques. C'est la contradiction entre le caractère de concentration de l'industrie soviétique, qui ouvre devant elle la possibilité de rythmes de développement inouïs, et l'isolement de l'économie soviétique, qui l'empêche d'utiliser normalement les ressources de l'économie mondiale.

Cette nouvelle contradiction venant s'ajouter aux anciennes, d'énormes difficultés apparaissent à côté de succès extraordinaires. Ces difficultés trouvent leur expression la plus directe et la plus pénible dans ce fait que chaque ouvrier ou chaque paysan ressent quotidiennement : les conditions de vie des masses travailleuses ne s'améliorent pas au cours du relèvement économique général ; en ce moment, elles se détériorent à cause des difficultés croissantes de ravitaillement. Les crises aiguës de l'économie soviétique nous rappellent que les forces productives, créées par le capitalisme, ne peuvent pas s'adapter au cadre national et ne peuvent être coordonnées et harmonisées d'une façon socialiste que sur un plan international. En d'autres termes, les crises de l'économie soviétique représentent quelque chose d'infiniment plus grave que les maladies infantiles ou de croissance : ce sont de sévères rappels que nous fait le marché international, auquel "*nous sommes subordonnés et liés*, comme disait Lénine, *et duquel nous ne pouvons nous détacher*" (discours au XI^e Congrès du parti, 27 mars 1922).

On ne doit pas pour cela nier, comme le font des philistins misérables, la "légitimité historique" de la révolution d'Octobre. La prise du pouvoir par le prolétariat international ne peut être un acte unique et simultané. La superstructure politique — et la révolution en est une partie — a sa propre dialectique, qui fait violemment irruption dans le processus de l'économie mondiale sans en abolir les lois les plus profondes. La révolution d'Octobre est "légitime" *en tant que première étape de la révolution mondiale*, qui s'étend nécessairement sur des dizaines d'années. L'intervalle entre la première et la seconde étape se révèle beaucoup plus long que nous ne l'avions supposé. Mais ce n'est qu'un intervalle, et il ne faut pas le transformer en une époque de construction autonome d'une société socialiste nationale. »

“Qu'est-ce que la révolution permanente ?” (Thèses)

« 1. La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le développement de la lutte idéologique et de la lutte de classe a définitivement fait sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général.

2. Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier, pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et de libération nationale* ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

3. Non seulement la question agraire, mais aussi la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues, elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale.

4. Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat, qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique.

5. Envisagé du point de vue historique, l'ancien mot d'ordre bolchevique, la “dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie”, exprimait exactement les rapports, caractérisés plus haut, entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Cela fut démontré par l'expérience d'Octobre. Mais l'ancienne formule de Lénine ne préjugait pas quels seraient les rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes, la formule admettait consciemment un certain nombre d'inconnues algébriques, qui, au cours de l'expérience historique, devaient céder la place à des éléments arithmétiques précis. Cette expérience a prouvé, dans des circonstances qui éliminent toute autre interprétation, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant. Le paysan suit ou l'ouvrier ou le bourgeois. Cela signifie que la “dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie” n'est concevable que comme *dictature du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes*.

6. Une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, en tant que régime se distinguant, par son contenu de classe, de la dictature du prolétariat, ne serait réalisable que dans le cas où pourrait être mis sur pied un parti révolutionnaire *indépendant*, qui exprimerait les intérêts de la démocratie paysanne et petite-bourgeoise en général, un parti capable, avec l'aide du prolétariat, de conquérir le pouvoir et d'en déterminer le programme révolutionnaire. L'histoire moderne, notamment l'histoire de la Russie au cours des vingt-cinq dernières années, nous montre que l'obstacle infranchissable qui s'oppose à la formation d'un parti paysan est le manque d'indépendance économique et politique de la petite bourgeoisie (paysannerie) et sa profonde différenciation interne, qui permet à

ses couches supérieures de s'allier à la grande bourgeoisie lors d'événements décisifs, surtout lors de guerres et de révoltes, tandis que ses couches inférieures s'allient au prolétariat, ce qui oblige ses couches moyennes à choisir entre ces deux forces. Entre le régime de Kerenski et le pouvoir bolchevique, entre le Kuo-min-tang et la dictature du prolétariat, il n'y a, il ne peut y avoir aucun régime intermédiaire, c'est-à-dire aucune dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

7. La tentative faite par l'Internationale communiste pour imposer aujourd'hui aux pays d'Orient le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'un sens réactionnaire. Dans la mesure où l'on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à la dissolution et à la décomposition du prolétariat dans les masses petites-bourgeoises et crée ainsi des conditions favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale, donc à la faillite et à l'effondrement de la révolution démocratique. Introduire ce mot d'ordre dans le programme de l'Internationale communiste signifie véritablement trahir le marxisme et les traditions d'Octobre du bolchevisme.

8. La dictature du prolétariat, qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique, est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution *permanente*.

9. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique ou d'un vieux pays capitaliste qui a déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme.

10. La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes, d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe, d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète.

11. Le schéma du développement de la révolution mondiale tracé plus haut élimine la question des pays "mûrs" ou "non mûrs" pour le socialisme, selon cette classification pédante et figée que le programme actuel de l'Internationale communiste a établie. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste.

Les différents pays y arriveront avec des rythmes différents. Dans certaines circonstances, des pays arriérés peuvent arriver à la dictature du prolétariat plus rapidement que des pays avancés, mais ils parviendront au socialisme plus tard que ceux-ci. Un pays colonial ou semi-colonial arriéré, dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir, est de ce fait même incapable de mener à bien la révolution démocratique. En revanche, dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale.

12. La théorie du socialisme dans un seul pays, qui a germé sur le fumier de la réaction contre Octobre, est la seule théorie qui s'oppose d'une manière profonde et conséquente à la théorie de la révolution permanente.

La tentative faite par les épigones pour limiter, sous les coups de la critique, l'application de la théorie du socialisme dans un seul pays à la seule Russie, à cause de ses propriétés particulières (l'espace, les richesses naturelles), n'améliore rien, mais au contraire aggrave tout. La renonciation à une attitude internationale mène inévitablement au *messianisme* national, c'est-à-dire à la reconnaissance d'avantages et de particularités spécifiques, qui permettent à un pays de jouer un rôle auquel les autres ne sauraient s'élever.

La division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard de la technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques, etc., rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome, isolée, dans n'importe quelle contrée du monde.

13. La théorie de Staline-Boukharine oppose non seulement d'une façon mécanique la révolution démocratique à la révolution socialiste, en dépit des expériences des révolutions russes, mais elle détache aussi la révolution nationale de la révolution internationale.

Elle place les révolutions des pays arriérés devant la tâche d'instaurer le régime irréalisable de la dictature démocratique, qu'elle oppose à la dictature du prolétariat. Ainsi, elle introduit en politique des illusions et des fictions, elle paralyse la lutte du prolétariat pour le pouvoir en Orient et elle freine la victoire des révolutions coloniales.

Du point de vue de la théorie des épigones, la conquête du pouvoir par le prolétariat constitue, à elle seule, l'accomplissement de la révolution (pour les "neuf dixièmes", selon la formule de Staline) ; elle inaugure l'époque des réformes nationales. La théorie de l'intégration du koulak dans le socialisme et la théorie de la "neutralisation" de la bourgeoisie mondiale sont, par conséquent, inséparables de la théorie du socialisme dans un seul pays. Elles tiennent et s'effondrent ensemble.

La théorie du socialisme national dégrade l'Internationale communiste, qu'elle emploie comme une arme auxiliaire utilisable dans la lutte contre une intervention armée. La politique actuelle de l'Internationale communiste, son régime et le choix de ses dirigeants correspondent parfaitement à sa déchéance et à sa transformation en troupe auxiliaire, qui n'est pas destinée à résoudre des tâches qu'on lui propose d'une manière autonome.

14. Le programme de l'Internationale communiste, œuvre de Boukharine, est éclectique d'un bout à l'autre. C'est une tentative désespérée pour unir la théorie du socialisme dans un seul pays à l'internationalisme marxiste, qui est cependant inséparable du caractère permanent de la révolution mondiale. La lutte de l'opposition communiste de gauche pour une politique juste et un régime sain dans l'Internationale communiste est indissolublement liée à la lutte pour un programme marxiste. La question du programme est à son tour inséparable de celle des deux théories opposées : la théorie de la révolution permanente et la théorie du socialisme dans un seul pays. Le problème de la révolution permanente a depuis longtemps dépassé le cadre des divergences épisodiques entre Lénine et Trotsky, divergences qui, au surplus, ont été entièrement épousées par l'histoire. Il s'agit de la lutte entre les idées fondamentales de Marx et de Lénine, d'une part, et l'éclectisme des centristes, d'autre part. »

Constantinople, le 30 novembre 1929



***“Pour lutter,
le prolétariat a besoin
de l’unité de ses rangs”***

(extraits de “*La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*”, 1932)

Face à la montée du nazisme en Allemagne, la direction de l’Internationale communiste continue à définir la social-démocratie comme l’ennemi principal. Avec opiniâtreté, Trotsky revient sur la nécessité du front unique contre le fascisme.

Dans ce combat, il est amené à revenir sur les principes les plus essentiels du marxisme, sur les bases de l’action pour le front unique, sur la différence, du point de vue de la classe ouvrière, entre démocratie et fascisme.

« Le fascisme s’appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d’influence sans organisation ouvrière de masse. Le fascisme ne peut instaurer son pouvoir qu’une fois les organisations ouvrières détruites. Le Parlement est l’arène principale de la social-démocratie. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, les régimes parlementaire et fasciste ne sont que les différents instruments de sa domination : elle a recours à l’un ou à l’autre selon les conditions historiques. Mais, pour la social-démocratie comme pour le fascisme, le choix de l’un ou de l’autre instrument a une signification indépendante ; bien plus, c’est pour eux une question de vie ou de mort politique.

Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens “normaux”, militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre. À travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie enragedée, les bandes des lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital financier a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. La bourgeoisie exige du fascisme un travail achevé : puisqu’elle a admis les méthodes de la guerre civile, elle veut avoir le calme pour de longues années. Et les agents du fascisme, utilisant la petite bourgeoisie comme bétier et détruisant tous les obstacles sur leur chemin, mèneront leur travail à bonne fin. La victoire du fascisme aboutit à ce que le capital financier saisit directement dans ses tenailles d’acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d’éducation : l’appareil d’Etat avec l’armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les organisations syndicales, les coopératives. La fascisation de l’Etat n’implique pas seulement la “mussolinisation” des formes et des méthodes de gouvernement — dans ce domaine, les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire —, mais avant tout et surtout, l’écrasement des organisations ouvrières : il faut réduire le prolétariat à un état d’apathie complète et créer un réseau d’institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat. C’est précisément en cela que réside l’essence du régime fasciste.

(...) Entre la démocratie et le fascisme, il n’y a pas de différence du point de vue du “contenu de classe”, nous enseigne, à la suite de Staline, Werner Hirsch (*Die Internationale*, janvier 1932) (1). Le passage de la démocratie au fascisme peut prendre le

(1) Werner Hirsch, alors défenseur de la position stalinienne, devait plus tard être exécuté en URSS.

caractère d'un "*processus organique*", c'est-à-dire se produire "*progressivement et à froid*". Ce raisonnement pourrait surprendre si les épigones ne nous avaient pas appris à ne plus nous étonner.

Entre la démocratie et le fascisme, il n'y a pas de "*différence de classe*". Cela doit signifier, évidemment, que la démocratie comme le fascisme ont un caractère bourgeois. Nous n'avions pas attendu janvier 1932 pour le deviner. Mais la classe dominante ne vit pas en vase clos. Elle se trouve dans des rapports déterminés avec les autres classes. Dans le régime "démocratique" de la société capitaliste développée, la bourgeoisie s'appuie en premier lieu sur la classe ouvrière apprivoisée par les réformistes. C'est en Angleterre que ce système trouve son expression la plus achevée.

En régime fasciste, dans un premier stade du moins, le capital s'appuie sur la petite bourgeoisie pour détruire les organisations du prolétariat. L'Italie, par exemple ! Existe-t-il une différence dans le "*contenu de classe*" de ces deux régimes ? Si l'on ne pose la question qu'à propos de la classe *dominante*, il n'y a pas de différence. Mais si l'on prend la situation et les rapports réciproques entre *toutes* les classes, du point de vue du prolétariat, la différence est très grande.

Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de *démocratie prolétarienne* à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la II^e Internationale, à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste.

Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une "signification de classe" pour le prolétariat ? Que les grands théoriciens se penchent sur ce problème. Ayant qualifié le régime de bourgeois — ce qui est indiscutable —, Hirsch, comme ses maîtres, oublie un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils substituent au processus historique une abstraction sociologique aride. Mais la lutte des classes se mène sur la terre de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme n'est pas l'abstraction de l'Etat démocratique, mais les organisations vivantes du prolétariat, où est concentrée toute son expérience et qui préparent l'avenir.

Le fait que le passage de la démocratie au fascisme puisse avoir un caractère "organique" ou "progressif" ne signifie évidemment rien d'autre, si ce n'est qu'il est possible d'enlever au prolétariat sans secousse ni combat non seulement ses conquêtes matérielles — un certain niveau de vie, une législation sociale, des droits civiques et politiques, mais aussi l'instrument principal de ces conquêtes, c'est-à-dire ses organisations. Ainsi, ce passage "à froid" au fascisme presuppose la plus effroyable capitulation politique du prolétariat qu'on puisse imaginer.

(...) La progression de la classe vers la prise de conscience, c'est-à-dire le résultat du travail du parti révolutionnaire, qui entraîne à sa suite le prolétariat, est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière, ou utilise ceux qui existent déjà, pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent simultanément dans le prolétariat. C'est pourquoi, il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin historique. Cela explique qu'apparaisse, à certaines périodes particulièrement graves, le problème du front unique.

Lorsqu'il suit une politique juste, le parti communiste exprime les intérêts historiques du prolétariat. Sa tâche consiste à gagner la majorité du prolétariat : c'est seulement ainsi qu'est possible la révolution socialiste. Le parti communiste ne peut remplir sa mission qu'en conservant une complète et totale indépendance politique et organisationnelle à l'égard des autres partis et organisations, qu'ils agissent au sein de la classe ouvrière ou à l'extérieur. Ne pas respecter cette exigence fondamentale de la politique marxiste est le plus grave de tous les crimes contre les intérêts du prolétariat en tant que classe.

(...) Mais le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire, mais à travers la lutte de classe, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise, que pour les combats politiques "nationaux", tels que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasional et d'artificiel, ni une manœuvre habile, — non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du *Manifeste du Parti communiste* où il est dit que les communistes ne s'opposent pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que ceux du prolétariat, exprime l'idée que la lutte du parti pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat.

(...) L'identité de principe des intérêts du prolétariat et des tâches du parti communiste ne signifie pas que le prolétariat dans son ensemble est dès aujourd'hui conscient de ses intérêts, ni que le parti les formule correctement dans n'importe quelles conditions. La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec une compréhension toute faite de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction sur la base de l'expérience des luttes. Cependant, la bureaucratie stalinienne considère qu'on peut exiger tout simplement du prolétariat qu'il se soumette à la seule vue du passeport du parti, portant le cachet de l'Internationale communiste.

Par le front unique — vers les soviets, organes supérieurs du front unique

La vénération en paroles des soviets est aussi répandue dans les cercles "de gauche" que l'incompréhension de leur fonction historique. Les soviets sont définis le plus souvent comme les organes de la lutte pour le pouvoir, les organes du soulèvement et enfin les organes de la dictature. Ces définitions sont formellement correctes. Mais elles n'épuisent pas la fonction historique des soviets. Et surtout, elles n'expliquent pas pourquoi ce sont précisément les soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir. La réponse à cette question est la suivante : de même que le syndicat est la forme élémentaire du front unique dans la lutte économique, de même *le soviet est la forme la plus élevée du front unique*, quand arrive pour le prolétariat l'époque de la lutte pour le pouvoir.

Le soviet en lui-même ne possède aucune force miraculeuse. Il n'est que le représentant de classe du prolétariat, avec tous ses côtés forts et ses côtés faibles. Mais c'est précisément cela, et seulement cela, qui fait que le soviet offre la possibilité organisationnelle aux ouvriers des différentes tendances politiques, et qui sont à des niveaux différents de développement, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Dans la situation actuelle prérévolutionnaire, les ouvriers allemands d'avant-garde doivent avoir une idée très claire de la fonction historique des soviets en tant qu'organes du front unique.

Si, au cours de la période préparatoire, le parti communiste avait réussi à éliminer complètement des rangs du prolétariat tous les autres partis, et à rassembler sous son drapeau, tant politiquement qu'organisationnellement, l'écrasante majorité des ouvriers, les

soviets ne seraient d'aucune nécessité. Mais, comme le prouve l'expérience historique, rien ne permet de croire que le parti communiste, dans quelque pays que ce soit — dans les pays de vieille culture capitaliste encore moins que dans les pays arriérés —, réussisse à y occuper une position aussi totalement hégémonique au sein de la classe ouvrière, surtout avant la révolution prolétarienne.

L'Allemagne d'aujourd'hui nous montre précisément que la tâche de la lutte directe et immédiate pour le pouvoir se pose au prolétariat bien avant qu'il soit entièrement rassemblé sous le drapeau du parti communiste. La situation révolutionnaire, au niveau politique, se caractérise précisément par le fait que tous les groupes et toutes les couches du prolétariat, ou du moins leur écrasante majorité, aspirent à unir leurs efforts pour changer le régime existant. Toutefois, cela ne signifie pas que tous comprennent comment procéder et encore moins qu'ils soient prêts à rompre avec leurs partis et à passer dans les rangs du parti communiste. La conscience politique ne mûrit pas de façon aussi linéaire et uniforme, de profondes différences internes subsistent même à l'époque révolutionnaire quand tous les processus se font par bonds. Mais, parallèlement, le besoin d'une organisation au-dessus des partis, englobant toute la classe, se fait particulièrement pressant. Donner forme à ce besoin, telle est la mission historique des soviets. »

•
• •
•

“Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !”

L'écrasement du prolétariat le plus avancé et le plus concentré d'Europe et d'un mouvement ouvrier particulièrement développé et riche d'expérience pose la question d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale.

C'est ce qu'écrit Trotsky en 1933, au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler. En même temps, il caractérise le régime nazi.

La Vérité publie, à la suite d'extraits du texte “Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !”, le texte de la brochure de Trotsky Qu'est-ce que le national-socialisme ?

« Le prolétariat le plus puissant d'Europe par son rôle dans la production, son poids social et la force de ses organisations n'a opposé aucune résistance à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et aux premières attaques violentes contre les organisations ouvrières. Tel est le fait dont il faut partir dans les calculs stratégiques futurs.

Ce serait une absurdité évidente que de penser que le développement ultérieur de l'Allemagne suivrait la voie italienne : qu'Hitler consolidera pas à pas sa domination, sans rencontrer de sérieuses résistances ; que le fascisme allemand a devant lui de longues années de domination. Non, il faudra tirer le destin futur du national-socialisme de l'analyse de la situation allemande et internationale, et non de simples analogies historiques. Mais, dès maintenant, une chose est claire : si, dès septembre 1930, nous réclamions de

l'Internationale communiste qu'elle fixe des objectifs à court terme en Allemagne, maintenant, il faut bâtir une politique à longue échéance. Avant que des combats décisifs soient possibles, l'avant-garde du prolétariat allemand devra s'orienter sur une nouvelle voie, c'est-à-dire comprendre clairement ce qui s'est passé, définir sa responsabilité pour cette grande défaite historique, tracer de nouvelles voies et retrouver ainsi son assurance.

Le rôle criminel de la social-démocratie n'a pas besoin de commentaires : la création de l'Internationale communiste il y a quatorze ans avait précisément pour but d'arracher le prolétariat à l'influence démoralisatrice de la social-démocratie. Si cela n'a pas réussi jusqu'à présent, si le prolétariat allemand s'est révélé, lors d'une très grande épreuve historique, impuissant, désarmé, paralysé, la faute directe et immédiate en incombe à la direction post-léninienne de l'Internationale communiste. C'est la première conclusion qu'il est urgent de tirer.

Sous les coups perfides de la bureaucratie stalinienne, l'Opposition de gauche a conservé jusqu'au bout sa fidélité au parti officiel. Les bolcheviks-léninistes partagent aujourd'hui le sort de toutes les autres organisations communistes : nos cadres sont arrêtés, nos publications interdites, notre littérature confisquée ; Hitler s'est même empressé de fermer le *Bulletin de l'opposition*, qui paraît en russe. Mais si les bolcheviks-léninistes subissent à égalité avec l'ensemble de l'avant-garde prolétarienne toutes les conséquences de la première victoire sérieuse du fascisme, en revanche, ils ne peuvent ni ne veulent porter la moindre parcelle de responsabilité pour la politique officielle de l'Internationale communiste.

Dès 1923, c'est-à-dire depuis le début de la lutte contre l'Opposition de gauche, la direction stalinienne a aidé de toutes ses forces, bien qu'indirectement, la social-démocratie à désorienter, à embrouiller et à décourager le prolétariat allemand : elle retenait et freinait les ouvriers, alors que la situation exigeait une offensive révolutionnaire audacieuse ; elle proclamait l'approche d'une situation révolutionnaire, alors que celle-ci appartenait déjà au passé ; elle passait des accords avec des phraseurs et des bavards de la petite bourgeoisie ; elle se mettait impuissamment à la remorque de la social-démocratie sous prétexte de mener la politique de front unique ; elle proclamait la "troisième période" et la lutte pour la conquête de la rue dans des conditions de reflux politique et de faiblesse du parti communiste ; elle remplaçait la lutte sérieuse par des bonds, des aventures ou des parades ; elle isolait les communistes des syndicats de masse ; elle identifiait la social-démocratie au fascisme et refusait le front unique avec les organisations ouvrières de masse, face aux attaques des bandes du national-socialisme ; elle sabotait toute initiative locale de front unique défensif et, en même temps, trompait systématiquement les ouvriers en ce qui concerne le rapport de forces réel, déformait les faits, présentait les amis comme des ennemis et les ennemis comme des amis, et serrait de plus en plus fortement le parti à la gorge, ne lui permettant ni de respirer librement, ni de parler, ni de penser.

Dans la très abondante littérature consacrée à la question du fascisme, il suffit de se référer au discours du chef officiel du parti allemand, Thälmann, qui, au plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, en avril 1931, démasquait dans les termes suivants les "pessimistes", c'est-à-dire les gens qui savaient regarder l'avenir en face : "Nous ne nous sommes pas laissé égarer par les paniquards... Nous avons établi fermement et avec bon sens que le 14 septembre (1930) était, d'une certaine manière, le plus grand jour d'Hitler, et que les jours qui suivraient seraient non pas meilleurs, mais pires ; cette appréciation que nous avons donnée du développement de ce parti est confirmée par les événements... Aujourd'hui, les fascistes n'ont déjà plus aucun motif de rire." Faisant allusion au fait que la social-démocratie formait ses propres groupes de défense (...).

Aujourd'hui, Thälmann est arrêté (1). Les bolcheviks-léninistes se retrouvent avec Thälmann sous les coups de la réaction triomphante. Mais la politique de Thälmann est la

(1) Ernst Thälmann, dirigeant du PC allemand qui défendit jusqu'au bout la ligne dictée par Staline. Arrêté par les nazis, enfermé dans un camp de concentration, il fut exécuté en 1944.

politique de Staline, c'est-à-dire la politique officielle de l'Internationale communiste. C'est précisément cette politique qui est la cause de la complète démoralisation du parti au moment du danger, quand les chefs perdent la tête, que les membres du parti qui ont perdu l'habitude de penser tombent dans un état de prostration et que les positions historiques les plus hautes sont rendues sans combat. Une théorie politique erronée porte en elle-même son châtiment. La force et l'entêtement de l'appareil ne font qu'augmenter l'ampleur de la catastrophe.

Ayant rendu à l'ennemi tout ce qu'il était possible de rendre en un aussi court laps de temps, les staliniens essaient de corriger ce qui s'est passé par des actions désordonnées, qui ne font que jeter une lumière plus crue sur toute la chaîne de leurs crimes. Aujourd'hui, alors que la presse du parti communiste est étouffée, l'appareil détruit, qu'au-dessus de la maison de Liebknecht flotte impunément le chiffon sanglant du fascisme, le comité exécutif de l'Internationale communiste s'engage sur la voie du front unique non seulement à la base, mais aussi au sommet. Ce nouveau zigzag, plus abrupt que tous ceux qui ont précédé, n'a pas été accompli cependant par le comité exécutif de l'Internationale communiste sous sa propre impulsion : la bureaucratie stalinienne en a laissé l'initiative à la II^e Internationale... Elle a réussi à saisir dans ses mains l'instrument du front unique, dont elle avait mortellement peur jusqu'à présent. Pour autant que l'on puisse parler d'avantages dans une situation de recul panique, ceux-ci sont entièrement du côté du réformisme. Obligée de répondre à une question directe, la bureaucratie stalinienne choisit la pire des solutions : elle ne refuse pas l'accord des deux Internationales, mais elle ne l'accepte pas non plus ; elle joue à cache-cache. Elle a à tel point perdu confiance en soi, elle est à tel point humiliée, qu'elle n'ose déjà plus affronter de face, devant le prolétariat mondial, les chefs de la II^e Internationale, ces agents patentés de la bourgeoisie, ces électeurs de Hindenburg, qui ont frayé la voie au fascisme.

Dans l'appel du comité exécutif de l'Internationale communiste ("Aux ouvriers de tous les pays") du 5 mars, les staliniens ne parlent pas du "social-fascisme" comme de l'ennemi principal. Ils ne rappellent pas non plus la grande trouvaille de leur chef : "*La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux.*" Ils n'affirment plus que la lutte contre le fascisme exige l'écrasement préalable de la social-démocratie. Ils ne soufflent mot de l'impossibilité du front unique par en haut. Au contraire, ils énumèrent scrupuleusement les cas où, dans le passé, la bureaucratie stalinienne, de manière inattendue pour les ouvriers et pour elle-même, s'est trouvée dans l'obligation de proposer, en passant, à l'improviste, le front unique aux dirigeants réformistes. C'est ainsi que, sous la rafale de la tempête historique, s'éparpillent les théories artificielles et fausses, dignes de charlatans.

Se référant aux "conditions originales de chaque pays" et à l'impossibilité qui, prétendent, en découle, d'organiser le front unique à l'échelle internationale (on oublie d'un seul coup toute la lutte contre "l'exceptionnalisme", c'est-à-dire la théorie des droitiers sur les particularités nationales !), la bureaucratie stalinienne recommande aux partis communistes nationaux d'adresser une proposition de front unique aux "comités centraux des partis sociaux-démocrates". Hier encore, on appelait cela capituler devant le social-fascisme ! C'est ainsi que passent sous la table, dans la corbeille à papiers, les plus hautes leçons du stalinisme de ces quatre dernières années, et que tombe en poussière tout un système politique.

L'affaire ne s'arrête pas là : venant juste après avoir déclaré qu'il était impossible d'élaborer des conditions de front unique dans l'arène internationale, le comité exécutif de l'Internationale communiste l'oublie aussitôt et, vingt lignes plus loin, formule les conditions dans lesquelles le front unique est acceptable et admissible dans tous les pays, quelles que soient les différences des conditions nationales. Le recul devant le fascisme s'accompagne d'un recul panique devant les commandements théoriques du stalinisme. Des éclats et des débris d'idées et de principes sont jetés sur la route comme du lest.

Les conditions de front unique mises en avant par l'Internationale communiste pour tous les pays (comités d'action contre le fascisme, manifestations et grèves contre l'abaissement des salaires) n'apportent rien de nouveau, au contraire, elles sont la reproduction schématisée, bureaucratisée, des mots d'ordre que l'Opposition de gauche avait formulés de manière beaucoup plus précise et concrète il y a deux ans et demi, et qui lui avait valu d'être rangée dans le camp du social-fascisme. Un front unique sur ces bases pourrait donner en Allemagne des résultats décisifs ; mais, pour cela, il devrait être réalisé à temps. Le temps est le facteur le plus important en politique.

Quelle est donc la valeur pratique des propositions du comité exécutif de l'Internationale communiste actuellement ? Pour l'Allemagne, elle est réduite au minimum. La politique de front unique suppose un "front", c'est-à-dire des positions fermes et une direction centralisée. L'Opposition de gauche a avancé dans le passé les conditions du front unique, en tant que conditions de *défense active*, avec la perspective d'un passage à l'offensive. Aujourd'hui, le prolétariat allemand en est arrivé au stade de la *retraite désordonnée*, qui ne comporte même pas de combats d'arrière-garde. Dans ces circonstances, peuvent et vont se former des unions spontanées entre ouvriers communistes et sociaux-démocrates pour des tâches isolées et épisodiques, mais la réalisation systématique du front unique est remise inévitablement à un avenir indéfini. Il ne faut déjà plus se faire d'illusions à ce sujet.

Il y a un an et demi, nous déclarions que la clé de la situation se trouvait dans les mains du Parti communiste allemand. Aujourd'hui, la bureaucratie stalinienne a laissé échapper cette clé. Il faudra des événements importants, échappant à la volonté du parti, pour donner la possibilité aux ouvriers de faire une halte, de se raffermir, de reformer leurs rangs et de passer à une défense active. Quand viendra précisément ce moment, nous ne le savons pas. Peut-être beaucoup plus vite que ne l'escampte la contre-révolution triomphante. Mais en tout cas, ce ne sont pas ceux qui ont composé le manifeste du comité exécutif de l'Internationale communiste qui dirigeront la politique de front unique en Allemagne (...).

La politique de front unique, cependant, présente non seulement des avantages, mais aussi des dangers. Elle donne facilement naissance à des combinaisons des dirigeants derrière le dos des masses, à une adaptation passive à l'allié et à des oscillations opportunistes. On ne peut prévenir ces dangers qu'en se donnant deux garanties expresses : maintien de la liberté totale de critique en ce qui concerne l'allié et rétablissement de la liberté totale de critique à l'intérieur de son propre parti. Le refus de critiquer ses alliés conduit directement et immédiatement à la capitulation devant le réformisme. La politique de front unique sans démocratie à l'intérieur du parti, c'est-à-dire sans le contrôle du parti sur l'appareil, laisse les mains libres aux chefs pour des expériences opportunistes, complément inévitable des expériences aventuristes (...).

Après avoir fait un saut périlleux pour se retrouver sur les positions du front unique, le comité exécutif de l'Internationale communiste foule aux pieds les garanties fondamentales qui, seules, peuvent assurer un contenu révolutionnaire à la politique de front unique. Les staliniens prennent acte et font leur la demande hypocrite et diplomatique des réformistes concernant la prétendue "non-agression mutuelle". Reniant toutes les traditions du marxisme et du bolchevisme, le comité exécutif de l'Internationale communiste recommande aux partis communistes, en cas de réalisation du front unique, de "renoncer aux attaques contre les organisations sociales-démocrates pendant la lutte commune". C'est ainsi formulé ! Renoncer "aux attaques (!) contre la social-démocratie" (quelle formule honteuse !) implique que l'on renonce à la liberté de critique politique, c'est-à-dire à la fonction fondamentale du parti révolutionnaire.

Cette capitulation est provoquée non par une nécessité pratique, mais par la panique. Les réformistes viennent et viendront à un accord dans la mesure où la pression des événements, conjuguée à celle des masses, les y oblige. L'exigence de "non-agression" est un chantage, c'est-à-dire une tentative de la part des chefs réformistes d'obtenir un avan-

tage supplémentaire. Se soumettre au chantage signifie construire le front unique sur des bases pourries, et donner la possibilité aux combinards réformistes de le faire éclater sous n'importe quel prétexte (...).

L'affaire n'est pas meilleure en ce qui concerne la deuxième garantie. Renonçant à critiquer la social-démocratie, l'appareil stalinien ne pense même pas à rendre le droit de critique aux membres de son propre parti. Le tournant lui-même est accompli comme à l'habitude, sous la forme d'une révélation bureaucratique. Aucun congrès national, aucun congrès international ni même de plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, aucune préparation dans la presse du parti, aucune analyse des événements politiques passés. Et ce n'est pas étonnant : dès le début de la discussion dans le parti, tout ouvrier qui réfléchit poserait aux gens de l'appareil la question : pourquoi les bolcheviks-léninistes ont-ils été exclus de toutes les sections, pourquoi sont-ils arrêtés, déportés et fusillés en URSS ? Est-ce donc seulement parce qu'ils creusent plus profondément et qu'ils voient plus loin ? La bureaucratie stalinienne ne peut admettre cette conclusion. Elle est capable de n'importe quel bond et tournant, elle ne peut ni n'ose accepter une confrontation loyale avec les bolcheviks-léninistes devant les ouvriers. Ainsi, dans la lutte pour sa conservation, l'appareil déprécie son nouveau tournant, en ruinant à l'avance son crédit non seulement auprès des sociaux-démocrates, mais aussi auprès des ouvriers communistes.

La publication du manifeste du comité exécutif de l'Internationale communiste s'accompagne encore d'une circonstance, qui est un peu à côté de la question débattue, mais qui jette une vive lumière sur la situation actuelle de l'Internationale communiste et sur l'attitude du groupe dirigeant stalinien à son égard. Le manifeste est imprimé dans la *Pravda*, du 6 mars, non comme un appel direct et ouvert au nom du comité exécutif de l'Internationale communiste qui se trouve à Moscou, comme cela s'est toujours fait, mais il est présenté comme la traduction d'un document de *L'Humanité*, transmis par l'Agence Tass de Paris. Quelle ruse insensée et humiliante ! Après tous les succès, après la réalisation du premier plan quinquennal, après la "liquidation des classes", après "l'entrée dans le socialisme", la bureaucratie stalinienne n'ose pas imprimer sous son propre nom le manifeste du comité exécutif de l'Internationale communiste ! Voilà sa véritable attitude envers l'Internationale communiste, voilà comment elle se sent réellement dans l'arène internationale.

Le manifeste n'est pas la seule réponse à l'initiative de la II^e Internationale. Par le biais d'organisations servant de paravent : l'opposition syndicale rouge (RGO), allemande et polonaise, l'Antifa et la Confédération générale du travail italienne, l'Internationale communiste convoque pour le mois d'avril "*un congrès paneuropéen, ouvrier et antifasciste*". La liste des invités est, comme il convient, confuse et vaste : les "entreprises" (c'est ainsi formulé : les "entreprises", bien que les communistes soient évincés de presque toutes les entreprises du monde, grâce aux efforts de Staline-Lozovsky), les organisations ouvrières locales, révolutionnaires, réformistes, catholiques et sans parti, les organisations sportives, antifascistes et paysannes. Bien plus : "*Nous voulons inviter toutes les personnes isolées qui se battent effectivement (!) pour la cause des travailleurs.*" Ayant ruiné pour longtemps la cause des masses, les stratèges font appel aux "personnes isolées", ces justes qui n'ont pas trouvé place dans les masses, mais qui, néanmoins, "se battent effectivement pour la cause des travailleurs". Barbusse et le général Schonaich seront à nouveau mobilisés pour sauver l'Europe d'Hitler.

Nous avons devant nous le livret tout prêt de l'une de ces représentations de charlatans, dont les staliniens se servent habituellement pour masquer leur impuissance. Qu'a fait le bloc d'Amsterdam des centristes et des pacifistes dans la lutte contre l'attaque des brigands japonais contre la Chine ? Rien. Par respect pour la "neutralité" stalinienne, les pacifistes ne firent même pas paraître un manifeste de protestation. Aujourd'hui, on prépare une réédition du congrès d'Amsterdam, non contre la guerre, mais contre le fascisme. Que fera le bloc antifasciste des "entreprises" absentes et des "isolés" impuissants ? Rien. On sortira un manifeste creux, si, cette fois-ci, on arrive jusqu'au congrès (...).

Il se trouve des tartuffes pour dire : l'Opposition de gauche critique un parti tombé entre les mains du bourreau. Les canailles ajoutent : l'Opposition aide le bourreau. En combinant un sentimentalisme hypocrite et un mensonge empoisonné, les staliniens essaient de cacher le comité central derrière l'appareil, l'appareil derrière le parti, et d'éviter la question des responsables de la catastrophe, de la stratégie erronée, du régime désastreux, de la direction criminelle : c'est cela aider les bourreaux d'aujourd'hui et de demain.

La politique de la bureaucratie stalinienne en Chine n'était pas moins désastreuse que la politique actuelle en Allemagne. Mais là-bas, les choses se passèrent derrière le dos du prolétariat mondial, dans des circonstances qu'il ne comprenait pas. La voix critique de l'Opposition de gauche en URSS ne parvenait pour ainsi dire pas jusqu'aux ouvriers des autres pays. L'expérience de la Chine se passa presque impunément pour l'appareil stalinien. En Allemagne, il en va autrement. Toutes les étapes du drame se sont déroulées sous les yeux du prolétariat mondial. A chaque étape, l'Opposition a fait entendre sa voix. Tout le cours du développement a été prédict à l'avance. La bureaucratie stalinienne a calomnié l'Opposition, lui a imputé des idées et des plans qui lui étaient étrangers, a exclu tous ceux qui parlaient de front unique, a aidé la bureaucratie social-démocrate à saboter les comités unifiés de défense à l'échelon local, a enlevé aux ouvriers toute possibilité de déboucher sur la voie de la lutte de masse, a désorganisé l'avant-garde et paralysé le prolétariat. Ainsi, en s'opposant au front unique de défense avec la social-démocratie, les staliniens se sont retrouvés avec elle dans un front unique de panique et de capitulation.

Et aujourd'hui, se trouvant déjà devant des ruines, la direction de l'Internationale communiste craint plus que tout la lumière et la critique. Que périsse la révolution mondiale, mais que vive le faux prestige ! Les banqueroutiers sèment la confusion et brouillent les traces. La *Pravda* considère comme une "*immense victoire politique*" le fait que le Parti communiste allemand, alors qu'il recevait les premiers coups, a perdu "*seulement*" 1 200 000 voix, pour une augmentation globale des votants de quatre millions. De la même manière, Staline, en 1924, jugeait comme une "*victoire immense*" le fait que les ouvriers allemands, qui avaient reculé sans combat, aient réussi à donner au parti communiste 3 600 000 voix. Si le prolétariat, trompé et désarmé par les deux appareils, a donné cette fois-ci au parti communiste près de cinq millions d'électeurs, cela signifie seulement qu'il lui aurait donné deux fois ou trois fois plus, s'il avait eu confiance en sa direction. Il l'aurait porté au pouvoir, si le parti avait su montrer qu'il était capable de le prendre et de le conserver. Mais il n'a rien donné au prolétariat si ce n'est la confusion, des zigzags, des défaites et des malheurs.

Oui, cinq millions de communistes sont encore parvenus à se rendre un à un aux urnes. Mais ils ne sont ni dans les entreprises ni dans la rue. Ils sont désemparés, épargnés, démolis. Sous le joug de l'appareil, ils ont perdu l'habitude d'être indépendants. La terreur bureaucratique du stalinisme a paralysé leur volonté, avant que soit venu le tour de la terreur criminelle du fascisme.

Il faut dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août (2). Désormais, les ouvriers d'avant-garde de ce pays ne parleront plus de la période de domination de la bureaucratie stalinienne qu'avec un sentiment brûlant de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédiction. Le parti communiste officiel d'Allemagne est condamné. Désormais, il ne peut que perdre du terrain, s'effriter et se réduire à néant. Aucun moyen artificiel ne peut le sauver. Le communisme allemand ne peut renaître que sur de nouvelles bases, et avec une nouvelle direction.

La loi du développement inégal s'exprime aussi dans le destin du stalinisme. Il se trouve dans les différents pays à différents stades de son déclin. Dans quelle mesure l'expé-

(2) Allusion au 4 août 1914, où les partis de la II^e Internationale appuyèrent la guerre de "leurs" impérialismes respectifs.

rience tragique de l'Allemagne servira d'impulsion pour la renaissance des autres sections de l'Internationale communiste, c'est l'avenir qui le dira. En Allemagne, en tout cas, la sinistre chanson de la bureaucratie stalinienne a fini d'être chantée. Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Les ouvriers d'avant-garde allemands doivent construire un nouveau parti sous les coups terribles de l'ennemi. Les bolcheviks-léninistes consacreront toutes leurs forces à ce travail. »

Prinkipo, le 14 mars 1933

“Qu'est-ce que le national-socialisme ?”

« Les esprits naïfs pensent que le titre de roi tient dans la personne même du roi, dans son manteau d'hermine et sa couronne, dans sa chair et son sang. En fait, le titre de roi naît des rapports entre les hommes. Le roi n'est roi que parce qu'au travers de sa personne se réfractent les intérêts et les préjugés de millions d'hommes. Quand ces rapports sont érodés par le torrent du développement, le roi n'est plus qu'un homme usé, à la lèvre inférieure pendante. Celui qui s'appelait jadis Alphonse XIII pourrait nous faire part de ses impressions toutes fraîches sur ce sujet.

Le chef par la grâce du peuple se distingue du chef par la grâce de Dieu en ce qu'il est obligé de se frayer lui-même un chemin ou, du moins, d'aider les circonstances à le lui ouvrir. Mais le chef est toujours un rapport entre les hommes, une offre individuelle en réponse à une demande collective. Les discussions sur la personnalité d'Hitler sont d'autant plus animées qu'elles cherchent avec plus de zèle le secret de sa réussite en lui-même. Il est pourtant difficile de trouver une autre figure politique qui soit, dans la même mesure, le point convergent de forces historiques impersonnelles. N'importe quel petit bourgeois enragé ne pouvait devenir Hitler, mais une partie d'Hitler est contenue dans chaque petit bourgeois.

La croissance rapide du capitalisme allemand avant la guerre ne signifia nullement la disparition pure et simple des classes intermédiaires ; en ruinant certaines couches de la petite bourgeoisie, il en créait de nouvelles : les artisans et les boutiquiers autour des usines, les techniciens et les administrateurs à l'intérieur des usines. Mais en se maintenant et même en se développant — elles représentent un peu moins de la moitié du peuple allemand —, les classes intermédiaires se privaient de leur dernière parcelle d'indépendance, vivaient à la périphérie de la grande industrie et du système bancaire et se nourrissaient des miettes qui tombaient de la table des trusts monopolistes et des cartels, et des aumônes idéologiques de leurs théoriciens et politiciens traditionnels.

La défaite a dressé un mur sur le chemin de l'impérialisme allemand. La dynamique extérieure s'est transformée en dynamique intérieure. La guerre se changea en révolution. La social-démocratie, quiaida les Hohenzollern à mener la guerre jusqu'à son issue tragique, ne permit pas au prolétariat de mener la révolution jusqu'à son terme. La démocratie de Weimar a passé quatorze ans à essayer de se faire pardonner sa propre existence. Le parti communiste a appelé les ouvriers à une nouvelle révolution, mais s'est avéré incapable de la diriger. Le prolétariat allemand est passé par les hauts et les bas de la guerre,

de la révolution, du parlementarisme et du pseudo-bolchevisme. Alors que les vieux partis de la bourgeoisie s'épuisaient complètement, la force dynamique de la classe ouvrière était mince.

Le chaos de l'après-guerre frappait les artisans, les marchands et les employés aussi durement que les ouvriers. La crise de l'agriculture ruinait les paysans. La décadence des couches moyennes ne pouvait signifier que leur prolétarisation dans la mesure où le prolétariat sécrétait lui-même une armée gigantesque de chômeurs chroniques. La paupérisation de la petite bourgeoisie, à peine dissimulée sous les cravates et les bas de soie synthétique, sapait toutes les croyances officielles et surtout la doctrine du parlementaire démocratique. La multiplicité des partis, la fièvre froide des élections, les changements constants de gouvernements exacerbant la crise sociale par un kaléidoscope de combinaisons politiques stériles. Dans l'atmosphère chauffée à blanc par la guerre, la défaite, les réparations, l'inflation, l'occupation de la Ruhr, la crise, le besoin et la rancune, la petite bourgeoisie se rebella contre tous les vieux partis qui l'avaient trompée. Ces vexations, vivement ressenties par les petits possédants qui ne pouvaient échapper à la faillite, par leurs fils qui sortaient de l'université et ne trouvaient ni emploi, ni client, et par leurs filles qui restaient sans dot et sans fiancé, réclamaient l'ordre et une main de fer.

Le drapeau du national-socialisme fut brandi par des hommes issus des cadres moyens et subalternes de l'ancienne armée. Couverts de décorations, les officiers et les sous-officiers ne pouvaient admettre que leur héroïsme et leurs souffrances aient été perdus pour la patrie, et surtout qu'ils ne leur donnent aucun droit particulier à la reconnaissance du pays. D'où leur haine pour la révolution et pour le prolétariat. Ils ne voulaient pas prendre leur parti du fait que les banquiers, les industriels, les ministres les reléguaiient à des postes insignifiants de comptables, d'ingénieurs, d'employés des postes et d'instituteurs. D'où leur "socialisme". Pendant les batailles de l'Yser et de Verdun, ils ont appris à risquer leur vie et celle des autres, et à parler la langue du commandement qui en impose tant aux petits bourgeois de l'arrière. C'est ainsi que ces hommes sont devenus des chefs.

Au début de sa carrière politique, Hitler ne se distinguait, peut-être, que par un tempérament plus énergique, une voix plus forte, une étroitesse d'esprit plus sûre d'elle-même. Il n'apportait au mouvement aucun programme tout prêt, si ce n'est la soif de vengeance du soldat humilié. Hitler commença par des injures et des récriminations contre les conditions de Versailles, la vie chère, le manque de respect pour le sous-officier méritant, les intrigues des banquiers et des journalistes de la foi de Moïse. On trouvait dans le pays suffisamment de gens qui se ruinaient, qui se noyaient, qui étaient couverts de cicatrices et d'ecchymoses encore toutes fraîches. Chacun d'eux voulait frapper du poing sur la table.

Hitler le faisait mieux que les autres. Il est vrai qu'il ne savait pas comment remédier à tous ces malheurs. Mais ses accusations résonnaient tantôt comme un ordre, tantôt comme une prière adressée à un destin inflexible. Les classes condamnées, semblables à des malades incurables, ne se lassent pas de moduler leurs plaintes, ni d'écouter des consolations. Tous les discours d'Hitler étaient accordés sur ce diapason. Une sentimentalité informe, une absence totale de rigueur dans le raisonnement, une ignorance doublée d'une érudition désordonnée — tous ces moins se transformaient en plus. Cela lui donnait la possibilité de rassembler toutes les formes de mécontentement dans la besace de mendiant du national-socialisme, et de mener la masse là où elle le poussait. De ces premières improvisations, l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre. C'est ainsi que son programme s'étoffait. C'est ainsi que d'un matériau brut se formait un "chef".

Dès le début, Mussolini s'adressa de façon plus consciente à la matière sociale qu'Hitler, qui se sent plus proche du mysticisme policier d'un quelconque Metternich que de l'algèbre politique de Machiavel. Du point de vue intellectuel, Mussolini est plus audacieux et cynique. Il suffit de nous rappeler que l'athée romain ne fait que se servir de la

religion, comme il le fait de la police et de la justice, alors que son collègue berlinois croit réellement à la protection particulière de la Providence. A l'époque où le futur dictateur italien considérait encore Marx comme "*notre maître immortel à tous*", il défendait, non sans habileté, la théorie qui voit avant tout dans la vie de la société actuelle l'interaction de deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat. Il est vrai, écrivait Mussolini en 1914, qu'entre elles se placent des couches intermédiaires très nombreuses, qui forment une sorte de "*tissu conjonctif du collectif humain*" ; mais "*dans les périodes de crise, les classes intermédiaires sont attirées, selon leurs intérêts et leurs idées, vers l'une ou l'autre des deux classes fondamentales*". Généralisation très importante ! De même que la médecine scientifique permet de soigner un malade, mais aussi d'envoyer, de la manière la plus expéditive, un homme bien portant *ad patres*, l'analyse scientifique des rapports de classes, destinée par son auteur à mobiliser le prolétariat, a permis à Mussolini, quant il fut passé dans le camp adverse, de mobiliser les classes intermédiaires contre le prolétariat. Hitler accomplit le même travail, en traduisant dans la langue de la mystique allemande la méthodologie du fascisme.

Les bûchers, sur lesquels brûle la littérature impie du marxisme, éclairent vivement la nature de classe du national-socialisme. Tant que les nazis agissaient en tant que parti et non en tant que pouvoir d'Etat, l'accès de la classe ouvrière leur était presque entièrement fermé. D'autre part, la grande bourgeoisie, même celle qui soutenait financièrement Hitler, ne les considérait pas comme son parti. La "renaissance" nationale s'appuyait entièrement sur les classes moyennes — la partie la plus arriérée de la nation, fardeau pesant de l'histoire. L'habileté politique consistait à souder l'unité de la petite bourgeoisie au moyen de la haine pour le prolétariat. Que faut-il faire pour que ce soit encore mieux ? Avant tout, écraser ceux qui sont en bas. La petite bourgeoisie, impuissante face au grand capital, espère désormais reconquérir sa dignité sociale en écrasant les ouvriers.

Les nazis baptisent leur coup d'Etat du nom usurpé de révolution. En fait, en Allemagne comme en Italie, le fascisme laisse le système social inchangé. Le coup d'Etat d'Hitler, en tant que tel, n'a même pas droit au titre de contre-révolution. Mais on ne peut pas le considérer isolément : il est l'aboutissement d'un cycle de secousses qui ont commencé en Allemagne en 1918. La révolution de novembre, qui donnait le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, était fondamentalement prolétarienne. Mais le parti qui était à la tête du prolétariat rendit le pouvoir à la bourgeoisie. En ce sens, la social-démocratie a ouvert une ère de contre-révolution, avant que la révolution n'ait eu le temps d'achever son œuvre. Toutefois, tant que la bourgeoisie dépendait de la social-démocratie, et par conséquent des ouvriers, le régime conservait des éléments de compromis. Mais la situation intérieure et internationale du capitalisme allemand ne laissait plus de place aux concessions. Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires.

Le petit bourgeois est hostile à l'idée de développement, car le développement se fait invariablement contre lui : le progrès ne lui a rien apporté, si ce n'est des dettes insolubles. Le national-socialisme rejette le marxisme, mais aussi le darwinisme. Les nazis maudissent le matérialisme, car les victoires de la technique sur la nature ont entraîné la victoire du grand capital sur le petit. Les chefs du mouvement liquident "l'intellectualisme" non pas tant parce qu'eux-mêmes possèdent des intelligences de deuxième ou de troisième ordre, mais surtout parce que leur rôle historique ne saurait admettre qu'une pensée soit menée jusqu'à son terme. Le petit bourgeois a besoin d'une instance supérieure, placée au-dessus de la matière et de l'histoire, et protégée de la concurrence, de l'inflation, de la crise et de la vente aux enchères. Au développement, à la pensée économique, au rationalisme — aux XX^e, XIX^e et XVIII^e siècles — s'opposent l'idéalisme nationaliste, en tant que source du principe héroïque. La nation d'Hitler est l'ombre mythique de la petite bourgeoisie elle-même, son rêve pathétique d'un royaume millénai- re sur terre.

Pour éléver la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'histoire est vue comme une émanation de la race. Les qualités de la race sont construites indépendamment des conditions sociales changeantes. Rejetant "la pensée économique" comme vile, le national-socialisme descend un étage plus bas : du matérialisme économique, il passe au matérialisme zoologique.

La théorie de la race, qu'on dirait créée spécialement pour un autodidacte prétentieux et qui se présente comme la clé universelle de tous les secrets de la vie, apparaît sous un jour particulièrement lamentable à la lumière de l'histoire des idées. Pour fonder la religion du sang véritablement allemand, Hitler dut emprunter de seconde main les idées du racisme à un Français, diplomate et écrivain dilettante, le comte Gobineau. Hitler trouva une méthodologie politique toute prête chez les Italiens. Mussolini a largement utilisé la théorie de Marx de la lutte des classes. Le marxisme lui-même est le fruit de la combinaison de la philosophie allemande, de l'histoire française et de l'économie anglaise. Si l'on examine rétrospectivement la généalogie des idées, même les plus réactionnaires et les plus stupides, on ne trouve pas trace du racisme.

L'indigence infinie de la philosophie national-socialiste n'a pas empêché, évidemment, la science universitaire d'entrer toutes voiles déployées dans le chenal d'Hitler, une fois que sa victoire se fut suffisamment précisée. Les années du régime de Weimar furent pour la majorité de la racaille professorale un temps de trouble et d'inquiétude. Les historiens, les économistes, les juristes et les philosophes se perdaient en conjectures pour savoir lequel des critères de vérité qui s'affrontaient était le bon, c'est-à-dire quel camp resterait finalement maître de la situation. La dictature fasciste dissipe les doutes des Faust et les hésitations des Hamlet de l'Université. Sortant des ténèbres de la relativité parlementaire, la science entre à nouveau dans le royaume des absous. Einstein fut obligé d'aller chercher refuge hors des frontières de l'Allemagne.

Sur le plan politique, le racisme est une variété hypertrophiée et vantarde du chauvinisme associé à la phrénologie. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race. Il est intéressant de remarquer que les chefs du national-socialisme ne sont pas de purs Allemands, mais sont originaires d'Autriche, comme Hitler lui-même, des anciennes provinces baltes de l'empire tsariste, comme Rosenberg, des pays coloniaux, comme l'actuel remplaçant d'Hitler à la direction du parti, Hess. Il a fallu l'école de l'agitation nationaliste barbare aux confins de la culture pour inspirer aux "chefs" les idées qui ont trouvé par la suite un écho dans le cœur des classes les plus barbares de l'Allemagne.

L'individu et la classe — le libéralisme et le marxisme —, voilà le mal. La nation, c'est le bien. Mais cette philosophie se change en son contraire au seuil de la propriété. Le salut est uniquement dans la propriété individuelle. L'idée de propriété nationale est une engeance du bolchevisme. Tout en divinisant la nation, le petit bourgeois ne veut rien lui donner. Au contraire, il attend que la nation lui distribue la propriété et le protège de l'ouvrier et de l'huissier. Malheureusement, le III^e Reich ne donnera rien au petit bourgeois, si ce n'est de nouveaux impôts.

Dans le domaine de l'économie contemporaine, internationale par ses liens, impersonnelle dans ses méthodes, le principe de race semble sorti d'un cimetière moyenâgeux. Les nazis font par avance des concessions : la pureté de la race qui se contente d'un passeport dans le royaume de l'esprit doit surtout prouver son savoir-faire dans le domaine économique. Cela signifie, dans les conditions actuelles : être compétitif. Le racisme, débarrassé des libertés politiques, revient au libéralisme économique par la porte de derrière.

Pratiquement, le nationalisme en économie se réduit à des explosions d'antisémitisme impuissantes, malgré toute leur brutalité. Les nazis éloignent du système économique actuel, comme une force impure, le capital usurier ou bancaire : la bourgeoisie juive

occupe précisément dans cette sphère, comme chacun sait, une place importante. Tout en se prosternant devant le capitalisme dans son entier, le petit bourgeois déclare la guerre à l'esprit mauvais de lucre, personnifié par le Juif polonais au manteau long et, bien souvent, sans un sou en poche. Le pogrome devient la preuve supérieure de la supériorité raciale.

Le programme avec lequel le national-socialisme est arrivé au pouvoir rappelle tout à fait, hélas, le magasin "universel" juif dans les trous de province : que n'y trouve-t-on pas, à des prix bas et d'une qualité encore plus basse ! Des souvenirs sur le temps "heureux" de la libre concurrence et des légendes sur la solidité de la société divisée en Etats ; des espoirs de renaissance de l'empire colonial et des rêves d'économie fermée ; des phrases sur l'abandon du droit romain et le retour au droit germanique et des proclamations sur le moratoire américain ; une hostilité envieuse pour l'inégalité, que symbolisent l'hôtel particulier et l'automobile, et une peur animale devant l'égalité, qui a l'aspect de l'ouvrier en casquette et sans col ; le déchaînement du nationalisme et sa peur devant les créanciers mondiaux... Tous les déchets de la pensée politique internationale sont venus remplir le trésor intellectuel du nouveau messianisme allemand.

Le fascisme a amené à la politique les bas-fonds de la société. Non seulement dans les maisons paysannes, mais aussi dans les gratte-ciel des villes, vivent encore aujourd'hui, à côté du XX^e siècle, le X^e et le XIII^e siècles. Des centaines de millions de gens utilisent le courant électrique, sans cesser de croire à la force magique des gestes et des incantations. Le pape, à Rome, prêche à la radio sur le miracle de la transmutation de l'eau en vin. Les étoiles de cinéma se font dire la bonne aventure. Les aviateurs qui dirigent de merveilleuses mécaniques, créées par le génie de l'homme, portent des amulettes sous leur combinaison. Quelles réserves inépuisables d'obscurantisme, d'ignorance et de barbarie ! Le désespoir les a fait se dresser, le fascisme leur a donné un drapeau. Tout ce qu'un développement sans obstacle de la société aurait dû rejeter de l'organisme national, sous la forme d'excréments de la culture, est maintenant vomi : la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée. Telle est la physiologie du national-socialisme.

Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'est hissé au pouvoir sur le dos de la petite bourgeoisie, dont il s'est servi comme d'un bâlier contre la classe ouvrière et les institutions de la démocratie. Mais le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire, c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste. Mussolini a raison : les classes intermédiaires ne sont pas capables d'une politique indépendante. Dans les périodes de crise, elles sont appelées à poursuivre jusqu'à l'absurde la politique de l'une des deux classes fondamentales. Le fascisme a réussi à les mettre au service du capital. Des mots d'ordre comme l'étatisation des trusts et la suppression des revenus ne provenant pas du travail ont été immédiatement jetés par-dessus bord dès l'arrivée au pouvoir. Au contraire, le particularisme des "terres" allemandes, qui s'appuyait sur les particularités de la petite bourgeoisie, a fait place nette pour le centralisme policier capitaliste. Chaque succès de la politique intérieure et extérieure du national-fascisme marquera inévitablement la poursuite de l'étouffement du petit capital par le grand.

Le programme des illusions petites-bourgeoises n'est pas supprimé ; il se détache simplement de la réalité et se transforme en actions rituelles. L'union de toutes les classes se ramène à un demi-symbolisme de service de travail obligatoire et à la confiscation "au profit du peuple" de la fête ouvrière du 1^{er} mai. Le maintien de l'alphabet gothique contre l'alphabet latin est une revanche symbolique sur le joug du marché mondial. La dépendance à l'égard des banquiers internationaux, et notamment européens, ne diminue pas d'un iota ; en revanche, il est interdit d'égorger les animaux selon le rituel du Talmud. Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, les chaussées du Troisième Reich sont couvertes de symboles.

Une fois le programme des illusions petites-bourgeoises réduit à une pure et simple mascarade bureaucratique, le national-socialisme s'élève au-dessus de la nation, comme

la forme la plus pure de l'impérialisme. L'espoir que le gouvernement d'Hitler tombera, si ce n'est aujourd'hui, demain, victime de son inconsistance interne, est tout à fait vain. Un programme était nécessaire aux nazis pour arriver au pouvoir ; mais le pouvoir ne sert absolument pas à Hitler à remplir son programme. C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste, implique la préparation de la guerre ; ce but, à son tour, ne tolère aucune résistance intérieure et conduit à une concentration mécanique ultérieure du pouvoir. Il est impossible de réformer le fascisme ou de lui donner son congé. On ne peut que le renverser. L'orbite politique du régime des nazis bute contre l'alternative : la guerre ou la révolution ? »

Prinkipo, le 10 juin 1933

Post-scriptum à l'article “Qu'est-ce que le national-socialisme ?”

« Le premier anniversaire de la dictature des nazis se rapproche. Toutes les tendances du régime ont eu le temps de s'affirmer et de se préciser. La révolution “socialiste”, qui était présentée aux masses petites-bourgeoises comme le complément nécessaire à la révolution nationale, est condamnée et liquidée officiellement. La fraternité des classes a trouvé son point culminant dans le fait que les possédants, le jour fixé par le gouvernement, se privent de hors-d'œuvre et de dessert au profit des non-possédants. La lutte contre le chômage s'est ramenée à partager en deux la demi-portion de famine. Le reste est pris en charge par une statistique uniformisée. L'autarcie planifiée est simplement un nouveau stade du déclin économique.

Plus le régime policier des nazis est impuissant dans le domaine de l'économie, plus il est obligé de reporter ses efforts dans le domaine de la politique extérieure. Ce qui s'accorde pleinement à la dynamique intérieure du capitalisme allemand, foncièrement agressif. Le brusque revirement des chefs nazis qui se sont mis à tenir des propos pacifistes ne pouvait étonner que les naïfs incurables ; Hitler avait-il une autre solution pour faire endosser la responsabilité des désastres intérieurs à des ennemis extérieurs, et accumuler sous la presse de la dictature la force explosive de l'impérialisme ? Cette partie du programme, mentionnée déjà ouvertement avant la venue des nazis au pouvoir, se réalise aujourd'hui avec une logique de fer aux yeux du monde entier. Le temps nécessaire à l'armement de l'Allemagne détermine le délai qui sépare d'une nouvelle catastrophe européenne. Il ne s'agit pas de mois, ni de décennies. Quelques années sont suffisantes pour que l'Europe se retrouve à nouveau plongée dans la guerre, si les forces intérieures à l'Allemagne elle-même n'en empêchent pas à temps Hitler. »

2 novembre 1933

Trotsky a apporté une attention constante à la lutte des peuples des pays dominés par l'impérialisme. Leurs luttes, composantes de la lutte des classes mondiale, étaient "l'un des degrés" de la révolution prolétarienne internationale.

Ce numéro de *La Vérité* republie un bref article de Trotsky sur l'attitude que doivent adopter les révolutionnaires face à l'agression impérialiste italienne contre l'Ethiopie.

On trouvera plus loin un article de Trotsky consacré à la question nationale en Afrique du Sud et au mot d'ordre de la "République noire".

Enfin, on trouvera dans ces pages l'article consacré par Léon Trotsky au mouvement d'émancipation des masses indiennes contre l'impérialisme britannique.

"Le conflit italo-éthiopien"

(17 juillet 1935, Œuvres, tome 6, juin-septembre 1935)

« On n'accorde pas assez d'attention dans nos sections, et surtout dans la section française, au conflit italo-éthiopien (1). La question est de la plus haute importance, en elle-même d'abord, et ensuite du point de vue du tournant de l'Internationale communiste. Bien entendu, nous sommes pour la défaite de l'Italie et pour la victoire de l'Ethiopie, et nous devons donc faire tout notre possible pour empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, que d'autres puissances impérialistes soutiennent l'impérialisme italien, et en même temps faciliter du mieux que nous pouvons la livraison d'armes, etc., à l'Ethiopie.

Néanmoins, nous devons faire valoir que cette lutte n'est pas dirigée contre le fascisme, mais contre l'impérialisme. Quand c'est de guerre qu'il s'agit, il n'est pas question pour nous de savoir qui est "le meilleur", du Négus ou de Mussolini, mais d'un rapport de forces et du combat d'une nation sous-développée pour sa défense contre l'impérialisme.

Les camarades italiens pourraient nous donner un bref résumé historique nous indiquant comment la défaite de Crispi (2) a eu un effet positif sur le développement ultérieur de l'Italie. »

(1) Le gouvernement italien de Mussolini préparait alors l'invasion de l'Ethiopie, laquelle était gouvernée par un empereur, ou négus.

(2) Francesco Crispi (1819-1901), chef du gouvernement, avait tenté d'établir sur l'Ethiopie un protectorat italien, mais était tombé à la suite d'un désastre militaire, la bataille d'Adoua, en 1896. Les années qui suivirent virent un développement de l'action politique de la classe ouvrière italienne.



“Le problème national et les tâches du parti prolétarien”

(20 avril 1935, *Oeuvres*, tome 21)

« Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un “dominion” que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l’Afrique du Sud est une colonie esclave.

Aucune révolution sociale — et au premier chef aucune révolution agraire — n'est concevable avec le maintien de la domination de l'impérialisme britannique sur le dominion sud-africain. Le renversement de la domination britannique en Afrique du Sud est aussi nécessaire pour le triomphe du socialisme en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne même.

Si, comme on peut le supposer, la révolution commence d'abord en Grande-Bretagne, la bourgeoisie anglaise sera battue d'autant plus rapidement dans la métropole que moindre sera l'appui qu'elle pourra trouver dans ses colonies et dominions, y compris dans une possession aussi importante pour elle que l'Afrique du Sud. La lutte pour chasser l'impérialisme britannique, ses instruments, ses agents, s'inscrit ainsi nécessairement dans le programme du parti prolétarien de l'Afrique du Sud.

Le renversement de la domination de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud peut être le résultat de la défaite militaire de la Grande-Bretagne et de la désagrégation de son empire ; dans ce cas, les Blancs d'Afrique du Sud peuvent encore maintenir pendant une certaine période, sans doute pas très longtemps, leur domination sur les Noirs. Une autre variante, qui peut en fait être liée à la première, serait la révolution en Grande-Bretagne et dans ses possessions. Les trois quarts de la population de l'Afrique du Sud — presque 6 millions sur 8 — sont des gens de couleur. La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur personnalité, le développement de leur culture. Dans ces conditions, la République sud-africaine deviendra avant tout une république “noire” : cela n'exclut, bien entendu, ni une complète égalité de droits pour les Blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des Blancs). Mais il est absolument évident que la majorité écrasante de la population, affranchie de la dépendance servile, marquera l'Etat d'une empreinte déterminante.

Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution *sociale* en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial).

Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit la réaliser par ses propres méthodes.

L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la *lutte de classes*.

L'Internationale communiste, depuis 1924, a transformé le processus d'"émancipation nationale" des peuples coloniaux en une abstraction démocratique creuse, élevée au-dessus de la réalité des rapports de classes. Pour lutter contre l'oppression nationale, les différentes classes s'affranchissent — pour un temps — de leurs intérêts matériels et deviennent de simples forces "anti-impérialistes". Pour que ces "forces" immatérielles remplissent de bon cœur la tâche que leur a confiée l'Internationale communiste, on leur promet en récompense un Etat "national démocratique" immatériel (avec l'inévitable référence à la formule de Lénine sur la "*dictature démocratique des ouvriers et des paysans*").

Les thèses indiquent qu'en 1917, Lénine a ouvertement et, une fois pour toutes, liquidé la formule de la "*dictature démocratique des ouvriers et des paysans*", en tant que condition prétendument nécessaire pour résoudre la question agraire. C'est absolument exact. Mais, pour éviter tout malentendu, il faut ajouter : a) que Lénine parlait toujours de dictature révolutionnaire *bourgeoise démocratique*, et pas d'un Etat "populaire" immatériel, b) que, dans la lutte pour la dictature bourgeoise-démocratique, il ne proposait pas un bloc de toutes les "forces antitsaristes", mais menait une politique indépendante de classe du prolétariat. Le bloc "antitsariste" était une idée des socialistes révolutionnaires russes et des cadets de gauche, c'est-à-dire des partis de la petite et moyenne bourgeoisie. Contre eux, le bolchevisme a toujours mené une lutte implacable.

Quand les thèses disent que le mot d'ordre de "*République noire*" est aussi nuisible ("equally harmful") à la cause de la révolution que celui de "*L'Afrique du Sud aux Blancs*", nous ne pouvons être d'accord avec cette affirmation. De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme ; de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserve. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploitateurs blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. Il est possible *qu'après la victoire*, les Noirs tiennent pour inutile la création en Afrique du Sud d'un Etat noir particulier. Naturellement, nous ne leur imposerons pas un séparatisme d'Etat. Mais qu'ils le reconnaissent librement, sur la base de leur expérience propre, pas sous les verges des oppresseurs blancs. Les révolutionnaires prolétariens ne doivent jamais oublier le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, y compris leur droit à la séparation complète, et le devoir du prolétariat de la nation qui opprime à défendre ce droit, y compris, s'il le faut, les armes à la main !

Les thèses soulignent à juste titre le fait que c'est la révolution d'Octobre qui a apporté en Russie la solution de la question nationale. Les mouvements nationaux démocratiques ont été en eux-mêmes impuissants à venir à bout de l'oppression nationale du tsarisme. C'est seulement grâce au fait que les mouvements des nationalités opprimées, ainsi que le mouvement agraire de la paysannerie, ont donné au prolétariat la possibilité de conquérir le pouvoir et d'établir sa dictature, que la question nationale, ainsi que la question agraire, ont trouvé une solution hardie et radicale. Mais la combinaison même des mouvements nationaux avec la lutte du prolétariat pour le pouvoir n'a été possible politiquement que parce que le Parti bolchevique, tout au long de son histoire, avait mené une lutte implacable contre les oppresseurs grand-russes, et soutenu toujours et sans réserve le droit des nations opprimées à leur indépendance, jusques et y compris la séparation d'avec la Russie.

La politique de Lénine vis-à-vis des nations opprimées n'avait pourtant rien de commun avec celle des épigones. Le Parti bolchevique défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de la *lutte de classe prolétarienne*, rejetant nettement les blocs "anti-impérialistes" charlatanesques avec les nombreux partis "nationaux" petits-bourgeois de la Russie tsariste (le PPS, le parti de Pilsudski en Pologne, les "dachnaki" en Arménie, les nationalistes ukrainiens, les sionistes chez les Juifs, etc.). Le bolchevisme démasque toujours impitoyablement ces partis, de même que les "social-révolutionnaires", leur double nature et leur aventurisme, et surtout le

mensonge de leur idéologie prétendentument au-dessus des classes. Il ne suspendait même pas son impitoyable critique lorsque les conditions l'obligeaient à conclure tel ou tel accord épisodique strictement pratique avec eux. Il ne pouvait être question d'une quelconque alliance permanente avec eux sous le drapeau de l'"antsarisme". C'est seulement grâce à une politique de classe *implacable* que le bolchevisme a réussi, dans les conditions de la révolution, à écarter les mencheviks, les social-révolutionnaires, les partis nationaux petits-bourgeois, et à souder autour du prolétariat les masses de la paysannerie et des nationalités opprimées.

"Nous ne devons pas, disent les thèses, *concurrencer le Congrès national africain dans le domaine des mots d'ordre nationalistes avec l'objectif de conquérir les paysans indigènes."* L'idée en elle-même est juste, mais exige d'être concrétisée. Faute de connaître de façon précise l'activité du congrès national, je ne puis esquisser notre politique à son égard que par analogie, tout en précisant d'ailleurs que je suis prêt à apporter à mes propositions toute correction nécessaire.

1) Les bolcheviks-léninistes sont pour la défense du congrès, tel qu'il est, dans tous les cas où il reçoit les coups des oppresseurs blancs et de leurs agents chauvins dans les rangs des organisations ouvrières.

2) Les bolcheviks opposent, dans le programme du congrès, les tendances progressistes et les tendances réactionnaires.

3) Les bolcheviks démasquent aux yeux des masses indigènes l'incapacité du congrès à obtenir la réalisation même de ses propres revendications, du fait de sa politique superficielle, conciliatrice, et lancent, en opposition au congrès, un programme de lutte de classe révolutionnaire.

4) S'ils sont imposés par la situation, des accords temporaires avec le congrès ne peuvent être admis que dans le cadre de tâches pratiques strictement définies, en maintenant la complète indépendance de notre organisation et notre totale liberté de critique politique.

Les thèses lancent comme mot d'ordre politique central non pas l'"Etat national-démocratique", mais l'"Octobre" sud-africain. Elles montrent — et ce, avec une évidence parfaite — a) que les questions nationale et agraire en Afrique du Sud coïncident quant au fond, b) que ces deux questions ne peuvent être résolues que par la voie révolutionnaire, c) que la résolution révolutionnaire de ces tâches conduit à la dictature du prolétariat dirigeant les masses paysannes indigènes, d) que la dictature du prolétariat ouvre l'ère du régime soviétique et de l'édification socialiste. Cette conclusion constitue la pierre angulaire de tout l'édifice du programme. Là-dessus, notre solidarité est totale.

Mais il faut amener les masses à cette formule "stratégique" en général par une série de mots d'ordre "tactiques". On ne peut les élaborer à chaque étape que sur la base d'une analyse des conditions concrètes de la vie et de la lutte du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que de toute la situation nationale et internationale. Sans entrer dans ce domaine, je veux seulement m'arrêter brièvement sur la question de la corrélation entre les mots d'ordre nationaux et les mots d'ordre agraires.

Les thèses soulignent à plusieurs reprises qu'il faut d'abord lancer, non des revendications nationales, mais des revendications agraires. C'est une question très importante, qui mérite une sérieuse attention. Rejeter à l'arrière-plan les mots d'ordre nationaux ou les atténuer pour ne pas repousser les chauvins blancs au sein de la classe ouvrière serait, bien entendu, un opportunisme criminel, absolument étranger aux auteurs et partisans des thèses : cela découle très clairement de ces thèses, imprégnées d'internationalisme révolutionnaire. De ces socialistes qui luttent pour les priviléges des Blancs, les thèses disent fort justement : « *Il faut voir que ces "socialistes" sont les pires ennemis de la révolution.* »

Reste une autre explication, indiquée au passage dans le texte lui-même : les masses paysannes arriérées ressentent de façon beaucoup plus immédiate l'oppression agraire que l'oppression nationale. C'est tout à fait possible : la majorité des Noirs sont des paysans, et la plus grande partie des terres est entre les mains de la minorité blanche. Dans leur lutte pour la terre, les paysans russes ont longtemps placé leurs espoirs dans le tsar, et ils se tenaient soigneusement à l'écart de toutes conclusions politiques. Du mot d'ordre traditionnel de l'intelligentsia révolutionnaire "Terre et Liberté !", le moujik n'a longtemps retenu que la première partie. Il a fallu des dizaines d'années d'agitation agraire et d'influence des ouvriers des villes pour que le paysan en vienne à lier ces deux mots d'ordre.

Le Bantou pauvre et esclave nourrit à peine plus d'espoirs dans le roi d'Angleterre ou en MacDonald (1). Mais son extrême arriération politique s'exprime aussi par son manque de conscience nationale. Et en même temps, il ressent très vivement la servitude agraire et fiscale. Dans ces conditions, notre propagande peut et doit avant tout partir des mots d'ordre de la *révolution agraire*, afin d'amener pas à pas, sur la base de leur expérience de la lutte, les paysans aux conclusions *politiques* et *nationales* nécessaires. Si ces considérations politiques sont exactes, il ne s'agit pas de la question du programme en lui-même, mais de celle de savoir par quelle voie faire pénétrer ce programme dans la conscience des masses indigènes.

Compte tenu de la faiblesse numérique des forces révolutionnaires et de l'extrême dispersion de la paysannerie, il ne sera pas possible, au moins dans la prochaine période, d'agir sur ces derniers autrement qu'avant tout, sinon exclusivement, par l'intermédiaire de l'avant-garde ouvrière. Il est d'autant plus important d'éduquer cette dernière dans l'esprit d'une claire compréhension de l'importance de la révolution agraire pour la destinée de l'Afrique du Sud.

Le prolétariat du pays comprend des parias noirs arriérés et une caste privilégiée arrogante de Blancs. C'est là que réside la plus grande difficulté dans toute cette situation. Les secousses économiques de l'époque du capitalisme pourrissant, comme l'indiquent justement les thèses, doivent profondément ébranler les vieilles cloisons et faciliter le travail de rassemblement révolutionnaire. Le pire des crimes serait en tout cas pour les révolutionnaires de faire la moindre concession aux priviléges et aux préjugés des Blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme est perdu. A tout ouvrier blanc, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative : ou bien avec l'impérialisme britannique et avec la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud, ou bien avec les ouvriers et paysans noirs contre les féodaux et esclavagistes blancs et leurs agents au sein de la classe ouvrière même.

Le renversement de la domination britannique sur la population noire de l'Afrique du Sud ne signifiera pas, bien entendu, la rupture économique et culturelle avec l'ancienne métropole, si cette dernière s'est elle-même affranchie des pillards impérialistes qui l'opprirent. Par l'intermédiaire des Blancs qui lieront dans les faits, dans une lutte commune, leur sort à celui des esclaves coloniaux actuels, l'Angleterre soviétique pourra exercer sur l'Afrique du Sud une puissante influence économique et culturelle, cette fois, non plus sur la base d'une domination, mais sur celle des principes de l'entraide prolétarienne.

Mais l'influence que l'Afrique du Sud soviétique exercera sur tout le continent noir sera peut-être plus importante encore. Aider les nègres à rattraper la race blanche, afin de s'élever, la main dans la main, à de nouvelles hauteurs de la culture, telle sera l'une des tâches les plus grandioses et les plus nobles du socialisme. »

(1) Ramsay MacDonald, premier dirigeant du Labour Party à devenir chef de gouvernement. Avait alors rompu avec le Labour Party.

“Lettre ouverte aux travailleurs de l’Inde”

(25 juillet 1939, Œuvres, tome 21)

« Chers Amis,

Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L’humanité vit dans l’attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelstrom les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la “démocratie” qu’il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements “pacifiques” et “démocratiques” pour repousser les agresseurs fascistes. Alors, la “démocratie” sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l’épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer, qui est de donner la liberté complète à l’Inde. Le droit à l’indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires, mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties au monde contre un dixième de ses colonies.

Si le peuple indien ne veut pas rester esclave pour l’éternité, il doit dénoncer et rejeter ces faux prédateurs qui affirment que le fascisme est *le seul ennemi* du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants, qui méritent la plus grande haine des travailleurs et opprimés du monde. Mais ils sont, avant tout, les ennemis du peuple allemand et italien, sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et peuples opprimés doivent toujours — comme nous l’ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht — chercher leur ennemi principal dans leur propre pays, sous la forme de leurs exploiteurs et oppresseurs propres. En Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise. Le renversement de l’impérialisme anglais serait un coup terrible pour tous les oppresseurs, y compris les dictateurs fascistes. A la longue, des impérialismes se distinguent les uns des autres par leur forme — non leur essence. L’impérialisme allemand, dépourvu de colonies, se pare du terrible masque du fascisme, ses dents-sabres en avant. L’impérialisme britannique repu, puisqu’il possède d’immenses colonies, dissimule ses dents-sabres derrière le masque de la démocratie. Mais cette démocratie n’existe que pour le centre métropolitain, pour 45 000 000 d’âmes ou, plus exactement, pour la bourgeoisie dominante dans ce centre. L’Inde est privée non seulement de démocratie, mais du droit le plus élémentaire, l’indépendance nationale. La démocratie impérialiste, c’est cette démocratie des esclavagistes qui se nourrit du sang des colonies. Mais ce que l’Inde veut, c’est sa démocratie à elle, et pas devenir l’engrais des esclavagistes.

Ceux qui veulent en finir avec le fascisme, la réaction et toutes les formes d’oppression doivent renverser l’impérialisme. Il n’y a pas d’autre voie. Mais cette tâche ne peut être accomplie par des méthodes pacifiques, des négociations, des promesses. Jamais, dans l’histoire, des esclavagistes n’ont volontairement libéré leurs esclaves. Seule une lutte audacieuse et déterminée du peuple de l’Inde pour son émancipation économique et nationale pourra libérer l’Inde.

La bourgeoisie indienne est incapable de mener une lutte révolutionnaire. Elle est trop liée à l’impérialisme britannique, elle dépend trop de lui. Elle tremble pour ses propres biens. Elle a peur des masses. Elle cherche à tout prix un compromis avec l’impérialisme et dupe les masses par des espoirs de réforme par en haut. Le chef et le prophète de cette bourgeoisie est Gandhi : chef fabriqué et faux prophète ! Gandhi et ses compères ont développé la théorie que la situation de l’Inde va s’améliorer sans cesse, que ses libertés vont aller s’élargissant, que l’Inde va devenir peu à peu un dominion sur la voie de

réformes pacifiques. Plus tard, peut-être, obtenir l'indépendance. Cette perspective est radicalement fausse. Les classes impérialistes n'ont pu faire de concessions que dans la période ascendante du capitalisme, à l'époque où les exploiteurs pouvaient compter sur la croissance continue de leurs profits. Il ne saurait même plus en être question aujourd'hui. L'impérialisme mondial est sur son déclin. La condition de toutes les nations impérialistes devient tous les jours plus difficile, tandis que les contradictions entre elles ne cessent de s'aggraver. Des armements monstrueux dévorent une part toujours plus importante des revenus nationaux. Les impérialistes ne peuvent plus faire de concessions sérieuses, que ce soit à leurs propres masses laborieuses ou à leurs colonies. Ils sont contraints, au contraire, d'avoir recours à une exploitation toujours plus bestiale. C'est précisément en cela que s'exprime l'agonie mortelle du capitalisme. Pour conserver contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, ses colonies, ses marchés et ses concessions, le gouvernement de Londres est prêt à faucher des millions d'hommes. Peut-on, sans avoir complètement perdu la tête, avoir le moindre espoir que cette oligarchie financière rapace et sauvage va libérer l'Inde de son plein gré ?

Il est vrai qu'un gouvernement du prétendu Labour Party peut prendre la place du gouvernement conservateur. Mais cela ne changera rien. Le Labour Party — comme en témoigne tout son passé et son programme actuel — ne se distingue en rien des Tories sur la question coloniale. Le Labour Party exprime en réalité non les intérêts de la classe ouvrière, mais les seuls intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière britanniques. C'est à cette couche que la bourgeoisie peut jeter des morceaux juteux, du fait qu'elle exploite sans pitié les colonies et avant tout l'Inde. La bureaucratie ouvrière britannique — dans le Labour comme dans les syndicats — est directement intéressée à l'exploitation des colonies. Elle ne désire pas le moins du monde l'émancipation de l'Inde. Et ces messieurs — le major Attlee, sir Walter Citrine et compagnie — sont prêts à tout instant à dénoncer comme une "trahison" le mouvement révolutionnaire du peuple indien, à le présenter comme une aide à Hitler et Mussolini et à recourir à tout instant à des mesures militaires pour l'anéantir.

La politique de l'actuelle Internationale communiste ne vaut pas mieux. Bien sûr, il y a vingt ans, la III^e Internationale, l'Internationale communiste, a été fondée comme une organisation révolutionnaire authentique. L'une de ses tâches les plus importantes était la libération des peuples coloniaux. Il ne reste plus aujourd'hui pourtant de ce programme que des souvenirs. Les dirigeants de l'Internationale communiste ne sont plus depuis longtemps que de simples instruments de la bureaucratie de Moscou, qui a étouffé les masses ouvrières soviétiques et s'est transformée en une nouvelle aristocratie. Dans les rangs des partis communistes des différents pays — y compris l'Inde —, il y a incontestablement bien des ouvriers, étudiants, etc., honnêtes ; mais ils ne déterminent pas la politique du Comintern. La décision appartient au Kremlin, qui est guidé non par les intérêts des opprimés, mais par ceux de la nouvelle aristocratie du Kremlin.

Pour une alliance avec les gouvernements impérialistes, Staline et sa clique ont complètement abandonné le programme révolutionnaire pour l'émancipation des colonies. Au dernier congrès du parti, en mars dernier, à Moscou, cela a été ouvertement reconnu par Manouilsky, l'un des dirigeants du Comintern, qui a déclaré :

"Les communistes avancent la lutte pour la réalisation du droit d'autodétermination des nationalités asservies par des gouvernements fascistes. Ils exigent la libre autodétermination pour l'Autriche (...), les régions des Sudètes (...), la Corée, Formose, l'Abyssinie (...)."

Et qu'en est-il de l'Inde, de l'Indochine, de l'Algérie et des autres colonies de l'Angleterre et de la France ? Le représentant du Comintern répond à cette question :

"Les communistes (...) exigent des gouvernements impérialistes des "démocraties bourgeoises" qu'elles décrètent une amélioration immédiate (sic) et radicale (!) des conditions de vie des masses laborieuses dans les colonies et l'octroi des larges droits et libertés démocratiques aux colonies" (la *Pravda*, n° 70, 12 mars 1939).

En d'autres termes, en ce qui concerne les colonies de l'Angleterre et de la France, le Comintern est passé sur la position de Gandhi et de la bourgeoisie coloniale conciliatrice en général. Le Comintern a complètement abandonné la lutte révolutionnaire pour l'indépendance de l'Inde. Il demande ("à genoux") à l'impérialisme britannique d'octroyer à l'Inde les "libertés démocratiques". Les mots d'"*amélioration immédiate et radicale des conditions de vie*" résonnent de façon particulièrement fausse et cynique. Le capitalisme moderne — déclinant, gangréné, décomposé — est de plus en plus obligé d'aggraver la situation des ouvriers dans le centre métropolitain même. Comment pourrait-il améliorer celle des travailleurs des colonies, dont il est obligé de presser tout le jus pour pouvoir maintenir son propre équilibre ? L'amélioration des conditions des masses laborieuses aux colonies n'est possible que sur la voie du renversement total de l'impérialisme.

Mais l'Internationale communiste est allée plus loin encore sur la voie de la trahison. Les communistes, selon Manouilsky, "*subordonnent la réalisation de ce droit à la sécession (...) aux intérêts de la victoire sur le fascisme*". En d'autres termes, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et la France pour les colonies, le peuple indien doit soutenir ses esclavagistes actuels, les impérialistes britanniques. C'est-à-dire qu'ils doivent verser leur sang non pour leur propre émancipation, mais pour préserver le règne de la City sur l'Inde. Et ces canailles qui ne valent pas un liard osent citer Marx et Lénine ! En fait, leur maître et chef n'est autre que Staline, le chef de la nouvelle aristocratie bureaucratique, le boucher du Parti bolchevique, l'étrangleur des ouvriers et des paysans.

Au cas où la bourgeoisie indienne se trouverait contrainte de faire ne fût-ce qu'un tout petit pas sur la route de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendrait naturellement cette initiative. Mais il le ferait avec ses méthodes à lui : réunions de masse, mots d'ordre courageux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives en fonction du rapport des forces et des circonstances. C'est précisément pour faire que cela que le prolétariat doit avoir les mains libres. Une totale indépendance de la bourgeoisie est indispensable au prolétariat, avant tout pour pouvoir influencer la paysannerie, la masse prédominante de la population en Inde. Seul le prolétariat peut avancer un programme révolutionnaire agraire courageux, soulever et réunir des dizaines de millions de paysans et les conduire à la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique. L'alliance des ouvriers et des paysans est la seule alliance honnête et sûre qui puisse assurer la victoire finale de la révolution indienne.

Les staliniens couvrent leur politique de soumission aux impérialismes britannique, français et américain de la formule du Front populaire. Quelle dérision pour le peuple ! Le "Front populaire" n'est qu'un nouveau nom pour cette vieille politique qui consiste en la collaboration de classe, l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toute alliance semblable, la direction revient inévitablement entre les mains de la droite, c'est-à-dire de la classe possédante. La bourgeoisie indienne, comme on l'a déjà indiqué, veut un bon marchandise, pas la lutte. L'alliance avec la bourgeoisie conduit le prolétariat à renoncer à la lutte contre l'impérialisme. La politique de coalition implique qu'on piétine, qu'on temporise, qu'on nourrisse de vains espoirs et qu'on s'engage dans des manœuvres et intrigues vaines. Le résultat de cette politique est que la désillusion apparaît dans les masses travailleuses, tandis que les paysans tournent le dos au prolétariat et retombent dans leur apathie. La révolution allemande, la révolution autrichienne, la révolution chinoise et la révolution espagnole ont toutes été défaites comme résultat d'une politique de coalition. C'est le même danger qui menace aussi la révolution indienne quand les staliniens lui opposent, sous le déguisement du "Front populaire", une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Elle signifie, dans l'action, le rejet du programme agraire révolutionnaire, le rejet de l'armement des ouvriers, le rejet de la lutte pour le pouvoir, le rejet de la révolution.

Toutes les questions du temps de paix conserveront leur pleine force en temps de guerre, sauf qu'elles auront une expression bien plus aiguë. D'abord, l'exploitation des colonies sera intensifiée de façon importante. Non seulement les métropoles vont prélever sur

les colonies produits alimentaires et matières premières, mais encore elles vont également mobiliser de grands nombres d'esclaves coloniaux, qui vont mourir pour leurs maîtres sur les champs de bataille. Pendant ce temps, la bourgeoisie coloniale aura son museau profondément enfoncé dans les commandes de guerre et renoncera naturellement à l'opposition au nom du patriotisme et des profits. Gandhi est déjà en train de préparer le terrain pour cette politique. Ces messieurs vont continuer à battre tambour : "Nous devons attendre patiemment la fin de la guerre — et Londres nous remerciera pour notre aide." En fait, les impérialistes vont doubler et tripler l'exploitation des travailleurs chez eux, et surtout dans les colonies, pour restaurer leur pays après le carnage et les destructions de la guerre. Dans ces conditions, il ne peut même pas être question de réformes sociales nouvelles dans les métropoles ou d'octroi de libertés aux colonies. De doubles chaînes d'esclavage, voilà ce qui sera l'inévitable conséquence de la guerre si les masses de l'Inde suivent la politique de Gandhi, des staliniens et de leurs amis.

La guerre, pourtant, peut apporter à l'Inde et aux autres colonies non un esclavage redoublé, mais au contraire une liberté totale : la condition en est une politique révolutionnaire juste. Le peuple indien doit séparer son destin, dès le début, de celui de l'impérialisme britannique. Les oppresseurs et les opprimés sont sur des côtés opposés des tranchées. Aucune aide pour les esclavagistes. Au contraire, il faut que les difficultés qui seront engendrées dans la vague de la guerre soient utilisées pour porter un coup mortel à toutes les classes dirigeantes.

C'est pourquoi les classes opprimées et les peuples de tous pays doivent passer à l'action, indépendamment du fait que ces messieurs les impérialistes portent un masque démocratique ou fasciste.

Pour faire une telle politique, il faut *un parti révolutionnaire* basé sur l'avant-garde du prolétariat. Il n'existe pas encore en Inde. La IV^e Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions de base pour ce parti sont : indépendance complète à l'égard de la démocratie impérialiste, indépendance complète à l'égard de la II^e et de la III^e Internationales, et indépendance complète à l'égard de la bourgeoisie nationale indienne.

Il existe déjà dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux des sections de la IV^e Internationale et elles progressent de façon substantielle. La première place parmi elles appartient incontestablement à notre section en Indochine française, qui mène une lutte irréconciliable contre l'*"impérialisme français et les mystifications du Front populaire"*. "Les dirigeants staliniens, écrit le journal des ouvriers de Saïgon, *La Lutte*, du 7 avril 1939, ont encore fait un pas de plus sur la route de la trahison. Jetant leurs masques de révolutionnaires, ils sont devenus les champions de l'impérialisme et parlent ouvertement contre l'émancipation des peuples coloniaux opprimés." Du fait de leur courageuse politique révolutionnaire, les prolétaires de Saïgon membres de la IV^e Internationale ont remporté une brillante victoire sur le bloc du parti gouvernant et des staliniens aux élections au conseil colonial d'avril dernier.

C'est exactement la même politique que doivent faire les ouvriers avancés de l'Inde britannique. Il nous faut abandonner tous les faux espoirs et écarter tous les faux amis. Il faut placer nos espoirs seulement sur nous, sur nos propres forces révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante, est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, avec nombre d'autres mesures économiques visant à éléver le niveau de vie du pays et à rendre les masses laborieuses maîtresses de leur destinée. Seul le prolétariat allié à la paysannerie est capable d'accomplir ces tâches. A sa première étape, le parti révolutionnaire ne comptera sans doute dans ses rangs qu'une petite minorité. Contrairement aux autres partis, cependant, il rendra clairement compte de la situation et marchera sans peur vers son grand objectif. Il est indispensable d'établir dans tous les centres et villes industrielles des groupes ouvriers se tenant sous le drapeau de la IV^e Internationale. Seuls ceux des

intellectuels qui sont totalement passés du côté du prolétariat peuvent y être admis. Etrangers au sectarisme qui se replie sur lui-même, les marxistes ouvriers révolutionnaires doivent participer activement au travail des syndicats, des sociétés d'éducation, du Parti socialiste du Congrès et, en général, de toutes les organisations de masse. Ils restent partout à l'extrême-gauche, partout donnent l'exemple du courage dans l'action, partout, patiemment et en camarades, expliquent leur programme aux ouvriers et aux paysans, aux intellectuels révolutionnaires. D'imminents événements vont venir à l'aide des bolcheviks-léninistes indiens, révélant aux masses la justesse de leur route. Le parti grandira très vite et se trempera au feu. Permettez-moi d'exprimer mon ferme espoir que la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'Inde va se dérouler sous le drapeau de la IV^e Internationale. »

•
• •

Vers la fondation de la IV^e Internationale

“Le travail le plus important de ma vie” (Journal d'exil)

Trotsky est maintenant engagé dans ce qu'il désigne comme "le travail le plus important de ma vie" (voir le *Journal d'exil*, Paris, 1935) : la construction de la IV^e Internationale.

Après un extrait du *Journal d'exil*, *La Vérité* publie des pages, rédigées en commun avec les cadres du Mouvement pour la IV^e Internationale, préparant la fondation de la IV^e Internationale.

« Rakovsky (1) était au fond mon dernier lien avec l'ancienne génération révolutionnaire. Après sa capitulation, il n'est resté personne. Bien que ma correspondance avec Rak. eût cessé — pour raisons de censure — à partir de mon exil, néanmoins, la figure même de Rakovsky était restée un lien en quelque sorte symbolique avec les vieux compagnons de lutte. Maintenant, il ne reste personne. Le besoin d'échanger des idées, de débattre ensemble des questions, ne trouve plus, depuis longtemps, de satisfaction. Il ne reste qu'à dialoguer avec les journaux, c'est-à-dire à travers les journaux avec les faits et les opinions.

Et pourtant, je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc.

Pour être clair, je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Pétersbourg, la révolution d'Octobre se serait produite — conditionnée par la présence et la direction de

(1) Christian Rakovsky (1873-1941) joua un grand rôle dans l'organisation de partis ouvriers dans différents pays des Balkans. Membre du comité central du Parti bolchevique, dirigeant de l'Opposition de gauche et porte-parole de l'Opposition au XV^e Congrès. Torturé, brisé, il sera condamné lors du troisième procès truqué de Moscou et périra dans les camps.

Lénine. S'il n'y avait eu à Pétersbourg ni Lénine ni moi, il n'y aurait pas eu non plus de révolution d'Octobre : la direction du Parti bolchevique l'aurait empêchée de s'accomplir (cela, pour moi, ne fait pas le moindre doute !). S'il n'y avait pas eu à Pétersbourg Lénine, il n'y a guère de chances que je fusse venu à bout de la résistance des hautes sphères bolchevistes. La lutte contre le "trotskysme" (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) se serait ouverte dès mai 1917, et l'issue de la révolution aurait été un point d'interrogation.

Mais, je le répète, Lénine présent, la révolution d'Octobre aurait de toute façon abouti à la victoire. On peut en dire autant, somme toute, de la guerre civile (bien que, dans la première période, surtout au moment de la perte de Simbirsk et de Kazan, Lénine ait eu un moment de défaillance et de doute, mais ce fut très certainement une disposition passagère, qu'il n'a même sûrement avouée à personne, sauf à moi). Ainsi, je ne peux pas dire que mon travail ait été "irremplaçable", même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable".

Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. »

"C'est au tour de la France!"

***(“Pour la Quatrième Internationale”, mars 1934,
Le Mouvement communiste en France)***

« Nous, représentants des *communistes internationalistes* (bolcheviks-léninistes) de l'URSS, d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, de Hollande, de Belgique, de Grèce, de Suisse, des Etats-Unis, d'Amérique du Sud, de Chine et d'un certain nombre d'autres pays, nous nous adressons à vous, prolétaires de tous les pays, à l'heure d'un redoutable danger historique, et vous lançons cet appel.

Après la victoire d'Hitler en Allemagne, après l'écrasement du prolétariat autrichien et les sanglants combats dans les rues de Paris, il est devenu clair, même pour des aveugles, qu'on a épuisé les anciennes méthodes de lutte, conçues dans la perspective d'une évolution pacifique. Au capitalisme pourrissant, il ne reste d'autre issue que d'écraser le prolétariat, détruire ses organisations, piétiner sa volonté, en faire un esclave résigné. La bourgeoisie ne veut ni ne peut attendre l'heure où le prolétariat détiendrait 51 % des mandats parlementaires. La question sera tranchée par la force. Le capital financier organise et

arme les bandes fascistes. Le mussolinisme n'est pas un phénomène italien, mais mondial. La gangrène de la réaction barbare gagne un pays après l'autre. C'est maintenant le tour de la France. Le 6 février y constitua la première répétition du banditisme fasciste. En Angleterre, les mêmes phénomènes se préparent. En Amérique, les conditions pour le fascisme ne sont pas moins propices qu'en Europe.

Quelle monstrueuse déchéance !

Le prolétariat est la seule classe créatrice de la société contemporaine. C'est de lui que dépend toute la vie du pays, son économie, sa civilisation. Avec les masses semi-prolétaires, dont il est appelé à prendre la tête, le prolétariat constitue la majorité écrasante de l'humanité civilisée. Il est inspiré d'un grand idéal social. Tout au long de l'histoire moderne, et de nouveau au cours des dernières semaines en Autriche, il a montré qu'il était capable de faire preuve d'un grand héroïsme, d'une grande abnégation.

Et cependant, le fascisme, qui s'appuie sur les pires éléments démoralisés de la petite bourgeoisie, sur la poussière humaine, sur les débris de la nation, remporte victoire sur victoire.

Quelle en est la cause ? Voilà la question qui travaille la conscience de chaque ouvrier. La réponse est écrite en lettres de feu par les événements eux-mêmes : la cause est *la mauvaise qualité de la direction*. Le prolétariat est trahi, désorganisé et affaibli par en haut.

La responsabilité principale incombe à la social-démocratie, à la *II^e Internationale*. Tant qu'il s'est simplement agi de paisibles escarmouches et d'arrangements parlementaires et syndicaux, les masses ouvrières ne se rendaient pas compte que, dans les états-majors, il y avait des fonctionnaires bornés, anciens réformistes ou semi-révolutionnaires devenus des petits bourgeois conservateurs, de purs traîtres enfin. Ces chefs (Wels et Hilferding, Vandervelde et De Man, Léon Blum, Renaudel et Jouhaux, Lansbury, Henderson et Citrine, Robert Grimm et autres) ont infiniment plus la manière de penser et de sentir des ministres bourgeois, des banquiers, des journalistes, des professeurs, que la manière de penser et de sentir des prolétaires, des chômeurs, des paysans pauvres, des jeunes affamés qui grandissent sur le pavé.

Mais une lourde responsabilité incombe aussi à la *III^e Internationale*, qui s'est élevée bien haut sous le drapeau de la révolution d'Octobre, mais qui, tombant de degré en degré, s'est changée, d'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, en appareil bureaucratique pétrifié.

L'IC stalinienne a dirigé la révolution en Chine et l'a conduite à sa perte. L'IC a fait sortir les ouvriers révolutionnaires du monde entier des syndicats, a isolé l'aile gauche et a sauvé ainsi de l'effondrement la bureaucratie syndicale conservatrice. L'IC conclut des blocs avec des pacifistes bourgeois isolés, des bavards et des carriéristes, mais refuse de mener des actions en commun avec des organisations prolétariennes de masse.

La direction stalinienne de l'IC dit au prolétariat mondial : "Reconnais par avance et sans réplique mon commandement, sinon je romprai l'unité de combat de tes rangs et je saboterai la défense contre le fascisme." Telle fut, au cours des années 1929 à 1932, la politique de la section la plus puissante de l'IC, le Parti communiste allemand, et cette politique a abouti à la victoire d'Hitler.

En Autriche, le parti communiste, enchaîné par les crimes et les erreurs de l'IC, n'a même pas pu, pour ainsi dire, lever la tête. Enfin, actuellement, malgré ces tragiques leçons, les partis communistes de France, d'Angleterre et des autres pays continuent de répéter servilement la criminelle politique des staliens allemands. Marcel Cachin, avec Léon Blum, donnera inévitablement le même résultat qu'a donné Thälmann avec Wels. Dans cette voie, c'est une catastrophe, complète et définitive, qui attend les ouvriers.

Le fruit de la grande révolution d'Octobre en Russie fut *l'Etat soviétique*. Il a montré quelles forces et quelles possibilités recèle le prolétariat. L'Etat soviétique demeure, aujourd'hui encore, chair de notre chair et sang de notre sang. En ces heures difficiles, nous appelons tout ouvrier honnête à la *défense de l'Etat soviétique*.

Mais, sous la pression de l'impérialisme mondial, des difficultés intérieures et des fautes de sa direction, s'est élevée au-dessus des soviets ouvriers et paysans une puissante *bureaucratie*, qui a institué la religion de son infaillibilité. L'absolutisme de la bureaucratie incontrôlée constitue actuellement une terrible menace pour le développement futur des peuples frères de l'URSS et pour le triomphe du socialisme mondial. L'Internationale communiste créée par Lénine a péri victime de sa servile dépendance à l'égard de la bureaucratie soviétique en pleine dégénérescence.

Où est donc l'issue ?

Il faut construire un *nouveau parti* et une *nouvelle Internationale*.

Cette affirmation est encore aujourd'hui pour beaucoup la voix du "sectarisme" et du "désespoir". Cependant, le mot d'ordre de la nouvelle Internationale est dicté par toute la situation, aussi bien sur l'arène mondiale que dans chaque pays pris isolément. Peut-on, en effet, redresser et régénérer la social-démocratie rongée de part en part de crimes et de trahisons ? La guerre comme tous les événements de l'après-guerre répondent : *non* !

On ne peut rien attendre de mieux de la III^e Internationale. Nous, bolcheviks-léninistes, qui nous appelions naguère *Opposition de gauche*, nous avons tenté, pendant plus de dix ans, de régénérer l'IC, de la remettre sur la voie de Marx et de Lénine.

D'immenses événements, dans toutes les parties du monde, ont confirmé nos avertissements et nos appels. En vain !

Les idées conservatrices et les intérêts mesquins d'une couche bureaucratique privilégiée se sont montrés plus puissants que toutes les leçons de l'histoire. La reconstruction de l'appareil de l'IC au moyen des masses est impossible, car cet appareil ne dépend pas des masses.

La II^e et la III^e Internationales se sont épuisées

Actuellement, ni la II^e ni la III^e Internationales n'agissent en tant qu'*organismes internationaux*. Elles ne sont plus que des obstacles sur la route du prolétariat. Il faut créer une organisation révolutionnaire qui réponde au caractère de la nouvelle époque historique et à ses tâches. Il faut verser du vin nouveau dans des autres nouvelles. Il faut construire un véritable parti révolutionnaire, dans chaque pays, et une nouvelle Internationale.

L'ouvrier qui réfléchit ne peut échapper à la logique de fer de cette conclusion. Mais il est assailli des doutes qu'ont fait naître des déceptions trop fraîches encore. Un nouveau parti ? Cela signifie une nouvelle *scission*. Pourtant, le prolétariat a besoin, avant tout, de l'*unité*. Tel est l'argument le plus simple, soufflé le plus souvent par la timidité de la pensée face à l'immensité de la tâche.

Il n'est pas vrai, répondons-nous, qu'il faille au prolétariat l'*unité* pour elle-même. Il lui faut l'*unité révolutionnaire de la lutte de classes*. En Autriche, le prolétariat presque entier était uni sous le drapeau de la social-démocratie ; mais ce parti enseignait aux ouvriers à capituler, et non à lutter. Les ouvriers autrichiens ont montré qu'ils savaient se battre. Avec eux se battit aussi, courageusement, une partie des anciens chefs. Mais la responsabilité de la défaite retombe sur le parti dans son ensemble. L'"unité" opportuniste s'est révélée être la voie de la défaite. En Belgique, le parti de Vandervelde, de De Man et

Cie a derrière lui l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Mais que vaut cette "unité", si l'état-major général de l'armée prolétarienne, profondément corrompu, rampe devant le pouvoir royal, devant l'évêque patriote, devant le bourgmestre libéral, devant tous les représentants de l'ennemi de classe ? Dans la petite Norvège, le parti opportuniste dirigé par Tranmael, qui a réuni aux dernières élections 45 % des voix, répète tous les crimes de la social-démocratie autrichienne, paralyse le prolétariat et prépare ainsi la voie au fascisme norvégien. Vouloir une unité de ce genre signifie vouloir passer le noeud autour du cou de la classe ouvrière.

Il nous faut une unité de lutte, véritable, révolutionnaire : pour résister au fascisme, pour défendre notre droit à l'existence, pour lutter implacablement contre la domination de la bourgeoisie, pour la conquête du pouvoir, pour la *dictature du prolétariat*, pour l'*Etat ouvrier*, pour les *Etats-Unis soviétiques d'Europe*, pour la *République socialiste mondiale*.

La social-démocratie est dévouée corps et âme au régime bourgeois. L'IC a montré en fait sa totale incapacité d'unir les masses pour les tâches révolutionnaires. Il reste au prolétariat, soit à baisser pour toujours la nuque sous un joug d'esclave, plus épouvantable que celui du Moyen Age, soit à forger une nouvelle arme pour son affranchissement révolutionnaire.

Où est la garantie que la nouvelle Internationale ne s'effondrera pas à son tour ?

Misérable question de philistine ! Dans la lutte révolutionnaire, il n'y a pas et il ne peut y avoir de garanties données d'avance. La classe ouvrière s'élève par des degrés qu'elle taille elle-même dans la roche. Il arrive qu'elle retombe de quelques degrés plus bas, il arrive que la dynamite de l'adversaire fasse sauter des degrés déjà préparés ou qu'eux-mêmes s'écroulent parce qu'ils étaient faits de matériaux trop friables. Après chaque chute, il faut se relever ; après chaque descente, il faut remonter, il faut remplacer chaque degré brisé par deux nouveaux.

La garantie du succès — si on peut parler de "garanties" — est dans le fait que nous sommes enrichis de l'expérience de la II^e et de la III^e Internationales, qui, avant de s'effondrer, rendirent au prolétariat de grands services. *Nous montons sur les épaules de nos prédécesseurs*. C'est là notre supériorité.

Nous rassemblons tous ceux qui ont d'ores et déjà compris le caractère désastreux de la politique des deux appareils bureaucratiques qui se survivent. La justesse de nos méthodes, de nos pronostics et de nos mots d'ordre est démontrée de façon irréfutable par toute la marche du développement historique des dix dernières années, c'est-à-dire de la période de dégénérescence et de décomposition de l'Internationale communiste.

Une juste théorie et une juste politique se fraieront inévitablement la voie et rassembleront sous leur drapeau la majorité du prolétariat mondial. Ce n'est qu'ainsi que se forgera l'*unité révolutionnaire*.

Mais ici, nous entendons une *nouvelle objection*, au premier abord la plus persuasive : "La IV^e Internationale ne se formera pas rapidement, tandis que la peste fasciste avance, dans tous les pays, avec des bottes de sept lieues ; est-ce maintenant le moment de scinder les rangs ouvriers ?" A cela, nous répondons : pour l'*union des rangs dans la lutte immédiate*, il existe la *politique léniniste du front unique*. C'est seulement grâce à une juste application de cette politique que le bolchevisme a vaincu en octobre 1917.

Marx et Lénine n'ont pas crain de scinder les partis bureaucratiques et opportunistes en réunissant les véritables révolutionnaires dans un parti indépendant, dans le parti de l'avant-garde — et en même temps, Marx et Lénine étaient prêts, pour défendre les inté-

rêts immédiats du prolétariat, à conclure des accords pratiques avec toute organisation de masse. *La sagesse et la force du léninisme* résident dans l'intransigeance théorique et politique du parti, d'une part, dans une attitude réaliste envers la classe, avec toutes ses organisations et tous ses groupements, d'autre part.

Le léninisme n'a pas tenté d'imposer par en haut son commandement au prolétariat, mais il ne s'est non plus jamais dissous dans la masse, et c'est précisément pourquoi il a conquis la direction du prolétariat.

Oui, le fascisme avance maintenant dans le monde entier avec des bottes de sept lieues. Mais en quoi réside sa force ? Dans le trouble des organisations ouvrières, dans la panique de la bureaucratie ouvrière, dans la perfidie de ses chefs. Il suffirait que le prolétariat d'un seul pays offre une résistance impitoyable à la canaille réactionnaire et, passant à l'offensive, s'empare du pouvoir, pour que *l'offensive du fascisme soit transformée en débâcle panique, prélude de sa décomposition*.

Prise entre l'URSS et la France soviétique, la dictature des nazis ne subsisterait pas deux semaines. Mussolini ne tarderait pas à suivre Hitler dans l'abîme. La résistance est possible et nécessaire : l'offensive naîtra de la défense active. Il faut balayer les hésitations et abandonner les hésitants — ils nous rejoindront plus tard —, il faut que *l'avant-garde de l'avant-garde* serre dès aujourd'hui ses rangs sur l'arène internationale. Les masses, ébranlées et alarmées par les malheurs et les dangers, attendent une réponse et réclament une direction. Cette direction, il faut la créer.

Le plus grand des dangers est celui d'une nouvelle guerre ! Le monde entier entend le sourd fracas souterrain de la nouvelle collision des peuples qui approche. Les chefs de la social-démocratie et les bureaucrates syndicaux, en leur qualité de *patriotes, c'est-à-dire de mercenaires de l'impérialisme*, se préparent à se faire de nouveau les fournisseurs de chair à canon pour leurs maîtres les capitalistes. Sous le couvert de la "défense de la patrie", ils préparent l'extermination des peuples.

Pendant ce temps, l'IC remplace la mobilisation révolutionnaire des masses de la ville et de la campagne par des cris et des injures creuses, et tente vainement de dissimuler son impuissance par des congrès de mascarade. Empêcher une nouvelle guerre ou faire retomber ses conséquences sur la tête des exploiteurs, le prolétariat ne peut le faire qu'en regroupant ses rangs sur des bases radicalement nouvelles, sous le drapeau de la nouvelle Internationale.

Une infime minorité, pleine d'initiative, peut jouer, dans les conditions de la guerre, un rôle décisif. Souvenons-nous de Liebknecht, souvenons-nous de Rosa Luxemburg, souvenons-nous de Lénine !

Seuls de misérables philistins peuvent parler de notre "sectarisme". Préparer l'avenir n'est pas du sectarisme, mais du réalisme révolutionnaire. A toutes les organisations ouvrières, nous offrons un programme concret d'action sur la base du front unique prolétarien. Nous posons, au centre des tâches d'aujourd'hui, l'AUTODÉFENSE ACTIVE DU PROLÉTARIAT. La force contre la force ! La milice ouvrière est la seule arme pour lutter contre les bandes fascistes, auxquelles la police officielle viendra inévitablement en aide.

Or la milice ouvrière n'est pas faite pour les parades et les représentations de théâtre du type Amsterdam ou Pleyel, mais pour une lutte impitoyable. *La milice ouvrière est le poing armé du prolétariat.* Pour un œil, les deux yeux. Mener la guerre jusqu'à l'épuisement et jusqu'à l'extermination. Ne pas permettre à l'ennemi fasciste de lever la tête. Le talonner jusqu'au bout.

En France, un début d'organisation du front unique entre les partis et les syndicats ouvriers permettra, grâce à l'initiative prolétarienne, de s'engager dans cette voie.

La grève générale du 12 février en France a été un avertissement impressionnant, mais rien de plus. Ayant senti le danger, l'ennemi a doublé, triplé, décuplé ses efforts. Maintenir leurs positions et en conquérir de nouvelles, les ouvriers de France, comme ceux du monde entier, ne pourront y parvenir que par des combats héroïques.

La défense révolutionnaire doit devenir la grande école de l'offensive. Les ouvriers de France ont montré que brûle encore dans leur sang la flamme des révoltes qui couronna la Commune de Paris. Mais il ne suffit pas d'être seulement prêts à se battre, comme le montre l'exemple de l'Autriche. Il faut de la technique, il faut de l'organisation, il faut un plan, il faut un état-major !

Le 12 février, le jour de la grève générale et des manifestations monstrues, les ouvriers de France ont imposé pour vingt-quatre heures le front unique aux deux appareils bureaucratiques. Mais ce fut de l'*improvisation* et, pour vaincre, il faut de l'*organisation*.

L'appareil naturel du front unique dans les jours de combat, c'est la représentation prolétarienne, les députés des usines et des ateliers, des quartiers ouvriers et des syndicats : les *soviets*. Avant de devenir les organes du pouvoir, les soviets sont les *appareils révolutionnaires du front unique*. Dans les soviets honnêtement élus, la minorité se soumet à la majorité. C'est dans ce sens que conduit la logique impérieuse de la lutte. C'est dans ce sens qu'il faut diriger consciemment les efforts.

Dans l'arène de l'histoire, c'est maintenant le tour de la France prolétarienne. En France se décide de nouveau le sort, non seulement de la France, mais aussi de l'Europe, et, en fin de compte, du monde entier. Si le fascisme réussissait à abattre le prolétariat français, toute l'Europe se teindrait en noir. Et, au contraire, la victoire du prolétariat français, dans les conditions actuelles, laisserait loin derrière elle, par son importance historique, même la victoire d'Octobre remportée par le prolétariat en Russie !

Ouvriers du monde entier, c'est en luttant implacablement contre votre propre bourgeoisie que vous pouvez le mieux et le plus sûrement aider le prolétariat français. Exigez en outre des organisations ouvrières françaises qu'elles s'unissent dans la lutte ! Rassemblez sous le feu de l'ennemi les plus intrépides, les plus clairvoyants, les plus dévoués, et organisez-les en détachements de la IV^e Internationale.

Appelez et conduisez à la lutte les masses des travailleurs, des exploités et des chômeurs ! Pénétrez dans toutes les organisations ! Expliquez ! Réveillez ! Rassemblez ! Ne perdez ni un jour ni une heure ! »

Mars 1934

“La IV^e Internationale et l’URSS” (1936)

Une des grandes contributions théoriques de Trotsky sera d'avoir analysé la nature sociale et la fonction de la bureaucratie stalinienne en utilisant la méthode marxiste. Cette analyse trouvera son couronnement dans *La Révolution trahie*, ouvrage qui est inséparable de la clarification, parmi les partisans de la IV^e Internationale, de la nature de l'URSS. On trouvera ici le texte adopté par une conférence du Mouvement pour la IV^e Internationale en 1936, intitulé : “*La IV^e Internationale et l’URSS.*”

1. Les thèses du VII^e Congrès mondial du Komintern (1935 — NDLR) affirmant que le socialisme a “*définitivement et irrémédiablement*” triomphé en URSS — sans considération du bas niveau de la productivité du travail comparée à celle des pays capitalistes avancés et indépendamment de la course au développement entreprise par le reste du monde — sont grossièrement et dangereusement mensongères. Elles s'appuient sur le fait que le territoire de l'URSS couvre “*un sixième de la surface de la terre*”, alors qu'il est beaucoup plus décisif dans cette question que seulement 8,5 % de l'humanité occupe ce territoire. En réalité, le triomphe du socialisme dépend toujours de la lutte de deux systèmes irréconciliables : le socialisme et le capitalisme. Cette lutte ne s'est pas décidée et ne peut se décider au sein des frontières de l'URSS. La question ne pourra se régler “définitivement et irrémédiablement” que dans l'arène mondiale.

2. Les principaux moyens de production se sont considérablement développés et restent aux mains de l'Etat dans l'industrie ; dans l'agriculture, ils restent aux mains des kolkhozes, à mi-chemin entre la propriété étatique et la propriété privée. Mais même la propriété étatique n'est pas encore la propriété sociale, car cette dernière a ses prémisses dans la dégénérescence de l'Etat, gardien de la propriété, la réduction des inégalités et la dissolution graduelle du concept même de propriété dans la morale et les coutumes de la société. Le développement réel de l'Union soviétique a, ces dernières années, suivi une voie opposée. L'inégalité s'accentue et, avec elle, la contrainte de l'Etat. Dans des conditions favorables, à la fois sur les plans intérieur et international, la transition de la présente propriété d'Etat au socialisme est possible. Cependant, dans des conditions défavorables, un retour au capitalisme est tout aussi possible.

3. Pendant la période de transition, tout Etat ouvrier doit conserver le système du salariat ou, comme Marx l'a dit, “*les normes bourgeoises de distribution*”, cela afin d'accroître les forces productives. Cependant, le sort de ce système dépend de la direction générale du développement. Que la révolution éclate dans les pays avancés et que la richesse sociale augmente rapidement, alors l'inégalité se réduira très vite, et l'Etat n'aura plus à jouer ce rôle de gardien. Dans les conditions d'isolement et d'arriération où se trouve l'URSS, les normes bourgeoises de distribution se sont grossièrement renforcées (énorme différenciation de salaires, primes, titres, grades, etc.) et ont engendré des tendances rétrogrades qui mettent en péril le système de propriété étatique.

4. La faible productivité, accompagnée d'importants investissements en capital, de dépenses militaires considérables et du gaspillage énorme que représente un appareil incontrôlé, se traduit par une pénurie aiguë et constante des principaux produits de consommation individuelle pour la masse de la population. Les succès économiques, qui

sont beaucoup trop modestes pour assurer une élévation substantielle des niveaux matériel et culturel des masses, permettent déjà l'émergence d'une large couche privilégiée. Au cours du second plan quinquennal, les antagonismes sociaux ne se sont pas atténusés, mais se sont au contraire nettement accentués. L'inégalité sociale fait des enjambées de sept lieues. Les cantiques à "la vie heureuse" ne sont chantés que par les sommets, tandis que les couches inférieures sont encore contraintes au silence.

5. Jouant sur la multiplication des antagonismes sociaux (entre la ville et la campagne, le travail intellectuel et le travail manuel, les exploitations privées, les kolkhozes et les micro-exploitations privées des kolkhoziens, les stakhanovistes et le reste des masses laborieuses), la bureaucratie a acquis une réelle indépendance vis-à-vis des travailleurs. Comme toute bureaucratie, elle règle ces antagonismes en fonction des intérêts des plus forts et des mieux pourvus. Comme toute bureaucratie, elle s'octroie à la fin une partie importante du revenu national et devient ainsi la plus privilégiée des couches privilégiées.

6. A l'heure actuelle, la société soviétique présente une très grande hiérarchie des conditions d'existence individuelles, qui va du *bezprizornы* (vagabond), de la prostituée et du sous-prolétaiere aux "dix mille" dirigeants qui mènent la vie des magnats européens du capital. Contrairement aux affirmations du VII^e Congrès du Komintern, le socialisme n'a pas encore triomphé, ni au point de vue des conditions économiques objectives (sur la base de la productivité du travail) ni au point de vue de la conscience des producteurs (sur la base de la consommation individuelle).

7. Cependant, et cela est d'une importance décisive, il reste que les rapports sociaux en URSS, ce qui veut dire aussi les priviléges de l'aristocratie soviétique, sont fondés à long terme sur les propriétés étatique et kolkhozienne, lesquelles sont issues de l'expropriation de la bourgeoisie et rendent possible, contrairement à la propriété capitaliste, le développement de l'industrie et de la culture. Le saut historique franchi par la révolution d'Octobre permet encore de distinguer l'économie planifiée de l'Etat soviétique de l'"étatismе" capitaliste, qui manifeste l'intervention de l'Etat pour sauver la propriété privée et "dirige" un système économique pourrissant en freinant le développement des forces productives et en abaissant le niveau de vie des masses. Identifier l'économie soviétique avec celle des pays fascistes (Italie, Allemagne), ce qui est fréquent chez les économistes bourgeois, c'est faire preuve en réalité d'ignorance et de manque de scrupules. La victoire de la bureaucratie bonapartiste sur l'avant-garde du prolétariat ne peut nullement se confondre avec la victoire de la contre-révolution capitaliste, même si elle conditionne cette dernière.

8. Affirmer, comme le font les anarchistes et les ultra-gauches, que le prolétariat révolutionnaire a la même attitude vis-à-vis de l'URSS que vis-à-vis des Etats impérialistes, c'est affirmer qu'il est indifférent à la classe ouvrière que les positions de l'industrie étatique et de l'agriculture soviétique se maintiennent et même se renforcent, ou que l'économie soviétique soit rejetée à un état de décomposition totale aboutissant, par la guerre civile, au capitalisme fasciste. Une telle attitude est digne des "amis de l'URSS", en proie au désenchantement et à l'idéalisme, c'est-à-dire au verbiage politique du type libéral et anarchiste, mais non de marxistes révolutionnaires qui ne perdent jamais de vue le facteur fondamental de l'histoire : le développement de la production.

9. Comme nous l'avons dit, la stratification sociale de la société soviétique se développe principalement dans le domaine de la distribution et seulement partiellement, surtout dans l'agriculture, dans le domaine de la production. Mais distribution et production ne sont pas séparées par un mur impénétrable. En stimulant les appétits tant individuels que de certains groupes, et en leur permettant de s'épanouir, la bureaucratie discrédite directement l'idée de propriété sociale. La croissance des priviléges économiques sème un doute justifié dans la conscience des masses : à qui, à long terme, le système profitera-t-il réellement ? Les normes bourgeoises de distribution, qui ont déjà dépassé la limite tolérable, menacent finalement de faire sauter la discipline sociale de l'économie planifiée et, en même temps, les propriétés étatique et kolkhozienne.

10. La question de la famille révèle clairement les possibilités de restauration du système bourgeois. Depuis qu'elle a échoué dans ses tâches de soutien social et d'éducation, la bureaucratie, apparue à la suite des faibles niveaux matériel et culturel du pays et de l'écrasement de l'initiative des masses, commence à rétablir et à glorifier la famille petite-bourgeoise, y compris la micropropriété privée qui s'y rattache — cette mère nourricière de tous les vices sociaux. La bureaucratie, qui cherche un appui politique dans la famille conservatrice, se sent frustrée d'une totale et complète domination parce qu'elle ne peut transmettre ses priviléges matériels. La question du droit d'héritage pose celle de l'extension ultérieure des limites de la propriété privée. C'est là une des voies possibles de la restauration capitaliste. Dans tous les domaines de la vie sociale, la bureaucratie met en péril tout facteur progressif du système soviétique. Au lieu d'être le gardien de la "propriété sociale", elle en devient le fossoyeur.

11. La signification politique de la nouvelle Constitution soviétique va directement à l'encontre de son interprétation officielle. La Constitution stalinienne ne représente pas un pas en avant "*du socialisme à la société communiste*", comme l'affirment impudemment les autorités officielles, mais au contraire un pas en arrière de la dictature du prolétariat au régime politique bourgeois.

Dans le domaine politique, le développement de la société capitaliste doit trouver son expression dans l'extinction de l'Etat.

Le degré d'avancement de cette dernière constitue la mesure la plus sûre des succès du développement du socialisme. Le déperissement de l'Etat constitue la liquidation complète de la bureaucratie, laquelle s'est élevée au-dessus de la société. La nouvelle Constitution légalise en réalité le processus inverse de développement. Il ne peut en être autrement. La montée des priviléges nécessite le contrôle du gendarme.

12. D'après la nouvelle Constitution, la contrainte d'Etat ne se relâche pas et a tendance à se concentrer très fortement, à acquérir un caractère ouvert et cynique. Les organes locaux et centraux, c'est-à-dire les institutions "municipales" et "parlementaires" qui sont fondées sur le principe du plébiscite, n'ont rien de commun avec les organes de lutte des masses laborieuses que sont les soviets. Ces derniers sont d'ailleurs privés de leur véritable signification. La nouvelle Constitution livre officiellement le pouvoir et le contrôle de l'économie aux mains du "parti" stalinien, lequel est indépendant à la fois du peuple et de ses propres membres et devient un instrument politique de la caste dominante.

13. En passant, la Constitution liquide *de jure* la position dominante du prolétariat dans l'Etat, en fait depuis longtemps liquidée *de facto*. Elle déclare que, dorénavant, la dictature est "*dépourvue de caractère de classe*", est "*populaire*", ce qui est une pure aberration du point de vue marxiste. La dictature du "peuple" sur lui-même signifie la dissolution de l'Etat dans la société, c'est-à-dire la disparition de l'Etat. En réalité, la nouvelle Constitution scelle la dictature de couches privilégiées de la société soviétique sur les masses laborieuses, rendant par là même impossible le déperissement de l'Etat, et ouvre à la bureaucratie la voie "*légale*" de la contre-révolution dans le domaine de l'économie, c'est-à-dire la restauration du capitalisme "*de sang-froid*", ce que la bureaucratie prépare directement en créant l'illusion de la "*victoire du socialisme*". Notre tâche est d'appeler la classe ouvrière à s'opposer par ses propres forces à la pression de la bureaucratie — pour la défense des conquêtes d'Octobre.

14. Contrairement aux mensonges officiels, la nouvelle Constitution n'étend pas la "démocratie" soviétique, mais confirme son complet étranglement. Par chacun de ses paragraphes, elle proclame que les maîtres actuels de la situation ne céderont pas de plein gré leurs positions au peuple. Le caractère aristocratique et absolutiste de la nouvelle Constitution s'exprime très nettement par la nouvelle croisade annoncée le jour de sa publication — la croisade d'"*extermination des ennemis du peuple — les rebuts et monstres trotskystes*" (la *Pravda*, 5 juin 1936). La bureaucratie sait parfaitement d'où

vient le danger qui la menace et elle dirige sa terreur bonapartiste sur les éléments de l'avant-garde du prolétariat.

15. La classe ouvrière soviétique s'est vue spoliée de la dernière possibilité de restructurer légalement l'Etat. La lutte contre la bureaucratie devient nécessairement une lutte révolutionnaire. Conformément aux traditions marxistes, la IV^e Internationale rejette catégoriquement le terrorisme individuel comme tout aventurisme politique. Seul le mouvement conscient des masses peut balayer la bureaucratie usurpatrice, parasitaire et totalitaire. De même que la restauration capitaliste en URSS nécessite une contre-révolution sociale aboutissant au renversement de la propriété étatique des moyens de production et de la terre, et donc au rétablissement de la propriété privée, le développement ultérieur du socialisme nécessite inévitablement une révolution politique, c'est-à-dire l'élimination violente du despotisme politique de la bureaucratie, tout en maintenant les rapports de propriété instaurés par la révolution d'Octobre. L'avant-garde du prolétariat soviétique, en s'appuyant à la fois sur les masses laborieuses du pays et le mouvement révolutionnaire international, devra abattre la bureaucratie par la force, restaurer la démocratie soviétique, éliminer les énormes priviléges et permettre un réel progrès vers l'égalité socialiste.

16. Dans la question de la guerre comme ailleurs, les sections de la IV^e Internationale ne doivent pas se laisser guider par des considérations et des sympathies formalistes et idéalistes, mais seulement par l'analyse marxiste. Si, par exemple, elles soutiennent l'Abyssinie, en dépit de l'esclavagisme qui y prédomine et de la barbarie politique du régime, c'est non seulement parce que l'indépendance nationale de l'Etat représente une étape historique progressiste pour un pays à structure précapitaliste, mais aussi parce que la défaite de l'Italie fasciste serait l'ombre de l'effondrement de la société capitaliste décadente. L'avant-garde mondiale du prolétariat soutiendra l'URSS en cas de guerre, en dépit de la bureaucratie parasitaire et du négus sans couronne du Kremlin, parce que le régime social de l'URSS, malgré toutes ses déformations et tous ses ulcères, représente un grand pas historique par rapport au capitalisme pourri. La défaite d'un pays impérialiste dans la nouvelle guerre provoquera l'effondrement non seulement de sa forme étatique, mais encore de ses fondements sociaux, et aboutira au remplacement de la propriété privée par la propriété étatique. La défaite de l'Union soviétique balaierait la bureaucratie soviétique, mais substituerait aussi le chaos capitaliste à la propriété étatique et collective. Dans ces conditions, le choix politique est évident.

Additif au point 16 voté par la conférence

Le soutien résolu et intrépide de l'URSS par l'avant-garde prolétarienne mondiale pendant la guerre ne signifie pourtant pas que le prolétariat doit devenir l'allié des alliés impérialistes de l'URSS.

"Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'URSS maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays (...). L'opposition prolétarienne implacable contre l'allié impérialiste de l'URSS devrait se déployer sur le terrain, d'une part, de la politique de classe à l'intérieur, d'autre part, des buts impérialistes du gouvernement donné, du caractère perfide de son alliance, de sa spéculation sur un coup d'Etat bourgeois en URSS, etc. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste, allié comme ennemi, doit, par conséquent, tendre au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir. C'est seulement sur cette voie qu'on peut créer une alliance véritable avec l'URSS et sauver le premier Etat ouvrier de l'effondrement" (points 44 et 45 des thèses du SI de la LCI : "La IV^e Internationale et la guerre", de juin 1934).

17. Les craintes des ultra-gauches, qui considèrent que la victoire de l'URSS peut conduire à une consolidation ultérieure des positions de la bureaucratie bonapartiste, sont fondées sur une conception erronée tant des relations internationales que du développe-

ment interne de l'URSS. Les impérialistes des divers camps ne pourront se réconcilier avec l'URSS tant que la propriété privée des moyens de production ne sera pas rétablie. Quelles que soient les alliances au début de la guerre, les pays impérialistes sauront, au cours même de la guerre, comment aboutir à une entente et se regrouper, et cela se fera toujours aux dépens de l'URSS. Celle-ci ne sortira victorieuse de la guerre qu'à une condition : être soutenue par la révolution à l'ouest comme à l'est. Mais la révolution internationale, qui est le seul moyen de sauver l'URSS, portera en même temps un coup fatal à la bureaucratie soviétique.

18. L'Etat soviétique est-il un Etat ouvrier ? C'est un Etat fondé sur les rapports de propriété issus de la révolution prolétarienne et géré par une bureaucratie d'origine ouvrière dans l'intérêt de nouvelles couches privilégiées. On peut qualifier l'URSS d'Etat ouvrier, de la même façon — et en dépit des différences d'échelle — qu'on qualifie d'organisation ouvrière un syndicat que dirigent et trahissent des opportunistes, c'est-à-dire en fait des agents du capital. De même que les révolutionnaires défendent n'importe quel syndicat contre ses ennemis de classe, même le plus foncièrement réformiste, en combattant en même temps sa direction traîtresse sans lui faire aucune concession, de même, les sections de la IV^e Internationale défendent l'URSS contre les coups de l'impérialisme, sans pour autant cesser un seul instant la lutte contre l'appareil réactionnaire stalinien. En temps de guerre comme en temps de paix, elles continueront à conserver leur liberté, tant de critique envers la caste soviétique dirigeante que de lutte contre les accords conclus avec l'impérialisme au détriment des intérêts de l'URSS et de la révolution internationale. »

“La révolution française a commencé”

(*La Lutte ouvrière*, 9 juin 1936)

La IV^e Internationale sera proclamée en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, sur la base d'un programme (le *Programme de transition*) qui intègre toute l'expérience du combat de la classe ouvrière pour son émancipation, les leçons de ses victoires comme de ses défaites et l'expérience particulière du combat pour la IV^e Internationale.

Ce programme souligne que la IV^e Internationale mène une lutte implacable pour l'indépendance des organisations de la classe ouvrière contre les Fronts populaires, qui visent à subordonner les travailleurs à la classe exploiteuse.

On trouvera ci-dessous l'article de Léon Trotsky "La révolution française a commencé" et celui qui, trois ans plus tard, analysant les causes de la défaite de la révolution en Espagne, caractérise la fonction des Fronts populaires.

« Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre d'un lointain village de Norvège les battements du pouls de la révolution française. Il serait d'ailleurs plus exact de dire le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de messieurs les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de "révolution française" peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, même, elle ne peut naître autrement. La révolution française a commencé.

Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. Sans doute les ouvriers sont-ils pendant la grève les maîtres des usines et établissent-ils leur contrôle sur la propriété et son administration. Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable "détail". Dans l'ensemble, ce sont "des grèves économiques, et non politiques", affirment messieurs les chefs. C'est pourtant sous l'effet de ces grèves "non politiques" que toute la situation du pays est en train de changer radicalement. Le gouvernement décide d'agir avec une promptitude à laquelle il ne songeait pas la veille, puisque, selon Léon Blum, la force véritable sait être patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit d'accommodement parfaitement inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache dans le dos de Blum et de Jouhaux. Et ce miracle serait produit par... de simples grèves "corporatives" ? Que serait-ce si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs énoncent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une même profession, les distinguant et les séparant des autres. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire font tous leurs efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans des cadres corporatifs. C'est là la base de la dictature de fait que la bureaucratie syndicale exerce sur la classe ouvrière — la pire de toutes ! — avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamond à l'égard de l'Etat capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élévant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que d'ordinaire messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si *Le Peuple* reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avaient été pour lui une révélation "inattendue"... Or c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent d'intarissables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches !

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont actuellement avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : "Mais c'est une révolte ?", un de ses courtisans répondit : "Non, sire, c'est une révolution." Actuellement, à la question de

la bourgeoisie : "C'est une révolte ?", ses courtisans répondent : "Non, ce ne sont que des grèves corporatives." En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est *la grève*. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter par des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements.

Le Temps a appelé la grève les "*grandes manœuvres de la révolution*". C'est infiniment plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux... Mais la définition du *Temps* est aussi inexacte, car elle est, en un sens, exagérée. Des manœuvres supposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan. Il n'y a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, le parti communiste compris, ont été pris à l'improvisiste. Tous craignent avant tout que la grève ne dérange leurs plans. La radio transmet de Cachin cette phrase remarquable : "*Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève.*" En d'autres termes, la grève est notre malheur commun. Par ces paroles, le sénateur cherche à convaincre les capitalistes, en les inquiétant, qu'il leur faut faire des concessions s'ils ne veulent pas aggraver la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, sont en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont sur leurs pieds ou sur la tête. La masse qui vient de s'éveiller n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe, et il ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum, quoi qu'il s'en serve fort habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un gros jeu, extrêmement risqué, mais elle le joue savamment. Elle joue en ce moment à qui perd gagne : "Cédons aujourd'hui à toutes ces désagréables revendications qui ont été approuvées en commun par Blum, Jouhaux et Daladier. De la reconnaissance du principe à la réalisation du fait, il y a encore beaucoup de chemin. Il y a la Chambre des députés, il y a le Sénat, il y a l'administration : ce sont d'excellentes machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors, nous nous rattraperons, et avec usure, des concessions actuelles." Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution, les fameuses "deux cents familles" et leurs stratégies mercenaires. Elles agissent selon un plan. Et ce serait une légèreté que de dire que leur plan n'a aucune base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution *peut* arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela non plus ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des "deux cents familles", il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux.

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les "espoirs" que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins.

S'il ne s'était agi que de pieux *espoirs*, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la *méfiance* ou tout au moins le *manque de confiance* des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent "aider" le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des "espoirs" en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous la tutelle des vieux chefs qui s'efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l'histoire au commencement. La grève a toujours et partout fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. C'est à eux qu'appartient l'initiative. Ils agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements les plus avancés s'efforcent de ne pas se couper en avançant trop vite, de ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les unes aux autres les différentes fractions de la classe constitue comme un essai d'automobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques qu'il a obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent élever de façon extraordinaire la confiance des masses en elles-mêmes, surtout dans leurs couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague réside dans le fait que des chefs sont apparus dans les ateliers et les usines. Les éléments d'état-majors locaux et de quartier sont apparus. La masse les connaît. Ils se connaissent. Les véritables révolutionnaires chercheront la liaison avec eux. Ainsi, la première automobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé dans son ensemble le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'avoir disparu, et elle se maintient, au contraire, avec pas mal d'obstination. Mais, dessous, apparaît déjà une nouvelle peau.

Sur le rythme des événements qui vont sans doute s'accélérer, nous ne dirons rien maintenant. Seules sont possibles encore des suppositions et des conjectures. La seconde vague, son déclenchement, sa tension permettront sans aucun doute d'établir un pronostic plus concret qu'il n'est actuellement possible de le faire. Mais une chose est claire d'avance ; la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus mûre, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de leur première offensive. Des fissures se produiront dans le gouvernement, comme au sein de la majorité à la Chambre. La contre-révolution prendra du coup de l'assurance et deviendra plus insolente. Il ne faut pas s'attendre à de nouveaux succès fragiles. Placées en face du danger de perdre ce qu'elles croyaient avoir conquis, devant la résistance croissante de l'ennemi, devant la confusion et la débandade de la direction officielle, les masses sentiront de façon brûlante la nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major. C'est à cette situation qu'il faut se préparer et qu'il faut préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection et la trempe des cadres s'effectueront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archiréactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger.

Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont *les soviets de députés ouvriers*.

Le gros des ouvriers révolutionnaires marche aujourd'hui derrière le parti communiste. Plus d'une fois, dans le passé, ils ont crié : "Les soviets partout !", et la majorité a sans doute pris ce mot d'ordre au sérieux. Il fut un temps où nous pensions qu'il n'était pas opportun, mais, aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout. Le puissant conflit des classes va vers son redoutable dénouement. Celui qui hésite et qui perd du temps est un traître. Il faut choisir entre la plus grande des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. "Les soviets partout" ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes. »

9 juin 1936

"La tragédie espagnole"

(30 janvier 1939, *Oeuvres, tome 20*)

« Un des plus tragiques chapitres de l'histoire moderne approche maintenant de sa conclusion, en Espagne. Du côté de Franco, il n'y a ni une armée solide ni soutien populaire. Il n'y a que la rapacité de propriétaires prêts à noyer dans le sang les trois quarts de la population, rien que pour maintenir leur domination sur le quart restant. Cette férocité de cannibales n'est cependant pas suffisante pour vaincre l'héroïque prolétariat espagnol. Franco avait besoin d'une aide venue du côté opposé du champ de bataille. Et il a obtenu cette aide. Son principal auxiliaire a été et est encore Staline, le fossoyeur du Parti bolchevique et de la révolution prolétarienne. La chute de Barcelone, voilà ce qu'aura coûté à la grande capitale prolétarienne l'écrasement du soulèvement du prolétariat de Barcelone en mai 1937.

Aussi insignifiant que soit Franco lui-même, si misérable que soit sa clique d'aventuriers sans honneur, sans conscience et sans talents militaires, la grande supériorité de Franco réside en ce qu'il a un programme clair et bien défini : sauvegarder et consolider la propriété capitaliste, la domination des exploiteurs et l'autorité de l'Eglise, et restaurer la monarchie.

Les classes possédantes de tous les pays capitalistes — qu'ils soient fascistes ou démocratiques — se sont avérées, naturellement, être toutes du côté de Franco. La bourgeoisie espagnole est passée tout entière dans son camp. A la tête du camp républicain, il restait les rebuts, valets d'armes démocratiques de la bourgeoisie. Ces messieurs ne pouvaient déserter pour le camp du fascisme, car les sources mêmes de leur influence et de leur revenu provenaient des institutions de la démocratie bourgeoise, laquelle a besoin (avait besoin !), pour son bon fonctionnement, d'avocats, de députés, de journalistes, bref, de champions démocratiques du capitalisme. Le programme d'Azana et consorts est la nostalgie d'un temps révolu. C'est déjà dépassé.

Le Front populaire a eu recours à la démagogie et semé des illusions pour entraîner les masses derrière lui. Pendant un certain temps, cela s'est avéré payant. Les masses, qui avaient assuré tous les succès antérieurs de la révolution, continuaient encore à croire que la révolution allait arriver à sa conclusion logique, c'est-à-dire le renversement des rapports de propriété, la remise des terres aux paysans et le transfert des usines entre les mains des ouvriers. La force dynamique de la révolution consistait précisément dans cet espoir des masses en un avenir meilleur. Mais ces messieurs les républicains ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour fouler aux pieds, souiller et même noyer dans le sang les espoirs trompés des masses opprimées.

Le résultat est que nous avons pu voir grandir au cours des deux dernières années le mécontentement et la haine contre la clique républicaine chez les paysans et les ouvriers. Le désespoir ou la morne indifférence ont peu à peu remplacé l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Les masses ont tourné le dos à ceux qui les ont abusées et piétinées. C'est la première raison de la défaite des troupes républicaines. L'inspirateur de la duperie et des massacres de révolutionnaires espagnols, c'était Staline. La défaite de la révolution espagnole constitue une nouvelle tache indélébile sur le gang, déjà bien éclaboussé, du Kremlin.

L'écrasement de Barcelone porte un coup terrible au prolétariat mondial, mais lui donne aussi une grande leçon. Le mécanisme du Front populaire en tant que système organisé de duperie et de trahison des masses exploitées a été complètement dévoilé. Le mot d'ordre de "Défense de la démocratie" a révélé une fois de plus son essence réactionnaire et, en même temps, son caractère creux. La bourgeoisie veut perpétuer le règne de son exploitation, les ouvriers veulent se libérer de l'exploitation. Telles sont les tâches réelles des classes fondamentales de la société moderne.

Les misérables cliques d'intermédiaires petits-bourgeois qui ont perdu la confiance et les subsides de la bourgeoisie ont cherché à sauver le passé sans faire aucune concession à l'avenir. Sous l'étiquette du Front populaire, elles ont fondé une société anonyme. Sous la direction de Staline, elles ont assuré la plus terrible défaite, alors que toutes les conditions de la victoire étaient réunies.

Le prolétariat espagnol a donné des preuves de son exceptionnelle capacité d'initiative et d'héroïsme révolutionnaire. La révolution a été conduite au désastre par des "chefs" médiocres, méprisables et profondément corrompus. La chute de Barcelone signifie avant tout la chute de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que des anarchistes, pourris jusqu'à la moelle.

Travailleurs, en avant sur une voie nouvelle ! En avant dans la voie de la révolution socialiste internationale ! »

Pour reprendre l'expression de Victor Serge, "il est minuit dans le siècle" lorsque commence la Deuxième Guerre mondiale.

Quelles conclusions Trotsky tire-t-il de cette situation ? Alors que beaucoup assurent que la classe ouvrière s'est montrée incapable de lutter pour ses intérêts historiques, Trotsky montre au contraire comment les travailleurs se sont heurtés aux directions des organisations parlant en leur nom. Il le fait en particulier dans un article répondant à l'argument : "Les travailleurs ont la direction qu'ils méritent."

Enfin, ce numéro de *La Vérité* publie des extraits du document connu sous le nom de *Manifeste de la "Conférence d'alarme" de la IV^e Internationale*, élaboré en 1940 et dégageant les axes de l'action indépendante des travailleurs dans la période de bouleversements qui s'ouvre. Ce document est le dernier texte d'ensemble adopté par une instance de la IV^e Internationale que Léon Trotsky a rédigé.

"Classe, parti et direction"

« La manière dialectique d'aborder ce problème »

Il existe un vieil adage qui reflète la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire nous montre cependant qu'un seul et même peuple peut avoir au cours d'une période relativement brève des gouvernements fort différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.), et en outre que l'ordre dans lequel ces derniers se succèdent n'est pas toujours dans le même sens, du despotisme vers la liberté, comme le croient les libéraux évolutionnistes. Le secret de cet état de fait réside en ce qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes sont formées de couches différentes, partiellement opposées les unes aux autres, ayant des directions différentes. Qui plus est, tout peuple subit l'influence d'autres peuples, composés eux-mêmes de classes. Les gouvernements ne sont pas l'expression de la "maturité" toujours grandissante d'un "peuple", mais le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe, et, enfin, de l'action de forces extérieures — alliances, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter qu'un gouvernement, dès lors qu'il est établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport de forces d'où il est issu. C'est précisément à partir de ces contradictions historiques que se produisent les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions.

C'est la même méthode dialectique qu'il faut employer pour aborder la question de la direction d'une classe. Comme les libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, la direction n'est pas du tout le "simple reflet" d'une classe ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se constitue au travers des heurts entre les différentes classes ou des frictions entre les différentes couches au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève inévitablement au-dessus de sa classe et risque de ce fait de subir la pression et l'influence d'autres classes. Le prolétariat peut "tolérer" pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la

révolution. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire dialectique, et non pas scolaire, des rapports entre une classe et sa direction, ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

Comment s'effectua la maturation des ouvriers russes

Celui-ci conçoit la maturité du prolétariat comme un phénomène purement statique. Pourtant, au cours d'une révolution, la conscience de classe est le processus le plus dynamique qui soit, celui qui détermine directement le cours de la révolution. Est-il possible, pour janvier 1917, ou même pour mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment "mûri" pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 % ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réactionnaire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le Parti bolchevique n'était suivi en mars 1917 que d'une insignifiante minorité de la classe ouvrière et, de plus, la discorde régnait en son sein. Une écrasante majorité des ouvriers soutenait les mencheviks et les "socialistes révolutionnaires", c'est-à-dire des social-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable pour l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, pour ne pas parler des paysans et des soldats.

Quel était l'actif du bolchevisme ? Lénine seul possédait une conception révolutionnaire claire, élaborée dans les moindres détails, au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient épars et passablement désorientés. Mais celui-ci avait de l'autorité sur les ouvriers avancés, Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. Sa conception politique correspondait au développement réel de la révolution, et il l'ajustait à chaque événement nouveau. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classe acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire répondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution.

Grâce à cela, il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les ouvriers et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épousé par une formule de "maturité" ou d'"immaturité" du prolétariat ?

Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février 1917 était Lénine. Il n'était pas tombé du ciel. Il incarnait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car, pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'existent des cadres, aussi faibles aient-ils été au début ; il fallait que ces cadres aient confiance dans leur direction, une confiance fondée sur l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est tout simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction, "le rapport de forces", car le développement des forces ne cesse de se modifier rapidement sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, du fait que les couches avancées attirent les plus arriérées, que la classe prend confiance en ses propres forces. L'élément principal, vital, de ce processus, c'est le parti, de même que l'élément principal et vital du parti, c'est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale.

Relativité de la "maturité"

La victoire d'Octobre constitue un sérieux témoignage de la "maturité" du prolétariat. Mais elle est relative. Quelques années plus tard, c'est ce même prolétariat qui a permis que la révolution fût étranglée par une bureaucratie issue de ses propres rangs. La victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la "maturité" du prolétariat.

La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses ; en prenant comme point de départ le niveau donné de leur "maturité", il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant, de leur apprendre à se rendre compte que l'ennemi n'est absolument pas omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions, que la panique règne derrière son imposante façade. Si le Parti bolchevique n'avait pas réussi à mener à bien ce travail, on ne pourrait même pas parler de révolution prolétarienne.

Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres dont le leitmotiv aurait été que seuls des visionnaires impénitents pouvaient rêver en Russie de la dictature d'un prolétariat si faible numériquement et si peu mûr.

Le rôle auxiliaire des paysans

Tout aussi abstraite, pédante et fausse est la référence à la "carence" de la paysannerie. Où et quand notre sage a-t-il vu, dans une société capitaliste, une paysannerie avec un programme révolutionnaire indépendant ou une capacité indépendante d'action révolutionnaire ? La paysannerie peut jouer dans la révolution un rôle immense, mais seulement un rôle auxiliaire.

Dans bien des cas, les paysans espagnols ont agi avec audace et combattu avec courage. Mais, pour soulever la masse de la paysannerie tout entière, il aurait fallu que le prolétariat donne l'exemple d'un soulèvement décisif contre la bourgeoisie et inspire aux paysans confiance dans la possibilité de la victoire. Or l'initiative révolutionnaire du prolétariat lui-même était à chaque pas paralysée par ses propres organisations.

L'"immaturité" du prolétariat, la "carence" de la paysannerie ne sont des facteurs ni ultimes ni fondamentaux dans les événements historiques. Ce qui sous-tend la conscience des classes, ce sont ces classes elles-mêmes, leur force numérique, leur rôle dans la vie économique. Ce qui sous-tend les classes, c'est un système de production spécifique, lequel est à son tour déterminé par le niveau de développement des forces productives. Pourquoi ne pas expliquer, alors, que la défaite du prolétariat a été déterminée par le bas niveau de sa technologie ?

Le rôle des personnalités

Notre auteur substitue un déterminisme mécanique au conditionnement dialectique du processus historique. De là, ces faciles railleries sur le rôle des individus, bons ou mauvais. L'histoire est un processus de lutte de classes. Mais les classes ne pèsent pas de tout leur poids automatiquement ni simultanément. Dans le processus de la lutte, les classes créent des organes différents, qui jouent un rôle important et indépendant, et sont sujet à des déformations. C'est cela qui nous permet également de comprendre le rôle des personnalités dans l'histoire. Il existe naturellement de grandes causes objectives, qui ont

engendré le régime autocratique hitlérien, mais seuls de pédants et obtus professeurs de "déterminisme" pourraient nier aujourd'hui l'immense rôle historique qu'a joué Hitler lui-même.

L'arrivée à Petrograd de Lénine, le 3 avril 1917, a fait prendre au Parti bolchevique le tournant à temps et lui a permis de mener la révolution à la victoire. Nos sages pourraient dire que si Lénine était mort à l'étranger au début de 1917, la révolution d'Octobre aurait eu lieu "de la même façon". Mais ce n'est pas vrai. Lénine constituait l'un des éléments vivants du processus historique. Il incarnait l'expérience et la perspicacité de la section la plus active du prolétariat. Son apparition au bon moment dans l'arène de la révolution était nécessaire afin de mobiliser l'avant-garde et de lui offrir la possibilité de conquérir la classe ouvrière et les masses paysannes. Dans les moments cruciaux de tournants historiques, la direction politique peut devenir un facteur aussi décisif que l'est celui du commandant en chef aux moments critiques de la guerre. L'histoire n'est pas un processus automatique. Autrement, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ?

Le stalinisme en Espagne

"Mais pourquoi diable, avons-nous déjà entendu demander notre auteur, les masses révolutionnaires, qui ont lâché leurs anciens dirigeants, se sont-elles rangées sous les drapeaux du PC ?" La question est mal posée. Il est faux de dire que les masses avaient lâché tous leurs anciens dirigeants. Les ouvriers qui étaient auparavant liés à des organisations données ont continué à s'accrocher à elles, tout en observant et en contrôlant. D'une manière générale, les ouvriers ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la vie consciente. D'autant plus qu'ils ont été abusés par le système de protection mutuelle qui existait à l'intérieur du Front populaire : puisque tout le monde était d'accord, c'est que tout était bien. Les masses nouvelles, fraîchement éveillées, se tournaient naturellement vers le Komintern comme le parti qui avait réalisé la seule révolution prolétarienne victorieuse et qui, espérait-on, était capable de fournir des armes à l'Espagne. Qui plus est, le Komintern était le champion le plus zélé de l'idée du Front populaire, et cela inspirait confiance aux couches d'ouvriers inexpérimentés. Au sein du Front populaire, le Komintern était le champion le plus zélé du caractère bourgeois de la révolution : cela inspirait confiance à la petite et à une partie de la moyenne bourgeoisie. Voilà pourquoi les masses "se rangèrent sous les drapeaux du PC".

Notre auteur traite cette question comme si le prolétariat se trouvait dans un magasin bien approvisionné pour y choisir une paire de bottes neuves. Mais on sait bien que même une opération aussi simple ne se solde pas toujours par un succès. Quand il s'agit d'une nouvelle direction, le choix est très limité. Ce n'est que peu à peu, et seulement sur la base de leur propre expérience à travers les diverses étapes, que les couches les plus larges des masses finissent par se convaincre que la nouvelle direction est plus ferme, plus sûre, plus loyale que l'ancienne. Il est certain que, dans le cours d'une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent sur un rythme accéléré, un parti faible peut rapidement devenir un parti puissant, à condition seulement qu'il comprenne lucidement le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se laissent pas griser de mots ni terroriser par la répression. Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où le processus de formation des cadres exige des délais considérables et où la révolution n'en laisse pas le temps. »

“La tâche historique de la IV^e Internationale”

(Le Manifeste de la “Conférence d’alarme”, 1940)

“La révolution prolétarienne

Les conditions fondamentales pour la victoire de la révolution prolétarienne ont été établies par l’expérience historique et clarifiées sur le plan théorique : 1. L’impasse bourgeoise et la confusion de la classe dominante qui en résulte, 2. Le vif mécontentement et l’aspiration à des changements décisifs dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans le soutien de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir, 3. La conscience du caractère intolérable de la situation et le fait qu’on soit, dans les rangs du prolétariat, prêts à des actions révolutionnaires, 4. Un programme clair et une direction ferme de l’avant-garde prolétarienne — telles sont les quatre conditions pour la victoire de la révolution prolétarienne. La principale raison des défaites de nombreuses révoltes a sa racine dans le fait que ces quatre conditions n’atteignent que rarement le nécessaire degré de maturité au même moment. En histoire, la guerre est souvent la mère de la révolution précisément parce qu’elle secoue jusque dans leurs fondations des régimes totalement surannés, affaiblit la classe dirigeante et hâte la montée de l’agitation révolutionnaire dans les classes opprimées.

Déjà, la désorientation de la bourgeoisie, les inquiétudes et le mécontentement des classes populaires sont intenses, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans les pays neutres ; ces phénomènes s’intensifieront avec chaque mois de guerre. Au cours des vingt dernières années, c’est vrai, le prolétariat a subi une défaite après l’autre, chacune plus grave que la précédente, a perdu ses illusions dans ses vieux partis et abordé la guerre incontestablement dans un état d’esprit dépressif. On ne devrait cependant pas sous-estimer la stabilité ou la capacité de durer de tels sentiments. Les événements les ont fait apparaître ; les événements les feront disparaître.

La guerre, comme la révolution, est faite d’abord et avant tout par la plus jeune génération. Des millions de jeunes, incapables d’accéder à l’industrie, ont commencé leur vie comme chômeurs et sont ainsi restés à l’écart de la vie politique. Aujourd’hui, ils sont en train de trouver leur place, ou bien ils la trouveront demain : l’Etat les organise en régiments et, pour cette raison même, ouvre la possibilité de leur unification révolutionnaire. Sans aucun doute, la guerre secouera aussi l’apathie des générations plus anciennes.

Le problème de la direction

Reste la question de la direction. Est-ce que la révolution ne va pas être trahie cette fois aussi dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l’impérialisme, alors que les éléments authentiquement révolutionnaires constituent une petite minorité ? En d’autres termes, allons-nous réussir à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut bien la poser. Naturellement, tel ou tel soulèvement peut et même doit se terminer par une défaite due à l’absence de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il ne s’agit pas d’un soulèvement unique. Il s’agit d’une époque révolutionnaire entière.

Le monde capitaliste n’a pas d’issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour des longues années, sinon des décennies, de guerres,

de soulèvements, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. C'est là-dessus que doit se fonder un jeune parti révolutionnaire. L'histoire lui donnera suffisamment d'occasions et de possibilités de s'éprouver lui-même, d'accumuler de l'expérience et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Mais le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des intervalles est d'une énorme importance, mais elle n'altère ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. La conclusion est simple : il faut faire le travail d'éduquer et d'organiser l'avant-garde prolétarienne avec une énergie décuplée. C'est précisément en cela que réside la tâche de la IV^e Internationale.

La plus grosse erreur est commise par ceux qui, cherchant à justifier des conclusions pessimistes, font simplement référence aux tristes conséquences de la dernière guerre. En premier lieu, la dernière guerre a donné naissance à la révolution d'Octobre, sur les leçons de laquelle vit le mouvement ouvrier du monde entier. En second lieu, les conditions de la guerre actuelle diffèrent profondément des conditions de 1914. La position économique des Etats impérialistes, y compris les Etats-Unis, est infiniment pire aujourd'hui et le pouvoir de destruction de la guerre infiniment plus grand que ce n'était le cas il y a un quart de siècle. Il y a donc assez de raisons pour attendre cette fois une réaction bien plus rapide et bien plus décisive de la part des ouvriers et de l'armée.

L'expérience de la première guerre n'est pas sans avoir profondément affecté les masses. La II^e Internationale a tiré sa force des illusions démocratiques et pacifistes presque intactes des masses. Les ouvriers espéraient sérieusement que la guerre de 1914 serait la dernière des guerres. Les soldats se sont fait tuer pour épargner à leurs enfants un nouveau massacre. Ce n'est qu'à cause de cet espoir que les hommes ont pu supporter la guerre pendant plus de quatre années. Aujourd'hui, il ne reste presque rien des illusions démocratiques et pacifistes. Les peuples souffrent de la guerre actuelle sans plus y croire, sans en attendre plus que de nouvelles chaînes. Cela s'applique aussi aux Etats totalitaires. La vieille génération ouvrière, qui a porté sur ses épaules le fardeau de la première guerre impérialiste et qui n'a pas oublié ses leçons, est loin encore d'être éliminée de l'arène. La génération suivante, qui a fait ses classes pendant la dernière guerre, entend encore résonner dans ses oreilles les faux mots d'ordre de patriotism et de pacifisme. L'inestimable expérience politique de ces couches qui sont maintenant écrasées par le poids de la machine de guerre se révélera dans toute sa force quand la guerre obligera les masses laborieuses à se prononcer ouvertement contre leurs gouvernements."

En dehors des ouvrages dont sont tirés les extraits publiés dans ce numéro, et dont la référence est donnée après le sommaire, les livres suivants de Léon Trotsky sont disponibles en français :

- *Ma vie* (Gallimard) ;
- *Histoire de la révolution russe* (Le Seuil) ;
- *L'Internationale communiste après Lénine* (PUF) ;
- *La Révolution trahie* (Editions de Minuit) ;
- *Littérature et Révolution* (Editions de la Passion), incluant *Les Questions du mode de vie* ;
- *Lénine* (PUF) ;
- *Trotsky* (Livre de poche) (textes présentés par Jean-Jacques Marie) ;
- *Trotsky : écrits communistes* (Le Temps des Cerises) (textes choisis par Jean-Jacques Marie).

On peut se procurer ces ouvrages à la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Léon Trotsky, constructeur de la section américaine de la IV^e Internationale

Par Alan BENJAMIN

Dès son arrivée au Mexique, en 1937, Léon Trotsky commença à intervenir pour que se tienne rapidement une conférence internationale en vue de fonder la IV^e Internationale. Il demanda immédiatement aux militants trotskystes américains — qui, peu auparavant, avaient été exclus du Parti socialiste et de son organisation de jeunesse, la Young People's Socialist League, où, pendant une période, ils étaient intervenus directement et de manière organisée —, de jouer un rôle d'impulsion dans l'action pour constituer la IV^e Internationale.

Trotsky donnait beaucoup d'attention aux développements politiques aux Etats-Unis, qu'il suivait avec soin depuis des années. Il était particulièrement attaché à aider à la construction de la section américaine de ce qui était alors le Mouvement pour la IV^e Internationale.

Ce souci ne résultait ni d'une sympathie spéciale pour les Etats-Unis ni de liens particuliers avec les militants de la IV^e Internationale dans ce pays, mais de l'évaluation du rôle essentiel que la puissante classe ouvrière américaine serait appelée à jouer, alors qu'elle combattait au cœur même du système impérialiste, dans les destinées de la révolution mondiale.

Un autre motif qui explique que Trotsky ait donné tant d'attention aux Etats-Unis était l'existence dans ce pays d'une importante organisation trotskyste, qui avait de profondes et durables racines dans le mouvement ouvrier et syndical.

James P. Cannon, le fondateur du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, avait été un dirigeant des Industrial Workers of the World (IWW), organisation syndicaliste révolutionnaire qui avait joué un grand rôle dans les luttes de la classe ouvrière américaine dans les premières années du XX^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale.

James P. Cannon avait ensuite rejoint le Parti socialiste et devait rompre avec celui-ci dans la foulée de la révolution russe, devenant l'un des fondateurs du Parti communiste américain.

James P. Cannon, membre de l'exécutif de l'Internationale communiste, avait été l'un des premiers dirigeants à s'engager avec Trotsky contre le stalinisme, pour la construction de l'Opposition de gauche internationale. Les trotskystes américains, de plus, avaient été au premier rang des grèves générales de Minneapolis, de

Toledo et de San Francisco en 1934. Pour toutes ces raisons, Trotsky attendait de ses camarades américains qu'ils occupent une place centrale dans la fondation et la construction de la IV^e Internationale.

Comme nous l'avons noté, l'intérêt particulier que Trotsky portait à la construction de la IV^e Internationale aux Etats-Unis procédait avant tout de la place occupée par la classe ouvrière américaine dans la lutte des classes mondiale.

Les conceptions de Trotsky étaient donc contraires aux positions véhiculées alors par des courants petits-bourgeois (et qui, depuis, ont connu une grande vogue), selon lesquelles la classe ouvrière américaine, du fait de son "arriération politique", c'est-à-dire de l'absence de partis ouvriers de masse, ne pouvait être considérée comme un facteur révolutionnaire.

Il était tout autant opposé à l'idée selon laquelle la place mondiale des Etats-Unis donnait un statut particulier à la classe ouvrière américaine, indépendamment de la lutte des classes mondiale. Trotsky était radicalement opposé à toute conception "nationale-trotskyste".

Ce n'est pas le lieu, dans cet article, de traiter de l'évolution du Socialist Workers Party ni d'analyser les contradictions au sein de sa direction. Une contribution importante à ce bilan a été publiée dans *La Vérité*, n° 612 (nouvelle série, n° 6), d'avril 1993 : "Force et faiblesse du can-nonisme", par Frank Wainwright.

Il était cependant nécessaire d'indiquer ces problèmes, car ils éclairent le caractère des discussions menées par Léon Trotsky.

LA TRANSITION DANS LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Trotsky avait suivi de près le soulèvement de masse de la classe ouvrière américaine commençant en 1933-1934. Il avait salué le fait que les

entreprises par les ouvriers, y compris ceux des industries clés telles que l'acier, l'automobile, le caoutchouc, les usines d'utilité publique et la navigation où, dans le passé, le mouvement syndical n'avait pu s'enraciner" (1).

Ce puissant mouvement de constitution des syndicats devait amener une scission au sein de la vieille fédération, l'American Federation of Labor (AFL), fondée sur les syndicats de métiers, et conduire à la formation de syndicats industriels de masse par la constitution du Committee for Industrial Organization (CIO).

En même temps, Trotsky était clairement conscient du retard dans le développement politique de la classe ouvrière américaine, notant que

"le passé de l'Amérique est marqué par des grèves et une direction héroïque, mais sans cristallisation politique".

Les nouveaux changements dans la situation objective résultant des grandes batailles livrées par la classe ouvrière au milieu des années 1930 étaient tels qu'une modification dans l'état d'esprit politique des travailleurs américains était imminente, d'après Trotsky.

Il constatait que, dans les conditions qui existaient, il n'était pas douteux

"qu'un vaste mouvement d'organisation et de grève dans une industrie clé ne peut être considéré aujourd'hui comme une question purement syndicale. Il conduit nécessairement à un conflit avec la classe bourgeoise dans son ensemble et avec l'appareil gouvernemental, ce qui implique des conséquences sociales les plus profondes" (2).

L'orientation constante de Trotsky, en relation avec les Etats-Unis comme dans le cas des autres pays, était d'aider les militants combattant pour la IV^e Internationale à rompre leur isolement et à se lier à des secteurs d'ouvriers se radicalisant. L'une de ses préoccupations permanentes était d'aider dans le monde entier ceux qui partageaient ces positions à développer

(1) "Sur la situation aux Etats-Unis", juillet 1936. Léon Trotsky, *Oeuvres*, tome 10.

(2) *Ibidem*.

"tentatives opiniâtres et persistantes pour s'organiser, culminant dans des luttes grévistes les plus héroïques, ont été

des formes transitoires adéquates pour la construction du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale.

Cette préoccupation était peut-être encore plus grande dans le cas des Etats-Unis, car Trotsky considérait que le retard dans le développement politique de la classe ouvrière américaine créait des difficultés supplémentaires pour les militants trotskystes.

Au printemps de 1936, Trotsky voyait le danger principal menaçant l'avant-garde révolutionnaire dans l'isolement sectaire et l'autoproclamation, séparée de toute tentative de se lier aux processus de radicalisation en cours dans la classe ouvrière, si modestes soient-ils.

En dépit de fortes objections de certains secteurs de l'organisation aux Etats-Unis, Trotsky insista sur la nécessité que les militants trotskystes se constituent comme courant politique au sein du Parti socialiste. En réponse à l'argument selon lequel le Parti socialiste aux Etats-Unis était faible et sa composition sociale mauvaise, Trotsky expliquait :

"Le Parti socialiste des Etats-Unis n'est pas faible par hasard. Le regroupement politique de l'avant-garde prolétarienne progresse en Amérique avec une lenteur effrayante. Déjà, Engels avait eu à se colteler avec ce problème. Mais nous ne devons pas oublier que les facteurs fondamentaux qui rendent difficile la cristallisation d'une avant-garde socialiste, sans parler d'une avant-garde révolutionnaire, en Amérique, n'œuvrent pas seulement contre le Parti socialiste, mais aussi contre nous, et que, malgré le changement des conditions économiques, l'inertie psychologique que les Trade Unions ont transformée en tradition ne peut être surmontée en un rien de temps."

Trotsky ajoutait :

"La force de cohésion des grands partis et bien plus importante que celle des petits : on ne rompt pas si facilement avec un parti de masse. Cela explique en partie pourquoi, en France, nous avons pu garder relativement si peu de nouveaux éléments lors de l'exclusion. Comme le parti américain n'est juste-

ment pas un véritable parti de masse, notre influence peut s'y révéler beaucoup plus déterminante. On peut évaluer les possibilités pratiques avec toute la modestie qu'on voudra : personne ne contestera que le Workers Party et la Spartacus Youth League peuvent doubler leur nombre d'adhérents. Même 50 % de gain ne seraient pas sans importance dans la situation actuelle (3)."

La direction de la section, autour de James P. Cannon et de Max Shachtman, soutenait la position de Trotsky, mais un courant conduit par Muste et Oehler (4) s'opposa à l'entrisme et, finalement, devait rompre avec la section et le Mouvement pour la IV^e Internationale.

Environ un an plus tard, Trotsky était amené à mettre les militants trotskystes américains en garde contre ce qu'il appelait une

"adaptation à la direction du Parti socialiste exprimée "dans une ligne opportuniste" ».

Il précisait, en s'appuyant sur les développements concrets de la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale, qu'il fallait maintenant être prêt à "sauter par-dessus les débris du Parti socialiste".

Il ajoutait, en conclusion d'une lettre à la direction du SWP, en date du 15 juin 1937 :

"Je ne parle pas ici de notre travail dans les syndicats, spécialement dans le CIO. Il est, de façon générale, la plus importante des tâches qui nous attendent. Mais elle exige notre indépendance comme condition d'une activité libre et courageuse dans les grèves et dans les syndicats (5)."

(3) "Défense de la position adoptée aux Etats-Unis", février 1936, Œuvres, tome 8.

(4) Max Shachtman (1903-1972) fut dirigeant des Jeunesse communistes aux Etats-Unis. Il fut l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche et devait rompre avec la IV^e Internationale en 1940. J. Muste était le dirigeant de l'American Workers Party — qui avait fusionné avec l'organisation trotskyste américaine pour former le Workers Party —, dans lequel les trotskystes existaient alors comme courant. Hugo Oehler avait été exclu du PC américain en 1930. Ayant rejoint l'organisation trotskyste américaine, il considérait que les positions de Trotsky étaient liquidatrices.

(5) "La situation dans le Parti socialiste et nos tâches", juin 1937, Œuvres, tome 14.

L'orientation de Trotsky fut validée par l'expérience. Durant l'été de 1937, les trotskystes furent exclus du Parti socialiste, mais leur nombre s'était significativement accru et ils avaient gagné à leurs positions la majorité de l'YPSL, l'organisation de jeunesse.

Les militants exclus convoquèrent une conférence nationale pour constituer un nouveau parti révolutionnaire affilié au Mouvement pour la IV^e Internationale.

Après une large discussion politique, dans laquelle Trotsky participa activement, le Socialist Workers Party (SWP) fut fondé lors d'une conférence nationale tenue à Chicago du 31 décembre 1937 au 3 janvier 1938.

VERS LA FONDATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

De Mexico, Trotsky participa avec un vif intérêt à la discussion au sein du SWP précédant la conférence nationale. Il centra son attention sur les résolutions à propos de l'Union soviétique et de l'Espagne, mais aussi sur la nature du centralisme démocratique et les principes d'organisation d'une organisation révolutionnaire.

Bien que comprenant parfaitement que l'organisation d'une conférence nationale prenait du temps et réclamait un grand investissement de la part de la direction de la section, Trotsky ne cacha pas son souci de voir les camarades des Etats-Unis ne pas pleinement assumer leurs responsabilités à l'échelle internationale dans la construction du Mouvement pour la IV^e Internationale.

Dans une lettre écrite à Cannon en août 1937, Trotsky expliquait :

"Vous vous souvenez qu'à la dernière conférence, Shachtman a été élu comme membre du comité exécutif du Mouvement pour la IV^e Internationale. La section américaine n'a jamais participé au travail du secrétariat international et c'est à peine si vous répondez aux lettres venues d'Europe. Cela a conduit à une atmosphère de doute, même de suspicion vis-à-vis de la section américaine (...). Pour assurer le succès de la conférence

(de fondation de la IV^e Internationale — NDLR), il est absolument nécessaire que la section américaine participe à l'ensemble du travail préparatoire à partir d'aujourd'hui. Il doit y avoir un soutien financier, même s'il est modeste, de sa part (6)."

Pour Trotsky, construire des sections nationales sur une orientation authentiquement révolutionnaire exigeait que la construction de la IV^e Internationale comme un tout soit au centre de l'activité politique de chaque section. Ce qui était indissociable du fait que la construction de l'Internationale ne pouvait s'exprimer dans chaque pays qu'au travers de tactiques appropriées correspondant à la situation nationale. De ce point de vue, il y a une relation entre la faiblesse, constatée par Trotsky, de la participation de la direction du SWP à la vie de l'Internationale et les tendances que nous allons examiner à réduire la question du Labor Party à un propagandisme abstrait.

Après la formation du nouveau parti, il fut décidé qu'une délégation de la direction du SWP se rendrait à Mexico pour y mener avec Trotsky des discussions au sujet de la conférence de fondation de la IV^e Internationale et d'autres sujets qui étaient liés à ce problème.

Trotsky avait fiévreusement travaillé sur le document programmatique central qui devait être présenté à la conférence de fondation, et qui est connu sous le nom de *Programme de transition*. Il voulait que le SWP présente et défende ce programme dans la discussion internationale préparatoire.

Mais avant d'obtenir cet engagement, il lui fallut convaincre les dirigeants du SWP que ce programme était correct. Cela ne se fit ni automatiquement ni immédiatement.

En mars 1938, une délégation formée par James P. Cannon, Max Shachtman, Vince Ray Dunne et Rose Karsner rencontra Trotsky et poursuivit avec lui pendant toute une semaine la discussion. Des sessions formelles de discussions se tin-

(6) "Quelques suggestions", 26 août 1937, *Oeuvres*, tome 15.

rent pendant six jours consécutifs sur le *Programme de transition* et sa méthode.

En effet, dans cette discussion, il y avait deux importantes questions au sujet desquelles Trotsky pensait que le SWP commettait une erreur politique.

La première concernait un regroupement autour d'un amendement à la Constitution américaine, qui aurait interdit au Congrès de pouvoir déclarer le pays en guerre sans un référendum. Trotsky considérait que le SWP devait participer au mouvement de soutien de ce qui s'appelait l'amendement Ludlow plutôt que de rester sur le côté de la route en se contentant de critiquer les limites d'un tel amendement.

L'autre question impliquait l'attitude du SWP dans la formation d'un Labor Party indépendant fondé sur les syndicats.

A la Convention de Chicago, trois mois auparavant, le SWP avait réaffirmé la position, qui était la sienne depuis de nombreuses années, que des révolutionnaires ne pouvaient appeler à la formation d'un Labor Party même s'ils étaient prêts à agir en son sein au cas où il serait constitué.

TROTSKY ET LA QUESTION DU LABOR PARTY

Au début de la discussion avec les camarades américains, Trotsky revint sur le débat des trotskystes américains sur la question du Labor Party. Il dit :

"Quand la Ligue communiste des Etats-Unis (CLA) a pour la première fois étudié cette question, il y a sept ou huit ans, si nous allions être ou non pour un Labor Party, si nous allions ou non prendre l'initiative sur ce point, alors le sentiment général était de ne pas le faire, et c'était tout à fait juste. La perspective de développement n'était pas claire. Je crois que la majorité d'entre nous espérait que notre organisation se développerait plus vite. D'un autre côté, je crois que personne, dans nos rangs, n'a pendant cette période prévu l'apparition du CIO à cette vitesse et avec cette puissance."

Dans notre perspective, d'un côté nous avons surestimé la possibilité d'un dévelo-

pement de notre parti au détriment des staliniens et, de l'autre, nous n'avons pas vu ce puissant mouvement syndical et le rapide déclin du capitalisme américain (7)."

Trotsky souligna que cette perspective devait maintenant être changée du fait des grèves massives du milieu des années 1930 et de l'émergence du CIO, comptant 3 millions de membres.

"Depuis cette période, le début des années 1930, la situation a radicalement changé et nous n'avons aucune excuse pour ignorer les faits. Les syndicats qui se développent puissamment dans les conditions de l'approfondissement de la crise du capitalisme seront d'autant plus poussés de manière irréversible à s'engager sur la voie de l'action politique, et donc sur celle de la cristallisation d'un Labor Party. Si les dirigeants officiels des syndicats, en dépit de la nécessité de la situation et de la pression grandissante des masses, demeurent réservés sur la question du Labor Party, c'est simplement parce que la profondeur de la crise sociale de la société bourgeoise donne maintenant à la question du Labor Party un caractère bien plus aigu que dans les périodes précédentes."

Une organisation révolutionnaire qui a une position négative au sujet du Labor Party, qui se tient à l'écart et attend de voir ce qui arrivera se condamne à l'isolement et à la dégénérescence sectaire (8)."

Bien que Trotsky soit parvenu à convaincre la direction du SWP de la justesse de sa position, il demeurait encore une forte opposition à l'égard de cette nouvelle position, en particulier dans la jeunesse. Lors d'une réunion du comité national du SWP, en avril 1938, il y avait encore un grand malaise et beaucoup de confusion. Pour ces raisons, la direction du SWP décida de soumettre la question du Labor Party et celle du *Programme de transition* à une discussion nationale se concluant par un référendum des membres du parti sur ces questions.

Une fois encore, Trotsky participa activement à cette discussion interne, répondant

(7) "Discussion sur le Labor Party", 21 mars 1938, *Oeuvres*, tome 17.

(8) *Ibidem*.

aux objections et aux questions de toutes sortes. Une objection à laquelle les militants du SWP étaient largement sensibles était que, en appelant à la constitution d'un Labor Party, le SWP apparaissait comme appelant à la formation d'un parti ouvrier réformiste. Trotsky répondait :

"Sommes-nous pour la création d'un Labor Party réformiste ? Non. Sommes-nous pour une politique qui puisse donner aux syndicats la possibilité de jeter leur poids dans la balance ? Oui !"

"Il peut devenir un parti réformiste — cela dépend du développement. Ici se pose la question du programme. Je l'ai indiqué hier et je vais le souligner aujourd'hui : il nous faut un programme de revendications transitoires, dont la plus achevée est celle du gouvernement ouvrier et paysan (...)."

"Quand et comment le Labor Party sera constitué, quelles étapes et quelles scissions il va traverser, l'avenir le dira. En défendant le Labor Party contre les attaques de la bourgeoisie, le SWP ne prend et ne veut pas prendre sur lui la responsabilité de ce parti. Vis-à-vis du Labor Party, à toutes les étapes de son développement, le SWP maintient une position critique, soutient les tendances progressistes contre les tendances réactionnaires et, en même temps, critique impitoyablement le caractère chèvre-chou de ces tendances progressistes (...)."

"Il serait absurde, pour nous, de dire qu'un nouveau parti, parce qu'il émerge de l'unification politique des syndicats, sera nécessairement opportuniste... Bien sûr, si nous avions le choix, dans les faits, entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, nous montrions immédiatement que notre place est dans ce dernier. Mais un parti est absolument nécessaire. Cette la seule voie dans cette situation."

"Dire que nous allons combattre l'opportunisme — et nous le combattrons effectivement, aujourd'hui et demain, et tout particulièrement si un parti de la classe ouvrière est organisé — en nous opposant à un pas en avant progressiste qui peut conduire à un développement opportuniste est une politique complètement réactionnaire. Le sectarisme est souvent réactionnaire, parce qu'il se place en opposition à l'action nécessaire de la classe ouvrière (9)."

Une autre objection, largement répandue et qui apparut pendant la discussion au comité national du SWP, était qu'il n'y avait pas aux Etats-Unis un sentiment généralisé en faveur du Labor Party. Trotsky répondait :

"Je ne peux pas apprécier s'il existe une aspiration à un Labor Party, parce que je n'ai ni observations ni informations personnelles. Mais il ne me semble pas que le degré auquel les dirigeants ou la base des syndicats sont disposés ou sont enclins à former un tel parti soit une question décisive... Nous ne pouvons mesurer l'état d'esprit que dans l'action, si le mot d'ordre est mis à l'ordre du jour. Mais ce qu'on peut dire, c'est que la situation objective est absolument déterminante."

"Les syndicats en tant que syndicats ne peuvent avoir d'action que défensive, perdre des membres au fur et à mesure que la crise s'aggrave et multiplie les chômeurs. Leur trésorerie ne cesse de s'appauvrir, tandis que les tâches se multiplient, qu'il faut effectuer avec des moyens toujours moindres. C'est un fait que l'on ne peut pas changer... Je dis à ce propos ce que j'ai déjà dit de l'ensemble du programme de revendications de transition. Le problème n'est pas l'état d'esprit des masses, mais la situation objective, et notre travail est de mettre le matériel arriéré des masses en face des tâches qui sont déterminées par des faits objectifs, et non par leur psychologie. Il en est de même pour la question particulière du Labor Party."

"Si la lutte de classe n'est pas écrasée, si elle ne laisse pas la place à la démoralisation, alors le mouvement trouvera un canal nouveau, et ce canal sera politique. C'est l'argument fondamental en faveur de ce mot d'ordre... (10)."

Trotsky craignait que la discussion au sein du SWP aboutisse à un accord formel à l'appel pour un Labor Party, qui ne serait pas suivi de pratiques aidant les travailleurs à forger un tel parti.

De ce point de vue, Trotsky considérait qu'il était nécessaire d'assurer un lien avec

(9) "Le problème du Labor Party", avril 1938, Œuvres, tome 17.

(10) "Discussion sur le Labor Party", 31 mai 1938, Œuvres, tome 17.

les initiatives qui prétendaient favoriser une action politique indépendante de la classe ouvrière, y compris celles des regroupements liés au stalinisme et ayant un caractère de type front populaire, pour combattre pour le Labor Party.

Pour Trotsky, il était nécessaire de jouer sur les contradictions de ces regroupements. L'un d'eux était la Labor Non Partisan League (LNPL). Bien que ce mouvement ait été clairement établi par les staliniens comme un moyen de dévier le mouvement pour un Labor Party et de le renvoyer vers le Parti démocrate, il se présentait aussi — et était perçu par des travailleurs — comme un pas vers une action ouvrière indépendante.

Dans cette mesure, c'eut été une erreur de dénoncer ce mouvement de l'extérieur. Cela ne dévoilait pas le rôle des staliniens, mais leur facilitait la tâche. Il était nécessaire de combattre les illusions existant à propos et dans la LNPL sur le terrain des illusions, c'est-à-dire en utilisant la contradiction existant entre la prétention de la LNPL à ouvrir la voie à l'action politique indépendante et l'orientation des responsables staliniens, qui se refusaient à ouvrir une telle perspective.

A la question posée par Cannon : "Proposons-nous que les syndicats apportent leur soutien à la LNPL ?", Trotsky répondit :

"Oui, je le crois. Naturellement, nous ferons notre premier pas de façon à accumuler une expérience pour le travail pratique, pas nous engager dans des formules abstraites, mais développer un programme d'action concret et des revendications dans le sens que ce programme de transition soit issu des conditions de la société capitaliste actuelle et qu'il conduise tout de suite au-delà des limites du capitalisme (11)."

Les préoccupations de Trotsky sur les résultats de ce débat au sein du SWP devinrent de plus en plus fortes au fur et à mesure de la progression de la discussion. Dans une lettre à James P. Cannon à ce sujet, il remarquait que

"le référendum (au sein du SWP) ne me semble pas avoir été une invention très

heureuse. La discussion semble avoir provoqué quelque embarras dans le parti. On ne peut surmonter tout cela que par l'action. Il me semble qu'il est temps de montrer au parti comment agir directement sur ce point (...).

Il est bien évident qu'un article n'est rien si le parti ne commence pas une action sérieuse dans les syndicats avec le mot d'ordre que les ouvriers prennent l'Etat entre leurs mains et que, pour cela, ils ont besoin de leur propre Labor Party indépendant.

Un pas énergique dans cette direction dissiperait sûrement tous les malentendus et mécontentements, et pousserait le parti en avant. Sur cette question comme sur les autres, il est absolument nécessaire de donner à notre propagande et à notre agitation un caractère plus systématique, plus concentré. Par exemple, il faut obliger tous les comités locaux à présenter sous un mois au comité national un bref rapport sur leurs liens avec les syndicats, les possibilités de travail dans les syndicats, et surtout d'agitation dans les syndicats en faveur d'un Labor Party indépendant. Le danger est que la question du Labor Party devienne une pure abstraction (12)."

Les inquiétudes de Trotsky étaient fondées. C'est un fait qu'entre 1938 et 1940, pratiquement rien de significatif ne fut accompli aux Etats-Unis en termes de pas pratiques dans la direction d'un Labor Party. Un soutien formel à la constitution d'un Labor Party avait été adopté, mais la méthode de Trotsky qui fondait cette prise de position n'avait pas été suffisamment assimilée.

LES FONDEMENTS PROGRAMMATIQUES DU SWP RESTAIENT INCOMPLETS

A la suite de la discussion au sein du comité national, une majorité des militants du parti votèrent en faveur de la nouvelle position sur le Labor Party et une

(11) "Discussion sur le Labor Party", 21 mars 1938, *Oeuvres*, tome 17.

(12) "Problèmes du SWP", 5 octobre 1938, *Oeuvres*, tome 19.

très large majorité se prononça pour le *Programme de transition*. Cela représentait un pas en avant.

Durant la discussion internationale qui précéda immédiatement la fondation de la IV^e Internationale, Trotsky souligna que le *Programme de transition*, tel qu'il était rédigé en 1938, était en un sens incomplet et qu'il nécessitait des ajouts ou des modifications, dans le cadre de l'analyse historique et stratégique qu'il donnait, portant sur des points particuliers et précisant les mots d'ordre, comme résultat de l'expérience accumulée dans l'application même de ce programme.

Néanmoins, à la fin de la discussion, en août 1938, alors que les délégués se rassemblaient déjà en France, Trotsky précisa que l'approbation du *Programme de transition* représentait "notre plus importante conquête".

En septembre 1938, se tint la conférence de fondation de la IV^e Internationale et le document programmatique essentiel, le *Programme de transition*, fut adopté comme programme de fondation de la IV^e Internationale. Tous les délégués n'étaient pas en accord complet avec ce programme et il y eut un débat sur nombre d'amendements parfois importants, parfois d'un caractère mineur.

Après l'adoption majoritaire du programme, un vote décida de la proclamation immédiate de la IV^e Internationale plutôt que de repousser celle-ci, comme le recommandait une minorité.

Aux Etats-Unis, le SWP, avec l'implication directe de Trotsky, avait considérablement avancé dans la construction des fondements programmatiques du nouveau parti. Mais pour Trotsky et la direction du SWP, cette tâche n'était pas encore achevée. Un exemple de ce qui restait à faire était la question de la lutte des Noirs aux Etats-Unis. Les résolutions du Congrès de Chicago mentionnaient à peine cette question et la déclaration de principe du parti ne contenait que des affirmations générales à ce sujet.

Ce ne fut qu'au deuxième congrès du SWP, tenu dix-huit mois plus tard, en juillet 1939, à New York, que cette faiblesse fut corrigée. Cela suivait une importante discussion, dans le cours de la

préparation du congrès, entre Trotsky et CLR James (13).

C'est ce même congrès qui fut également l'arène dans laquelle commencèrent à se définir les deux tendances qui, seulement quelques semaines après le congrès, engagèrent une lutte fractionnelle qui déchira le SWP pendant des mois et s'avéra en définitive être une lutte portant sur les fondements programmatiques de la IV^e Internationale. C'est le contenu de la discussion sur la nature de classe de l'Union soviétique, que nous traitons dans la dernière partie de cet article.

TROTSKY ET LA QUESTION DU PARTI NOIR

La question noire, comme celle du Labor Party, fut aussi l'objet de nombreuses discussions entre Trotsky et les militants américains durant toute la décennie.

Dès 1933, Trotsky avait polémiqué contre plusieurs responsables de l'organisation américaine, qui s'opposaient au mot d'ordre d'"autodétermination pour les Noirs aux Etats-Unis". Trotsky leur répondit dans les termes suivants :

« Sur cette question, un critère abstrait n'est pas déterminant ; bien plus importants sont la conscience historique des Noirs américains, leurs sentiments et leurs aspirations. Les Noirs ne sont pas pour l'instant unis avec les travailleurs blancs. 99,9 % des ouvriers américains sont imprégnés de chauvinisme ; en relation aux Noirs, ils se comportent comme des lyncheurs, comme à l'égard des Chinois, etc. Il est nécessaire de les éduquer. Il est nécessaire de leur faire comprendre que l'Etat américain n'est pas leur Etat et qu'ils n'ont pas à être les gardiens de cet Etat. Les ouvriers américains qui disent : "Les Noirs doivent pouvoir se séparer (de l'Etat américain)

(13) CLR James était né à Trinidad, en 1901. Militant en Angleterre dans les rangs de l'Independent Labour Party, il avait rejoint le mouvement trotskiste, puis s'était installé aux Etats-Unis, où il avait commencé à développer un travail parmi les militants noirs. Il s'opposa à Trotsky sur la question de l'URSS et développa des positions de plus en plus éloignées de celles de la IV^e Internationale.

s'ils le désirent et nous les défendrons contre la police américaine", ces ouvriers sont des révolutionnaires. J'ai confiance en eux. L'argument selon lequel le mot d'ordre d'autodétermination éloigne du point de vue de classe est une adaptation à l'idéologie dominante parmi les ouvriers blancs (14). »

Dans le cadre de la discussion interne préparant le deuxième congrès national du SWP — prévu pour juillet 1939 —, Trotsky mena la discussion avec ses camarades américains sur l'éventualité de construire une organisation politique noire particulière aux Etats-Unis.

Trotsky devait aboutir à la conclusion, en particulier après plusieurs discussions avec CLR James, qu'une telle organisation était nécessaire.

Trotsky reconnaissait lui-même que cette proposition était complètement nouvelle et sans précédent :

"Notre mouvement a l'habitude de formes comme le parti, le syndicat, l'organisation éducative, la coopérative ; mais il s'agit ici d'un nouveau type d'organisation, qui ne coïncide pas avec les formes traditionnelles. Nous devons pourtant considérer cette question de tous les côtés pour voir s'il est possible ou non de construire une telle organisation et quelle forme notre participation pourrait y prendre."

Quels étaient les facteurs qui, pour Trotsky, justifiaient l'existence d'une organisation politique noire particulière ? Trotsky expliquait :

"Les Noirs ont été réduits à l'esclavage par les Blancs. Ils ont été libérés par les Blancs (la prétendue "libération"). Ils ont été dirigés et trahis par les Blancs et n'ont pas disposé de leur propre indépendance politique. Ils ont besoin d'une activité politique préparatoire comme Noirs. Théoriquement, il me semble absolument clair qu'une organisation spécifique doit être créée pour répondre à une situation spécifique. »

Et Trotsky continuait :

"Qu'est-ce qui détermine cette nécessité ? Deux faits fondamentaux : que les larges masses de Noirs sont arriérées et

opprimées, et que cette oppression est si forte qu'ils sont amenés à la ressentir à chaque moment et qu'ils la ressentent comme Noirs. Nous devons trouver les moyens de donner à ce sentiment une expression politique organisée. Vous pourriez objecter qu'en Allemagne ou en Angleterre, nous ne développons pas de telles organisations semi-politiques, semi-syndicales ou semi-culturelles. Nous répondons que nous devons nous adapter à la situation réelle des masses noires aux Etats-Unis (15)."

Pour Trotsky, la discussion sur l'organisation politique des Noirs aux Etats-Unis n'était pas une discussion qu'il aurait fallu limiter aux Noirs seulement. Il dénonça même comme un symptôme très inquiétant la faiblesse sur cette question de la pensée et des discussions politiques parmi les trotskystes américains. Il précisait :

"Un élément caractéristique des partis ouvriers américains, des organisations syndicales, etc., a toujours été leur caractère aristocratique. C'est là la base de l'opportunisme. Les travailleurs qualifiés qui se sentent installés dans la société capitaliste aident d'une certaine manière la bourgeoisie à maintenir les Noirs et les travailleurs non qualifiés au bas de l'échelle (...). Notre parti n'est pas à l'abri d'une telle dégénérescence. Les vieilles organisations, à commencer par l'AFL, sont des organisations de l'aristocratie ouvrière. Notre parti provient du même milieu et non des masses exploitées, donc les Noirs forment la partie la plus exploitée. Le fait que notre parti ne se soit pas jusqu'à présent tourné vers la question noire est un symptôme très inquiétant.

Si l'aristocratie ouvrière est à la base de l'opportunisme, si elle est l'une des sources de l'adaptation à la société capitaliste, alors les secteurs les plus opprimés et ceux qui subissent le plus les discriminations doivent constituer le milieu le plus dynamique de la classe ouvrière.

Nous devons dire aux éléments conscients parmi les Noirs qu'ils sont appelés par le développement historique à se mettre à l'avant-garde de la classe ouvrière. Qu'est-ce qui freine aujourd'hui dans les couches supérieures de la

(14) "Léon Trotsky : la question noire aux Etats-Unis", 28 février 1933.

(15) "Une organisation noire", 5 avril 1939.

classe ? Ce sont les priviléges qui les empêchent de devenir révolutionnaires. Cela n'existe pas pour les Noirs. Qu'est-ce qui peut permettre de transformer une certaine couche, de la rendre plus capable de courage et de sacrifices ? Cela est concentré parmi les Noirs. S'il advenait que nous, au SWP, ne soyons pas capables de trouver le chemin qui mène à cette couche, alors nous ne serions rien ; la révolution permanente et tout le reste seraient uniquement un mensonge (16)."

La ténacité de Trotsky se révéla payante. Le II^e Congrès du SWP, en juillet 1939, adopta deux résolutions sur la question noire, les deux rédigées par CLR James. La première résolution s'intitulait "Le droit à l'autodétermination et les Noirs aux Etats-Unis". Elle déclarait catégoriquement que seule la défense la plus énergique du droit à l'autodétermination des masses noires pouvait conduire celles-ci dans la voie révolutionnaire. La deuxième résolution, sur "Le SWP et le travail noir", allait un pas plus loin en établissant la nécessité de construire une organisation politique noire spécifique, liée aux luttes d'ensemble de la classe ouvrière.

La deuxième résolution commençait comme suit :

"Les Noirs américains, pour des siècles, ont constitué la fraction la plus opprimée et la plus victime de discriminations de la société américaine. Ils constituent, potentiellement, la couche la plus révolutionnaire de la population. Tout leur passé historique les désigne pour être, avec une direction adéquate, l'avant-garde même de la révolution prolétarienne. Le fait de négliger le travail parmi les Noirs et la question noire est un signe très inquiétant pour le parti... Si le parti ne trouve pas son chemin vers la grande masse des travailleurs les plus opprimés, dont les Noirs constituent une partie essentielle, les vastes perspectives de la révolution prolétarienne demeureront une fiction et le parti est appelé à dégénérer (...)."

Le SWP propose donc que ces militants noirs, aidés et soutenus par le parti, prennent l'initiative et collaborent avec d'autres militants noirs dans la formation d'une organisation de masse noire, dont la tâche sera la lutte pour les droits

des Noirs. Cette organisation ne sera pas (souligné dans l'original), ni de manière ouverte ni de manière secrète, une organisation périphérique de la IV^e Internationale. C'est une organisation dans laquelle les ouvriers et les paysans noirs dans leur masse sont invités à participer sur la base d'un programme ouvrier correspondant aux luttes quotidiennes des travailleurs noirs des villes et des campagnes.

Son programme sera élaboré par l'organisation noire elle-même, et les militants noirs de la IV^e Internationale qui participeront à cette organisation auront les mêmes droits — ni plus ni moins — que les autres membres."

Avec l'intégration de cette composante dans son programme, le SWP fut capable de jouer un rôle actif et important dans la lutte contre le racisme durant la Deuxième Guerre mondiale. Comme Georges Breitmann, qui a préparé le livre publié par le SWP et intitulé *La Fondation du SWP : procès-verbaux et résolutions, 1938-1939*, l'a écrit :

"Sans l'adjonction de la question de la libération noire, il ne fait pas de doute que le SWP n'aurait pas été pleinement armé programmatiquement pour faire face à la nouvelle guerre qui se déchaîna quelques semaines après son congrès."

TROTSKY ET LA DÉFENSE DU MARXISME

Au II^e Congrès du SWP (juillet 1939), la résolution majoritaire réaffirma les positions de la IV^e Internationale sur l'Union soviétique, telles qu'elles étaient précisées dans son programme de fondation, et qui prolongeait l'analyse antérieure du SWP sur l'Union soviétique. L'Union soviétique était caractérisée comme un Etat ouvrier dégénéré et dans lequel la propriété collective des moyens de production et la planification, héritages de la révolution d'Octobre, étaient encore préservées. Il devait donc être défendu contre l'agression

(16) *Ibidem.*

impérialiste. La bureaucratie stalinienne, "courroie de transmission de l'impérialisme", menait en définitive à la liquidation de toutes les conquêtes, qui ne pouvaient être défendues et régénérées que par la révolution politique renversant cette bureaucratie.

James Burnham (17) présenta un amendement niant que l'Union soviétique pouvait encore être considérée comme un Etat ouvrier, mais s'engageant néanmoins à la défendre contre les attaques de l'impérialisme tant que son économie demeurait nationalisée.

Le développement de la discussion devait rapidement révéler que toutes les questions fondamentales du marxisme étaient en cause. Deux semaines après le congrès, la Deuxième Guerre mondiale éclata et une tendance minoritaire conduite par Max Shachtman et James Burnham finit par remettre en cause dans sa totalité la caractérisation de classe de l'Union soviétique faite par la IV^e Internationale et la nécessité de la défendre contre l'impérialisme.

Une fois encore, Trotsky se jeta dans la bataille politique au sein du SWP, répondant à l'appel de Cannon et de la direction du SWP, pour intervenir et défendre le marxisme. C'est d'ailleurs sous le titre *Défense du marxisme* que furent rassemblés l'ensemble des textes de Trotsky relatifs à cette discussion. La plupart de ces textes ont également été publiés en français dans les tomes 22 et 23 des *Oeuvres*.

Défense du marxisme est bien l'expression qui convient, car dans cet ultime combat politique, Trotsky est amené à reprendre l'ensemble des positions fondamentales de la IV^e Internationale, et donc du marxisme. La question de la révolution sociale, de la capacité du prolétariat à faire valoir ses intérêts historiques, la question du parti, la question de l'Internationale sont abordées dans cette discussion. Dans cette mesure, c'est des fondements mêmes du marxisme dont il est question, et ce n'est pas un hasard si, pour attaquer à leurs racines mêmes les positions de Shachtman et de Burnham, Trotsky est amené à faire un cours magistral de dialectique matérialiste, qui n'a rien d'académique, mais qui montre comment les questions de la lutte du parti et de son organisation se recou-

pent avec les conceptions les plus générales du marxisme.

La tendance de Shachtman et de Burnham brandissait comme un argument le pacte contre-révolutionnaire signé entre la bureaucratie stalinienne et le régime nazi. D'emblée, Trotsky, dans une lettre à James P. Cannon, en date du 2 septembre 1939, définit sur quoi porte la discussion :

« 1. — *Notre définition de l'URSS peut être juste ou fausse. Mais je ne vois aucune raison de faire dépendre cette définition du pacte germano-soviétique.*

2. — *La nature sociale de l'URSS n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions staliniennes datant de l'époque des Fronts populaires.*

3. — *Quiconque affirme que l'URSS n'est plus un Etat ouvrier dégénéré, mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques.*

4. — *La question de l'URSS ne peut être traitée comme un cas unique, isolé du processus historique global de notre époque. Ou bien l'Etat stalinien est une formation transitoire, la déformation de l'Etat ouvrier d'un pays arriéré, isolé, ou bien le "collectivisme bureaucratique" est une formation sociale nouvelle qui est en train de remplacer le capitalisme partout dans le monde (stalinisme, fascisme, New Deal) (...).*

Quiconque choisit le second terme de l'alternative admet, ouvertement ou tacitement, que tout le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial est épaisé, que le mouvement socialiste a fait faillite et que le vieux capitalisme est en train de se transformer en "collectivisme bureaucratique" avec une nouvelle classe exploiteuse.

L'énorme importance d'une telle conclusion s'explique d'elle-même. Elle concerne le destin tout entier du proléta-

(17) James Burnham était, avec Max Shachtman, le principal dirigeant de la minorité. Plus rapidement que d'autres, il tira les conclusions de sa rupture avec la IV^e Internationale, affirmant que c'était une rupture avec le marxisme. Il devint un propagandiste de l'impérialisme américain.

riat mondial et de l'humanité» (Œuvres, tome 22).

La lutte fractionnelle s'acheva par une scission au congrès du SWP, le 5 avril 1940. La majorité du parti affirma son soutien au programme de la IV^e Internationale.

A chaque étape, Trotsky avait insisté pour que la direction du SWP prenne toutes les mesures qui relevaient d'elle pour empêcher une scission, notamment en garantissant la plus grande liberté d'expression à la minorité.

Mais celle-ci refusa de se situer dans le cadre de l'application des décisions majoritaires du congrès, choisissant de constituer une organisation séparée. Cette organisation, au travers de plusieurs crises, finit par dégénérer dans son ensemble, sous la pression de l'impérialisme.

Le combat conduit par Trotsky, et dans lequel s'était engagée la majorité de la direction du SWP, notamment ses cadres directement issus de la lutte de la classe ouvrière, comme Farrell Dobbs, le dirigeant de la grande grève de Minneapolis de 1934, aboutit à sauver le SWP comme section de la IV^e Internationale (18).

Ce combat ne concernait pas que le SWP : c'était la IV^e Internationale elle-même qui était menacée. Et malgré les immenses difficultés, y compris dans des pays occupés par les nazis, des éléments de cette discussion parvinrent aux militants de la IV^e Internationale et furent un élément de leur armement politique, de

leur résistance et de la construction d'organisations de la IV^e Internationale. A chaque moment, Trotsky insista d'ailleurs sur le caractère international de ce débat.

En novembre-décembre 1941, les dirigeants du SWP furent accusés de "sédition" et firent face à un tribunal bourgeois, à Minneapolis.

En fait, comme l'expliquait James P. Cannon dans sa défense, c'était "le socialisme" qui était en jugement. Les dirigeants du SWP étaient accusés et furent condamnés à des peines de prison parce qu'ils défendaient, dans la guerre comme dans la paix, les intérêts des travailleurs et ne confondaient pas la défense de la démocratie avec le pouvoir des exploiteurs.

Devant les représentants du gouvernement de l'impérialisme américain, écrivant une page glorieuse de la IV^e Internationale, ces militants défendirent le programme de la IV^e Internationale, celui qu'ils avaient défendu avec Trotsky contre l'opposition petite-bourgeoise au sein du SWP.

C'est sur cet héritage politique que se fonde le combat présent des militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis.

Alan Benjamin

(18) Ce que le SWP était politiquement, bien que, du fait d'une loi réactionnaire interdisant l'affiliation d'un parti politique américain à une Internationale, il fut contraint de se présenter comme une organisation partageant les positions de la IV^e Internationale.

Léon Trotsky, combattant de la révolution espagnole (1931-1937)

Par Manuel CUSO

Quand Léon Trotsky fut assassiné le 20 août 1940, sur son bureau se trouvaient des notes pour un article qui devait s'intituler "*Classe, parti et direction. Pourquoi le prolétariat espagnol a été défait (Questions de théorie marxiste)*" (1). Cela n'a rien de surprenant, puisque, dans les dernières années de sa vie, une bonne part de sa réflexion et de son action a été tournée vers la révolution espagnole, qui, d'une certaine manière, a achevé le cycle des révolutions ouvert par la révolution d'octobre 1917 en Russie. Dès la proclamation de la Première République espagnole, en 1931, Trotsky avait d'ailleurs tenté de gagner l'Espagne, mais le gouvernement républicain-socialiste d'Azaña avait refusé de lui accorder un visa.

Cet éloignement forcé de Trotsky a été utilisé par beaucoup comme un prétexte facile pour rejeter toutes ses opinions, propositions et prises de position. Nul ne regrettait plus que lui cet éloignement et n'était aussi conscient des limitations qu'il impliquait. C'est ainsi qu'il disait dans une lettre à Victor Serge, datée du 18 août 1936 : "Malheureusement, toi et moi ne sommes que spectateurs (...). Ces problèmes ne peuvent se résoudre que sur le terrain..." L'éloignement pèse particulièrement dans des moments décisifs comme ceux de l'insurrection ouvrière de Barcelone, en mai 1937 : "A des milliers de kilomètres de là, sans disposer de l'information qu'on ne saurait trouver que sur le lieu de l'action, on pouvait quand même se demander si la conquête du pouvoir n'était pas possible."

Cependant, celui qui, dans cette lettre, se qualifie modestement de spectateur a été non seulement plus lucide que nombre de ceux qui étaient bel et bien sur le terrain, mais est aussi intervenu avec ténacité pour aider à la victoire de la révolution espagnole.

(1) Des extraits de ce texte, qui, partant de l'expérience de la révolution espagnole, traite des problèmes les plus fondamentaux de la lutte de la classe ouvrière, sont publiés dans ce numéro.

Il n'a pas été un observateur, mais, comme le dit le titre de cet article, un combattant de la révolution espagnole. En même temps, lorsque Trotsky rappelle qu'il n'est pas sur "le lieu de l'action", cela n'a rien de formel. C'est l'expression de sa méthode, de sa volonté de convaincre, de discuter, d'échanger les expériences et non d'asséner des consignes. C'est pourquoi, en permanence, son intervention en Espagne dans le cours de la révolution combinerà une inflexible rigueur sur ce qui touche à l'indépendance politique du prolétariat (donc en ce qui concerne la caractérisation et l'attitude politique à l'égard du Front populaire), avec la volonté de faciliter l'action commune avec toutes les organisations, tous les courants, tous les militants qui tendent à se situer sur le terrain de la défense de la révolution.

Quand la République a été proclamée, Trotsky, expulsé d'URSS par Staline, était exilé à Prinkipo (en Turquie). En juillet 1933, il arrivait en France. Neuf mois plus tard, il était expulsé, mais ce n'est qu'en juin 1935 qu'il a pu trouver asile en Norvège, où toute activité lui a été interdite. En janvier 1937, il arrivait au Mexique, où il a dû consacrer une grande partie de son énergie aux procès de Moscou et à la campagne lancée contre lui par Staline. Dans ces circonstances difficiles, il a utilisé toutes les occasions, avec le secrétariat international et les sections des différents pays, pour aider à organiser une force révolutionnaire en Espagne et organiser le soutien international à la révolution.

Le combat de Léon Trotsky et de ses camarades pour défendre la révolution ouvrière en Espagne contre Franco, le combat pour dégager les moyens et les mots d'ordre correspondant à cet objectif sont une composante essentielle de l'action qui aboutit à la fondation de la IV^e Internationale.

Les événements de septembre 1938 ont empêché les délégués de l'organisation trotskyste en Espagne et les observateurs mandatés par le POUM (2) de participer à la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Cette conférence a salué les militants bolcheviks-léninistes persécutés par Franco et Staline et a adopté une résolution spécifique, dont nous citerons le début et la fin :

"La conférence de la IV^e Internationale proclame sa solidarité totale avec les combattants d'Espagne, quel que soit leur parti, qui sont en train de lutter les armes à la main contre les bandes criminelles de Franco-Hitler-Mussolini. Elle proclame sa ferme volonté d'œuvrer de toutes les manières possibles pour briser le blocus établi le 6 août 1936 par le gouvernement français de Front populaire, le gouvernement britannique et le gouvernement russe."

Elle rappelle avec orgueil que la première aide pratique effective sous forme de volontaires, tandis que les partis du Front populaire discourraient encore sur la neutralité, a été apportée par les sections de la IV^e Internationale, en particulier les sections française et belge. Elle salue leurs membres tombés aux premiers jours de la lutte contre Franco (...).

La IV^e Internationale proclame que seule la victoire contre Franco peut ouvrir de nouveau la perspective d'une révolution ouvrière. C'est pourquoi, malgré les manigances et les persécutions du gouvernement Negrin-Staline (3), et sans cesser de lutter contre ce gouvernement de défaite et de réaction, les ouvriers avancés doivent lutter de toutes leurs forces pour la victoire des armées républicaines."

(2) Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) a été fondé en septembre 1935 par la fusion du Bloc ouvrier et paysan (dont le principal dirigeant était Maurin), organisation issue de la Fédération communiste catalane et des Baléares, scission du Parti communiste espagnol, et de la Gauche communiste d'Espagne, animée par Andrés Nin, organisation appartenant auparavant à l'Opposition de gauche internationale. A l'échelle internationale, le nouveau parti ne se situait pas sur la ligne de la IV^e Internationale, mais s'affilia au "Bureau de Londres", qui regroupait des organisations comme l'Indépendant Labour Party d'Angleterre. Les divergences entre les positions de Trotsky et celles du POUM occupent une place importante dans le cours de la révolution en Espagne. Le POUM avait décidé d'envoyer des observateurs à la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Il semble bien qu'utilisant les difficultés de la situation, l'agent stalinien Zborowski ("Etienne") ait agi pour empêcher la présence des représentants du POUM au congrès de la IV^e Internationale.

(3) Negrin, dirigeant de l'aile droite du Parti socialiste, a dirigé à partir de mai 1937 un gouvernement soumis aux besoins de la politique internationale de la bureaucratie stalinienne. Ce gouvernement a réprimé systématiquement les militants révolutionnaires et s'est attaqué aux conquêtes ouvrières.

"GAGNER LES MASSES"

Le 14 avril 1931, après une victoire électorale, la Première République espagnole est proclamée. Les masses descendent dans la rue, prêtes à en finir avec tout ce que la monarchie a représenté. La révolution a commencé. La bourgeoisie, les vieilles institutions manœuvrent en faisant entrer les socialistes au gouvernement, afin d'empêcher les ouvriers de s'ouvrir la voie vers le pouvoir. Cette manœuvre s'appuie sur l'extrême faiblesse des communistes (de surcroît, Staline allait imposer au PCE une ligne provocatrice et aventuriste : ignorer les illusions parlementaires et réclamer le pouvoir pour des soviets inexistant).

Le 15 avril, Léon Trotsky annonçait, dans "Les dix commandements des communistes espagnols", que le gouvernement républicain-socialiste allait chercher à contenter la droite et l'Eglise, et s'affronter aux exigences des ouvriers et des paysans :

« C'est un gouvernement des exploitants créé pour les protéger des exploités (...).

La participation au pouvoir des socialistes signifie que les chocs violents entre les ouvriers et les chefs socialistes iront en s'aggravant. Cela ouvre de larges possibilités à la politique révolutionnaire du front unique. Toute grève, toute manifestation, toute initiative des ouvriers en direction des soldats, toute entreprise des masses pour la démocratisation véritable du pays se heurtera donc à la résistance des chefs socialistes en tant qu'hommes "d'ordre". Il est d'autant plus important pour les ouvriers communistes de participer au front unique avec les ouvriers socialistes, syndicalistes et sans parti, et de les entraîner à leur suite.

Les ouvriers communistes constituent aujourd'hui une petite minorité dans le pays. Ils ne peuvent pas prétendre immédiatement au pouvoir.

Ils ne peuvent pas actuellement se donner comme objectif concret le renversement par la violence du gouvernement républicain-socialiste. Toute tentative en ce sens serait une aventure catastrophique. Il faut que les masses des

ouvriers, soldats et paysans passent par l'étape des illusions républicaines, "socialistes", pour s'en délivrer d'autant plus radicalement et définitivement, ne pas se leurrer de phrases. Regarder les faits les yeux grands ouverts, préparer opiniâtrement la deuxième révolution, la révolution prolétarienne.

La tâche des communistes dans la période actuelle consiste à gagner la majorité des ouvriers, la majorité des soldats, la majorité des paysans (...), (cela implique) une politique large et audacieuse de front unique. »

Cela exige de préserver une indépendance totale vis-à-vis du gouvernement et d'utiliser

"les mots d'ordre démocratiques les plus avancés : liberté complète des organisations prolétariennes, liberté de l'autoadministration locale, éligibilité de tous les fonctionnaires par le peuple, admission au vote des hommes et des femmes à partir de 18 ans etc. ; création d'une milice ouvrière et plus tard d'une milice paysanne. Confiscation de tous les biens de la monarchie et des biens de l'Eglise en faveur du peuple, en premier lieu en faveur des chômeurs, des paysans pauvres, et pour l'amélioration des conditions de vie des soldats. Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Tous les droits civiques et libertés aux soldats, éligibilité des officiers."

Sur cette ligne, en luttant pour la révolution agraire, en combattant l'oppression nationale, les communistes pourront contribuer à édifier les soviets comme expression la plus haute de l'unité ouvrière et, en définitive, gagner la confiance du prolétariat et de la grande majorité des paysans pauvres ; et ainsi, effectivement, "ils prendront le pouvoir les armes à la main et ouvriront l'ère de la révolution socialiste". Car c'est là le caractère de la révolution qui a commencé en 1931 (4).

(4) En 1931, les dirigeants socialistes affirmaient qu'il s'agissait d'une révolution bourgeoise : "Ce n'est pas notre révolution." Dans les années suivantes, apparaîtra à l'évidence le contenu social du processus révolutionnaire, que Trotsky caractérise dès le début en s'appuyant sur la théorie de la révolution permanente.

Jusqu'à la fin de la guerre, Trotsky maintiendra la continuité de cette politique, dont les concrétisations seront aussi diverses que les moments traversés par l'affrontement entre révolution et contre-révolution.

A chaque moment, la lutte pour l'unité des travailleurs est inséparable du combat pour regrouper une force révolutionnaire capable d'aider les masses à surmonter les obstacles dressés devant elles. Cette politique constante explique le soin qu'il met à préserver toutes les possibilités, tous les éléments qui, dans des organisations comme le POUM, la gauche du Parti socialiste, des courants au sein du mouvement anarcho-syndicaliste, posent — même avec des confusions et des contradictions — la question d'une politique ouvrière indépendante ; c'est cette même politique qui explique la rigueur dans la délimitation de l'opposition et la nécessité de l'action indépendante des militants de la IV^e Internationale, quelle que soit la forme qu'elle est amenée à prendre. En 1931, la politique de Staline avait ramené le Parti communiste d'Espagne à une force réduite, scindée entre divers groupes. Il était urgent de constituer une force révolutionnaire, et Trotsky proposa d'unifier les rangs des communistes :

“Le sort de la révolution espagnole dépend entièrement de la question de savoir si, dans le courant des mois prochains, un parti combattif et ayant de l'autorité pourra se créer en Espagne. Avec le système des scissions artificielles imposées du dehors au mouvement, c'est irréalisable. En 1917, le Parti bolchevique rassembla autour de lui tous les courants qui lui étaient proches (...). Si le parti espagnol officiel prenait conscience de la disproportion qui existe entre sa faiblesse et l'importance des tâches, et entreprenait une tentative sérieuse d'unification des rangs communistes, il bénéficierait du complet soutien des communistes révolutionnaires qui sont aujourd'hui organisés séparément (5).”

Trotsky, qui dirige alors l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste (bolcheviks-léninistes), ne perd pas une occasion pour aider le groupe espagnol (la Gauche communiste d'Espagne, l'ICE) dirigé par Andrés Nin (6), avant tout en

insistant pour qu'il s'insère dans le mouvement révolutionnaire des masses. Il avance en même temps la nécessité de la lutte internationale pour aider la révolution espagnole :

“Toutes les sections doivent inclure les problèmes de la révolution espagnole à leur ordre du jour. Les dirigeants de nos sections doivent former des commissions spéciales (...). Tous les documents importants du communisme espagnol (de toutes ses tendances) doivent être diffusés régulièrement pour information de toutes nos sections nationales. Après la nécessaire préparation, chaque section nationale de l'Opposition doit lancer l'attaque contre la politique du Komintern dans la révolution espagnole (7).”

LE SOULEVEMENT OUVRIER DE 1934

En janvier 1933, Hitler arrive au pouvoir en Allemagne. Les premiers camps de concentration s'ouvrent et se remplissent de militants ouvriers. En novembre, en Espagne, c'est la chute du gouvernement républicain-socialiste, qui s'était affronté à la majorité des travailleurs, et la réaction relève la tête. En riposte à la montée du fascisme, un profond mouvement révolutionnaire traverse la classe ouvrière dans toute l'Europe, à la recherche du front unique ouvrier, et s'adressant avant tout aux vieux partis et syndicats socialistes (la direction stalinienne du Parti communiste allemand avait fait le jeu du nazisme par sa politique de division des travailleurs, d'affrontement sectaire avec les ouvriers socialistes).

En janvier 1934, Largo Caballero, président du PSOE, est nommé secrétaire général de l'UGT, avec pour mandat la

(5) *“Pour l'unité communiste en Espagne”*, 24 avril 1931.

(6) Andrés Nin, venant de l'anarcho-syndicalisme, avait été dirigeant de l'Internationale syndicale rouge à Moscou. Aux côtés d'autres dirigeants de l'Internationale communiste, il avait suivi Léon Trotsky dans l'Opposition de gauche.

(7) *“Le caractère de la révolution”*, dans *The Militant*, 18 juillet 1931.

préparation de l'insurrection, ce qui concentre les espoirs de tout le mouvement ouvrier.

Les dirigeants du PSOE n'osent pas rompre les ponts avec les "officiers démocratiques" et le républicanisme petit-bourgeois. Ils hésitent. Mais la classe cherche le front unique contre le fascisme : elle afflue en masse aux Jeunesses socialistes d'Espagne, dans les milices socialistes et, dans les Asturies, elle réalise l'alliance révolutionnaire de la CNT, de l'UGT et du PSOE pour "*remporter la victoire de la révolution sociale en Espagne*".

Trotsky et l'Opposition de gauche constatent que l'appareil international de Staline, en menant une politique qui permet à Hitler de s'installer au pouvoir, est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Trotsky et les militants qui combattent avec lui se prononcent alors pour de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale.

Dans ce but, ils cherchent des accords avec divers secteurs et organisations. La première tâche est de participer au mouvement révolutionnaire qui se développe dans les organisations ouvrières. Sans accorder aucune confiance aux dirigeants sociaux-démocrates, ils comprennent que la place des révolutionnaires est de participer à ce mouvement, en luttant au coude-à-coude avec les militants ouvriers révolutionnaires au sein des Partis socialistes.

En France, aux Etats-Unis, les partisans de la IV^e Internationale entrent ouvertement et publiquement dans les Partis socialistes.

Cela était plus nécessaire encore en Espagne que dans tout autre pays, au moment où des dizaines de milliers d'ouvriers et de jeunes adhéraient aux milices socialistes pour préparer l'insurrection. D'autant plus que les dirigeants des Jeunesses socialistes (avec à leur tête Santiago Carrillo) demandaient aux partisans de la IV^e Internationale d'entrer dans leurs rangs (8).

Mais Andrés Nin et les autres dirigeants de la Gauche communiste d'Espagne tourneront le dos au mouvement des travailleurs, ils ne virent que les appareils :

condamnant la direction du PSOE, magnifiant celle de la CNT, ils accordèrent une grande importance à la rhétorique et aux manœuvres des groupes centristes (en particulier à la fédération catalano-baléare, dissidente du PCE, dans laquelle ils finiront par s'intégrer, au moment de la formation du POUM).

En octobre 1934, l'insurrection ouvrière est une réalité dans les Asturies, accompagnée ailleurs par une mobilisation révolutionnaire des travailleurs (9).

En dépit du fiasco des directions nationales de l'UGT, qui n'ont pas organisé l'insurrection, et de la CNT, c'est la première tentative du prolétariat espagnol de prendre le pouvoir.

La répression qui s'ensuit donne lieu à une lutte pour l'amnistie des victimes des représailles, qui se transforme en un mouvement irrépressible pour l'unité ouvrière. Trotsky souligne la responsabilité "*des partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne, qui n'ont ni préparé ni dirigé la révolution, mais qui l'ont subie*" (10), et il constate :

"Nos camarades espagnols auraient dû entrer dans le Parti socialiste au moment même où sont apparues les différences internes qui ont commencé à préparer ce parti pour la lutte armée. Notre situation en Espagne serait aujourd'hui plus favorable (11)."

(8) Le refus de l'ICE d'entrer dans le PSOE a laissé les Jeunesses socialistes aux mains du stalinisme, qui les a absorbées dans la fusion avec les Jeunesses communistes, avec la constitution de la Jeunesse socialiste unifiée, Santiago Carrillo se transformant en agent du stalinisme.

(9) A Madrid, avant que Largo Caballero se décide à donner l'ordre du soulèvement, le gouvernement a déclaré la loi martiale et s'est emparé des dépôts d'armes de l'UGT. A Barcelone, la CNT reste à l'écart et le gouvernement catalan proclame la république catalane, puis se rend au premier coup de feu. Malgré tout, la mobilisation ouvrière est importante à Madrid et dans bien d'autres endroits. Le général Franco organise, au nom de la République, l'assaut contre les bastions des mineurs et ouvriers asturiens.

(10) *"Les conséquences du réformisme parlementaire"*, 9 novembre 1934, dans *Où va la France ?*

(11) Lettre au secrétariat international, 1^{er} novembre 1934.

1936-1937 : AIDER LES MASSES À SE REGROUPER POUR LA PRISE DU POUVOIR

En février 1936, les élections reflètent la puissante poussée révolutionnaire, les prisons s'ouvrent pour laisser sortir les insurgés de 1934. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières cèdent la victoire électorale aux républicains bourgeois et petits-bourgeois, avec qui ils forment le Front populaire (12). Mais les travailleurs partent à la conquête de leurs revendications, de leurs droits, de leurs terres et de leurs entreprises (comme dans les tramways de Madrid). Leurs organisations acquièrent une force sans précédent.

Le 12 avril 1936, Léon Trotsky constate :

"La situation de l'Espagne est de nouveau révolutionnaire (...). La profonde effervescence dans les masses, les incessantes explosions de violence démontrent que les travailleurs des villes et des campagnes, de même que les paysans pauvres, si souvent dupés, poussent de toutes leurs forces encore et toujours vers la solution révolutionnaire. Quel est, face à ce puissant mouvement, le rôle du Front populaire ? Celui d'un gigantesque frein, construit et manié par des traîtres et de fieffées canailles. Et hier encore, Juan Andrade (ancien dirigeant de la Gauche communiste, et à ce moment dirigeant du POUM — NDLR) a signé le programme particulièrement infâme de ce Front populaire (13)."

Trotsky résume "les tâches de la IV^e Internationale", celles des révolutionnaires. Il énonce la politique que cherchera à suivre l'organisation regroupant les militants de la IV^e Internationale en Espagne, quels que soient les difficultés et les problèmes. Il faut, explique Trotsky :

"Condamner et dénoncer impitoyablement devant les masses la politique de tous les dirigeants qui font partie du Front populaire" et "diriger l'essentiel de l'attention vers les mouvements de masse spontanés et semi-spontanés, étudier leurs traits généraux, c'est-à-dire se préoccuper de la température des masses et non de celle des cliques parlementaires.

Etre présent dans toutes les luttes afin de leur donner une expression claire.

Insister toujours pour que les masses constituent leurs comités d'action élus ad hoc (juntes, soviets) en les élargissant toujours plus (14)."

Nous sommes en pleine révolution, la question de la prise du pouvoir est posée. Les révolutionnaires doivent s'organiser, en rupture avec le Front populaire, et ils doivent intervenir avec la IV^e Internationale dans les organisations ouvrières, combattre dans les luttes de la classe pour aider le mouvement de masse à s'ouvrir la voie du pouvoir en intervenant à cette fin dans les organisations ouvrières. C'est un programme clair, distinct de celui de 1931, mais clairement dans le droit fil de celui-ci.

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE COMMENCE EN ESPAGNE

Le 17 juillet 1936, se produit le soulèvement contre-révolutionnaire des génér-

-(12) Le Front populaire « est une nouvelle barrière "républicaine" à la révolution, comme auparavant la conjonction républicano-socialiste, mais avec le PCE, et aussi avec le POUM, auquel sont passés ceux qui constituaient avant l'Opposition de gauche communiste en Espagne.

Le programme du Front populaire est une rhétorique vide sur la réforme des institutions monarchiques, élaborée par les "républicains" Azaña et Sanchez Roman, sans autre objectif que de protéger l'appareil d'Etat monarchique et éviter la révolution ouvrière (...). Largo Caballero — la gauche du PSOE — et Andrés Nin — la gauche du POUM — coïncident pour affirmer que le pacte de Front électoral — quoi que dise son programme — est une pure manœuvre électorale sans grande portée, qui ne lie pas les organisations ouvrières et ne les empêchera pas de faire la révolution. Federica Montseny — la gauche de la FAI — dénonce son programme réactionnaire. Ces déclarations couvrent un pacte exprès ou tacite avec les restes de la bourgeoisie, pacte qui maintient en place les institutions réactionnaires, soutient un gouvernement de "républicains" sans soutien populaire, rejette les exigences ouvrières et paysannes et protège la réaction, qui conspire ouvertement pour imposer une solution de type fasciste » (La Vérité, n° 20, octobre 1997, "Faits, signification et leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone").

(13) "Lettre à un camarade espagnol", 2 mai 1936.

(14) Manifeste pour la IV^e Internationale signé par plusieurs organisations, qui a constitué le Mouvement pour la IV^e Internationale.

raux factieux, derrière lesquels se regroupent les grands propriétaires terriens, la bourgeoisie, l'Eglise, les fascistes. Les ouvriers s'emparent des armes, l'insurrection ouvrière empêche le coup d'Etat militaire de triompher. Le pays est aux mains des organisations ouvrières et de leurs milices, qui prennent le contrôle des usines et des terres. Les ouvriers d'Europe et du monde tournent avec espoir les yeux vers la révolution espagnole, contre la montée du fascisme ; alors, s'engage un grand mouvement de soutien, que le stalinisme allait ensuite tenter de dévoyer et manipuler.

Mais les dirigeants du PSOE, de l'UGT et de la CNT, loin de balayer les institutions du pouvoir bourgeois, qui n'étaient plus rien, les laissent en place et cherchent à les sauver, en soumettant peu à peu — en sacrifiant — les nouveaux organismes du pouvoir ouvrier à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Andrés Nin lui-même entre dans le gouvernement régional de Catalogne (là où le POUM était puissant), tout en acceptant la dissolution du comité central des milices de Catalogne. La bourgeoisie, pour sa part, se regroupe dans le camp du gouvernement rebelle établi par le général Franco à Burgos, ne laissant que son "ombre" dans le camp républicain, les personnalités "républicaines" qui, soutenues par les dirigeants des organisations ouvrières, maintiennent l'ordre de la propriété privée, sabotant la révolution (15).

Le gouvernement de Front populaire français, loin de défendre la République espagnole, établit un pacte hypocrite de "non-intervention" des puissances impérialistes "démocratiques", tandis que les gouvernements fascistes d'Allemagne et d'Italie se lancent dans le soutien à Franco, favorisé en sous-main par les autres impérialismes. Et cependant, le grand argument des dirigeants des ailes gauches du Parti socialiste et de la CNT pour maintenir les institutions bourgeoises, pour refuser l'indépendance du Maroc et la révolution agraire, est de ne pas s'affronter à ces puissances "démocratiques".

Staline joue un rôle décisif. Cherchant à se concilier l'impérialisme français, il utilise son "aide" à la République pour imposer les exigences impérialistes de

faire battre la révolution, la main dans la main avec les personnalités "républicaines". Le Parti communiste se développe alors comme parti "d'ordre" et de répression, contre les collectivisations et les milices ouvrières.

Les propositions avancées par Trotsky peu de temps auparavant conservent leur actualité, mais doivent être adaptées aux conditions de guerre.

"Nous devons nous tourner vers les larges masses, pénétrer dans les organisations ouvrières à tout prix, par tous les moyens, sans nous laisser influencer ou paralyser par une intransigeance conservatrice (16)."

Pour aider le mouvement révolutionnaire des masses, les partisans de la IV^e Internationale doivent combattre activement le gouvernement de Front populaire, qui

"fait tout ce qu'il peut pour rendre la victoire plus difficile. Comme on le sait, une guerre civile se mène non seulement avec des moyens militaires, mais aussi avec des moyens politiques. Sur le plan purement militaire, la révolution espagnole est plus faible que ses ennemis. Sa force réside en ce qu'elle est capable de mettre debout les larges masses (...). Il suffit seulement de mettre en avant sérieusement et hardiment le programme de la révolution socialiste."

"Il faut proclamer que la terre, les usines, les fabriques passent dès maintenant des mains des capitalistes à celles du peuple. Il faut passer dans les faits à la réalisation de ce programme dans les

(15) Trotsky constate : « *Les classes possédantes de tous les pays capitalistes — fascistes ou démocratiques — ont démontré, et c'est dans la nature des classes, qu'elles sont du côté de Franco. La bourgeoisie espagnole est passée tout entière dans le camp de Franco. A la tête du camp républicain sont restés les laquais "démocratiques" marginaux de la bourgeoisie. Ces messieurs ne pouvaient désérer vers le camp fasciste parce que la source même de leur influence et de leurs rentes vient des institutions de la démocratie bourgeoise, dont le fonctionnement normal nécessite (ou nécessitait !) des avocats, des députés, des journalistes, en un mot, les champions démocratiques du capitalisme. Le programme d'Azaña et de ses alliés est celui de la nostalgie des temps passés. Il est totalement inadapté.* »

(16) Lettre au secrétariat international, 27 juillet 1936 (*Le Mouvement communiste en France*).

zones où le pouvoir est entre les mains des ouvriers. L'armée fasciste ne résisterait pas vingt-quatre heures à l'attraction d'un tel programme : les soldats ligoteraient pieds et poings leurs officiers afin de les remettre aux plus proches états-majors de la milice ouvrière. Mais les ministres bourgeois ne sauraient accepter un tel programme. En freinant la révolution, ils obligent les ouvriers et les paysans à verser dix fois plus de sang dans la guerre civile (17)."

Dans cette période (juillet-août 1936), la direction du POUM invite Trotsky à venir à Barcelone. Mais le gouvernement de la Généralité de Catalogne refusera les visas. Après avoir eu connaissance de cette invitation, Trotsky répond le 16 août 1936 par une lettre adressée à Andrés Nin et à la direction du POUM. Cette lettre, envoyée à Jean Rous, représentant de l'organisation internationale à Barcelone, fut interceptée par les services secrets fascistes (elle a depuis été retrouvée dans les archives de la police politique italienne) et ne parvint donc pas à ses destinataires.

Trotsky prévenait Rous que ce qu'il écrivait dans cette lettre n'avait "rien de diplomatique : il faut de nouveau joindre la souplesse à la fermeté". Trotsky écrivait notamment dans cette lettre :

"Nous serons, avec N. (Natalia Trotsky), tout à fait prêts d'aller immédiatement à Barcelone (...) et vous comprenez bien que je ne puis pas donner des conseils d'ici : il s'agit maintenant de la lutte armée, la situation change de jour en jour, mes renseignements sont à niveau de zéro. On parle de la disparition de Maurin. Que signifie cela ? Il n'est pas tué, j'espère ? Quant à Nin, Andrade et autres, il serait criminel de se laisser guider, maintenant, dans la grande bataille, par des réminiscences de la période précédente. S'il y a des divergences de programme ou de méthodes, même après l'expérience faite, ces divergences ne devront nullement empêcher un rapprochement sincère et durable. L'expérience ultérieure fera le reste (...). Pendant la guerre civile qui vous est imposée par les fascistes, le plus grand danger, c'est le manque de décision, l'esprit de tergiversation, en un mot le menchevisme (...). Je suis prêt à faire tout pour donner à mes suggestions toute la précision possible, mais pour cela, il

faut vaincre la distance. De ma part, je puis promettre la volonté la plus sincère de compréhension mutuelle avec les camarades qui sont en lutte, malgré toutes les divergences possibles."

Si nous citons longuement cette lettre, écrite au début de la guerre civile, c'est qu'elle exprime parfaitement ce que sera l'attitude constante de Trotsky : défense sans concession des principes, recherche des moyens d'aider la classe ouvrière à vaincre, refus de dissimuler les divergences sur les points essentiels, et volonté d'aboutir à l'unité la plus étroite dans l'action chaque fois qu'elle est possible.

QUI DÉSARME QUI ?

Au printemps 1937, Staline fait lancer par ses agents en Espagne — secondé par l'aile droite du Parti socialiste — une vaste campagne de propagande contre les milices et les comités ouvriers. Le gouvernement de Largo Caballero est harcelé. Les ouvriers révolutionnaires voient comment l'approvisionnement du front en armes est saboté, et comment on veut enlever les usines aux ouvriers. Le 23 avril 1937, analysant un discours de Nin qui reconnaissait des reculs de la révolution, Trotsky souligne (18) :

"Quand Nin dit que les ouvriers espagnols peuvent aujourd'hui encore s'emparer du pouvoir par la voie pacifique, il dit une contre-vérité flagrante. Aujourd'hui, déjà, le pouvoir reste entre les mains des sommets militaires et de la bureaucratie alliés avec les staliniens et les anarcho-réformistes. Dans la lutte contre les ouvriers, ces messieurs s'appuient sur la bourgeoisie étrangère et sur la bureaucratie soviétique. Parler dans ces conditions de la conquête pacifique du pouvoir, c'est s'abuser soi-même et abuser la classe ouvrière."

Dans le même discours du 21 mars, Nin dit que l'on veut enlever les armes

(17) "Leçons d'Espagne", 30 juillet 1936. Publié en septembre 1936 dans *Socialist Appeal*, journal de l'aile gauche du Parti socialiste des Etats-Unis.

(18) "La victoire est-elle possible en Espagne?", *Bulletin de l'Opposition russe*, juillet-août 1937.

aux ouvriers et leur recommande de ne pas les remettre. Le conseil est assurément judicieux. Mais quand une classe cherche à en désarmer une autre, et quand cette dernière, particulièrement le prolétariat, refuse de rendre les armes, cela signifie précisément l'approche de la guerre civile.

Ces lignes sont écrites quelques jours avant l'insurrection de mai 1937 à Barcelone.

Pour Trotsky, il faut aider les travailleurs à se préparer :

"Il faut couper — nettement, résolument, hardiment — le cordon ombilical avec l'opinion publique bourgeoise. Il faut rompre avec les partis petits-bourgeois, les chefs syndicalistes compris. Il faut aller aux masses, vers les couches les plus profondes et les plus exploitées. Il ne faut pas les bercer d'illusions sur une victoire future qui viendrait toute seule. Il faut leur dire la vérité, si amère soit-elle. Il faut leur apprendre à se méfier de l'agence petite-bourgeoise du capital. Il faut leur apprendre à ne se fier qu'à elles-mêmes (...). Il faut leur apprendre à créer elles-mêmes leurs organismes de combat — les soviets — contre l'Etat bourgeois. Peut-on espérer que la direction du POUM effectuera ce tournant ?

(...) L'unité du front révolutionnaire ne signifie pas la capitulation devant les centristes (...). Trouver le chemin des masses, les arracher à l'influence des charlatans et des bavards staliniens et sociaux-démocrates, assurer non seulement une victoire transitoire et précaire des armées républicaines sur les troupes fascistes, mais la victoire complète des travailleurs sur les exploiteurs. Le prolétariat espagnol a montré à trois reprises qu'il était capable d'assurer une semblable victoire.

Toute la question est celle de la direction !"

Dix jours plus tard, se refusant à rendre les entreprises qu'ils avaient collectivisées, les ouvriers de Barcelone, la capitale ouvrière — organisés dans leur majorité au sein du syndicat anarcho-syndicaliste, la CNT —, se soulèvent. C'est la question du pouvoir qui est posée. La direction de

la CNT se refuse à s'engager dans cette voie. Le gouvernement de Largo Caballero (le dirigeant de l'aile gauche du Parti socialiste) et notamment les ministres de la CNT appellent les travailleurs à déposer les armes. L'avant-garde des ouvriers anarcho-syndicalistes se tourne vers Nin, vers la direction du POUM. Celle-ci se limite à conseiller la CNT. Mais elle se refuse à franchir un pas que ne franchirait pas la CNT.

L'échec du soulèvement ouvrier de Barcelone en mai 1937 représente un coup décisif contre la révolution espagnole dans son ensemble. Les premières victimes en seront le POUM et ses dirigeants. L'existence même du POUM était intolérable pour le stalinisme et contradictoire avec les besoins de la liquidation de la révolution espagnole.

La réaction, dirigée par les staliniens, lance une vague de répression, chasse Largo Caballero et les anarcho-syndicalistes du gouvernement, établit un gouvernement présidé par le "socialiste" Negrin, qui purge et met au pas les organisations ouvrières au nom de la "défense de la démocratie" contre Franco. Andrés Nin, arrêté, est enlevé par les services secrets de Staline. Après avoir été longuement torturé pour qu'il accepte de participer à un "procès de Moscou" en Espagne, il est assassiné. Le POUM est dissous. Nombre de ses cadres et de ses militants sont arrêtés.

Les staliniens firent alors organiser des procès contre les dirigeants du POUM et contre le Groupe bolchevique-léniniste (partisan de la IV^e Internationale). Ces procès, qui affaiblissaient gravement le mouvement ouvrier tout entier, furent cependant un échec pour le stalinisme. Plusieurs militants furent acquittés et ceux qui furent condamnés ne le furent pas comme "agents du fascisme", ainsi que l'exigeaient les staliniens, mais sous le prétexte qu'ils auraient été les organisateurs de l'insurrection, qui n'était pas leur œuvre, mais celle que les ouvriers de Barcelone avaient organisée (19).

(19) Voir dans *La Vérité*, n° 626, de septembre 1997, l'article de Manuel Cuso : "Les événements, la signification, les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone".

Le 12 mai, l'insurrection à peine battue — de l'intérieur —, Trotsky réaffirme sa position claire :

"En dépit des fautes et des défaillances de l'insurrection, et face au monde extérieur, nous restons indissolublement solidaires des ouvriers vaincus. Mais cela ne signifie pas pour autant ménager la direction."

Trotsky reste aux côtés des ouvriers qui combattent :

"Si la défaite est grave — et nous ne pouvons mesurer sa gravité —, elle est loin d'être définitive. De nouveaux événements, en Espagne même ou en France, peuvent déterminer une nouvelle montée révolutionnaire (...). Personne ne peut en tout cas affirmer à l'avance que la force révolutionnaire de cet admirable prolétariat ibérique soit épuisée. Mais, pour préparer l'Octobre, il faut prémunir l'avant-garde révolutionnaire contre tout ce qui est ambigu, confus, équivoque (...). Celui qui n'a pas le courage d'opposer à la Deuxième et à la Troisième Internationales la Quatrième n'aura jamais le courage de mener les ouvriers au combat décisif (20)."

En décembre 1937, disposant d'un plus grand nombre d'éléments d'analyse, il considère que le plus probable est que Staline parvienne àachever son travail de fossoyeur de la révolution en Espagne, mais qu'il est encore possible que "les défaites provoquées par la politique du Front populaire jettent encore une fois le prolétariat espagnol à l'assaut révolutionnaire, cette fois victorieux".

Et c'est là, sans nul doute, la perspective que continue à fixer en septembre 1938 (pratiquement à la fin de la guerre) la résolution de la conférence de fondation de la IV^e Internationale, que nous avons citée dans l'introduction :

"Sans cesser de lutter contre ce gouvernement de défaite et de réaction, les ouvriers avancés doivent lutter de toutes leurs forces pour la victoire des armées républicaines."

A cette ultime étape, la défense des militants et des organisations face à la

répression organisée par le gouvernement Negrin, subordonné aux injonctions de la bureaucratie stalinienne, est une composante essentielle de l'action des révolutionnaires pour préserver les forces du prolétariat et lui permettre de se relever.

LE FIL CONDUCTEUR DES POSITIONS DE TROTSKY

Les positions successives de Trotsky suivent un fil conducteur : confiance dans le prolétariat révolutionnaire et conviction que les dirigeants des vieux partis — liés à la bourgeoisie — sont incapables d'aider à la victoire, clarté sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, nécessité de l'indépendance politique du prolétariat, inséparable de la construction, dans la lutte, de l'organisation politique indépendante.

"Le sort de la révolution ne sera tranché en dernière instance ni par ces pompeux ministres, ni par les comités de partis, avec leurs intrigues et leurs combinaisons, mais par les millions d'ouvriers et de paysans d'une part, et par la bourgeoisie espagnole et mondiale de l'autre (21)."

Examinons certains traits de cette politique.

LE FRONT POPULAIRE

"La politique des vieux partis ouvriers démontre de quelle façon il est impossible de diriger le prolétariat, de quelle façon il est impossible de préparer la victoire (...)."

"Les ouvriers du monde entier attendent fiévreusement la nouvelle de la victoire du prolétariat espagnol. Si, comme nous l'espérons fermement, ils remportent cette victoire, il faudra dire que cette fois les ouvriers auront vaincu bien que leur direction ait tout fait pour préparer leur défaite."

(20) *Bulletin d'information du Bureau international pour la IV^e Internationale*, juillet 1937.

(21) *"La victoire est-elle possible en Espagne ?"*, *Bulletin de l'Opposition russe*, juillet-août 1937.

En Espagne, socialistes et communistes appartenant au Front populaire, qui a déjà une fois trahi la révolution (allusion à la formation du gouvernement avec participation socialiste en 1931 — NDRL), mais qui, grâce aux ouvriers et aux paysans, a de nouveau remporté la victoire aux élections et a formé en février un gouvernement "républicain". Six mois après, l'armée "républicaine" entre en campagne contre son peuple. Il apparaît ainsi que le gouvernement de Front populaire, qui a, avec l'argent du peuple, maintenu la caste des officiers, lui a donné autorité, pouvoir et armes et de jeunes ouvriers et paysans à commander, tout cela pour lui faciliter sa préparation de l'écrasement des ouvriers et des paysans. »

Et même en pleine guerre civile, les ministres bourgeois

"espèrent désarmer de nouveau les ouvriers au lendemain de la victoire et exiger d'eux le respect des lois sacrées de la propriété privée. Telle est l'essence véritable de la politique de Front populaire. Tout le reste n'est que mensonges ! (22)".

Dans les faits, le Front populaire n'a attendu aucune victoire militaire contre le franquisme pour s'engager dans la voie du désarmement des travailleurs. Dès le début (les agents de Staline jouant un rôle de premier plan), il a refusé de distribuer les armes aux milices, puis — accompagné de l'agitation du PCE —, il a exigé le désarmement et la dissolution des milices, il a combattu contre elles dans les rues de Barcelone, et il les a finalement dissoutes.

L'attaque de Trotsky contre les directions des vieux partis est une attaque contre le bloc formé par ces dirigeants avec la bourgeoisie. Cette politique de Trotsky se situe donc dans la continuité des propositions de front unique ouvrier de 1931 et de 1934, aidant le mouvement des travailleurs qui veut que ses organisations aillent plus loin dans la rupture avec la bourgeoisie. Or, dans la mesure où ces directions ne rompent pas avec la bourgeoisie et s'affrontent à la révolution, il faut combattre toute illusion en elles : Trotsky affirme en mars 1937 qu'il est nécessaire de "courageusement, ouvertement, mobiliser les ouvriers pour chasser

les ministres bourgeois et pour pouvoir remplacer les ministres socialistes et staliens" (23). N'est-ce pas ce que firent les ouvriers révolutionnaires de Russie vis-à-vis de tous les dirigeants "socialistes" et "socialistes révolutionnaires", qui avaient préféré s'accrocher à la propriété privée, aux institutions bourgeoises, et se soumettre aux partis bourgeois ?

UNITÉ OUVRIÈRE ET SOVIETS

Précisément, pour renforcer l'unité des ouvriers dressés contre Franco, Trotsky souligne dès 1936 :

"Le plus important en ce moment serait de trouver des formes organiques de collaboration du POUM et des syndicats en Catalogne (juntas, conseils soviets ? comités d'action ?), même au prix de grandes concessions dans le domaine de l'organisation (24)."

Beaucoup de critiques des positions de Trotsky dans la révolution espagnole se sont concentrées sur de point. On a assuré qu'en mettant en avant la constitution d'organismes démocratiques rassemblant tous les travailleurs, la constitution de conseils ouvriers, comme dans la révolution russe, Trotsky restait prisonnier de schémas dogmatiques, d'une imitation mécanique de l'expérience russe.

De quel dogmatisme s'agit-il, alors que Trotsky laisse la porte grande ouverte aux formes diverses que pourraient prendre ces organismes et que, en outre, il ajoute aussitôt que cela ne peut être précisé que sur le terrain ?

Ceux qui critiquent Trotsky le font parce qu'ils sont opposés aux organismes révolutionnaires édifiés par les ouvriers en Espagne. Andrés Nin avait théorisé la "supériorité" de la révolution espagnole sur la révolution russe, arguant qu'elle pouvait se passer de soviets puisqu'elle pouvait

(22) "Leçons d'Espagne", 30 juillet 1936.

(23) Lettre au conseil de rédaction de *La Lutte ouvrière*, 23 mars 1937. Publié en juillet 1937 dans le *Bulletin d'information* du Bureau international pour la IV^e Internationale.

(24) Lettre à Victor Serge, 18 août 1936

s'appuyer sur de puissants syndicats engagés dans la lutte révolutionnaire. Mais Nin a accepté l'opération du Front populaire liquidant le comité central des milices antifascistes de Catalogne, organisme qui n'était pourtant pas un "soviet" du type russe (puisque les milices relevaient des organisations), mais qui incarnait l'unité des ouvriers insurgés. Dans cette mesure, ce comité central des milices allait plus loin que les organisations et constituait un élément de pouvoir alternatif au gouvernement bourgeois du Front populaire.

Loin d'être dogmatique, la position de Trotsky collait à la situation concrète :

« En 1931, au début de la révolution, j'ai écrit que je ne pensais pas judicieux de commencer par lancer le mot d'ordre des soviets. Au cours de grèves gigantesques, comme en Russie en 1905, on a constitué des comités de grève, mais les travailleurs ne savaient pas alors qu'ils étaient en train de faire naître des soviets. Aujourd'hui, le mot "soviet" signifie le gouvernement soviétique. L'ouvrier engagé dans une grève ne peut saisir le rapport entre ce qu'il fait et un soviet. Les socialistes et les anarchistes s'y opposeraient en disant que c'est la dictature du prolétariat. Mon avis était donc qu'il fallait créer des organismes de masse, mais pas les baptiser "soviets". Au lieu de cela, les appeler "juntas", un nom espagnol traditionnel, moins concret toutefois que "soviet". Dans la réalité, ils furent surimposés sous forme d'une organisation artificielle, qui ne représentait pas les grandes masses et était formée de délégués des vieilles organisations : anarchistes, trois ; socialistes, trois ; et des représentants du PCE et du POUM (...) (25).

La révolution est un processus très dynamique (...). Dans son cours, elle balaye les vieilles organisations, les vieux partis conservateurs, les syndicats. Dans toutes les entreprises, dans toutes les usines, une nouvelle direction apparaît, plus jeune, plus active, plus courageuse. Et l'ancienne organisation devient pour la révolution le pire des freins. Il fallait absolument bâtrir des juntes — nous pouvons dire des soviets, nous savons ce que cela veut dire —, car c'est l'unique voie qui puisse donner à la révolution une expression centralisée (...).

Comment peut-on dire que les ouvriers espagnols n'avaient pas constitué de

soviets ? Ils avaient formé partout des comités, et ces comités avaient pris en mains l'industrie. Il ne s'agissait que de les unifier, de les développer, et il y aurait eu le soviet de Barcelone (26). »

ET LA PETITE BOURGEOISIE ?

Face aux affirmations du POUM suivant lesquelles les "*chefs de la petite bourgeoisie*" ont "*grandi par la disparition du capitalisme monopolisateur*", Trotsky réplique que

« la fonction d'Azaña et compagnie (27) est tout à fait faussement caractérisée. Ces messieurs ne sont pas la petite bourgeoisie. La vraie petite bourgeoisie ruinée, déclassée, c'est la paysannerie, l'artisanat, les employés. Azaña et ses semblables sont des exploitants politiques de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de la grande. Ils restent dans le camp des masses populaires en tant qu'épouvantails à moineaux. Et les moineaux, ce sont les chefs socialistes, réformistes et, hélas, aussi, du POUM. Ils (Azaña, Companys et les autres) n'osent pas toucher à la propriété privée (...). Le "capitalisme monopolisateur" fait le mort jusqu'à la victoire de Franco, Azaña et Companys expédient ses affaires par intérim (28). »

LA QUESTION NATIONALE EN ESPAGNE

Lorsqu'en 1931, la République est proclamée, la position de Trotsky sur la ques-

(25) Trotsky fait sans aucun doute allusion aux comités d'Alliance ouvrière constitués en Catalogne en 1933-1934, auxquels participait la CNT, principale force dans le mouvement ouvrier de Catalogne, à la différence de l'Alliance ouvrière des Asturias, qui, elle, allait avoir un caractère de masse.
 (26) 1^{er} octobre 1937, *"Réponses à des questions"*. Publié en août 1938 dans le bulletin intérieur du Socialist Workers Party (Etats-Unis).

(27) Manuel Azaña (gauche républicaine), chef du gouvernement provisoire de 1931, président de la République à partir de 1936, était le représentant le plus typique des "républicains" qui prétendaient représenter la petite bourgeoisie. Lluís Companys, de la Gauche républicaine de Catalogne, avocat du travail, fut président de la Généralité de Catalogne à partir de fin 1933, et emprisonné après sa proclamation d'octobre 1934.

(28) Lettre à la rédaction de *La Lutte ouvrière belge*, 23 mars 1937.

tion nationale et sa relation avec la lutte des travailleurs de toute l'Espagne est concentrée dans ce passage de l'article intitulé "La révolution espagnole et les tâches communistes" (24 janvier 1931) :

« Les tendances séparatistes proposent à la révolution la tâche démocratique de la libre détermination nationale (...). Mais tandis que le "séparatisme" de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme (...). Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante, dans le cas où la majorité de ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. Cela ne veut pas dire cependant que les ouvriers avancés pousseront les Catalans et les Basques vers l'indépendance. Au contraire, l'unité économique du pays avec une large autonomie des régions nationales (29) présenterait pour les ouvriers et les paysans de grands avantages aux points de vue économique et culturel. »

Le développement de la révolution a donné tout son contenu concret à la lutte contre l'oppression nationale et ses liens avec le combat du prolétariat :

- Le 14 avril 1931 est proclamée la République catalane dans le cadre d'une future fédération des républiques, qui n'a jamais vu le jour.

- En octobre 1934, le refus de la CNT de participer à l'insurrection ouvrière laisse la voie ouverte à un geste vide de sens de reproclamation de la République catalane par la gauche (Esquerra).

- En revanche, en juillet 1936, le comité central des milices antifascistes, organe de pouvoir du prolétariat catalan, tête de l'insurrection de tout le prolétariat espagnol, est mis en place. Dans l'intervalle qui suit, les armes et les usines étant aux mains des ouvriers, l'autonomie catalane (et, à un autre niveau, l'autonomie basque) a eu une réalité qu'elle n'avait jamais eue. Mais provisoire et instable.

- L'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone cherchait à prendre de nouveau le pouvoir pour ne pas le céder ; ce fut l'autogouvernement, l'exercice de la souveraineté par les peuples d'Espagne.

- Son écrasement a été aussi la fin de toute autonomie réelle de la Généralité, dont les dirigeants "nationalistes" ont préféré l'ordre bourgeois aux droits nationaux du peuple catalan.

Léon Trotsky souligne :

“Dès les premières phases de la révolution, les ouvriers espagnols eux-mêmes ont posé non seulement les problèmes démocratiques, mais aussi des problèmes purement socialistes. Exiger qu'ils ne dépassent pas les limites de la démocratie bourgeoise signifie dans la pratique non pas défendre la révolution démocratique, mais la condamner (30).”

GUERRE ET RÉVOLUTION

Face à la politique réaliste de Trotsky, visant à gagner la guerre révolutionnaire par les moyens de la révolution, c'est-à-dire par la mobilisation et l'organisation démocratique de la classe ouvrière (la guerre civile se gagne aussi avec des armes politiques), les staliniens ont opposé l'utopie réactionnaire de "*Gagner d'abord la guerre, ensuite la révolution*". Cette politique a conduit à l'écrasement de la révolution, et donc à la défaite dans la guerre.

Une fois arrivé le choc entre révolution et contre-révolution, qui englobe tout le pays, il n'y a pas d'alternative intermédiaire entre fascisme et socialisme. L'alternative historique entre barbarie et révolution prend un caractère concret immédiat. Les faits l'ont tragiquement

(29) Cette manière démocratique de répondre au problème national créé par l'oppression monarchique n'a rien à voir avec l'autonomie établie par la II^e République après avoir refusé au peuple de Catalogne le droit à l'autodétermination, ni, bien entendu, avec la régionalisation organisée sous ce nom par la Constitution de 1978.

(30) "Leçons d'Espagne. Dernier avertissement", 17 décembre 1937. Publié dans *Socialist Appeal*, les 8 et 15 janvier 1938.

confirmé : la destruction physique du prolétariat et de ses organisations a provoqué dans tout le pays une régression de plusieurs décennies sur les terrains social, économique et culturel.

Alors, comme l'ont faussement prétendu certains, Trotsky était-il neutre ? Pas le moins du monde. Jamais. Pas même après la défaite de l'insurrection de mai 1937. En septembre de cette année-là, il écrivait :

"Même s'il est vrai — et il est vrai — que le gouvernement de Negrin-Staline comme le gouvernement de Franco sont l'un et l'autre les deux chiens de garde du capital, s'il est vrai que la politique de Negrin-Staline conduit inévitablement au triomphe du fascisme, il est néanmoins complètement erroné d'en conclure que, dans la lutte entre les armées de Negrin-Staline et celles de Franco, le prolétariat pourrait adopter une position de neutralité. Le prolétariat espagnol, de même que le prolétariat mondial, a intérêt : a) à la défaite militaire de Franco, b) à ce que soit menée dans la guerre civile une politique capable de provoquer dans le délai le plus bref le renversement du gouvernement Negrin-Staline."

(...) Prenons un exemple : deux bateaux avec des armes et des munitions partent de France ou des Etats-Unis — un pour Franco, l'autre pour Negrin. Quelle devrait être l'attitude des travailleurs ? De saboter le transport des deux ? Ou celui pour Franco seulement ? Nous ne sommes pas neutres. Nous laisserons passer le bateau avec les munitions pour le gouvernement Negrin. Sans illusions : de ces balles, neuf sur dix seront dirigées contre les fascistes, au moins une contre nos camarades. Mais de celles qui sont destinées à Franco, dix sur dix seront dirigées contre nos camarades. Nous ne sommes pas neutres (31)."

Combattre contre Franco, mais aucun soutien politique au gouvernement Negrin. Par exemple, Trotsky précise :

"Est-ce que, pour nous, en tant que parti révolutionnaire, nous mobilisons aujourd'hui des volontaires pour Negrin ? Cela signifierait les envoyer aux mains du GPU (32)."

Concernant la solidarité internationale, Trotsky ajoute :

"Nous défendrons l'idée que les syndicats devraient collecter de l'argent non pour le gouvernement, mais pour les syndicats espagnols, pour les organisations ouvrières. Si on nous objecte que les syndicats espagnols sont liés au gouvernement et qu'il serait par conséquent inadmissible de leur envoyer de l'argent, nous répondrons en mentionnant un seul exemple : durant la grève des mineurs de Grande-Bretagne, en 1926, nous avons envoyé de l'argent au syndicat des mineurs, dont les dirigeants étaient étroitement liés au gouvernement britannique..."

Trotsky ne perd pas de vue que

"la guerre contre le fascisme n'est pas seulement une défense du gouvernement Negrin. Nous avons nos organisations ouvrières. En Espagne, notamment en Catalogne, il y a la propriété socialisée, les fermes collectives. Le gouvernement Negrin est contre, mais jusqu'à maintenant, il a été obligé de les tolérer. Nous devons défendre ces conquêtes contre Franco (33)."

(31) "Réponse à des questions sur la situation en Espagne", 14 septembre 1937. Publié dans le bulletin intérieur du comité organisateur du congrès du Parti socialiste (Etats-Unis), en octobre 1937.

(32) Trotsky rejette aussi les propositions de Max Shatchman, l'un des dirigeants du SWP (Etats-Unis), favorable au soutien "matériel" à Negrin, au vote en faveur de son budget. *"Comment pouvons-nous refuser de consacrer un million de pesetas à l'achat de fusils pour le front ?"* A quoi Trotsky répond : « Voter le budget au Parlement n'est pas une aide "matérielle", mais un acte de solidarité politique (...). Des milliers de fois, les réformistes ont dit aux marxistes révolutionnaires : "Comment pouvez-vous voter contre les millions nécessaires aux écoles, aux routes, pour ne pas parler de la défense nationale ?" Nous reconnaissions la nécessité d'écoles, de routes, et la nécessité de la lutte contre Franco. Nous utilisons les routes "capitalistes", mais nous refusons de voter en faveur du budget du gouvernement capitaliste.

(...) En Espagne, nous n'aurions pas la moindre difficulté à expliquer notre vote contre : "Nous avons demandé deux millions pour les fusils et ils n'en donnent qu'un. Nous avons demandé que les fusils soient distribués sous contrôle ouvrier et ils ont refusé. Nous avons demandé que la police soit désarmée et que ses fusils soient envoyés au front, ils ont refusé. Comment pourrions-nous accorder volontairement notre argent et notre confiance à ce gouvernement ?". »

(33) *Ibidem*.

REGROUER LES TRAVAILLEURS SUR UNE LIGNE INDÉPENDANTE

Le POUM rassemblait dans ses rangs toute une fraction de l'avant-garde ouvrière. Andrés Nin, qui avait été un dirigeant de la CNT (anarcho-syndicaliste) avant de rejoindre l'Internationale communiste, et l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche, constituait une référence pour de nombreux ouvriers révolutionnaires.

La condamnation du stalinisme par le POUM, son refus, comme le dira Trotsky, d'accepter la mise en cause de "l'indépendance du prolétariat d'Espagne" par les manipulations stalinienennes ont rendu son existence même directement contradictoire avec les besoins contre-révolutionnaires du stalinisme.

En même temps, son acceptation d'intégrer le pacte électoral de Front populaire, de participer au gouvernement de la Généralité de Catalogne, lui interdira de jouer le rôle positif qui aurait pu être le sien. C'est cela qui explique l'appréciation des critiques de Trotsky, combinée avec la volonté de défendre le POUM et ses dirigeants face à la contre-révolution bourgeoise et stalinienne.

Il est impossible, dans le cadre de cet article, de traiter de l'ensemble de la polémique politique qui a opposé Trotsky aux dirigeants du POUM et aux défenseurs de sa politique à l'échelle internationale. Nous avons signalé ci-dessus certains points clés de ce conflit. Par exemple, à la veille de mai 1937, Trotsky écrit :

« Dans La Batalla (organe du POUM), du 4 avril, nous trouvons "Treize points pour la victoire". Tous ont un caractère de conseils que le comité central du POUM donne aux autorités. Le POUM réclame la "convocation d'un congrès des délégués des syndicats ouvriers et paysans et des combattants" (...). Mais le malheur veut que c'est au gouvernement bourgeois réformiste que le POUM propose respectueusement de convoquer un tel congrès, qui ensuite devra se substituer "pacifiquement" au gouvernement bourgeois. Le mot d'ordre révolutionnaire est changé en phrases creuses ! »

(...) Les chefs du POUM exhortent plaintivement le gouvernement à entrer

dans la voie de la révolution socialiste (...). Les chefs se considèrent comme des conseillers "révolutionnaires" auprès des chefs du Front populaire. Cette position est stérile (...). Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs, qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'avèrent en réalité de simples libéraux. Il faut fustiger impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie. Il faut se sentir les chefs de la masse révolutionnaire et non des conseillers auprès du gouvernement bourgeois (34). »

Une politique révolutionnaire ne peut se limiter à des "conseils", si justes soient-ils, elle vise à l'organisation d'une force révolutionnaire, c'est-à-dire indépendante. A la veille de mai 1937, Léon Trotsky lance un avertissement :

« Les révolutionnaires, hors du POUM comme dans ses rangs, révéleraient leur propre faillite en réduisant leur rôle à "exhorter" Nin, Andrade, Gorkin, de la même façon que ces derniers "exhortent" Largo Caballero, Companys et les autres. Les révolutionnaires doivent s'adresser aux ouvriers, à la base (...). L'unité du front révolutionnaire ne signifie pas la capitulation devant les centristes. Les intérêts de la révolution sont au-dessus de l'unité formelle du parti (35). »

C'est pourquoi, malgré les difficultés, malgré la répression et les tentatives d'isolement dont ils sont l'objet, Trotsky cherche sans cesse à organiser les militants qui se reconnaissent dans le combat pour la IV^e Internationale et à les lier à l'action des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière dans la révolution.

Après mai 1937, il s'inquiète de savoir s'il existe des secteurs du POUM, du PSOE ou de la CNT qui voient la nécessité de changer de cap.

« Il faut s'adresser aux masses anarchistes en Catalogne, aux masses socialistes et communistes dans les autres zones. Il ne s'agit pas de préserver les vieilles

(34) "La victoire est-elle possible en Espagne?", juillet-août 1937.

(35) *Ibidem*.

formes extérieures, mais de créer de nouveaux points d'appui pour l'avenir (36)."

L'ASSASSINAT DE NIN ET LES PROCÈS DE MOSCOU EN ESPAGNE

En août 1937, après la chute de Bilbao, Trotsky écrivait :

"Après une série de défaites, Staline essaie de rejeter la responsabilité sur la gauche, en présentant ses chefs comme des agents de Franco. D'où les assassinats ignominieux de Nin et d'autres responsables du POUM perpétrés par le GPU. Si cette politique continue encore un ou deux mois, la défaite de la révolution deviendra un fait accompli (37)."

Le 12 juin de la même année, Trotsky expliquait plus longuement :

"L'Angleterre et la France n'auraient pas été capables à elles seules d'imposer, contre l'Espagne révolutionnaire, un gouvernement bourgeois contre-révolutionnaire du type de celui de Negrin. La prétendue Internationale communiste est devenue l'indispensable courroie de transmission des diplomates de Londres et de Paris. Dans sa lutte pour gagner la confiance des bourgeoisies anglaise et française, la principale préoccupation de Staline a toujours été d'empêcher les ouvriers espagnols de s'engager sur la voie de la révolution. L'aide accordée par le gouvernement de Moscou au gouvernement du "Front populaire" a toujours été conditionnelle, accompagnée de l'exigence de mesures rigoureuses contre les révolutionnaires."

Comme il fallait s'y attendre, la lutte contre les ouvriers et les paysans à l'arrière a provoqué des défaites au front (...). De même que Staline a besoin de boucs émissaires pour ses propres péchés en matière de politique intérieure, de même en Espagne, les défaites que sa politique réactionnaire a entraînées l'ont obligé à chercher son salut dans la destruction de l'avant-garde révolutionnaire.

Les méthodes de l'amalgame et du faux développées à Moscou ont été, une fois

mises au point, transplantées sur le sol de Barcelone et de Madrid. Les dirigeants du POUM, qu'on pouvait tout au plus accuser d'opportunisme et de manque de résolution face à la réaction stalinienne, ont été soudain baptisés "trotskystes", et du coup alliés du fascisme (38)."

La défense des organisations persécutées et des militants de toute obédience qui ne pliaient pas devant la politique de défaite de Staline exécutée par le gouvernement Negrin était une question clé pour sauver les forces susceptibles d'aider encore la classe ouvrière à se dresser. Trotsky ne se contente en aucune façon de tirer les leçons des défaites subies, il combat jusqu'au bout.

En octobre 1937, il répond chaleureusement à l'appel de l'anarchiste italo-américain Tresca pour la défense des révolutionnaires victimes des représailles :

"Comme marxiste, je suis adversaire de l'anarchisme. Je suis, de manière encore plus irréconciliable, opposé à l'opportunisme actuel des dirigeants de la CNT. Mais cela ne peut empêcher de voir et de reconnaître que, dans les rangs de cette organisation, se concentre l'élite du prolétariat espagnol. Une solidarité révolutionnaire profonde me lie aux ouvriers anarchistes, tandis que je ne vois dans les cliques prétendument marxistes de Staline-Negrin que des ennemis de classe masqués (39)."

La campagne internationale pour la défense des dirigeants du POUM inculpés, à laquelle la IV^e Internationale a participé de toutes ses forces aux côtés de responsables et d'organisations ouvrières du monde entier, a été le principal acte de défense de la révolution espagnole dans cette ultime phase.

(36) "L'insurrection de Barcelone (premières observations)", 12 mai 1937. Bulletin d'information du Bureau international pour la IV^e Internationale, juillet 1937.

(37) "La guerre civile en Espagne", 16 août 1937, dans Quatrième Internationale, journal du Parti ouvrier internationaliste de France.

(38) Extrait de "Le commencement de la fin", publié dans Socialist Appeal, le 16 octobre 1937.

(39) Lettre à Carlo Tresca, 6 octobre 1937, publiée dans Socialist Appeal, le 23 octobre 1937.

Et le Groupe bolchevique-léniniste, regroupant les partisans de la IV^e Internationale, qui a fait face avec une vaillance révolutionnaire au procès et au jugement dont il a été l'objet, a occupé toute sa place dans ce dernier acte de la révolution, ce qui permet à la section de la IV^e Internationale en Espagne de se construire aujourd'hui dans le droit fil du combat de Trotsky et de ses camarades lors de ces années-là.

TROTSKY ET NIN

Le 8 août 1937, Trotsky rend un ultime hommage à Nin :

« Les militants du POUM se sont battus héroïquement sur tous les fronts de l'Espagne contre les fascistes. Nin est un vieux révolutionnaire incorruptible. Il défendait les intérêts du peuple espagnol et combattait les agents de la bureaucratie soviétique. C'est pourquoi le GPU l'a liquidé (...).

L'information donnée dans la dépêche et inspirée par le GPU qualifie Nin de "trotskyste". Le révolutionnaire disparu a souvent protesté contre cette qualification, et à juste titre. Le POUM a toujours eu une attitude hostile à l'égard de la IV^e Internationale, aussi bien sous la direction de Maurin (40) que sous celle de Nin (...). Il est certain que, durant les années 1931-1933, Nin, qui à cette époque n'était pas dirigeant du POUM, a entretenu avec moi une correspondance amicale. Mais dès le début de 1933, des divergences sur des questions essentielles ont provoqué entre nous une rupture totale. Au cours des quatre dernières années, nous n'avons échangé que des articles de polémique. Le POUM a exclu les trotskystes de ses rangs. Mais, pour faciliter sa tâche, le GPU appelle "trotskystes" tous ceux qui s'opposent à la bureaucratie soviétique. Cela rend plus aisée sa sanglante répression.

Malgré les divergences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin menait contre la bureaucratie soviétique, la justice était entièrement de son côté. Il s'efforçait de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol contre les machinations diplomatiques de la clique au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec le

GPU contre les intérêts du peuple espagnol. C'était là son seul crime. C'est ce crime qu'il a payé de sa vie (41). »

Le dirigeant de la révolution d'Octobre, le fondateur de la IV^e Internationale, ne tombe pas dans le style hypocrite des nécrologies bourgeoises. Comme il l'avait toujours fait, il ne masque pas les divergences politiques qui le séparaient d'Andrés Nin, mais il affirme, comme il l'avait toujours fait aussi, sa solidarité avec les militants révolutionnaires face à la réaction bourgeoise et stalinienne. Alors que la contre-révolution déferle en Espagne et que, pour assurer sa victoire, le stalinisme liquide les militants ouvriers qui refusent d'en devenir les instruments, Trotsky reste fidèle à sa ligne de conduite :

« On ne fait pas preuve d'amitié envers une organisation révolutionnaire dans une situation difficile en fermant les yeux sur ses erreurs et les risques qu'elles comportent. »

C'est pourquoi il déclarait en avril 1937, au moment où les divergences avec Nin étaient aigües :

« Nin est un ami à moi. Je le connais très bien. Mais je le critique très durement (42). »

POUR CONCLURE

Trotsky a, à plusieurs reprises, répété que, dans la guerre civile, en particulier en mai 1937, moment culminant du choc entre révolution et contre-révolution, le prolétariat pouvait triompher :

« Tous les faits, toutes les données, tous les témoignages conduisent à la même conclusion : la conquête du pou-

(40) Dirigeant de la Fédération communiste catalano-baléare, puis principal dirigeant du POUM, aux positions toujours très éloignées de celle de Trotsky. Le début de la guerre l'a surpris dans une zone contrôlée par les factieux, raison pour laquelle Nin est devenu dirigeant du POUM.

(41) *Bulletin de l'Opposition russe*, septembre-octobre 1937.

(42) Réponse à Carleton Beals, membre de la "Commission Dewey" (commission d'enquête sur les accusations lancées contre Trotsky dans les procès de Moscou). "L'affaire Léon Trotsky".

voir était possible, elle était assurée, dans la mesure où il est en général possible de garantir par avance le résultat de la lutte. La preuve la plus importante en est donnée par les anarchistes. Depuis l'insurrection de mai, Solidaridad Obrera n'a cessé de répéter la même rengaine plaintive : "On nous accuse d'avoir été les instigateurs de la rébellion de mai. Mais nous y étions totalement opposés. La preuve ? Nos adversaires savent aussi bien que nous que si nous avions voulu prendre le pouvoir, nous l'aurions fait en mai sans aucun doute". »

Trotsky souligne :

"Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait trouvé un soutien dans l'Espagne entière. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans se seraient tournés du côté de la catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste et y auraient introduit une désagrégation irrésistible. On peut douter que quelque gouvernement étranger se serait dans de telles conditions risqué à jeter des régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible, ou au moins extrêmement dangereuse (43)."

LA IV^e INTERNATIONALE

Dans la révolution en Espagne, dans la guerre civile qui l'opposait directement à la contre-révolution, ce n'est pas que le sort du prolétariat d'Espagne qui se jouait. C'était aussi ce qui demeurait en URSS des conquêtes de la révolution d'Octobre menacées par l'action de bureaucratie contre-révolutionnaire, combinant la décimation du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky avec la trahison de la révolution espagnole. La défaite de la révolution espagnole était un coup terrible porté à la classe ouvrière internationale. Elle débouchait directement sur la Seconde Guerre mondiale.

La longue et sanglante guerre civile s'achevait par l'écrasement de la classe

ouvrière espagnole. La fin tragique de la révolution ouvrière en Espagne conclut en un sens le cycle des révolutions qui avait commencé en Russie en 1917. Mais cela ne signifiait pas la fin de l'ère "des guerres et des révolutions". Dans l'impétueuse vague révolutionnaire mondiale qui a marqué la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat allait chercher à nouveau la voie de la victoire.

Ce n'est que grâce à la continuité du combat pour l'Internationale ouvrière qu'il a été possible de transmettre aux jeunes générations l'expérience des révoltes de 1917 à 1937, les obstacles qu'elles avaient dû affronter. Le combat politique mené par Trotsky pour contribuer à la révolution ouvrière en Espagne a été indispensable pour que la IV^e Internationale puisse être constituée.

Alors qu'il était "minuit dans le siècle", que la contre-révolution broyait le prolétariat révolutionnaire d'Espagne, la IV^e Internationale était fondée comme instrument pour la poursuite de son combat, du combat de la classe ouvrière internationale. Trotsky écrivait, dans "Leçons d'Espagne. Dernier avertissement" :

"Une nouvelle génération de révolutionnaires s'éduque aux leçons des défaites. Elle a vérifié dans les faits la réputation d'ignominie de la Seconde Internationale. Elle a mesuré la profondeur de la chute de la Troisième Internationale. Elle a appris à juger les anarchistes, non pas sur leurs paroles, mais sur leurs actes. Grande école, inappréciable, payée du sang d'innombrables combattants ! Les cadres révolutionnaires se rassemblent maintenant sous le seul drapeau de la IV^e Internationale. Elle est née sous le grondement des défaites pour mener les travailleurs à la victoire (44)."

Manuel Cuso

(43) "Les idées et les individus soumis à l'épreuve de l'expérience espagnole", 24 août 1937, dans le bulletin intérieur du comité organisateur du congrès du Parti socialiste (Etats-Unis), octobre 1937.

(44) 17 décembre 1937, publié dans *Socialist Appeal*, les 8 et 15 janvier 1938.

Léon Trotsky et la révolution mexicaine

Par Luis VASQUEZ

Première partie

I.— LÉON TROTSKY AU MEXIQUE

« Par une chaude matinée tropicale, le paquebot entra dans le port de Tampico. Nous ne savions absolument pas ce qui allait nous arriver. Nos passeports et nos revolvers étaient toujours retenus par la police fasciste qui, dans les mers territoriales mexicaines, conservait le régime institué par le gouvernement "socialiste" norvégien. Je prévins le policier et le capitaine de ce que ma femme et moi allions refuser de débarquer volontairement si nos amis n'étaient pas là pour nous recevoir... »

En fait, tout était prêt. Le paquebot s'arrêta et, peu après, un canot s'approcha, avec à son bord les représentants des autorités locales, des journalistes mexicains et étrangers et — le plus important de tout — des amis dignes de confiance. Etaient présents Frida Rivera, la femme du fameux artiste, Max Shachtman, journaliste marxiste et cama-

rade qui nous avait rendu visite en Turquie, en France et en Norvège, et Georges Novack, le secrétaire du Comité nord-américain de défense de Léon Trotsky. Il se trouve qu'après quatre mois de prison et d'isolement, l'accueil fut absolument cordial...

Débarquer et fouler le sol du Nouveau Monde fut relativement émouvant... A dix heures du soir, nous partîmes de Tampico pour rejoindre la capitale dans un train spécial envoyé par le ministre des Communications, le général Mugica. Ce n'est pas seulement le climat qui nous faisait sentir le contraste entre la Norvège du Nord et le Mexique tropical. Libérés, enfin, de cette atmosphère d'arbitraire répugnant et d'insécurité exaspérante, nous trouvions là l'hospitalité et la courtoisie à chaque pas que nous faisions.

Depuis Tampico, j'avais envoyé un télégramme de remerciements au président Cardenás, dans lequel j'insistais sur le fait que je m'abstiendrais volontiers de la moindre interférence avec la police mexicaine. Je ne doutais pas un seul ins-

tant de ce que les agents responsables de la GPU se rendraient à Mexico afin d'aider les "amis" locaux de l'URSS à faire tout leur possible pour entraver mon séjour dans ce pays si accueillant.

Pendant ce temps, les avertissements arrivaient d'Europe les uns après les autres. Il ne pouvait en être autrement : Staline misait trop dans la partie... Mon déménagement vers le Mexique avait subitement altéré les rapports de forces au détriment du Kremlin. J'avais ainsi la possibilité d'en appeler à l'opinion publique mondiale (1). »

Trotsky décrit ainsi, le jour de son arrivée au Mexique, le 9 janvier 1937, les nouvelles conditions matérielles et politiques dans lesquelles il vivra les trois dernières années de sa vie, conditions qui lui laisseront la possibilité de se défendre face à la nouvelle campagne de calomnies que lancera contre lui la bureaucratie stalinienne, en relation directe avec la deuxième vague des procès de Moscou, et qui lui permettront de continuer à mettre en œuvre ce qui fut la tâche la plus importante de sa vie de révolutionnaire : la constitution de la IV^e Internationale, instrument de continuité révolutionnaire dans la phase la plus noire de l'histoire du prolétariat mondial, qui devait déboucher sur une nouvelle guerre mondiale.

Trotsky laissera, comme tribut à l'hospitalité du peuple mexicain, son activité théorique et politique, qui sera d'achever la formation de la nouvelle Internationale, de combattre aux côtés des militants américains pour la clarification des problèmes théoriques et politiques qui se trouvaient posés au niveau mondial et continental, et enfin de participer à l'élaboration et même à la rédaction, avec le général Mugica, du décret d'expropriation des compagnies pétrolières que le gouvernement de Cardenás vota en 1938. Mugica n'était pas seulement le ministre des Communications de ce gouvernement, il était aussi l'homme de confiance de Cardenás.

Bien entendu, Trotsky et la IV^e Internationale, dès son arrivée au Mexique, durent faire front à l'activité de provocation des agents de Moscou : les dirigeants du Parti communiste mexicain et, au-dessus d'eux, l'universitaire Lombardo Toledano,

secrétaire général de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), centrale syndicale récemment constituée, homme qualifié par Trotsky de "pur politicien, étranger à la classe ouvrière, poursuivant des ambitions personnelles et qui, pour y arriver, a étroitement lié son sort à celui de l'oligarchie du Kremlin, de laquelle il reçoit ses instructions et toute une série d'appuis logistiques".

En même temps, et contre l'avis de Lombardo Toledano et des staliniens mexicains, une série de responsables syndicaux, entre autres Fidel Vélezquez, qui peu de temps après détrôna Toledano de son poste de secrétaire général de la CTM, signèrent un appel pour le droit d'asile de Trotsky.

Diego Rivera, le peintre muraliste de la révolution mexicaine, et le dirigeant trotskyste mexicain Octavio Fernandez, au cours d'un entretien avec Cardenás, obtiendront finalement que le président accorde le droit d'asile à Léon Trotsky.

Lombardo Toledano s'opposera d'abord, "au nom des ouvriers mexicains", au droit d'asile de Trotsky ; il participera ensuite à la campagne qui, arguant du danger fasciste, fabriquera l'amalgame entre Trotsky et les fascistes, et qui culminera par l'invention d'un présumé appel à la grève générale que Trotsky aurait lancé contre le gouvernement de Cardenás.

L'objectif de tout cela ? Expulser Trotsky du Mexique, ce qui signifiait le remettre aux mains de la GPU. Lombardo Toledano échoua dans sa tentative de convaincre le gouvernement de Cardenás d'expulser Trotsky du Mexique.

Pourtant, les grandes défaites du prolétariat, dont le stalinisme était la cause et dont il se nourrissait en retour, condamnaient le révolutionnaire russe. Lombardo Toledano et les dirigeants du PCM préparaient les conditions politiques au Mexique pour que les ordres de Staline d'assassiner Trotsky puissent être mis à exécution.

(1) Paru dans *Fourth International*, en juin 1941.

Comment expliquer, malgré cela, que le gouvernement de Cardenas ait accepté d'accorder à Trotsky le droit d'asile ?

II.—LA RÉVOLUTION MEXICAINE ET LE GOUVERNEMENT CARDENAS

Il ne s'agissait pas uniquement de la générosité du personnage, il ne s'agissait pas non plus d'un gouvernement qui, soudainement, s'improvisait défenseur du droit d'asile. Le gouvernement de Cardenas était lié à une nouvelle étape de la révolution mexicaine, qui affirmait économiquement et politiquement la souveraineté d'une nation opprimée, au regard des puissances impérialistes. L'asile de Trotsky au Mexique était parfaitement cohérent avec les mesures progressistes prises par Cardenas.

En 1910, le soulèvement des masses paysannes contre la dictature trentenaire de Porfirio Diaz et contre les conditions de quasi-esclavage dans lequel est plongée la paysannerie, pour la récupération des terres expropriées par les grands propriétaires terriens, ouvrit la voie à une révolution démocratique et nationale de grande envergure.

La paysannerie, au travers de son dirigeant Emilio Zapata, avança la question centrale de toute révolution démocratique : la terre doit revenir à celui qui la travaille. Le plan d'Alaya, le programme de Zapata, eut l'audace de revendiquer "la nationalisation de toutes les terres des grandes propriétés des grands exploitants agricoles qui résisteraient à l'expropriation, et leur indemnisation à valeur du tiers de leurs propriétés, monts et eaux".

Zapata esquissa le programme de nationalisation des terres, programme que la classe ouvrière proposait aux paysans pour résoudre la question agraire.

En plus du programme agraire, la révolution de 1910 revendiqua la souveraineté nationale. La dictature de Porfirio Diaz, au cours de ses trente ans d'exercice, livra une part non négligeable des terres aux

entreprises étrangères, en particulier à des entreprises minières et pétrolières. Un certain nombre de compagnies britanniques ou nord-américaines, dont la Eagle Company, Co. (britannique) et la Standard oil, Co. (nord-américaine), étaient propriétaires d'énormes portions de terres et de richesses naturelles, qui, dans leur sous-sol, abritaient du pétrole.

Lorsque s'achève la révolution, au sein du Congrès constituant de 1917, se développe une bataille politique qui oppose deux tendances. La première est conduite par le général Mugica, qui plus tard deviendra ministre des Communications et soutiendra le séjour de Trotsky au Mexique ; la seconde est dirigée par Carrama, à ce moment principal chef de file de la position de la "révolution institutionnalisée".

Le courant de Mugica se battra avec opiniâtreté pour que soient inscrites dans la Constitution "*les revendications sociales de la révolution*". C'est ainsi que, dans l'article 27, pourtant en contradiction avec les aspirations de la bourgeoisie mercantile et de manière certes imprécise, la nation mexicaine put revendiquer la souveraineté de ses sols, sous-sols, eaux, etc., situés sur le territoire national.

Durant les vingt-sept années qui suivirent la révolution et jusqu'au début du gouvernement de Cardenas, en 1934, les divers chefs de file qui prirent la tête de la "révolution institutionnalisée" essayèrent, à plusieurs occasions, de mettre sous contrôle du gouvernement les compagnies pétrolières constituées en véritables Etats au sein de l'Etat mexicain. Les gouvernements finiront par capituler.

Le dernier de ces chefs de file, Calles, mit au point, en 1925, une loi sur le pétrole, qui réglementait l'article 27 de la Constitution, mettant en péril les priviléges acquis par les compagnies étrangères avant 1917. La loi en question proposait de transformer les "titres de propriété" des compagnies pétrolières, très en vogue sous la dictature de Porfirio Diaz, en "concessions" valables dans une limite de cinquante ans, à condition, uniquement, que les propriétaires puissent

démontrer qu'ils avaient commencé leur exploitation avant 1917.

Cette position de résistance à l'impérialisme, bien que tout à fait limitée, s'est articulée avec un certain soutien du gouvernement de Calles au Parti libéral du Nicaragua et à Sandino, dirigeant anti-impérialiste qui luttait contre l'intervention étrangère dans son pays, irritant fortement le gouvernement impérialiste des Etats-Unis, qui, dans l'incapacité momentanée de mettre en branle une intervention armée au Mexique, dut se contenter d'envoyer, en 1927, le banquier Dwight W. Morrow comme ambassadeur. Celui-ci exerça ses pressions et "négocia amicalement" la capitulation du président Calles. L'ambassadeur accepta la transformation des anciens titres de propriété des compagnies pétrolières en concessions, mais celles-ci devaient être concédées à perpétuité. De surcroît, Morrow apporta à Calles la solution au conflit qu'il entretenait alors avec le Vatican et le clergé catholique mexicain à propos de la "guerre cristera" (mouvement conduit par le clergé mexicain, qui, en 1926, se lança, aux cris de "Vive le Christ Roi !", à l'assaut des mesures prises par le gouver-

nement — NDT), solution qu'il monnaya en échange de la capitulation de Calles face aux compagnies pétrolières et de la garantie que cesse la "répartition agraire" promise par le gouvernement aux paysans pauvres.

De fait, l'histoire du Mexique après la révolution de 1910-1917 se réduit aux tentatives qui, d'un côté, veulent institutionnaliser la révolution et, de l'autre, voudraient parachever l'indépendance nationale ainsi que la question agraire.

Le gouvernement de Cardenas (1934-1940) constitue une rupture, il est un coup de barre à gauche pour le régime de la bourgeoisie nationaliste, il engendre une plus grande indépendance de celle-ci par rapport à l'impérialisme. Un nouvel accès de la lutte des masses laborieuses et paysannes et l'affrontement auquel se livrent les différentes puissances impérialistes pour le contrôle du marché mondial poussent Cardenas à aller plus loin que ce qui est inscrit dans la Constitution et dans la "loi sur le pétrole" de Calles. Cardenas ordonne l'expropriation des compagnies pétrolières britanniques en 1938, exprimant ainsi les aspirations de la nation mexicaine.

Deuxième partie

III.— LA POSITION DE TROTSKY ET DE LA IV^e INTERNATIONALE À PROPOS DES EXPROPRIATIONS PÉTROLIERES

"Le Mexique semi-colonial lutte actuellement pour son indépendance nationale, politique et économique. Telle est la signification fondamentale de la révolution mexicaine dans son étape actuelle. Les magnats du pétrole ne sont pas des capitalistes de base, ils ne sont pas non plus des bourgeois comme les autres. S'étant emparés des richesses naturelles les plus importantes dans un pays étranger, soutenus par leurs milliards et s'appuyant sur les forces militaires et diplomatiques de leurs métropoles, ils font tout ce qu'ils peuvent pour établir dans le pays soumis un régime

féodal impérialiste, soumettant la législation, la jurisprudence et l'administration. Dans ces conditions, l'expropriation reste l'unique moyen effectif de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions élémentaires de la démocratie."

C'est ainsi que Trotsky caractérise la mesure prise par le gouvernement de Cardenas, en ajoutant :

"La révolution mexicaine est en train de réaliser le même travail que réalisèrent, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique en trois quarts de siècle, commençant par une guerre révolutionnaire d'indépendance et terminant avec une guerre civile pour l'abolition de l'esclavage et pour l'unité nationale."

Le gouvernement britannique ne fit pas seulement tout ce qu'il put, à la fin du

XVII^e, pour maintenir les Etats-Unis sous le statut de colonie, mais plus tard, au cours des années de guerre civile, il soutint les esclavagistes du Sud contre les abolitionnistes du Nord, en s'efforçant, au bénéfice de ses intérêts impérialistes, de laisser la république naissante dans un état d'arriération économique et de division nationale. En réalité, la tâche historique des Nordistes consistait à donner un nouveau visage à la société bourgeoise indépendante. C'est précisément cette tâche qu'est en train de réaliser le gouvernement du Mexique."

Et, prenant comme base la constatation précédente, Trotsky poursuit l'analyse :

"Sans succomber aux illusions et sans craindre les calomnies, les ouvriers émancipés doivent inconditionnellement soutenir le peuple mexicain dans sa lutte contre l'impérialisme. L'expropriation pétrolière n'est ni socialiste ni communiste. C'est une mesure de défense nationale hautement progressiste (2)."

Trotsky et les membres du secrétariat panaméricain de la IV^e Internationale durent aussi combattre l'incompréhension qui régnait parmi les dirigeants trotskystes mexicains de l'époque, à propos des "relations entre la bourgeoisie nationale et notre mouvement, la IV^e Internationale", c'est-à-dire la non-compréhension du combat pour les tâches démocratiques et nationales que la révolution de 1910 avait laissées à moitié résolues.

Les dirigeants mexicains, faisant une application mécaniste de la théorie de la révolution permanente, envisagent de "sauter les étapes pour arriver directement à celle de la révolution prolétarienne", c'est-à-dire en fait d'éliminer les tâches nationales et démocratiques que le prolétariat doit prendre à sa charge. Cette position fausse conduisait dans ce sens l'un des dirigeants de la section mexicaine, Luciano Galicia, à aborder le problème en ces termes :

"Le camarade Trotsky renie ses principes pour le Mexique (en soutenant inconditionnellement la mesure d'expropriation pétrolière — NDLR) parce qu'il veut conserver son droit d'asile."

La réponse de Trotsky à ces camarades fut nette et précise :

"Nos camarades, à l'intérieur et à l'extérieur du Mexique, essayent, de manière abstraite en ce qui concerne le prolétariat, y compris en ce qui concerne l'histoire en général, de passer outre certaines étapes en laissant de côté le prolétariat, voire ils passent par-dessus l'histoire en général, et surtout ils passent par-dessus le développement propre du prolétariat. La classe ouvrière du Mexique participe et ne peut que participer au mouvement, à la lutte pour l'indépendance du pays, pour la démocratisation des rapports agraires, etc. De cette manière, le prolétariat pourra accéder au pouvoir avant même que soit assurée l'indépendance du Mexique et que les relations agraires soient réorganisées (3)."

Cette réponse revêt encore un caractère d'intense d'actualité, dans un autre contexte politique. Aujourd'hui, la défense des intérêts et des conquêtes de la classe ouvrière mexicaine est étroitement liée à la lutte pour la défense de la souveraineté et de l'unité de la nation, que l'impérialisme nord-américain veut détruire.

Il faut signaler, enfin, la position des agents de Moscou au Mexique sur cette question. Les dirigeants du PCM, et à leur tête Lombardo Toledano, soutenaient formellement Cardenas, mais, en réalité, selon la ligne des fronts populaires aux couleurs de Moscou, ils poussaient Cardenas à un accord avec l'impérialisme "démocratique" de Roosevelt.

IV. — TROTSKY ET LE FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Trotsky, tout en respectant les conditions dans lesquelles il obtint son asile politique au Mexique, qui étaient de ne pas intervenir dans les affaires de politique nationale, adopta une attitude, face au gouvernement de Cardenas, qui respectait strictement la tradition de l'Internationale communiste, en particulier en ce

(2) "Le Mexique et l'impérialisme britannique", Œuvres, tome 18.

(3) "Discussion sur l'Amérique latine", Œuvres, tome 19.

qui concerne les Thèses d'Orient du Troisième Congrès.

Trotsky s'est battu pour convaincre les militants mexicains et latino-américains de mettre en œuvre une politique qui aurait pu concilier la défense inconditionnelle des mesures progressistes adoptées par Cardenas, en particulier celles qui traitaient de la question de l'expropriation pétrolière, avec le combat pour l'indépendance de classe dans les syndicats, face à l'orientation corporatiste que Lombardo Toledano, alors secrétaire général de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), constituée en 1936, et le PCM impulsaienr conjointement dans le mouvement syndical.

Quelques exemples à ce propos : la revue *Clé*, organe de la IV^e Internationale au Mexique, analyse dans son numéro de mars 1940 les résultats du XII^e Congrès national de la CTM et du I^r Congrès du syndicat des travailleurs de l'éducation (le STERM) dans les termes suivants :

"Si, dans sa composition sociale, la CTM est une centrale ouvrière, l'idéologie de sa direction, à travers les liens matériels qu'elle entretient avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale, fait que la CTM est un organisme virtuellement attaché à servir la société capitaliste mexicaine. La bureaucratie syndicale, stalinienne ou lombardiste, est un agent grâce auquel la bourgeoisie cherche à mettre le mouvement ouvrier en adéquation avec les exigences de son état actuel de développement."

Dans cet article, écrit par Trotsky, il est démontré que le soutien inconditionnel aux mesures anti-impérialistes de Cardenas ne signifie en aucun cas endosser l'ensemble de sa politique, et encore moins abandonner le combat pour l'indépendance syndicale et politique de la classe ouvrière.

La politique de front unique anti-impérialiste, qui s'exprime dans le cas présent par le soutien aux mesures d'expropria-

tion des entreprises impérialistes adoptées par un gouvernement bourgeois, était une orientation pour aider la classe ouvrière à disputer la direction de la nation opprimée à la débile bourgeoisie locale, qui ne pouvait assumer la résistance offerte momentanément à l'impérialisme.

Dans ce sens, l'expérience fut éloquente. A la fin de la période ouverte par le gouvernement Cardenas, le "régime de la révolution institutionnalisée" opéra un virage à droite. Le gouvernement suivant, d'Avila Camacho, signa un accord d'étroite collaboration économique et politique avec l'impérialisme nord-américain, alors qu'éclatait la Seconde Guerre mondiale. Participant au conflit (même si ce fut plus de manière symbolique), il inaugurerait la période politique de répression contre le mouvement ouvrier.

La politique de front unique anti-impérialiste est en même temps une orientation qui doit constituer la classe ouvrière comme classe indépendante, aidant les travailleurs à s'assurer le contrôle démocratique de leurs syndicats, et qui implique l'action pour construire un parti révolutionnaire, section de l'Internationale ouvrière.

Signalons au passage que, lors du congrès du STERM, les militants qui menèrent la bataille pour l'instauration d'un régime démocratique à l'intérieur du syndicat et pour l'élimination de la dictature stalinienne au sein de la direction subirent un revers. Lombardo put cette fois-là tirer son épingle du jeu, les professeurs et plus largement l'ensemble du mouvement ouvrier organisé dans la CTM furent mis, pieds et poings liés, à la disposition et sous contrôle de l'Etat bourgeois mexicain.

Soixante ans plus tard, ce contrôle étatique subit un processus de dislocation, le mouvement ouvrier cherchant à retrouver la voie de son indépendance afin de défendre ses droits et son existence même.

Troisième partie

V.— TROTSKY ET L'UNITÉ DE LA LUTTE DU PROLÉTARIAT DE TOUTES LES AMÉRIQUES

Trotsky, au Mexique, apporta aussi une élaboration théorique, politique et pratique dans la construction des sections américaines de l'Internationale.

Dans un article sur les pays des Caraïbes, Trotsky, revenant une fois de plus sur l'état semi-colonial dans lequel est plongé l'ensemble des pays d'Amérique latine, établit que si, effectivement, la petite bourgeoisie latino-américaine ne peut agir en faveur de ses intérêts sans le concours de la bourgeoisie impérialiste, il n'en reste pas moins que le prolétariat d'Amérique latine, et ce de manière dialectique, n'a pas pu, ne peut et ne pourra pas lutter efficacement pour ses droits sans le concours du prolétariat des pays impérialistes.

De là, la tâche la plus importante — selon Trotsky — pour les militants de la IV^e Internationale, qui est d'établir une connexion et plus encore une unité entre les différentes composantes de l'organisation prolétarienne du continent.

Dans le même ordre d'idées, Trotsky répond aux dirigeants du parti nationaliste péruvien (APRA), qui, pour leur part, tentaient de démontrer que le sort des pays arriérés ne dépendait en aucun cas de la lutte du prolétariat des pays développés. Ces dirigeants considéraient l'expropriation du pétrole mexicain comme une étape vers l'émancipation du Mexique, vers son indépendance par rapport à l'impérialisme, sans que le prolétariat nord-américain ou anglais n'ait rien à y voir.

Trotsky répondit aux dirigeants de l'APRA par deux types d'arguments : peut-on affirmer que l'action concrète, c'est-à-dire l'expropriation des compagnies pétrolières, soit assurée de manière définitive ?

"Seuls de lamentables utopistes peuvent considérer que l'avenir du Mexique et de n'importe quel autre pays semi-colonial réside dans l'accumulation de perpétuelles réformes et conquêtes jusqu'à ce que cela conduise à l'émancipation complète et définitive. De la même manière, les sociaux-démocrates, ces éternels opportunistes, vont attendre pendant des temps infinis d'arriver à transformer la société capitaliste grâce à des réformes sociales continues afin de réaliser ainsi l'émancipation complète du prolétariat."

"En réalité, la voie des réformes sociales n'était possible que jusqu'à un moment donné, lorsque les classes dominantes, terrorisées par les dangers, se voient contraintes de déchaîner la contre-offensive. La lutte ne peut être tranchée que par la révolution et la contre-révolution. L'accumulation de réformes démocratiques n'a pas conduit au socialisme, mais au fascisme. C'est la même loi dialectique qui s'applique dans la lutte pour la libération des peuples opprimés."

La prédiction de Trotsky à propos du Mexique s'est réalisée, certes soixante ans plus tard, lorsque nous avons vu le régime de la "révolution institutionnalisée", en complète décomposition, en train de céder le pétrole aux compagnies pétrolières nord-américaines.

Le second argument est le suivant :

"Pourquoi le gouvernement mexicain a-t-il réussi à mettre en œuvre l'expropriation, au moins momentanément ? Avant tout, grâce à l'antagonisme qui oppose les Etats-Unis et l'Angleterre (...). Le gouvernement mexicain a considéré comme improbable une intervention militaire conduite par les Etats-Unis. Sur quoi s'appuyait cette prédiction ? Sur l'orientation suivie par Roosevelt, selon laquelle la politique du "new deal" dans les affaires intérieures s'accompagnait de la politique de "bon voisinage" dans les affaires extérieures, en particulier en direction de l'Amérique latine (...)."

Ces orientations étaient déterminées par la crise profonde que traverse le capitalisme nord-américain et par la

montée croissante de tendances radicales dans la classe ouvrière (4). »

La décennie des années 1930 vit naître un puissant mouvement de grèves et de luttes de la classe ouvrière américaine, qui débouchèrent sur la constitution de la CIO. L'existence de cette centrale syndicale représente, selon Trotsky, un grand pas en avant de la pensée et de la conscience de classe des ouvriers américains, et cela en dépit du caractère conservateur de ses dirigeants.

Trotsky en conclut, pour finir, que l'intensification de la lutte des classes aux Etats-Unis facilitera au gouvernement mexicain l'expropriation des compagnies pétrolières.

La conception de l'unité de la lutte du prolétariat des Etats-Unis avec la classe ouvrière d'Amérique latine et des Caraïbes subira, bien entendu, le pilonnage et la négation, d'abord de la part du stalinisme international, et plus tard de la part du castrisme, qui établiront une division absolue entre les deux prolétariats, identifiant les travailleurs nord-américains avec leur bourgeoisie impérialiste, division qui permettra l'isolement de la classe ouvrière nord-américaine et qui, par la même occasion, condamnera à l'impassé la lutte que les peuples latino-américains entameront dans la période d'après-guerre.

Un autre exemple du combat de Trotsky pour l'indépendance de classe du prolétariat se trouve développé dans un de ses derniers textes : "Les syndicats à l'époque impérialiste". Ce texte fut trouvé sous la forme de notes manuscrites sur sa table de travail.

Il nous intéresse ici de nous reporter à ses observations en ce qui concerne "*la gestion des entreprises nationalisées par l'intermédiaire des organisations ouvrières*".

"*La nationalisation des chemins de fer, signale Léon Trotsky dans ce texte, et des champs pétrolières du Mexique n'a rien à voir, évidemment, avec le socialisme. C'est une mesure qui a à voir avec le capitalisme d'Etat dans un pays arriéré, qui, de cette manière, tente de se défendre contre, d'une part, l'impérialisme*

me étranger et, d'autre part, contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer, des champs pétrolières, etc., par l'intermédiaire des organisations ouvrières n'a rien à voir avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, puisque le fond même de la question réside dans le fait que cette gestion est réalisée par la bureaucratie ouvrière indépendante des ouvriers et au contraire complètement assujettie à l'Etat bourgeois. Cette mesure, pour la classe dirigeante, a pour objectif de discipliner la classe ouvrière, en la rendant plus industrieuse à servir les intérêts communs de l'Etat, qui superficiellement paraissent s'identifier aux intérêts de la classe ouvrière. En réalité, ce qui arrive est tout à fait différent. La tâche principale de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et de leur substituer une bureaucratie syndicale qui fonctionne comme un organe de direction sur les ouvriers, et au travers duquel il est possible de faire exercer l'hégémonie de l'Etat bourgeois.

Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire est de combattre pour la totale indépendance des syndicats et pour l'introduction d'un contrôle ouvrier véritable sur l'actuelle bureaucratie syndicale, celle qui s'est transformée en gestionnaire des chemins de fer, des champs pétrolières, etc."

L'orientation tracée par Trotsky n'est donc pas celle de soutien à la politique de subordination des syndicats au "régime de la révolution institutionnalisée" au nom de la "gestion des entreprises nationalisées par les organisations ouvrières", mais bien le combat pour la complète indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et pour l'introduction d'un véritable contrôle ouvrier sur la bureaucratie syndicale.

Dans d'autres conditions politiques, les enseignements de Trotsky sont encore d'actualité. Le "régime de la révolution institutionnalisée" est en train de sombrer, et avec lui le syndicalisme officiel.

Dans ces conditions, une partie des appareils syndicaux proclament leur indépendance vis-à-vis du PRI, tout en proposant de participer à la "modernisation" des relations de travail, de participer à une

(4) "L'ignorance n'est pas un instrument révolutionnaire", Œuvres, tome 20.

“mondialisation démocratique”, en d’autres termes de convertir les syndicats en ONG. Face à cela, plus que jamais, l’issue est dans la “*lutte pour la complète indépendance des syndicats*”.

Pour finir, il faut souligner que l’analyse de Trotsky sur la question de l’unité de la révolution américaine et sur la question des syndicats rejoignait la lutte plus générale pour armer théoriquement l’ensemble des sections et pour impulser leur construction. En ce sens, la publication de la revue théorique *Clé*, diffusée depuis le Mexique, et la constitution d’un secrétariat panaméricain chargé d’assurer le suivi du travail politique des sections ont joué alors un rôle central.

lois et les normes qui garantissent la souveraineté des nations.

Aujourd’hui, la politique du “bon voisinage” de l’impérialisme conduit les pays d’Amérique latine à liquider deux siècles de luttes pour leur indépendance et tout ce qui en découlait au niveau matériel ou politique. Dans ces conditions, les sous-bourgeoisies sont incapables de mettre en œuvre aucune des tâches progressistes de l’ordre de celles mises en œuvre par le gouvernement de Cardenás dans les années 1930. Les gouvernements latino-américains, pour conserver le pouvoir, ont encore plus besoin que par le passé du concours des bourgeoisies impérialistes, et en particulier de la bourgeoisie nord-américaine.

VI.—L'ACTUALITÉ DES ORIENTATIONS DE TROTSKY

Célébrer le soixantième anniversaire de la mort de Trotsky, c’est reprendre les orientations méthodologiques tracées par lui, à la lumière des nouvelles conditions politiques vécues aujourd’hui dans le monde, et en particulier sur le continent américain.

La politique du “bon voisinage” de l’impérialisme nord-américain trouve sa continuité dans le Traité de libre-échange (TLC) et dans son extension à toutes les Amériques (ALENA), continuité qui, cependant, s’exprime à un degré supérieur d’agression contre les nations latino-américaines.

Aujourd’hui, ce qui est recherché, ce n’est pas seulement, comme par le passé, le contrôle politique et militaire du continent, mais c’est aussi de s’emparer directement de toutes les richesses naturelles, de surexplorier la force de travail locale, de détruire les obstacles qui entravent le libre mouvement des entreprises multinationales, dont le but est, au travers de la spéculation, des trafics illégaux et criminels comme la drogue, les armes, la prostitution des enfants, d’accroître le plus possible leurs bénéfices en détruisant les

De la même manière, les relations entre le prolétariat des Etats-Unis et les peuples d’Amérique latine se sont objectivement resserrées. Nous en avons l’exemple dans le Traité de libre-échange. Il s’agit d’un traité de destruction de la nation mexicaine, de destruction des lois et normes qui l’ont protégée, dans une certaine mesure, de la voracité des entreprises impérialistes ; il s’agit aussi de la destruction des droits du travail et des droits démocratiques de la classe ouvrière mexicaine, afin de réduire le coût de la force de travail à presque rien (le salaire minimum d’un ouvrier mexicain est actuellement dix fois moindre que celui d’un ouvrier américain). La destruction de la classe ouvrière et de la nation mexicaine est un instrument de chantage aux mains des capitalistes nord-américains pour combattre leur propre prolétariat au nom du fait que les usines peuvent être délocalisées vers le Mexique et que peuvent être embauchés des ouvriers mexicains à prix ultracomptitifs.

Dans le cas précis du Mexique, au cours des dix-huit dernières années de gouvernement du PRI, le démantèlement des conquêtes de la révolution mexicaine de 1910 et des luttes postérieures a commencé. Le gouvernement de Salinas (1988-1994) modifia plusieurs fois la Constitution pour ouvrir la voie à la privatisation de “l’ejido” (terres données par Cardenás aux paysans pauvres) et de l’industrie électrique nationalisée (loi sur

le service public de l'énergie électrique, de 1992, qui permet la cession de concessions aux entreprises multinationales pour la fabrication de l'énergie), pour permettre aux capitaux étrangers de s'emparer des entreprises commerciales, bancaires et financières nationales. Le gouvernement de Salinas signa aussi le TLC et fit que les chaînes hôtelières immobilières étrangères continuent de s'emparer de parties énormes des côtes mexicaines, qui, selon la Constitution, ne pouvaient être cédées à aucun étranger.

Le gouvernement de Zedillo (1994-2000), dont le règne s'achève maintenant, a appliqué le TLC, ce qui fut désastreux pour des millions de Mexicains, qui se retrouvent aujourd'hui dans la misère, voire dans l'extrême misère. Il proposa la privatisation de l'industrie électrique et pétrolière au travers d'une nouvelle modification de la Constitution dans ses articles 27 et 28, dessein auquel il a dû renoncer face à la profonde crise de régime qu'il dut gérer et à la résistance des travailleurs et de la nation.

Lors des élections du 2 juillet dernier, pour la première fois en soixante-dix ans, le PRI a perdu la présidence, sur son propre terrain électoral. Pourtant, le personnage qui prendra le pouvoir, Vicente Fox, ex-gérant de Coca-Cola au Mexique, agent du département d'Etat américain, le fera pour essayer d'aller plus loin dans l'application des plans que le PRI ne put

mettre en œuvre, et en premier lieu pour remettre le pétrole aux mains des Etats-Unis.

C'est pour cette raison que maintenant, avec encore plus de force qu'à l'époque de Trotsky, les militants de la IV^e Internationale ne peuvent en aucun cas proposer aux ouvriers émancipés et à la classe ouvrière dans son ensemble de "*passer outre son propre développement et sa propre expérience*". La classe ouvrière, pour défendre ses droits, devra et ne pourra pas ne pas participer, aux côtés de l'ensemble du peuple mexicain, à la défense de la souveraineté nationale et à la lutte pour les revendications démocratiques les plus élémentaires de la nation.

La politique de front unique anti-impérialiste demeure un instrument essentiel à l'unification des forces sociales et politiques de toute la nation, contre l'impérialisme et son agent incarné par le gouvernement Fox. C'est dans ce sens que la section mexicaine propose à toutes les organisations syndicales et politiques qui se réclament de la défense de la souveraineté nationale et aux travailleurs d'impulser la constitution d'un large mouvement : pour la défense de PEMEX, contre les privatisations et contre la réforme de la loi fédérale du travail, pour la dérogation au TLC, pour la défense de la souveraineté nationale.

Luis Vasquez

Quelques points de repère sur la vie de Léon Trotsky

26 octobre 1879 : Naissance de Léon Davidovitch Bronstein à Ianovka (Ukraine).

1897 : Formation de l'Union des travailleurs de Russie du Sud, animée par le jeune Bronstein, qui sera arrêté, avec les autres responsables de l'organisation, en janvier 1898. En 1899, il sera condamné à quatre ans d'exil. Pendant son emprisonnement, il se déclare marxiste.

1898 : Congrès de fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Plekhanov (1858-1918), dont on peut dire qu'il a été l'introducteur du marxisme en Russie, est l'un des principaux fondateurs du parti.

1902 : Léon Bronstein s'évade. C'est alors qu'il choisit le pseudonyme de Trotsky. Après être passé à Vienne, il rencontre Lénine et collabore à l'*Iskra* (*L'Etincelle*).

1903 : En août, se tient à Bruxelles le II^e Congrès du POSDR. Ce congrès marque la division entre bolcheviks (majoritaires) et mencheviks (minoritaires), qui s'opposent sur la conception même du parti. Trotsky se range d'abord avec ces derniers.

1905 : La première révolution russe commence par le "Dimanche rouge", le massacre des manifestants à Pétersbourg. Trotsky devient le principal animateur du soviet de Pétersbourg, puis il en est élu président. En décembre 1905, la contre-révolution l'emporte. Le comité exécutif du soviet est arrêté.

1906-1907 : Trotsky et quatorze autres dirigeants du soviet sont bannis à vie. Trotsky rédige *Bilan et Perspectives*. En 1907, il s'évade. Désormais, jusqu'à 1917, il vivra en exil. A Vienne (en 1908), il publie la première *Pravda*. Dans les discussions sur le bilan de la révolution de 1905, Trotsky, tout en défendant sa propre conception (bien que les tâches de la révolution russe — la terre, la démocratie, la question nationale — soient celles qu'a résolues la révolution bourgeoise dans les pays capitalistes avancés, cette révolution ne vaincra que comme révolution socialiste), concentre le feu de sa critique contre la position des mencheviks (parce que c'est une révolution bourgeoise, c'est à la bourgeoisie qu'il revient de diriger et de fixer les limites) et se trouve bien plus près des positions de Lénine et des bolcheviks, pour qui il revient aux travailleurs de se placer à la tête de la révolution.

Pourtant, Trotsky continue à réclamer le rétablissement de l'unité entre les différentes fractions.

1912 : Les bolcheviks se constituent en parti politique distinct. Trotsky participe à un regroupement hétéroclite des autres courants unis contre les bolcheviks (le Bloc d'août), puis s'en dissocie.

1914 : En février, formation à Pétersbourg de l'organisation "Inter-Rayons", inspirée par Trotsky, qui publie un journal, *Borba*. En août, commencement de la Première Guerre mondiale. D'emblée, Trotsky, comme Lénine, Liebknecht et Luxemburg, prend position contre la guerre et dénonce la capitulation des dirigeants de la II^e Internationale (notamment dans sa brochure *La Guerre et l'Internationale*).

1915 : Trotsky fait paraître à Paris *Nache Slovo*, journal qui défend l'internationalisme. En septembre, Conférence socialiste internationale de Zimmerwald, dont Trotsky rédige le manifeste. Le comité central du Parti bolchevique lance un manifeste (rédigé par Lénine), qui appelle à la construction d'une nouvelle Internationale.

1916 : Après l'interdiction de *Nache Slovo*, Trotsky est expulsé (en septembre) et trouve refuge aux Etats-Unis.

1917 : Le 25 février, la grève générale commence à Petrograd, s'étend et se transforme en insurrection. Le tsar abdique. Le 14 mars, le soviet de Petrograd lance un appel à "tous les peuples du monde pour une paix sans annexion ni indemnité". Un "gouvernement provisoire" est formé. Le 3 avril, Lénine rentre en Russie et assure le réarmement politique du Parti bolchevique : aucune confiance dans le gouvernement provisoire, dehors les ministres capitalistes, le pouvoir aux soviets.

Le 17 mai, Trotsky, à son tour, rentre en Russie. Son organisation agit en commun avec les bolcheviks, dont Trotsky se déclare solidaire. Au VI^e Congrès du parti (août 1917), Trotsky est élu membre du comité central du Parti bolchevique.

Le 25 octobre 1917, s'ouvre le congrès des soviets, où les bolcheviks sont majoritaires. Trotsky, qui est leur porte-parole, annonce le renversement du gouvernement provisoire. Dans le premier gouvernement soviétique, Trotsky est commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

1918 : Le 3 mars, signature du traité de Brest-Litovsk, qui met fin aux hostilités avec l'Allemagne. L'impérialisme allemand assure son contrôle sur l'Ukraine, une partie de la Pologne. La situation, dit Lénine, est "extraordinairement pénible et difficile". Trotsky avance la position "*ni guerre, ni paix*" (arrêt des opérations militaires, mais ne pas signer de traité), avant de se rallier à la position de Lénine. Boukharine s'oppose à la signature du traité et est pour "*la guerre révolutionnaire*". La discussion se mène dans le parti et publiquement. Pendant un temps, la minorité conduite par Boukharine se voit donner la possibilité de publier son propre journal.

En septembre, avec l'aide de l'intervention étrangère, la guerre civile se déchaîne. Sous la conduite de Trotsky, l'Armée rouge reprend Kazan.

9 novembre : proclamation de la République des conseils en Allemagne.

1919 : Le 15 janvier, écrasement des "spartakistes" à Berlin et assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Du 2 au 7 mars, se tient le 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste, dont Trotsky rédige le manifeste. En août, la contre-révolution l'emporte en Hongrie.

1920-1921 : Le II^e Congrès de l'Internationale communiste se tient du 26 juillet au 6 août 1920. Lorsque l'année s'achève, l'Armée rouge a remporté une série de victoires contre les forces de la contre-révolution, mais le pays est déchiré par la guerre civile et l'intervention étrangère ; la famine s'étend.

En mars 1921, soulèvement de Cronstadt, qui coïncide avec le X^e Congrès du Parti bolchevique, où, après une âpre discussion, Lénine fait voter sa position sur les syndicats, la nécessité de préserver l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat, y compris de l'État ouvrier.

En juin, III^e Congrès de l'Internationale communiste. Trotsky présente le rapport et les tâches.

Début de la Nouvelle Politique Économique (NEP).

1922-1923 : En mai 1922, Lénine est victime d'une première attaque. En octobre, il pourra de nouveau avoir une activité, mais limitée. C'est à ce moment qu'il propose à Trotsky un "bloc" contre Staline, dont il rejette le bureaucratisme et condamne le "*chauvinisme grand-russe*" avec lequel il aborde les problèmes de l'Union des Républiques. Tenue du IV^e Congrès de l'Internationale communiste.

Une nouvelle attaque le frappe en décembre. Il écrit alors une lettre au comité central, lettre connue sous le nom de "*Testament*", où il propose d'écartier Staline du secrétariat général. La maladie lui interdira ensuite toute activité.

Après janvier 1923, mûrissement d'une situation révolutionnaire en Allemagne. Retraite sans combat de la direction du PC allemand.

En octobre 1923, lettre de 46 responsables et militants pour la défense de la démocratie dans le parti. En décembre, parution de *Cours nouveau*.

1924-1925 : Le 21 janvier, mort de Lénine. En octobre, publication des *Leçons d'Octobre*. En janvier 1925, Trotsky quitte le commissariat du peuple à la Guerre. Déchaînement de la campagne antitrotskiste. Le bloc dirigeant formé par Staline, Zinoviev et Kamenev éclate.

1926 : En avril, constitution de l'Opposition unifiée, conduite par Trotsky, Zinoviev et Kamenev. En mai, échec de la grève générale en Angleterre. En octobre, après Zinoviev, Trotsky et Kamenev sont exclus du bureau politique. Boukharine devient président de l'Internationale communiste. En décembre, à la XV^e Conférence du parti, le "*socialisme dans un seul pays*" devient la doctrine officielle.

1927 : En Chine, Tchang Kaï-chek se retourne contre le Parti communiste chinois, qui, suivant la ligne dictée par la direction stalinienne de l'Internationale communiste, a aliéné toute indépendance à son égard. Exécutions massives de militants ouvriers.

En URSS, l'appareil décide d'écraser l'Opposition : en octobre, Trotsky et Zinoviev sont exclus du comité central. Le 7 novembre, pour le dixième anniversaire de la révolution, l'Opposition manifeste publiquement et se heurte aux violences organisées par l'appareil. Le 19 novembre, Trotsky et Zinoviev sont exclus du parti. Le XV^e Congrès, qui se tient en décembre, exclut les membres de l'Opposition. Ceux qui veulent être réintégrés doivent faire amende honorable.

1928 : Première vague de déportations d'opposants. Trotsky est transféré de force à Alma-Ata, le 16 janvier. Durant l'année, préparation de la grande campagne de collectivisation forcée. Le conflit s'aiguise entre Staline et ce qu'on a appelé "*la droite*" (Boukharine), qui le soutenait jusqu'alors.

A l'été, se tient le VI^e Congrès de l'Internationale communiste, placé sous le signe du "*socialisme dans un seul pays*". Trotsky analysera et critiquera les documents de ce congrès dans son ouvrage *L'Internationale communiste après Lénine*.

1929-1930 : En février 1929, Trotsky est expulsé d'URSS. En avril, le bureau politique condamne "*la droite*" et Boukharine est exclu du bureau politique. En 1930, alors que la campagne de col-

lectivisation a abouti à une grande crise, le parti est "purgé" des partisans de la droite. Trotsky écrit *Ma vie, l'Histoire de la révolution russe, La Révolution permanente*.

En avril 1930, l'activité incessante de Trotsky aboutit à la conférence internationale de l'Opposition de gauche.

1931-1932 : Au centre des développements politiques mondiaux, il y a la situation allemande. Contre la politique stalinienne, qui refuse le front unique ouvrier face à Hitler, Trotsky combat pour le front unique. En URSS, à partir de 1932, les arrestations d'opposants se multiplient.

1933 : Hitler prend le pouvoir. Tandis qu'en Allemagne, le nazisme détruit les organisations ouvrières, en URSS, la répression s'accentue contre tous les opposants. Après la faillite de l'Internationale communiste en Allemagne, Trotsky conclut qu'il faut s'orienter vers une nouvelle Internationale, la IV^e Internationale.

1934-1935 : Le 12 février 1934, en France, aux cris de "Unité ! Unité !", les deux manifestations distinctes du Parti socialiste et du Parti communiste se rejoignent.

En juillet, le VII^e Congrès de l'Internationale communiste généralise la politique des "Fronts populaires", c'est-à-dire d'alliance avec les partis de la bourgeoisie (comme le Parti radical en France). En octobre, soulèvement ouvrier dans les Asturies (Espagne). Le 1^{er} décembre, Kirov, l'un des principaux lieutenants de Staline, est assassiné. Un premier procès est organisé contre Zinoviev et Kamenev, accusés de "complicité" dans l'assassinat de Kirov.

1936 : En juin, victoire électorale des partis du Front populaire en France. La grève générale déferle.

En juillet, coup d'Etat militaire en Espagne. Les ouvriers prennent les armes, forment leurs milices et leurs comités.

Fin juillet, se tient une conférence internationale qui aboutit à la création du Mouvement pour la IV^e Internationale. Publication de *La Révolution trahie*.

En août, se déroule le premier grand procès de Moscou. Seize vieux militants du Parti bolchevique sont condamnés à mort. Parmi eux, Zinoviev, bolchevik depuis 1903, et Kamenev, adhérent du Parti ouvrier social-démocrate de Russie dès 1901, collaborateur de Lénine dès la constitution de la fraction bolchevique.

1937 : En janvier, Trotsky arrive au Mexique, où il s'installe à Coyoacan. Fin janvier, c'est le deuxième procès de Moscou, où sont notamment condamnés à mort Piatakov (membre du parti depuis 1910, membre de l'Opposition de gauche ayant capitulé en 1928), Radek (militant de la social-démocratie polonaise puis allemande avant la Première Guerre mondiale, membre du Parti bolchevique en 1917, membre de l'Opposition de gauche ayant capitulé), Mouralov (dirigeant de l'insurrection de Moscou en 1905, l'un des principaux chefs de l'Armée rouge pendant la guerre civile, adhérent à l'Opposition de gauche dès 1923).

En février-mars, un plénum du comité central du parti stalinien appelle à l'extermination des trotskystes. Dans les camps de concentration, le massacre des détenus trotskystes commence.

En Espagne, "Journées de mai" à Barcelone, répression contre le POUm. Andrés Nin est assassiné, après avoir été torturé. Des militants anarchistes, trotskystes et socialistes tombent sous les balles des tueurs du Guépéou.

1938 : En février, à Paris, assassinat de Léon Sedov. En mars, troisième procès de Moscou. Exécution de Boukharine (bolchevik depuis 1906) et de bien d'autres. La terreur stalinienne liquide tous ceux qui ont un lien avec la révolution d'Octobre. Exécutions massives des détenus trotskystes de Vorkhouta.

En septembre, se tient le congrès de fondation de la IV^e Internationale, congrès qui adopte le *Programme de transition*.

1939 : En Espagne, le 28 mars, les troupes franquistes entrent dans Madrid. Barcelone est tombée en janvier.

22 août : Pacte Hitler-Staline. La Pologne est partagée entre l'URSS et l'Allemagne nazie. En septembre, commencement de la Deuxième Guerre mondiale.

1940 : En mai, se tient la "Conférence d'alarme" de la IV^e Internationale, dont le manifeste constitue le dernier document programmatique rédigé par Trotsky.

Le 24 mai, un attentat manqué est organisé contre Trotsky.

L'offensive allemande a déferlé sur la France en mai-juin. Le régime de Pétain se met en place en juillet.

Le 20 août 1940, le tueur stalinien Ramon Mercader frappe mortellement Trotsky avec un piolet. Léon Trotsky meurt le 21 août 1940.

**Les dix premiers numéros
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles.
Le n° 11 paraîtra fin septembre.**

**Cahiers
du mouvement
ouvrier**



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Sociaux
et les Relations Internationales

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs** Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

à partir du n° 1 à partir du n° 2 à partir du n° 3 à partir du n° 4
à partir du n° 5 à partir du n° 6 à partir du n° 7 à partir du n° 8
à partir du n° 9 à partir du n° 10 à partir du n° 11

Commande du n° 1 : Commande du n° 2 : Commande du n° 3 :

Commande du n° 4 : Commande du n° 5 :

Commande du n° 6 : Commande du n° 7 : Commande du n° 8 :

Commande du n° 9 : Commande du n° 10 : Commande du n° 11 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI (préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :

La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X